

LES CLASSES SOCIALES
DANS
LA FRANCE CONTEMPORAINE

PAR
LOUISE-MARIE FERRÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT D'UNIVERSITÉ
PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PARIS
LIBRAIRIE PHILOSOPHIQUE J. VRIN
6, PLACE DE LA SORBONNE

1934



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LES CLASSES SOCIALES
DANS
LA FRANCE CONTEMPORAINE

LES CLASSES SOCIALES

DANS

LA FRANCE CONTEMPORAINE

PAR

LOUISE-MARIE FERRÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT D'UNIVERSITÉ

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PARIS

LIBRAIRIE PHILOSOPHIQUE J. VRIN

6, PLACE DE LA SORBONNE

1934

LES CLASSES SOCIALES

LA FRANCE CONTEMPORAINE

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.



A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE

PAUL *FERRÉ*,

A LA MÉMOIRE DE MON GRAND-PÈRE MATERNEL

ALPHONSE *HEUBERT*,

l'un soldat, l'autre érudit,

A tous ceux qui m'ont apporté une aide

directe ou indirecte.

INTRODUCTION

Cette thèse est la réalisation partielle d'un très ancien projet.

De très bonne heure, dès l'enfance même, l'observation des faits sociaux nous semblait un sujet d'étude vraiment plein d'intérêt. Le phénomène des classes, notamment ; la différence entre l'égalitarisme prétendu et la segmentation sociale réelle, avaient retenu notre attention et nous avions pensé étudier cette zone du social.

Ce projet fut repris après des études universitaires tardivement faites qui nous ont permis de recevoir les excellentes leçons de M. Bouglé et de M. Fauconnet, à la Sorbonne ; de M. Bayet (pendant plusieurs années) et de M. Simiand, à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes.

Nous rendons hommage à ces maîtres qui nous ont guidée sur la voie des recherches personnelles et aussi à la mémoire des fondateurs de la sociologie, avec la pensée desquels nous avons eu un contact moins direct, mais non moins efficace.

Nous tenons, notamment, à exprimer notre reconnaissance à M. Bouglé qui s'est intéressé à notre travail pendant plusieurs années.

Cependant, il est certain que les conditions dans lesquelles nous avons fait nos études, peu favorables à certains égards, ont permis à notre esprit d'acquérir un tour plus personnel. Nous sommes entrée à l'Université, ayant déjà fait seule, pendant plusieurs années, dans le domaine des sciences sociales, des incursions peu méthodiques mais non point infécondes.

Notre esprit, tout en restant largement ouvert à l'influence des maîtres, fut ainsi préservé de la passivité, garda toujours sa faculté de constructivité positive en face de l'enseignement reçu.

C'est en lisant *Au delà du Marxisme* de H. de Man que notre ancien projet reprit corps.

Quoi que l'on puisse trouver matière à discussion dans cet ouvrage, les observations de H. de Man ont la saveur du fait vécu. Cet auteur a bien senti le besoin de *considération* des ouvriers, la lutte contre le sentiment d'infériorité, le prestige de l'idéal bourgeois que l'on affecte de mépriser (1).

(1) Sorel, bien antérieurement, écrivait : « L'amour-propre est une force qui dans l'histoire sociale a souvent tenu une place plus grande que les intérêts matériels et les passions religieuses... » Il notait le désir du petit bourgeois, de l'intellectuel, d'être admis dans la hiérarchie mondaine, du bourgeois riche d'être reçu par la noblesse, et d'autres traits analogues de vanité sociale. (*Matériaux d'une théorie du prolétariat*, pp. 146-147).

De même R. Garrie indique dans son *Belleville* que le peuple a besoin de *considération* plus que de biens matériels.

Et la désaffection d'un marxiste pour le marxisme par *l'expérience ouvrière*, parce qu'il a vu la faiblesse de son maître en opposant la doctrine aux cas concrets, était un utile point de départ.

Le marxisme est dépassé, évangile qui ne peut survivre qu'en rajeunissant. Cela semble bien acquis.

Dépassée, inadéquate aux faits dans son ensemble, la thèse marxiste l'est particulièrement en ce qui concerne la théorie des classes.

Au problème ancien : « Comment notre société, égalitaire en principe, réalise-t-elle, en fait, l'égalité ; quelles sont les classes de ce groupe social théoriquement sans classes ? » s'en superposait un second : « Quelles sont les divergences entre les classes conçues par Marx ou les autres penseurs sociaux de différentes tendances et les classes telles que nous les montre la réalité ? »

D'abord, l'étude du réel social, puis, confrontation entre le réel et l'idéologie.

Ayant posé le principe de cette segmentation du concept de classe (réel et idéologique) entraînant la nécessité d'une double étude, nous vîmes l'intérêt de ne pas se limiter à un moment de l'histoire, à superposer le dynamique au statique.

L'expérience personnelle en ce qui concerne des sociétés du type de la nôtre, semble indiquer qu'il y a de la mobilité ; du moins, il peut y en avoir et il est utile de s'en assurer en abordant le problème des classes dans leur devenir et non seulement dans leur être artificiellement fixé à un moment du temps.

En ce qui concerne la France contemporaine, la meilleure formule nous semblait : partir de la Révolution (origine de l'égalitarisme prétendu ; du moins époque où l'égalitarisme juridique, préparé depuis longtemps par le mouvement des idées, s'affirme dans les textes législatifs), pour aboutir à la période strictement contemporaine.

Pratiquement, un tel travail est à peu près irréalisable par une seule personne et, même en y consacrant complètement de longues années, il ne serait possible d'obtenir qu'une vue sans beaucoup de profondeur.

Même en se bornant à une période beaucoup plus limitée (avant-guerre, guerre, après-guerre, 1910-1930 ; période pour laquelle nous avons réuni d'assez nombreux documents qui ne sont pas tous, à beaucoup près, utilisés dans ce travail) il est difficile d'aborder tous les aspects du problème des classes, aspects multiples et complexes et pour lesquels nous manquons de travaux de première main utilisables et surtout de travaux constituant une matière relativement homogène, conçus selon la même méthode.

Qu'est donc le présent travail ?

Engagée tout d'abord dans une étude des *classes sociales dans la France contemporaine* (1910-1930) (1), nous avons dû, avant tout, aborder le problème de la méthode et de la définition même de la classe, ce qui constitue

(1) Epoque caractéristique au point de vue de l'évolution et divisible en trois périodes assez nettement tranchées.

déjà un travail préliminaire d'une certaine importance et susceptible d'aider ceux qui, après nous, aborderont cette zone du social.

Puis, après l'essai de différentes sources et les éliminations nécessaires, nous avons recueilli, dans le droit et la littérature sociale, un certain nombre d'observations concernant les différentes classes reconnues comme existant en France et les trois phases de la période étudiée.

Ces documents, insuffisants pour une étude complète, permettent cependant de donner un *tableau* fidèle et assez précis de ce que sont actuellement les classes en France, de noter les indications dynamiques de transformation, étant entendu que certains points de détail pouvaient être utilement repris pour des études particulières.

Ce programme réduit lui-même ne put être entièrement réalisé.

Cette thèse est donc une simple ébauche du projet primitif.

Exposé méthodologique ; définitions de ce que peut être la morphologie sociale ; de ce que l'on doit entendre par *classe* ; étude des principales conceptions idéologiques ; plan succinct d'une étude des classes dans la France contemporaine ; ces points sont complètement développés.

Suivent des *tableaux résumés* des différentes classes, une documentation bibliographique assez importante et quelques indications devant être utiles à ceux qui voudront nous suivre.

Introduction à une étude des classes (en général, et particulièrement dans notre pays et pour la phase contemporaine), plutôt que cette étude elle-même, telle est, en résumé, l'objet de cette thèse.

Peu importe par qui l'œuvre entreprise sera continuée. C'est pour les jeunes surtout que nous devons travailler, pour ceux qui nous suivent, entrant dans la vie avec une foi intacte et des forces neuves.

Puisse cette œuvre modeste leur être utile.

Paris, le 23 janvier 1934

PREMIERE PARTIE

MÉTHODE ET IDÉOLOGIE

CHAPITRE I^{er}

LA METHODE SOCIOLOGIQUE LA METHODE DANS L'ETUDE DES CLASSES

Existe-t-il une méthode sociologique ?

Nous l'avons pensé longtemps, nous ne le croyons plus. La sociologie embrasse un domaine si vaste, si complexe, touche à tant d'autres sciences, peut être subdivisée en tant de zones et de sous-zones, qu'elle ne peut comporter de méthode générale.

En fait, des ouvrages conçus et exécutés en partant de points de départ très différents, suivant des règles impliquant parfois des postulats à-priori contradictoires, ont une égale valeur scientifique, et loin de s'opposer, se complètent.

Il ne faut donc pas nous laisser enfermer, dès le départ, dans l'armature gênante d'une trop stricte discipline méthodique.

Un seul point à fixer nettement. Savoir ce qu'on entend par *sociologie* et ne pas se départir de l'attitude adoptée.

Qu'est-ce que la sociologie ? demandait naguère M. Bouglé. C'est le titre d'une étude qui a parue en recueil avec quelques autres articles. La réponse était que la sociologie étudie des formes sociales, en tenant compte surtout de la *densité* ou multiplicité des individus, de leur homogénéité ou hétérogénéité, de la stabilité ou instabilité de l'organisation collective.

Elle doit rechercher comment les différentes institutions sont modelées ou modifiées par les formes générales, la structure sociale ; rechercher aussi, dans la mesure du possible, les causes qui ont permis à ces formes de s'édifier.

Etant impossible de remonter aux causes premières : « La société étant donnée, quelles forces modifient ses formes, voilà des questions auxquelles on peut répondre par l'observation ». Ces forces sont des forces naturelles (race, action du milieu géographique, des besoins matériels) ou morales (puissance des idées). M. Bouglé concluait donc : « Se placer au « point de vue sociologique » ce sera observer les formes sociales, leurs conséquences et leurs causes » (1). Point de vue très large, qui peut admettre à peu près toutes les subdivisions et toutes les méthodes.

(1) *Qu'est-ce que la sociologie ?* p. 31.

Allant un peu plus loin encore nous dirons qu'est sociologique toute étude objective des phénomènes sociaux, quels que soient ces phénomènes, qu'il s'agisse des idées morales comme les a étudiées M. Bayet, des zones du social qui touchent aux sciences humaines naturelles (anthropologie, ethnographie), que l'on veuille ne voir dans le social que le collectif ou que l'on croit devoir faire une place à l'action de certaines individualités. Du moment que l'on fait preuve d'un esprit strictement *objectif*, c'est-à-dire purement scientifique, moralement désintéressé, l'on fait œuvre sociologique (1).

L'extension du domaine sociologique ainsi défini implique une certaine indétermination de méthode, ou plutôt l'admission de méthodes autonomes, appropriées aux différentes zones de l'étude sociologique ou des sciences se rattachant à la sociologie.

C'est dire que nous n'écarterons pas a priori la méthode de la documentation personnelle. Sans penser (comme nous l'avons cru autrefois) que cette information puisse être la seule source, il est injuste de la condamner.

Les observations personnelles sont de qualité variable. Mais les plus médiocres d'entre elles, traitées avec mesure et esprit critique, confrontées avec d'autres observations du même milieu (à tout le moins de milieux très voisins) élaguées de tout ce qui peut paraître le moins du monde douteux, peuvent encore donner la matière de travaux sérieux et capables d'apporter de la lumière.

Quant aux notes prises par de bons observateurs, on peut, sans doute, en vertu d'une position de scepticisme a priori, les considérer toujours avec méfiance, ou n'y voir que de la *littérature*, cependant il nous semble que ce sont de bons documents.

Pour bien des époques où les sources écrites sont peu nombreuses, ne devons-nous pas nous fier à la parole d'un petit nombre d'historiens, voire de quelques littérateurs qui n'avaient cependant pas l'esprit formé à la discipline des méthodes scientifiques modernes ? Pour les pays lointains, n'accordons-nous pas de même notre créance aux récits de voyageurs qui peuvent n'être aucunement sociologues ni psychologues et seulement de médiocres observateurs ?

Le livre de M. Goblot (2), conçu sous la forme d'une suite d'impressions personnelles, est certainement un des meilleurs ouvrages contemporains relatif aux classes (3).

Cependant, pour l'étude que nous désirions entreprendre, il nous fallait quelque chose de plus.

Suivrions-nous strictement la méthode durkheimienne ? Celle-ci envi-

(1) Cf. Bureau (Paul). *La science des mœurs*, p. 97 : « Nous définirons le fait social : toute forme d'activité, tout acte, toute combinaison, toute formule, adoptés par l'individu en vue d'aménager ses rapports avec la collectivité dont il fait partie ».

(2) *La barrière et le niveau*.

(3) Cf. Valdour. *La méthode concrète en science sociale*.

sage presque exclusivement les sources juridiques (1) et nous abordions un sujet, en principe, extra-juridique. C'est même ce décalage entre le droit et les mœurs, l'égalité proclamée et la hiérarchie réelle, qui était à l'origine de notre travail.

Dans quelle mesure l'égalitarisme devant la loi est-il réalité ? La question ne peut être résolue à priori et le domaine du droit doit être exploré.

Cependant, théoriquement, nous vivons sous le régime de l'égalité. La loi, dans son ensemble, envisage l'individu ou la famille, non la classe ; nulle part elle ne doit reconnaître *explicitement* l'existence des classes.

Répétons-le. La réalité n'est pas forcément conforme à cette vue doctrinale, et, en fait, nous verrons l'idée de classes et de hiérarchie sociale subsister dans le droit ou y *réapparaître*. Mais il reste que le document juridique ne peut pas être notre unique ni même notre principale source.

Nous avons pensé à adopter intégralement la méthode de M. Bayet, mais celle-ci, conçue pour l'étude des faits moraux, ne s'applique qu'imparfaitement à la morphologie sociale. L'étude de la source littéraire, notamment ; celle de la presse, entraîneraient des recherches beaucoup trop étendues, le phénomène de la classe étant *partout*.

La méthode éthologique sera utilement employée quand il s'agira non plus d'étudier la *réalité vivante* de classes, ni même les *systèmes idéologiques*, mais les réactions morales en face de l'idée de classe (l'existence des classes est-elle considérée comme licite, comme utile, dans un groupe social déterminé).

La méthode de Le Play nous semble devoir être prise en considération, ne serait-ce que par égard à la personnalité de son auteur, et en raison de sa valeur d'efficacité pratique.

Nous sommes persuadée que des monographies bien faites (confrontées avec le résultat d'informations plus générales) peuvent donner d'utiles renseignements. Nous reviendrons sur la méthode monographique et la mesure dans laquelle elle nous paraît devoir être employée.

Cependant on peut reprocher à ce procédé de n'envisager que la famille ouvrière pour déterminer une société donnée. Quand il s'agit surtout, comme nous le faisons, d'étudier justement la stratification sociale, il est insuffisant de nous adresser aux milieux populaires. Dans quelle mesure la monographie peut-elle être transposée pour l'étude de toutes les classes, nous reprendrons plus loin cette question.

Le cadre de la monographie nous semble devoir recevoir des modifications. Puis, la méthode monographique s'adresse strictement au présent ; il ne nous semble pas légitime, nous l'avons dit, de répudier tout recours à l'observation directe immédiate pour ne vouloir considérer que le document écrit, mais il ne nous paraîtrait pas légitime davantage de ne vouloir à aucun prix recourir à ce document écrit lorsqu'il constitue la source historique.

(1) Cf. la critique de cette méthode par P. Bureau, *op. cit.*, p. 94

« Tous les âges du monde social revivent au temps actuel ; et, pour les divers états de simplicité ou de complication, les conditions fondamentales du bonheur n'ont pas plus changé que la nature de l'homme. Parfois même la paix et la stabilité peuvent être observées de nos jours dans les lieux mêmes où elles régnaient avant l'ère actuelle... » (1).

Cette phrase condamne la méthode *non en elle-même* et pour le but auquel son fondateur la destinait (rechercher les conditions permanentes d'un ordre social heureux afin de tenter de recréer ces conditions là où elles ne se rencontrent plus) mais pour notre étude, purement objective, scientifique, ne se préoccupant pas de *ce qui doit être*, mais de ce qui est, non seulement de ce qui demeure mais de *ce qui devient*.

Tout en admirant l'œuvre de Le Play, en reconnaissant à sa méthode une valeur féconde, et en admettant qu'elle puisse nous aider à certains égards, nous ne pouvions donc pas l'adopter intégralement pour notre étude des classes sociales (2).

Certains ouvrages de sociologie tout à fait contemporains font appel exclusivement aux documents statistiques (3), d'autres développent l'interprétation psychologique au détriment nous semble-t-il de l'observation proprement dite.

Il nous semble bien, en fin de compte, que le ressort profond des phénomènes sociaux soit d'essence psychologique (4), mais le sociologue n'a pas à en tenir compte dans l'élaboration de sa méthode, sinon il risque de se créer un système d'explications *a priori* et de se trouver gêné dans l'observation objective des faits.

Assez différente de celle qui consiste à vouloir envisager seulement l'aspect psychologique des structures et phénomènes collectifs, est la méthode qui consiste à atteindre dans les individus certains aspects psychologiques liés à des activités de nature sociale.

C'est la méthode employée par H. de Man dans son enquête sur la *Joie au travail* (5).

L'enquête faite durant les années scolaires 1924-1925 et 1925-1926, près des étudiants de l'Académie du travail de Francfort-sur-le-Main, parut d'abord en allemand en 1927 sous le titre de *Der Kampf um die arbeitsfreude* (la lutte pour la joie au travail). Les élèves, entre 20 et

(1) Le Play (F.). *Les ouvriers européens*, T. I., 2^e édit. pp. 13 à 15.

(2) La méthode monographique n'est pas restée la propriété exclusive des groupes se rattachant à la science sociale. Les questionnaires monographiques sont notamment employés en sociologie ethnographique pour la description des mœurs des indigènes des colonies. (Cf. *Collection de monographies ethnographiques* publ. par Cyr van Overbergh. Bruxelles.) Le B. I. T., les sociologues américains, s'attachant plus volontiers aux faits concrets et au présent, bien qu'ils utilisent de préférence l'enquête, se servent aussi de procédés de travail qui se rapprochent de la méthode monographique.

(3) Cf. Halbwach (M.). *Les causes du suicide*.

(4) Cf. notamment : Bousquet (G.-H.). *Précis de sociologie*, d'après Vilfredo Pareto. — Ulrich (Dr Dzenèk). *La doctrine et l'enseignement sociologiques hors de France*.

(5) Man (Henri de). *La joie au travail*. Enquête basée sur des témoignages d'ouvriers et d'employés.

30 ans (exceptionnellement plus âgés), en majorité du sexe masculin formaient une élite ouvrière.

Il s'agissait de provoquer une introspection permettant d'atteindre d'abord l'existence même du sentiment *joie au travail*, puis les motifs qui provoquaient le besoin de joie au travail ou inhibaient l'apparition de ce sentiment.

En somme, il s'agit plutôt d'une étude psychologique à proprement parler que sociologique. Sans doute, les états subjectifs atteints ne sont compréhensibles que dans certains cadres sociaux, que liés à la réalisation du phénomène *travail* dans une organisation sociale déterminée. Mais il en est de même de tous les travaux psychologiques analogues, y compris les tests et expériences scolaires. L'on n'étudie jamais l'homme isolé, mais intégré dans un cadre social.

Cette méthode est donc, dans une large mesure, étrangère à la méthodologie sociologique proprement dite. Cependant, nous pouvons l'y intégrer de deux façons. D'abord, les résultats obtenus par des travaux analogues, s'ils étaient plus généralisés et étendus à des sujets variés, pourraient nous apporter d'utiles indications sur la psychologie des ouvriers, donc de la classe ouvrière. Et encore, faudrait-il prendre garde (nous signalerons encore ce danger à propos des monographies familiales) que les documents émanés d'une élite, ne sont absolument valables que pour cette élite et non pour la grande masse du peuple.

Avec cette réserve, notons que des travaux de cette nature peuvent être des sources écrites possibles pour l'étude approfondie des caractères de la classe dont les membres ont été enquêtés.

La deuxième utilisation concerne la méthode en elle-même. Il serait parfaitement légitime, et même extrêmement utile, toutes les fois que des enquêtes détaillées directes (ou l'établissement de monographies) seront possibles, d'y introduire des questions de nature psychologique.

Mais la réalisation sera toujours difficile.

Aucune des méthodes dont nous avons une connaissance suffisante ne pouvant intégralement convenir à nos recherches, il nous fallait donc déterminer personnellement une méthode spécialement applicable à l'étude de la classe.

Nous devons garder constamment présents à l'esprit ces deux principes :

1° Ne tenir compte que des sources pouvant avoir une valeur durable, ce qui, sans éliminer les impressions personnelles, les relègue au rang d'un document, devant se justifier par confrontation avec d'autres, notamment écrits.

2° Restreindre la *quantité* des documents à étudier au profit de la *qualité*, éliminer tout ce qui est inutile, imprécis, douteux, ne retenir que ceux qui nous apportent vraiment des faits essentiels.

Nous rejoignons ainsi l'esprit de Durkheim qui a recommandé de substituer aux faits vulgaires, démonstratifs seulement par leur nombre, des

faits *décisifs* ou *cruciaux*, ayant une valeur par eux-mêmes, indépendamment du nombre (1).

En sociologie, le problème de la méthode est essentiellement un problème de sources.

Nous admettons que, dans notre science, l'emploi de documents de toutes natures est parfaitement admissible, toute œuvre humaine étant, par quelque côté, reflet de la société où elle a vu le jour, peut nous apporter un enseignement sociologique.

Cependant, ces documents ne sont pas d'égale valeur ; notre tâche (ne perdant jamais de vue le problème particulier auquel nous nous sommes attachée) doit être, non de rassembler le plus possible, mais, au contraire, *d'éliminer dans la plus large mesure, et, cependant, de ne point éliminer l'essentiel.*

Nous envisagerons :

I. — Sources écrites.

II. — Sources directes.

I. — Sources écrites

1° Livres :

a) Droit et administration (lois et arrêts, archives parlementaires, textes administratifs, de police, etc....) ;

b) Littérature sociale :

b1) Descriptive,

b2) Idéologique (système de réformes, théories),

b3) Statistique ;

c) Ouvrages historiques (monographies, biographies, etc...);

d) Mémoires et souvenirs, correspondances publiées ;

e) Littérature d'imagination (romans et contes, théâtre) ;

f) Ouvrages de linguistique.

Sources secondaires ou complémentaires :

g) Dictionnaires et encyclopédies, manuels scolaires, ouvrages de savoir-vivre, etc...

2° Archives publiques et privées :

a) Publiques (registres de l'Etat Civil, statistiques publiées ou non ; résultat de recensements ; rôles de contributions, déclarations d'impôts sur le revenu ; constitutions de sociétés, tribunaux de commerce, registres du commerce, etc...) ;

b) Notariales (contrats de mariage, successions) ;

c) De corps constitués et groupements professionnels ;

d) D'associations (philanthropiques, sportives, cercles mondains, etc...);

e) Privées (mémoires et souvenirs non publiés, journaux intimes, correspondances) de familles appartenant aux différentes classes ;

f) Commerciales (catalogues ; documents d'imprimerie : cartes de

(1) *Les règles de la méthode sociologique*, p. 98.

visite, invitations, faire-part; liste de clients et relevés de compte; documents relatifs au personnel).

3° *Presse et iconographie.*

Revue, journaux quotidiens. Collections d'illustrations parues dans des journaux. Les catalogues de magasins peuvent aussi être utilisés comme source iconographique, ainsi que les collections d'images éditées par certaines maisons de commerce, les objets ayant une prétention artistique (calendriers, vide-poches, etc...), distribués à titre de publicité et s'adressant à une clientèle déterminée.

II. — *Sources directes*

1° Monographies,

2° Enquêtes,

3° Expériences personnelles spontanées n'ayant pas revêtu la forme de l'enquête systématique.

Nous ne pensons pas épuiser ainsi la liste des sources ni en pousser très loin l'analyse. Etant entendu que nous admettons, en principe, *tous* les modes d'information, on peut imaginer d'entreprendre une étude en se référant à n'importe quel ordre de document, même non énuméré par nous. Cependant, il n'est guère de ces documents qui ne se ramènent à une de nos rubriques (à part, peut-être, quelques documents matériels non écrits, objets d'art, par exemple; quelques rubriques littéraires que nous n'avons pas mentionnées : poésie, essais).

Dans l'ensemble, nous avons envisagé toutes les sources principales possibles en sociologie, étant entendu que sous le nom de *littérature sociale*, nous rangeons tous les ouvrages pouvant nous intéresser se rapportant aux classes, professions, groupes divers, d'origine laïque ou religieuse, militaire, politique, etc... (et non seulement littéraire à proprement parler).

La section II (celle des sources directes), volontairement négligée par Durkheim, est celle à laquelle se réfère l'Ecole de Le Play.

Comme nous l'avons dit, sans préférence doctrinale à priori, recherchant seulement *un résultat effectif*, nous devons interroger indifféremment l'une ou l'autre des sources énumérées.

Mais par indifféremment, nous n'entendons pas dire : au hasard.

Nous interrogerons donc seulement celles de ces sources qui peuvent nous donner le maximum de résultats précis en nous permettant de circonscrire nos recherches et de ne pas nous étendre sans nécessité.

I. — *Sources écrites*

La considération du travail à la fois économique (1) et parfaitement efficace nous a fait éliminer complètement la littérature d'imagination.

Celle-ci peut apporter d'utiles indications en ce qui concerne les faits moraux, mais pour l'étude de la morphologie sociale, c'est bien différent.

Sans insister plus qu'il n'est nécessaire sur ce point, nous résumerons ainsi les principaux reproches que nous faisons à cette source :

1° Beaucoup trop vaste, surtout pour l'époque contemporaine, impossible à explorer dans son entier ;

(1) Nous entendons pas travail économique celui qui évite le gaspillage du temps et des forces qui peuvent être employées plus utilement.

2° Grande difficulté de faire un choix dans la masse de la production, ce choix sera toujours en grande partie arbitraire ;

3° Fort souvent déformation du fait social et (en ce qui concerne notre présent travail) de l'image de la classe, tenant à la personnalité de l'auteur (exagération du lyrisme, du subjectif) ;

4° Déformation tenant à une documentation insuffisante (on connaît bien les ridicules peintures du *monde* données par certains auteurs issus de la petite bourgeoisie ; de même l'image du *peuple* est le plus souvent conventionnelle) ;

5° Déformation parce que la préoccupation du *pittoresque* est plus forte que celle de la vérité (certains romans mettant en scène des milieux populaires, paysans, qui pourraient donner des indications sur le langage, les modes de vie, sont faux non par absence de documentation, mais par leur outrance, leur volonté de ne montrer qu'un aspect choisi à priori pour réaliser un effet) ;

6° Déformation par intervention de préoccupations doctrinales (c'est le cas de la plupart des anciens romans réalistes et naturalistes) ;

7° Déformation par suite des nécessités de la réalisation technique (surtout pour le théâtre).

Certains romans populistes récents pourraient apporter d'utiles éléments, à défaut d'autres sources, mais ces éléments, nous les retrouvons sous une forme plus sûre encore et plus aisément atteinte dans la *littérature sociale descriptive* et par l'interrogation des sources directes.

M. A. Leblond ont cherché à déterminer certains types sociaux contemporains d'après les œuvres de romanciers (1). Le résultat obtenu est assez pauvre, étant donné le grand nombre d'ouvrages étudiés : il est vrai qu'il ne s'agit pas d'une œuvre scientifique à proprement parler.

Nous avons gardé, comme sources principales écrites (livres), le *droit* et la *littérature sociale*, nous réservant de leur adjoindre, toutes les fois que ce semblera nécessaire, l'étude de *monographies*, *biographies*, *mémoires*, *correspondances* et *ouvrages de linguistique*.

Quant aux archives, nous pensons qu'en principe elles peuvent toutes être consultées. En fait, bien des difficultés s'opposent à leur utilisation. Certaines sont difficilement accessibles. D'autres ne nous donneront que des renseignements déjà obtenus par ailleurs.

Nous gardons, comme source générale, de première utilité, les *archives publiques publiées* (ou, si l'on préfère, les publications ayant pour base les archives publiques). Nous rejoignons ainsi la source : *livres*, cependant, nous préférons mentionner ces documents à part, étant donné leur nature.

Nous gardons aussi, à titre de sources *possibles* simplement, les archives d'*associations* et archives *privées*.

La consultation des archives d'associations nous avait paru, à première

(1) Leblond (Marius-Ary). *Littérature sociale. La société française sous la troisième république*, d'après les romanciers contemporains. (L'enfant. — Les officiers. — Les financiers. — La noblesse. — Les anarchistes et les socialistes). Paris (Alcan). 1905.

vue, devoir être très utile. Cependant ces archives sont de valeur inégale, quelquefois extrêmement pauvres, pas toujours facilement accessibles. Les archives de services sociaux, cités-jardins, et tous organismes analogues, tenant le milieu entre les archives publiques et privées, pourraient, dans certains cas, donner quelques informations. Cependant, il faudrait consulter un nombre de documents si grand que les résultats sont médiocres au regard du travail dépensé. C'est pourquoi notre principe du travail économique nous a fait abandonner des recherches entreprises dans ce sens. Au sujet de l'expérience que nous avons ainsi faite, nous voulons, en toute franchise, émettre quelques critiques qui n'atténuent en rien notre gratitude pour les personnes qui nous ont partout aimablement accueillie.

Nous voulons parler surtout d'un office d'habitations à bon marché, où on a mis à notre disposition, de la manière la plus large, l'ensemble des dossiers alors classés et utilisables.

Ces dossiers, établis par des enquêteurs chargés de juger les familles *méritantes* ou non, ne contenaient que quelques mentions, toujours les mêmes, à peu près, exprimant une conception de la vie familiale stéréotypée et superficielle.

Cependant ces dossiers contenaient aussi la correspondance échangée avec les locataires. Les lettres de ces derniers représentaient des documents plus instructifs que les notes des enquêteurs. Documents révélateurs tant au point de vue social que psychologique; décelant, dans bien des cas, une tournure d'esprit en rapport avec le milieu professionnel, l'état économique, l'organisation familiale; indiquant, avant tout, le degré de culture, ce qui est très important.

Ce n'est pas le texte des lettres seulement qui se montre révélateur, ni même l'orthographe, mais aussi l'écriture, la ponctuation, les formules de salutations, la signature.

Dès le début de nos recherches sociologiques, nous avons compris l'intérêt présenté par la correspondance, nous appuyant uniquement sur notre expérience antérieure (lettres reçues personnellement; lettres lues pour le compte de personnes appartenant aux milieux populaires; dossiers familiaux entr'ouverts le plus souvent à l'occasion de confidences affectives : parents décédés, etc...).

C'est pourquoi nous avons réservé, dans la liste des sources possibles, une place aux *archives privées*, qui doivent comprendre la correspondance.

Le rapide examen des dossiers d'habitations à bon marché a renforcé notre opinion quant à la valeur du document *lettre*.

Etait-ce assez pour nous encourager à entreprendre un dépouillement méthodique de ces archives si aimablement mises à notre disposition ? Non. En effet (c'est ce qui arrive pour beaucoup de documents du même type, comme pour la littérature, la presse) il faut, pour arriver (par regroupement de différents types après isolement des traits les caractérisant) à des résultats efficaces, dépouiller un nombre considérable de dossiers, grosse besogne matérielle, et, en fin de compte, nous ne trouverons jamais là que des informations accessoires, mais certainement pas la matière essentielle sur laquelle nous pourrions édifier notre œuvre.

Il résulte donc de nos *coups de sonde* que les archives de certains organismes privés, surtout philanthropiques (ou publics, mais se référant à des besoins du même type) peuvent être intéressantes à consulter, mais qu'il ne faudrait cependant pas trop leur demander.

Quant aux archives privées, nous pensons qu'elles peuvent être pour nous d'un grand secours. C'est en les consultant (et si nous pouvions avoir accès près des archives de milieux sociaux différents, notre expérience serait d'autant plus riche) que nous retrouvons l'élément *correspondance* dont nous signalions tout à l'heure l'intérêt.

Et les foyers où sont examinées les archives ayant été choisis aussi judicieusement que possible afin de bien représenter le type des milieux à étudier, la correspondance se trouvera ainsi automatiquement sélectionnée par un échantillonnage parfaitement licite (plus que ne sauraient l'être les coupes que nous aurions pu pratiquer dans les dossiers dont nous parlons plus haut et desquels, à part l'indication du quartier, nous ignorions à peu près la composition).

II. — Sources directes.

Il semble ici que nous entrons dans une autre zone de recherches sociales, que nous changions de méthode.

Cependant, nous l'avons dit déjà, les deux procédés d'information ne sont ni incompatibles ni exclusifs l'un de l'autre.

Les documents écrits sont *durables*; ils constituent (en y joignant l'iconographie, l'étude des monuments et celle des objets matériels pouvant être conservés) la source véritablement *historique*; celle à laquelle pourront puiser les sociologues et historiens de l'avenir comme nous-mêmes (1).

C'est, paraît-il de prime abord, la source véritablement objective, celle qui nous relègue le plus sûrement au rang de spectateurs passifs, réduit le plus possible l'équation personnelle. Cependant : 1° l'historien, travaillant sur la matière que lui a légué le passé, force lui est de n'étudier que les documents écrits, fixés. Il ne peut solliciter les réactions d'une matière sociale qui n'est plus vivante.

Mais, dès lors que nous choisissons un sujet d'étude dans la société présente, nous n'avons pas à envisager une telle limitation.

En histoire naturelle, les méthodes ne sont pas les mêmes selon que l'on étudie les espèces vivant actuellement ou celles qui ont cessé d'exister. Et même, si l'étude des êtres dont on peut avoir une connaissance directe n'avait été poussée très loin, la paléontologie, avec ses hypothèses audacieuses, mais aussi ses résultats suffisamment sûrs, n'aurait pu se constituer.

Donc, en ce qui concerne la période contemporaine, nous avons le droit de recourir aux sources directes, de solliciter les réponses de l'organisme vivant.

2° Parmi les documents écrits, nous avons retenu comme une des sour-

(1) Dans la mesure de la conservation qui, plus parfaite de nos jours qu'aux époques antérieures, n'est cependant pas sans supposer des éliminations.

ces principales la *littérature sociale*. Or, les ouvrages entrant dans cette catégorie nous apportent des impressions personnelles, le résultat d'enquêtes, de monographies.

Il n'y a aucune raison d'éliminer, sous sa forme vivante, un mode d'information que nous acceptons sous sa forme fixée.

La méthode d'information directe nous paraît non seulement légitime, mais la plus efficace en ce qui concerne l'étude de la société contemporaine.

Elle présente cependant des inconvénients.

Il y a des écueils que ne savent pas toujours éviter les observateurs sociaux. D'où les défauts que nous retrouvons souvent dans leurs ouvrages :

1° Beaucoup d'auteurs mêlent des préoccupations doctrinales à la recherche objective des faits.

Pour Le Play, la méthode d'observation avait surtout pour but, en fin de compte, la guérison du mal social (1).

Nous pensons au contraire que *science* et *action* doivent être séparées ou, plutôt, l'action doit bénéficier des résultats acquis par la science, mais celle-ci, pendant la période d'élaboration, ne doit pas être troublée par les préoccupations de la doctrine et de l'action.

2° En dehors des éléments subjectifs se rattachant à une doctrine sociale, l'étude peut aussi être troublée par une conception à priori de l'organisation ou de l'évolution sociale.

La thèse comtiste des trois états est caractéristique à cet égard.

De même, Le Play a fixé un certain nombre de types sociaux auxquels ses disciples veulent ramener (arbitrairement, croyons-nous) les types étudiés dans notre société. Cela n'enlève rien à la valeur des *faits* donnés par certaines monographies, mais nous invite à la prudence.

3° A peu près *toutes les enquêtes, beaucoup de monographies*, n'atteignent, en ce qui concerne les classes, que des caractères très incomplets.

Les enquêtes, notamment, portent généralement sur un grand nombre de cas, ce qui (lorsque ces cas sont bien choisis) augmente la sûreté, mais elles ne donnent jamais que des réponses à des questions très limitées.

Les monographies, moins étendues en surface et plus en profondeur, donnent des détails nombreux, mais, cependant, bien des points essentiels sont omis ou insuffisamment traités (langage, rites familiaux, courtoisie, etc...).

Reproche essentiel, les enquêtes et monographies ne traitent guère que de la classe populaire.

Croire, avec Le Play, que l'étude de la *famille ouvrière* peut nous éclairer suffisamment sur l'ensemble des institutions dans une société donnée, cela nous semble excessif. En tous cas, l'étude de cette famille ouvrière ne peut nous renseigner sur la vie privée, l'éducation des enfants, le langage de la bourgeoisie ou de l'aristocratie.

(1) *Les ouvriers européens*. T. I., 1879, pp. 13 et suivantes.

Sans doute, il est beaucoup plus difficile d'amener la famille bourgeoise ou noble à se prêter à une étude complète. Cependant, la méthode des *monographies familiales* qui, modifiée, peut donner des enseignements excessivement féconds, doit être appliquée à toutes les classes (1).

L'enquête, touchant un plus grand nombre de personnes, mais plus limitée dans son objet, doit être employée toutes les fois que l'établissement des monographies n'est pas possible; elle peut être employée aussi concurremment avec la méthode monographique, pour réaliser une expérience cruciale sur certains points (alliances, enseignement, etc...).

Le résultat des enquêtes sera interprété selon les principes de la statistique, sans attribuer à l'élément numérique une importance excessive, en une matière qui comporte surtout des précisions d'ordre qualificatif.

Des enquêtes ont eu lieu dans différents pays, le plus souvent effectuées par des organismes officiels ayant, soit un caractère de documentation économique (2), soit relatives à certaines caractéristiques du mode de vie et de la profession (3).

Ces enquêtes sont, malgré leur insuffisance, d'utiles documents. Elles n'ont pas été menées selon un plan uniforme, cependant, éventuellement on peut s'inspirer de ce qui a été fait dans ce domaine en vue d'entreprendre une ou des enquêtes sur quelques points spéciaux.

Il y a eu du reste déjà des enquêtes faites directement par des sociologues travaillant dans un esprit analogue au nôtre.

Seulement, ce n'est pas en France. Il est certain que les mentalités nationales sont différentes en ce qui concerne les réactions en face de consultations de ce genre et que celle de notre pays y est particulièrement réfractaire.

C'est ainsi que F.-W. Taussig et C.-S. Joslyn ont entrepris aux États-Unis une enquête sur l'origine sociale et le niveau des chefs d'entreprises américains. 9.000 personnes enquêtées environ (sur 15.000) ont répondu au questionnaire. Il est évident qu'une telle enquête, comportant des questions assez intimes, aurait peu de chances de réussite en France, surtout dans le milieu auquel elle s'adressait.

(1) L'établissement de monographies sera utilement complété par la consultation des archives privées dont nous avons mentionné ci-dessus l'intérêt (correspondances, livres de comptes, etc...)

(2) *Enquêtes sur les budgets familiaux*. Cf. Halbwachs (M.). *La classe ouvrière et les niveaux de vie*. — *L'évolution des besoins dans les classes ouvrières* (voir la bibliographie citée par Halbwachs dans cet ouvrage ; notamment les documents officiels allemands. — B. I. T. C. E. I. 26. *Rapport sur les niveaux de vie des ouvriers dans différents pays*, 1926. — B. I. T. *Etudes et documents*, série N. n° 9. *Les méthodes d'enquête sur les budgets familiaux*, 1926. Cf. aussi : B. I. T. Série N. n° 13. *Les méthodes de la statistique de l'habitation*. — B. I. T. série N. n° 6. *Méthodes d'établissement des nombres indices du coût de la vie*.

(3) Cf. Les enquêtes du Ministère du Travail, etc...

A titre documentaire, nous donnons le modèle du questionnaire tel qu'il est reproduit à la page 14 de l'ouvrage cité :

HARVARD UNIVERSITY

Department of Economics

Study of origins of business leaders

Strictly confidential.

1. — Your present age.
2. — Age at which you first entered business.
3. — Indicate by check the most important business position which you now hold :

Vice-president.
Treasurer.
Secretary.
General manager.
President.
Chairman of board.
Junior partner.
Senior partner.
Sole owner.
Other (please specify).

4. — Age at which you first assumed this position.

5. — Approximative size of the business in which you hold this position :

Volume of sales or gross income (1).	A when you assumed this position	B at the present time
Less than \$ 500.000.		
\$ 500.000-999.000.		
\$ 1.000.000-4.999.000.		
\$ 5.000.000-9.999.000.		
\$ 10.000.000-49.999.000.		
\$ 50.000.000-99.999.000.		
\$ 100.000.000 or over.		

6. — Principal occupation of father and father's father :

Occupation : Father Grand-father

Laborer-unskilled or
semi-skilled.

Laborer-skilled.

Clerk or salesman.

Farmer.

Minor executive.

Major executive (2).

Owner small business.
(sales under \$ 50.000).

Owner large business
(sales over \$ 50.000).

Professional man.

Other (please specify).

7. — Extent of schooling :

A. — Non business training :

Grammar school.
High or Preparatory school.
College or technical institute graduated.
Coll. or techn. Instit. Did not finish.

- B. — Business training :

Correspondance course (if completed).
Commercial train. in public school.
Comm. train. in private school.
Comm. train. in College or University.

8. — Were any of your relatives or friends interested as owners or executives :

Yes No

a) In the business which
you first entered.

b) In your présent organization when you entered it.

9. — Did you, during the early stages of your business career (during the first five years or thereabouts), receive substantial aid (not less than \$ 10.000) through the provision of capital from either of the following sources :

Yes No

Inheritance.

Relatives or friends.

Remarks (continue in other side if necessary).

Novembre 1928.

(1) In case of banks and allied business, indicate instead amount of total assets.

(2) Comprises executive positions listed in question 3.

Les résultats de cette consultation, qui avait pour but de connaître l'origine sociale des chefs d'entreprise parvenus à des grades plus ou moins élevés, touche au problème si important de l'hérédité et, par là, en une certaine mesure, rejoint les études anthroposociologiques.

Les sociologues américains modernes, très près du réel, moins liés que leurs collègues d'Europe par des positions doctrinales ou philosophiques à priori, nous donnent d'utiles exemples de ce que peut être la méthode de consultation directe bien dirigée. Mais, deux obstacles se dressent devant la généralisation de leurs procédés de travail : le manque de moyens matériels, l'indifférence ou même l'hostilité du public français.

C'est ainsi que le principe de la monographie, non plus familiale mais locale, employée déjà par l'école de Le Play (1), a été reprise sous une forme plus et différemment élaborée.

L'ouvrage *Chicago (An experiment in social science research)* publié par l'Université de Chicago, est un exemple de travail conçu selon ce principe.

La ville est considérée comme un laboratoire social (2) étant la forme de groupe humain le plus perfectionné, et représentant en quelque sorte l'achèvement d'une évolution qui part de la famille, passe par le clan, la tribu, la vie rurale.

Inutile de dire qu'il y a là une position à priori (supériorité du type urbain) que nous ne pouvons pas accepter. Que l'individu acquière plus d'importance à la ville parce que délivré des contraintes traditionnelles qui pèsent sur le paysan, il vit plus en lui-même et par lui-même, ce n'est pas du tout certain. Que le problème humain, par conséquent, soit plus attachant à l'intérieur de la collectivité citadine que de la collectivité rurale, rien ne le prouve.

Il n'en reste pas moins que l'expérience faite sur *Chicago* présente beaucoup d'intérêt.

Nous reprendrons, dans un chapitre suivant, l'idée de la segmentation sociale, essentielle à l'étude des classes; ici c'est la segmentation locale qui est envisagée, les différents districts de la ville étant des *aires naturelles*. L'ensemble de la cité elle-même est un vaste tout géographique débordant le centre urbain proprement dit et, parfois, sur plusieurs provinces différentes.

Dans l'étude des différents phénomènes propres à la vie intérieure de la cité, il y a eu effort pour atteindre les éléments quantitatifs, employer les méthodes statistiques toutes les fois que cela a été possible (3).

Les phénomènes psychiques, les *attitudes* ont été spécialement étudiés et on a cherché à les ramener à des données quantitatives.

On peut dire, par exemple, qu'un homme est plus en faveur de la prohibition qu'un autre, plus favorable à la Société des Nations qu'un autre, plus militariste qu'un autre, etc...

(1) Cf. la collection des revues : *La Réforme sociale et la Science sociale*. Michel (Edmond). *Monographie d'un canton-type*.

(2) Cf. le chapitre I de l'ouvrage cité : *The city as a social laboratory*, par Robert E. Park.

(3) *Op. cit.*, p. 90.

Pour faire une échelle, on interroge un groupe de 300 personnes sur une question donnée (1), en demandant d'indiquer un degré numérique.

Les échelles construites selon ce procédé et selon la méthode de réponse à une question d'ordre qualitatif se montrent concordantes (2).

L'ouvrage étant l'œuvre de plusieurs auteurs, est plus qu'une simple monographie et nous montre, en raccourci, différentes méthodes appliquées à l'étude de différents problèmes, à l'intérieur de la cité (3).

Il y a notamment une analyse psychologique des différents *types sociaux*, des personnalités (4).

* *

Avant d'apporter plus de précision à notre plan méthodique, il importait de *délimiter* notre champ d'étude.

D'abord, qu'est une classe sociale ?

Puis, la classe supposée définie, existe-t-il dans la société que nous nous proposons d'étudier, des groupes ayant bien les caractères reconnus pour être ceux de la classe.

Cette réalité matérielle étant définie, nous devons chercher les moyens pratiques les plus efficaces pour en prendre connaissance en nous adressant à l'une ou l'autre des sources possibles énumérées plus haut.

(1) Cf l'analogie avec les travaux de H. de Man cités plus haut.

(2) *Op. cit.*, pp. 108 et 109.

(3) L'élément graphique est largement employé ; d'une façon générale, les auteurs américains cherchent toujours l'expression concrète.

(4) *Op. cit.*, Ch. X, par Harold D. Lasswell, pp. 178 et suivantes. Cf un type d'étude locale, moins complète et conçue dans un esprit un peu différent, dans Lynd (Robert et Helen) : *Middletown, Ethnographie de l'Américain moyen*.

CHAPITRE II

MORPHOLOGIE SOCIALE

LES GROUPES FONDAMENTAUX

Nous entendons par morphologie sociale tout ce qui concerne la structure même de la société, considérée comme une réunion d'êtres organisés entre eux.

Il ne s'agit donc pas de la structure de la société, entendue dans le sens d'un être idéal, formé par l'ensemble des institutions, considérées en dehors des individus auxquels elles s'appliquent.

Sous cette superstructure idéale des institutions, nous devons aussi considérer la réalité humaine, la matière sociale, les caractéristiques institutionnelles pouvant être considérées comme dépendant de l'âme ou forme de la société.

Cette matière est plus ou moins organisée et segmentée en groupes n'ayant pas tous la même importance.

C'est à l'étude de ces groupes que se ramène la morphologie sociale comme nous la concevons.

Avant tout, une remarque fort importante.

Comme nous parlions tout à l'heure de matière et de forme, comme nous serons amenée à envisager des cellules et des groupements de cellules de même qu'il pourra nous arriver d'employer les expressions *fonctions sociales*, *organes* ou *organismes*, que l'on ne conclue pas à une interprétation strictement organiciste qui serait absurde.

Sans doute, il fut un temps où l'on a cherché à interpréter l'être social en le comparant à un animal, et à un animal supérieur.

L'on a été très loin dans cette voie, cherchant l'équivalent des différentes fonctions vitales.

De telles interprétations ne peuvent être que des jeux de pensée. Il n'y a aucune comparaison à établir entre la société et un animal quelconque ; aucune comparaison de détail s'entend.

Sans doute, la société nous apparaît bien comme un phénomène appartenant à la nature de la vie, un être en un certain sens, mais un être d'une sorte tout à fait différente des autres êtres et unique.

Ou plutôt, ceci n'est pas encore tout à fait exact car il n'y a pas une seule société, et même dans un cadre local uniforme nous ne sommes pas

en droit d'identifier les manifestations sociales, parfois très différentes, qui s'y succèdent. Dans un seul cadre national, nous pouvons admettre l'existence de sociétés différentes se continuant par une sorte de filiation. A plus forte raison, de sociétés lointaines et complètement hétérogènes, nous ne pouvons former une unité.

Disons donc qu'il y a des sociétés; que des groupes d'individus unis par des institutions collectives s'appelleront des sociétés. Et nous pourrions comparer des sociétés à d'autres sociétés, mais en aucune façon à des animaux pas plus qu'à des plantes ou à toute autre production de la nature, ce qui ne serait pas plus rationnel mais pas moins.

Il est donc entendu que chaque fois que nous empruntons des mots à la terminologie biologique pour la commodité de l'exposé, nous ne les employons pas dans leur sens habituel, ni avec une arrière-pensée d'assimilation organiciste.

Ainsi, quand nous parlons de la cellule sociale, nous ne sommes pas liée par une conception à priori, nous n'entendons nullement dire qu'à la base de la structure sociale se doive retrouver une unité vitale analogue à la cellule des êtres vivants. Nous reprenons ce mot *cellule* parce qu'il a été employé déjà bien souvent et qu'il est commode, nous ne lui attachons aucune signification étroite.

La cellule sociale. — Nous appellerons donc cellule sociale l'ultime aboutissement de la décomposition du corps social en ses composants humains.

Or, il est bien certain que ce terme ultime ne peut être que l'individu, unité vitale vivante (appartenant à un autre règne que le règne social, ayant son existence différenciée sur le plan de la vie animale).

On a discuté souvent pour savoir si cette cellule initiale du corps social était bien l'être humain individuel ou la famille. A. Comte, Le Play, la plupart des sociologues à tendances *conservatrices* ont pris la famille comme cellule.

Réciproquement, ceux qui ont défendu la thèse de la *cellule-individu* appartiennent (ou sont suspects d'appartenir, aux tendances qualifiées de révolutionnaires.

C'est dire sur quel terrain on s'est placé pour aborder cette question de morphologie sociale, de pure science.

Personnellement, nous affirmons énergiquement qu'en adoptant la thèse de l'individu considéré comme cellule sociale, nous entendons rester aussi éloignée des sociologues de gauche ou d'extrême-gauche que de ceux d'extrême-droite, et que la question, telle qu'on la pose généralement, n'a pour nous absolument aucun sens. Le mot *cellule sociale* n'a pour nous pas plus de valeur morale que de sens organiciste.

Lorsqu'on dit qu'une telle cellule est la famille, on veut montrer par là que l'individu ne peut exister dans le cadre social à l'état isolé, du moins, que cet isolement lorsqu'il est réalisé est un phénomène tératologique susceptible d'engendrer des inconvénients et mêmes de graves désordres tant pour l'individu que pour l'ensemble social.

Que l'existence de groupes intermédiaires, entre l'individu et la société, soit une nécessité (ou une quasi nécessité), nous le croyons, et c'est justement l'étude de la morphologie sociale qui doit nous éclairer définitivement à cet égard ; que ces groupes (du moins les plus élémentaires d'entre eux) soient toujours du type *famille* dans le sens où l'on entend habituellement ce mot, nous ne le pensons cependant pas.

Que ces groupes doivent être appelés cellules, nous ne le pensons pas non plus. Encore une fois, nous n'attachons aucune signification *a priori* à cette expression de cellule ; nous entendons simplement par là le terme ultime de la décomposition morphologique de la société. Or, toute famille est décomposable en individus ; tout individu, même dans les types de familles les plus autoritaires, garde une autonomie relative ; dans tous les cas son indépendance vitale et psychologique ; presque partout une certaine indépendance (très variable, il est vrai) civile, politique, économique etc...

A tout le moins, même quand l'intégration de l'individu au groupe familial est très fortement réalisée, il demeure une certaine hétérogénéité intérieure avec la diversité des fonctions.

C'est assez pour que nous prenions l'individu comme cellule sociale ou, ce qui revient au même, que nous considérions la société comme essentiellement formée, à la base, non de familles ou d'autres groupes analogues, mais d'individus.

En fait, il sera presque toujours plus intéressant d'étudier l'individu à l'intérieur des groupes où il est intégré (famille, classe, etc...) ; c'est l'étude des groupes qui constitue l'essentiel de la morphologie sociale et l'individu isolé sera toujours peu étudié en sociologie. Nous lui reconnaissons simplement son autonomie relative, lui faisons sa place à la base de la structure sociale qui, tout entière, en fin de compte, repose sur lui. Puis nous passons aux groupes composés.

Les groupes primaires. L'individu nous apparaît à peu près constamment intégré dans un groupe primaire auquel il appartient le plus souvent par sa naissance et auquel le plus souvent aussi, il restera attaché par des liens plus ou moins lâches, toute sa vie.

Ces groupes se ramènent presque tous au type familial.

Pour nos sociétés modernes occidentales, il s'agit, normalement de la famille. Celle-ci est essentiellement un groupe basé sur la parenté physiologique c'est-à-dire un groupe biologique.

Ce caractère biologique va en s'accroissant à mesure que le groupe familial se restreint et perd les caractères religieux, politiques (même économiques) qu'il avait à l'origine.

Des traces de groupements gardant les caractéristiques de la famille antique existent encore dans notre société (la fameuse famille-souche de Le Play), mais sont en voie de régression.

Les adoptions ne sont plus d'un usage général (1) ; l'intégration totale

(1) Il y a eu cependant récemment un mouvement en faveur de l'adoption plus facile. Des foyers sans enfants (si nombreux aujourd'hui) accueillent des enfants abandonnés. C'est là, semble-t-il, un fait à base affective d'une portée assez restreinte.

à la famille d'éléments étrangers (domestiques, etc...) ne se pratique presque plus.

En même temps, la moins grande stabilité locale, professionnelle, culturelle, fait que le noyau du groupe familial lui-même se désagrège et s'éparpille davantage.

La famille a donc tendance, comme unité visible tout au moins, à se limiter à un étroit *foyer*, foyer constitué par un couple (le mari et la femme ; et, parfois, surtout dans les milieux populaires, c'est un couple non marié) et un petit nombre d'enfants.

A ces éléments fondamentaux s'adjoindront, le cas échéant, les vieux parents survivants, quelquefois un frère ou une sœur plus jeune, célibataire ; assez exceptionnellement (alors que c'était habituel dans le type de la famille ancienne) des parents d'un degré plus éloigné (souvent infirmes, malades, recueillis par charité, ou encore jouant le rôle de domestiques).

Les domestiques proprement dits ont, de plus en plus, le caractère d'employés, sans lien intime avec le groupe familial, et à l'engagement provisoire.

Mais dans l'étude de la morphologie sociale, assimilons-nous famille et foyer ?

Non ; encore que les liens familiaux soient dissociés ou relâchés, ils persistent cependant. Tous les individus que la loi considère comme parents constitueront pour nous *une famille*. A tout le moins, lorsqu'il existe rupture totale avec les membres plus éloignés, unissons-nous dans le groupe familial les ascendants et descendants directs, les frères et sœurs, encore qu'ils vivent dans des foyers distincts et ne conservent souvent que peu de relations.

Le groupe primaire essentiel *famille* n'aura, le plus souvent, pour la période strictement contemporaine, pas d'unité locale.

Tous les individus, dans les sociétés occidentales modernes, sont-ils intégrés dans des groupes du type famille ? Le plus grand nombre, certes ; tous, non.

Il y a d'abord ceux qui ne sont rattachés au groupe familial que par des liens plus lâches, même au point de vue juridique, et avec des nuances (enfants naturels, reconnus ou non). Puis, ceux qui n'ont pas de famille connue. Il s'agit là à peu près exclusivement des enfants assistés. Encore que certains d'entre eux soient très intégrés dans le milieu où ils vivent (par une sorte d'adoption de fait), ils ne font pas légalement partie d'une famille et, comme la famille moderne, nous l'avons dit, tend toujours davantage à accentuer le caractère biologique du lien, les assistés n'ayant pas de famille naturelle connue sont nettement en dehors du groupement par famille.

Quant aux individus qui ont perdu tous leurs parents et ne se connaissent plus aucune attache familiale, ils appartiennent cependant à un groupe du type famille dont ils sont seuls survivants. Il s'agit, du reste, de cas rares.

Les individus naturalisés isolément dans un pays, à l'âge adulte, peuvent être considérés comme des *sans-famille* au regard de la société

dans laquelle ils vivent désormais, encore qu'ils aient pu conserver des relations affectives avec leur famille d'origine.

Enfin, les membres de communautés religieuses, surtout dans les ordres cloîtrés, doivent être considérés comme détachés de la famille et intégrés à un nouveau groupe, lui aussi primaire dans la structure sociale, présentant le caractère familial, mais suivant une modalité tout à fait à part (variable, du reste, selon les ordres).

Aux membres des communautés religieuses, on peut assimiler jusqu'à un certain point, les individus qui, détachés pour des raisons morales, religieuses, idéologiques, politiques parfois, de leur famille d'origine, tendent à se grouper en libres communautés, foyers, colonies.

Ces tentatives sont peu nombreuses, le plus souvent précaires, et on ne peut leur attribuer le caractère d'un phénomène social général.

Cependant, elles représentent bien des efforts pour s'évader de la famille du type courant (la famille imposée) et lui substituer un groupe familial à caractère contractuel.

Mais, le type le plus caractéristique du groupe familial ou plutôt du groupe primaire contractuel reste bien la communauté religieuse, le principe fondamental de cette institution étant un principe spirituel tandis que celui du type familial ordinaire dans notre société est un principe biologique.

Quoi qu'il en soit, à part un très petit nombre de véritables sans-famille, et des évadés dont l'évasion n'a lieu, de toute façon, qu'à l'âge adulte, et qui sont donc intégrés par *leur origine* (et c'est surtout cela qui compte avec notre type d'organisation) à une famille de type courant, on peut dire que le groupe primaire très général caractérisant la structure de nos sociétés occidentales modernes est le groupe de la famille biologique divisée en foyers restreints.

On comprend, à présent, pourquoi nous ne voulions pas faire de la famille la cellule initiale de toute société, ni même voir en elle le type unique de groupe primaire.

En ce qui concerne les autres sociétés, il est bien évident qu'elles ne comportent pas toutes des familles dans le sens où nous l'entendons.

Sans parler des types de groupements sociaux très élémentaires où la famille se fond plus ou moins dans le clan, il est dans les variétés de ce qu'on appelle *la famille* de telles divergences que l'on ne peut considérer les différents types étudiés comme représentant une institution unique.

Le Play lui-même n'y a pas pris garde. Il dit avoir rencontré le maximum de stabilité sociale et de bonheur humain là où la famille est elle-même stable et bien organisée.

Mais de quelle famille s'agit-il ? Evidemment, dans son esprit de Français chrétien, il envisage, du moins à l'origine, le type de la famille chrétienne basée sur le couple monogame et s'étendant à un cercle relativement large.

Dans la pratique, cependant, le fondateur de l'Economie sociale étudie des types familiaux qui s'éloignent beaucoup de son idéal, la famille polygamique par exemple. La polygamie, basée sur l'abaissement de la femme,

sorte de prostitution au foyer, peut-elle être considérée comme une institution analogue à la famille comportant l'union monogamique ? Certainement non. Ce sont deux types de groupements essentiellement différents, impliquant des psychologies, des croyances non seulement différentes mais antagonistes ; les relations entre époux, parents et enfants, autres membres de la famille, ne peuvent en aucune façon être les mêmes.

D'une façon générale, lorsque l'on fait une étude de la famille, on entend tous les groupes primaires d'individus dans la formation desquels intervient l'idée de parenté physiologique. Effectivement, l'on étudie sous le même nom des structures sociales nullement assimilables.

Nous ne dirons donc pas que, dans tous les cas, les individus (constituant les cellules sociales initiales) sont groupés au premier degré en familles, mais, plus logiquement, qu'ils forment des groupes primaires de nature et de constitution variables, dans la formation desquels intervient presque toujours l'élément parenté physiologique et dont un des types caractéristiques est la *famille occidentale*, celle-ci présentant elle-même plusieurs modalités, selon le lieu et le temps.

Nous appellerons ces groupes des segments sociaux, pour la commodité de l'étude. Nous avons donc, d'abord la cellule, ensuite le segment (groupe primaire de type familial) à base généralement biologique (raciale).

Mais la société ne se segmente-t-elle pas autrement qu'en ces groupes familiaux (segments raciaux primaires) ?

À la base de la société il y a une collection d'individus appartenant à l'espèce humaine. C'est là, avons-nous dit, la matière sociale. Mais cette matière est elle-même supportée par un cadre cosmique terrestre ; c'est le cadre local auquel certains sociologues ont attaché une très grande importance.

Toute société étudiée (à part peut-être quelques très rares types nomades et, encore, les migrations se font-elles à l'intérieur de zones limitées) se situe entre certaines limites dans le temps et l'espace, l'espace d'abord, le temps étant déterminé ensuite par l'observateur selon des coupes plus ou moins arbitraires ou motivées.

Nous devons donc envisager, à côté de la segmentation familiale ou raciale, ne se confondant nullement avec elle, nettement distincte, une segmentation locale.

Dans certains types de sociétés très stables, les familles (ou groupes de même type) pourront être fixées localement, la localité étant alors constituée par une réunion de familles et pouvant être considérée comme le groupement secondaire.

Nous aurions donc :

Cellule : individu,

Groupe primaire : famille,

Groupe secondaire : localité.

En fait, dans les sociétés modernes occidentales et particulièrement en France, la structure sociale ne présente pas cet aspect.

La famille déborde la localité ; ce sont deux groupes qui se croisent et s'interpénètrent, sans lien de subordination de l'un à l'autre. Il n'en va pas

de même du foyer. Le foyer est subordonné par rapport à la localité, mais nous ne pensons pas que son étude, à l'état isolé, soit très utile en morphologie sociale. Le foyer, lorsqu'il est pris comme sujet d'étude, doit être un point d'appui nous permettant de voir au delà.

Sans doute, on ne conçoit pas toujours le travail sociologique de cette manière et la plupart des monographies, notamment, sont conçues pour l'étude de foyers plutôt que de familles dans le sens large.

Cependant, la réalité familiale dans son ensemble est presque toujours plus ou moins aperçue.

Il est vrai aussi que la famille moderne tendant à la dissociation et les couples à l'isolement, le foyer, comprenant parfois un simple couple tend à se substituer à la famille. Cependant, ce foyer, isolé peut-être matériellement, tient encore à son groupe d'origine. Les êtres qui le composent ont ou ont eu des parents ; on peut retrouver trace de leur origine, leur rechercher des parentés, c'est ce qui constitue vraiment l'étude du groupe familial. C'est donc toujours celui-ci et non le simple foyer que nous considérerons comme le groupe primaire racial ; il nous sera donc impossible de l'enfermer à l'intérieur de la localité.

Nous considérons donc le groupe local, au moins dans les sociétés modernes occidentales, comme un groupe également primaire pouvant comprendre des individus isolés ou des foyers tenant biologiquement à d'autres individus, d'autres foyers pouvant être répartis dans d'autres localités.

Nous admettons donc une cellule sociale : *l'individu*, et une double segmentation primaire, *locale* et *familiale* ou *biologique* dont les groupes se rencontrent et s'interpénètrent sans se confondre.

Nous admettons que ces groupes (aussi bien la localité que la famille) peuvent, à la rigueur, se segmenter eux-mêmes en sous-groupes (réunions de plusieurs cellules) mais cette segmentation n'offre pas grand intérêt et il est préférable d'envisager en premier lieu des groupes plus larges, mieux organisés, d'une réalité plus nette.

Les groupes secondaires. — Au-dessus de cette segmentation, nous voyons les individus groupés de façon plus large, selon d'autres modalités.

On peut envisager bien des systèmes de classification aboutissant à la formation de groupes secondaires se superposant et s'interpénétrant.

Ces groupes secondaires seront, en principe, formés par la réunion des segments primaires (famille et localité).

Mais on peut aussi envisager des groupes larges d'individus pris individuellement (groupes par âge, par profession, confession religieuse, situation civile, économique, militaire, etc.). Ces groupes, unissant des individus pris hors de leur famille ou de leur groupe local, sont cependant des groupes secondaires car ils intéressent l'individu en second lieu ; celui-ci y adhère en gardant les caractéristiques qu'il tient de son groupe primaire.

Mais ces groupes, quoiqu'ayant une existence bien réelle, pouvant donc faire l'objet d'une étude sociologique, n'ont pas tous la même importance au point de vue morphologique.

Les groupes secondaires les plus importants au point de vue de la structure sociale sont les *classes*, plus ou moins fortement constituées selon les sociétés, étayées ou non par le droit.

Au-dessus de la classe (encore que nous puissions envisager bien d'autres subdivisions mais peu essentielles pour définir les grandes lignes de la structure sociale), nous ne trouvons plus guère que la nation, puis des groupements de nations liés soit par des liens juridiques réels, soit par des affinités culturelles ou raciales et aussi par la proximité géographique qui est souvent, elle-même, un facteur de ces affinités ou similitudes.

Cependant, ces réunions de nations sont le plus souvent assez hétérogènes et il semble bien, à notre époque, que nous soyons en droit de dire, chaque fois que nous trouvons un groupe relativement uni et fermé du type *cité* ou *nation*, que nous sommes en face d'une société.

Les réunions de nations de type affinitaire seront considérées moins comme des individus que comme des familles, races ou espèces selon les cas.

Il est bien certain que la nation étant essentiellement formée de classes, l'étude de celles-ci est du plus grand intérêt pour saisir les traits fondamentaux de la structure d'une société.

CHAPITRE III

LA CLASSE SOCIALE

Mais, qu'est exactement *la classe* ?

Il importe, avant tout, de définir clairement ce segment social.

D'après le *Nouveau Larousse Illustré*, paru progressivement entre 1897 et 1904, on appelle *classe* : « Chacune des catégories entre lesquelles se partagent les citoyens, considérés au point de vue du rang social occupé par chacun d'eux. Il ne faut pas confondre la classe avec la caste ».

Comme exemple, l'auteur de cet article cite : « Les classes laborieuses. La classe moyenne. Les classes privilégiées. »

Le terme de *classe* impliquerait donc, employé dans son sens social, l'idée d'une catégorie sociale, c'est-à-dire d'un groupement, et, jusqu'à un certain point d'un isolement, et l'idée du rang, donc de la hiérarchie. Il n'est pas dit que les individus sont classés selon leur richesse, leur naissance ou leur talent, mais seulement selon leur rang social. Formule vague par sa généralité même; le rang peut être fonction de la richesse, de la naissance ou de toute autre cause. Il n'importe. Retenons que chacun occupe un rang social, que cela semble faire partie des notions courantes; il y a donc une *hiérarchie*.

Retenons aussi l'expression *les citoyens* employée dans cet article de dictionnaire, peut-être par hasard, et sans qu'on y ait attaché une signification particulière qui, cependant, semble impliquer l'idée que nous nous trouvons dans une société de tendances égalitaires.

Notons encore ce qui caractérise chacun des trois exemples proposés. Il s'agit, dans chaque cas, d'un principe différent.

« Les classes laborieuses » ; idée du travail, la classe sensée être basée sur la fonction occupée dans la production, principe *économique* ou *professionnel*.

« La classe moyenne » ; idée de *hiérarchie*, la classe déterminée uniquement par le rang qu'elle occupe dans l'échelle sociale.

« Les classes privilégiées » ; idée de *privilège*, d'avantage réservé à certaines classes.

Enfin, remarquons que dans le 1^{er} et le 3^e exemples, le mot classe est au pluriel, laissant supposer qu'il y a plusieurs classes laborieuses et plusieurs classes privilégiées, tandis que la classe moyenne serait un bloc unique. Rien n'est d'ailleurs moins certain.

Pour insuffisante qu'elle soit, il semble bien que la définition donnée touche quelques points essentiels et puisse être considérée comme juste dans l'ensemble, malgré son imprécision, au moins pour la nation et le temps où elle a été établie.

Nous sommes dans une société démocratique, composée de citoyens égaux devant la loi (1), mais ces citoyens sont cependant groupés en catégories plus ou moins isolantes et étagées suivant une hiérarchie.

Isolement, hiérarchie, retenons ces deux éléments.

Toute classe, en général, envisagée au point de vue purement logique, est le produit d'une classification; celle-ci groupe les individus en tenant compte des similitudes et des différences. Il semble donc que l'élément isolement intervienne seul. Mais, pratiquement, l'appréciation quantitative se mêle à peu près sûrement à l'appréciation purement qualitative. Nous ne classons pas les individus en grands et petits en disant : « Dans ce groupe sont tous les individus ayant pour qualité la grandeur; dans celui-ci les individus ayant pour qualité la petitesse; nous les séparons, mais n'établissons entre eux aucune comparaison hiérarchisante; nous les considérons comme égaux ». Certainement non; du moment que nous avons pris comme élément de classement la taille, le groupe des grands est supérieur au groupe des petits.

En histoire naturelle, lorsque les animaux sont classés suivant la complication de leur structure, il y a bien idée de hiérarchie se superposant à l'idée de groupement purement qualitatif. Rien n'empêcherait, du reste, en envisageant la question sous un angle opposé, de considérer la simplicité comme une supériorité et de mettre les êtres unicellulaires au sommet de l'échelle hiérarchique. Cela semblerait cependant assez paradoxal à tout esprit humain normal. Il y a donc, dans l'idée de *classe*, la notion de superposition hiérarchique et, plus, celle d'un sens, d'une orientation de la hiérarchie.

Sans doute, cela ne se retrouve pas aussi nettement dans toutes les acceptions du mot *classe*; peut-être même, dans quelques cas (classification bibliographique, etc...) peut-il sembler que la notion hiérarchie soit absente de la classe; il s'agit là de classements tout à fait artificiels et, d'une façon générale, nous pouvons affirmer que cette idée de hiérarchie est impliquée dans l'idée de classe (pour un même système de classement bien entendu).

Le dictionnaire Larousse nous montre encore la classe considérée comme « catégorie basée sur le mérite des personnes ou la valeur des choses : *« un acteur de première classe; du sucre de seconde classe »*.

Cela est exact. De même, dans la terminologie sportive on dit : « un athlète de grande classe »; « il a de la classe ». Il ne s'agit pas là du classement dans un groupe fermé; il n'y a pas à proprement parler intégration de l'individu dans une classe; mais l'élément de hiérarchisation impliqué par le terme classe a été pour ainsi dire détaché et accolé à la dénomination de l'être pour indiquer que celui-ci est individuellement supérieur, partant

(1) En principe, du moins, les exceptions ne pouvant entrer dans la définition générale.

qu'on peut le considérer comme appartenant idéalement à une classe supérieure, même si cette classe n'existe pas en fait (1).

On pourra dire qu'il est sans intérêt d'insister ainsi sur cet aspect purement verbal du mot classe. Il nous semble, au contraire, que cette étude du mot pris en soi est très importante. En effet, ce n'est pas sans motifs que le vocabulaire s'est emparé d'un terme déjà appliqué à d'autres objets pour désigner le groupement des individus sur le plan social.

Dans ce terme connu, employé déjà dans des cas très variés, il se trouvait évidemment des nuances d'interprétation correspondant bien à l'idée que la conscience démocratique moderne se fait de la classe sociale, et, probablement (bien que nous devions nous interdire de l'affirmer à priori), non seulement à l'idée, mais au fait lui-même.

Pourquoi la terminologie moderne n'a-t-elle pas adopté, pour dénommer les groupes sociaux, *ordre ou état* ?

L'*Encyclopédie* ne connaît guère la classe, dans le sens où nous l'entendons. A ce mot, nous trouvons seulement, dans la grande œuvre collective du XVIII^e siècle, ce qui a trait aux classes de l'histoire naturelle, de l'enseignement et de la marine.

Pour trouver quelques indications sur ce que nous appelons les classes sociales, il faut voir l'article *Etats*. Dans celui-ci, le mot *classe* est employé une seule fois dans le sens que nous lui attribuons; mais il s'agit des *classes de citoyens romains* et non d'une institution moderne.

A l'article *Peuple*, très intéressant parce qu'il marque la transformation sociale se dessinant nettement avant la révolution, le mot classe est employé deux fois alors que l'idée de classe, dans le sens moderne, s'affirme nettement.

Le *Larousse du XIX^e siècle*, paru entre 1870 et 1880, donne un important article sur les classes, entendues comme ordres sociaux. Au souci de vérité scientifique s'ajoutent des préoccupations idéologiques. Nous sommes à l'époque où, non seulement l'institution moderne de la classe est pleinement affirmée et reconnue, mais où se pose avec une acuité particulière le *problème des classes*.

L'*Encyclopédie du XX^e siècle* (2) contient un long article sur les classes envisagées tant au point de vue historique qu'à celui de l'état contemporain. L'origine des classes, qui serait aussi leur principe, serait double : économique (division du travail) et moral (malveillance humaine), l'idée d'antagonisme et de lutte étant considérée comme liée à celle de classe.

Enfin, le *Nouveau Larousse illustré* se borne à définir la classe sociale ainsi que nous l'avons noté.

De cette définition nous avons retenu essentiellement les idées d'*isolement* et de *hiérarchie*, en insistant sur la seconde.

(1) Toujours dans le Larousse, à « se classer » nous trouvons : « s'élever jusqu'à ; se classer au premier rang ».

(2) T. XI, pp. 554 et suivantes. (Article signé G. Platon pour la partie moderne et Paul Guiraud pour l'antiquité).

L'élément *isolement* a moins besoin d'être reconnu, car il est plus apparent. Notons que le rédacteur de l'article étudié donne au mot *classe* (immédiatement après ce qui concerne la classe sociale proprement dite) le sens de « catégorie d'individus ayant entre eux quelque analogie de mœurs, d'idées ou de fonctions : *la classe des écrivains, des artistes* ».

Cette acception est-elle aussi courante que celle, donnée plus haut, de catégories de citoyens « considérés au point de vue du rang social ? » Nous ne le pensons pas; l'expression « classe des écrivains » n'est pas d'un emploi général comme « classe moyenne ».

Retenons cependant l'idée d'analogie de fonctions. Quant à l'analogie de mœurs, ou même d'idées, elle doit être incorporée au premier sens, à celui du rang social.

Le rédacteur du dictionnaire nous ayant donné, de la classe sociale, une définition qui rapproche la classe de la caste, prend bien soin de nous avertir qu'il ne faut pas confondre ces deux institutions.

Reportons-nous à l'article *caste* du même ouvrage.

On appelle *caste*... « chacune des classes de personnes établies par certaines nations, qui font de cette division la base de leur constitution sociale et politique... Par extension, classe de citoyens distinguée et isolée des autres classes par ses privilèges exclusifs, ou par les charges qui lui sont propres, ou même par ses mœurs, ses habitudes particulières. On doit à l'Assemblée Constituante la suppression des castes en France » (Madame de Staël) (1).

Cela est un peu confus. L'exemple choisi s'entend évidemment des castes fermées ayant des *privilèges* ou *charges* (ou les deux à la fois), mais pas de groupes fondés sur une communauté de *mœurs* ou d'*habitudes*.

Retenons de cet article que la différence entre la caste, institution juridico-religieuse, et la classe, est sentie et exprimée par notre vocabulaire, que, cependant, malgré cette différence, il y a plus d'un rapprochement à faire entre les deux phénomènes sociaux et que, parfois, le langage applique le terme de *caste* à des groupements qui sont à proprement parler des classes.

Donc, assimilation complète impossible de la classe à la caste, cependant analogies.

Pour clore cette consultation, nous avons consulté le *Larousse du XX^e siècle*, strictement contemporain puisque sa parution est achevée depuis peu de temps.

Dans cet ouvrage, à l'article *classe*, au lieu de trouver une définition globale (au moins pour l'acception *sociale*), nous voyons la distinction de plusieurs cas particuliers.

La classe, c'est d'abord la « Répartition des citoyens romains selon leur fortune ou leur condition sociale : la classe des *patriciens*... ».

Puis, « ...au Moyen Age, chacune des catégories dans lesquelles sont rangés les citoyens dans l'ordre politique : *la classe des nobles* ».

Ceci ne serait d'ailleurs absolument exact que si l'on prenait soin

(1) Sur la caste, dans l'Inde où ce phénomène se trouve à l'état le plus pur cf. Bouglé : *Essai sur le régime des castes*.

d'ajouter que l'on transpose ainsi dans l'organisation sociale du Moyen Age la terminologie moderne.

Enfin, « ...aujourd'hui, chacune des catégories dans lesquelles se peuvent ranger les personnes selon leur condition sociale, leur fortune, leur profession, leurs intérêts, leurs aptitudes, leur mentalité, leur spécialité, leur degré de valeur ou d'importance, leur âge, leurs études, etc... ».

Comme exemples, nous trouvons : « *La classe moyenne, les basses classes, les classes privilégiées, les classes laborieuses, industrielles, agricoles. La classe des marchands. La classe des intellectuels, des écrivains, des artistes. La classe des honnêtes gens. Les classes de l'Institut. Auditeur de première classe* » (1).

Il y a une confusion entre plusieurs sens du mot classe et le sens social n'est pas nettement isolé.

A cet égard, il ne nous semble pas observer un progrès entre le *Nouveau Larousse* et le *Larousse du XX^e siècle* ; au contraire, la définition du premier est nettement supérieure à celle que nous donne le second qui n'est pas à proprement parler une définition.

Cependant, cette insuffisance rédactionnelle, qui peut être considérée comme fortuite, nous semble avoir un sens.

Les dictionnaires encyclopédiques et grandes encyclopédies, rédigés par des techniciens de valeur, reflètent certainement l'opinion, du moins les tendances moyennes du milieu cultivé à une époque donnée. Il peut y avoir des divergences tenant à ce que les groupes d'auteurs appartiennent à des milieux politiques ou confessionnels différents. Mais cet élément de non-homogénéité est relativement éliminé par le fait qu'actuellement nous nous attachons au côté objectif des définitions sans tenir compte des jugements de valeur qu'elles peuvent implicitement ou explicitement contenir.

Or, que voyons-nous ?

De l'*Encyclopédie* (milieu du XVIII^e siècle) au *Larousse du XX^e siècle* (1930), se dessine le mouvement suivant :

1° La société est encore établie en droit sur les anciens ordres ou états ; cependant, en fait, l'on sent un bouleversement de la constitution morphologique de la société.

Le terme de *classe* apparaît très discrètement dans son sens social et par analogie avec les classes de citoyens romains, tandis que les esprits sont orientés vers cette antiquité où l'on croit voir le modèle de ces institutions démocratiques (2) vers lesquelles l'on tend plus ou moins confusément.

2° Les classes modernes se forment ; la notion se précise ; elle est lancée, peut-on dire, par les réformateurs sociaux qui mettent l'accent sur l'idée d'opposition et de lutte.

3° Au début du XIX^e siècle, la question de la classe idéologique perd de son importance. L'on s'efforce à une définition objective (*Nouveau Larousse*).

(1) *Larousse du XX^e siècle*, T. II Paris, p. 288.

(2) Ce n'est pas seulement vers l'antiquité que se tournent les novateurs en quête d'exemples, mais aussi vers l'Angleterre et il semble bien qu'ils n'aient compris ni l'une ni l'autre de ces civilisations.

4° L'on se désintéresse de plus en plus, non seulement de la classe telle que l'ont conçue les idéologues, mais de la classe en elle-même. Un reflet de ce désintéressement se trouve dans le *Larousse du XX^e siècle*, dans l'absence de plan logique pour la rédaction de l'article *classe*, la confusion entre plusieurs sens.

Est-ce à dire que ce phénomène de régression dans l'intérêt suscité par la classe soit connexe d'un abaissement des barrières qui limitent les classes, d'un nivellement ou d'une fusion ? C'est une thèse que nous avons entendu défendre assez souvent. Nous croyons qu'elle est excessive, cependant, il nous semble hors de doute que nous sommes, depuis la guerre et surtout l'après-guerre, en période de transformation.

Nous avons également interrogé le *Larousse du XX^e siècle* à quelques articles pouvant nous apporter des précisions.

A *caste*, il n'est guère question que de l'institution spécifiquement hindoue. cependant, on note que ce mot peut s'appliquer à une « ...classe de citoyens distinguée des autres classes... », mais sans aucun exemple se rapportant à notre société (1).

Au mot *Etat*, les états de l'ancien régime sont mentionnés historiquement, sans qu'un rapprochement soit établi avec les classes modernes. *Etat* est pris également dans le sens professionnel, mais avec une acception indiquant le sens, sinon de la classe, du moins de hiérarchie sociale : « *être au-dessus de son état*, avoir des idées, des sentiments supérieurs à ceux de sa profession » (2).

Le mot *fonction* ne nous montre rien touchant l'idée de classe ; par contre, la définition de *métier* laisse apercevoir une nuance touchant la notion de classe.

C'est un ... « genre d'occupation manuelle » ; ou encore une ... « profession quelconque... », puisque l'on peut dire « le métier d'auteur ». Mais c'est aussi une « profession que l'on ravale en l'exerçant en vue du seul salaire... » ; à l'appui de ce sens, une citation de Boileau : « Et font d'un art divin un *métier mercenaire* »...

La notion d'infériorité du métier manuel et du métier simple gagne-pain est sentie, mais d'une manière assez vague.

..

M. Goblot déclare que... « nous n'avons plus de castes, nous avons encore des classes » (3).

(1) *Op. cit.*, t. II, p. 34.

(2) *Op. cit.*, t. III, p. 303.

(3) *La barrière et le niveau*. Etude sociologique sur la bourgeoisie française moderne. 1930 (nouvelle édition). Cf. le compte rendu de cet ouvrage par M. Martin-Saint-Léon dans le *Musée Social*, n° de juillet-août 1931. Cf. un travail antérieur de M. Goblot, paru dans la *Revue d'Economie politique* en 1899. *Les classes de la société*. L'auteur constatait malgré la disparition des distinctions sociales de l'ancien régime, la survivance d'une segmentation en classes, comme cela a eu lieu « dans toute société connue jusqu'ici. » L'inégalité existant entre ces classes serait fonction de la *fortune* et du *rang*. *Op. cit.*, p. 30.

Puis il précise ce qui, à son sens, différencie les deux institutions.

La caste est fermée, la classe est ouverte, elle admet des *parvenus* et des *déclassés*... « la caste est une institution, une classe n'a pas d'existence officielle et légale. Au lieu de reposer sur des lois et des constitutions, elle est tout entière dans l'opinion et dans les mœurs » (1).

La classe est *surtout* dans l'opinion et les mœurs, soit; elle y est peut-être *entièrement*, mais on ne peut l'affirmer *a priori*.

La classe n'a pas d'existence « officielle et légale... » ; sans doute, en principe et à l'origine. Mais ne peut-il y avoir reconnaissance par la loi, par ceux qui sont chargés d'appliquer la loi, par les textes administratifs, d'une certaine réalité de classe ?

Il nous importe justement de le savoir de façon précise.

Si caste et classe sont séparées par des différences, il y a entre elles matière à rapprochement.

« L'une et l'autre jouissent de certains *avantages*, répondant, au moins dans le principe, à des charges et des obligations. L'une et l'autre cherchent à se soustraire à leurs obligations en conservant leurs avantages... » (2).

Mais ces avantages ne sont pas de même nature dans les deux régimes.

« Les avantages d'une caste sont des privilèges » (3).

« L'avantage du bourgeois est tout entier dans l'opinion et se réduit à des jugements de valeur » (4).

Suivent beaucoup de remarques fines, dont la plupart nous semblent très justes, mais ce n'est pas là la définition précise d'une classe.

Retenons certaines notions : rôle de l'éducation dans la distinction en classes, *hétérogénéité* des différentes classes (la barrière) (5), *égalité* à l'intérieur de la classe (le niveau) (6).

L'ouvrage de M. Goblot, sur lequel nous aurons à revenir pour certaines questions de méthode, ne nous apporte donc pas ce que nous cherchons : une définition claire et précise de ce qu'est la classe.

Un article de M. G. Huard (7) pose très bien la question, mais reconnaît qu'elle est difficile à résoudre. Commencant par un exposé historique, l'auteur examine des structures sociales très différentes de la nôtre, par conséquent des théories qui ne peuvent s'appliquer aux classes modernes. Il remarque, comme nous l'avions déjà fait nous-mêmes, que l'*Encyclopédie* ne donne rien au mot *classe* (8).

(1) *Op. cit.*, p. 2.

(2) *Ibid.*, p. 2.

(3) *Ibid.*, p. 3.

(4) *Ibid.*, p. 4.

(5) *Ibid.*, p. 13.

(6) *Ibid.*, cf. l'article cité dans : *Revue d'Economie politique*. Voir la différence entre un « homme » et un « monsieur » ... à l'un on dit « mon cher ami », à l'autre « mon brave homme ». Nuances subtiles bien caractéristiques de la société que nous avons connue dans notre enfance, mais qui s'effacent de plus en plus depuis la guerre.

(7) Extrait de la *Revue internationale de sociologie*, 1921.

(8) *Op. cit.*, p. 4.

Les historiens de la Révolution française et du début de la période moderne (Mignet, Aug. Thierry, Guizot, L. Blanc) notent l'action historique des classes sans chercher à définir celles-ci scientifiquement (1).

Cet effort de définition se trouve au contraire chez les réformateurs (Bazard, Buret, Pecqueur, Vidal, etc., en France ; List, Lorenz, von Stein, Marx et Engels en Allemagne).

Ce sont là des définitions idéologiques, sur lesquelles nous aurons à revenir.

H. Spencer a effleuré la question dans les *Principes de sociologie* (2), mais sa division en classe industrielle et classe militaire envisage deux types psychologiques différents pouvant donner (par la domination de l'un ou de l'autre) naissance à deux types de société plutôt que deux classes distinctes et hiérarchiquement superposées d'une même société.

Schaeffle et Sombart considèrent les classes seulement au point de vue économique, du moins c'est ainsi que M. Huard a compris ces deux auteurs, mais il ne semble pas qu'il ait approfondi complètement leur pensée.

Sombart, quand il cherche à fixer les caractères différentiels du bourgeois et de l'aristocrate (3), expose une thèse psychologique qui peut nous paraître, sur plus d'un point, contestable, à laquelle, du moins, on ne peut faire le reproche d'être appuyée uniquement sur la considération du niveau de fortune.

Sans doute, le bourgeois, pour Sombart, c'est, avant tout, le *capitaliste*, l'*entrepreneur*, mais il y a biologiquement des natures bourgeoises, des facultés psychologiques innées, prédisposant certains individus ou certaines race à la prédominance dans la vie économique (4).

Schaeffle n'est pas non plus un économiste pur (5).

Pour Schmoller, les classes sont des « groupes plus ou moins fermés, formés non pas par les rapports de parenté, de domicile, mais d'après la profession, le genre de travail, la possession, la culture, souvent même d'après les droits politiques... » pour entretenir entre eux des relations de société, pour poursuivre la réalisation d'intérêts communs (6).

Ces classes sont tantôt au même niveau, tantôt superposées hiérarchiquement (7).

(1) *Op. cit.*, pp. 4 et 5.

(2) *Op. cit.*, p. 6.

(3) Sombart (Werner). *Le bourgeois*. Contribution à l'histoire morale et intellectuelle de l'homme économique moderne. Trad. de l'allemand par le Dr S. Jankélévitch, Paris, 1926.

(4) Sombart, *op. cit.*, pp. 230-240.

(5) Cf. van Overbergh. *La classe sociale*, p. 103.

(6) Huard, *op. cit.*, p. 7.

(7) *Op. cit.*, p. 8 (d'après Schmoller, *Principes d'économie politique*, t. II, trad. Platon, pp. 422 et suiv. — T. V, trad. Polack, pp. 76 et suiv.). — Cf. aussi Schmoller (Dr Gustave). *La division du travail étudiée au point de vue historique*. *Revue d'économie politique*, 1889 (pp. 567 et suiv.) et 1890 (pp. 127 et suiv.). — Schmoller. *Luttes de classes et domination de classes* (extrait de la *Revue internationale de sociologie*, trad. de l'all. par Fernand Weil).

Dans chaque groupe, il y a similitudes individuelles des domaines suivants : *éducation, genre de vie, fortune, participation au pouvoir, usages d'alimentation, parure, jeux, fêtes.*

Les éléments *fortune, participation au pouvoir*, ne sont pas des signes essentiels de la classe dans la démocratie moderne; cependant, malgré ses imperfections, la définition de Schmoller est une des meilleures.

M. Huard rappelle encore que la *Société de sociologie de Paris* a consacré, en janvier et février 1903, cinq séances à discuter des ouvrages français traitant des classes (1).

M. Arthur Bauer, chargé de l'exposé initial (2), a présenté cette définition :

« Les classes sociales sont les divers groupes qui composent une société, groupes formés de tous les individus qui ont reçu la même éducation, qui se sont développés dans des milieux analogues et surtout qui exercent la même profession. »

Si certaines définitions ont le tort de vouloir accumuler trop de caractères, dont tous ne sont pas absolument inhérents à la classe, la formule de M. Bauer présente le défaut contraire.

Groupes d'individus ayant reçu la même éducation, s'étant développés dans des milieux analogues; cela est très insuffisant.

L'éducation, la similitude du milieu d'origine, jouent un grand rôle dans la répartition des individus en classes, mais non pas un rôle unique.

Du reste, cette définition ignore les évasions individuelles de classe des adultes, assez fréquentes dans notre société et que M. Goblot a bien noté.

Appartenir à une classe, c'est (avec d'autres particularités) avoir reçu l'éducation de cette classe; c'est aussi, c'est surtout, donner *l'impression* que l'on a reçu cette éducation.

Quant à la dernière partie de la définition, elle est complètement inexacte. Exercer la même profession implique sans doute (dans la plupart des cas du moins) que l'on appartient à la même classe, mais il y a bien des professions différentes admises à l'intérieur de la classe et la définition de M. Bauer, semble dire le contraire.

Du reste, c'est moins la profession qui fait la classe que la classe qui influe sur le choix de la profession.

M. Bauer, auteur de la définition citée, a consacré un ouvrage entier au sujet des classes sociales (3), que nous avons lu sans rien y trouver à retenir. Ce n'est pas que l'analyse psychologique et les idées originales de l'auteur nous paraissent toutes sans valeur, mais il n'y a là aucune objectivité.

Au cours des débats de la *Société de Sociologie*, M. Bauer abandonna du du reste sa position (4).

(1) *Op. cit.*, p. 9. — Cf. compte-rendu dans *Revue internationale de sociologie*, mai 1903. — Cf. aussi : Van Overbergh (Cyr.). *La classe sociale*, Bruxelles, 1905.

(2) Séance du 14 janvier 1903.

(3) Bauer (Arthur). *Les classes sociales*. Analyse de la vie sociale.

(4) Van Overbergh, *op. cit.*

Pour Limousin, ce qui caractérise la classe sociale, c'est la *fréquentation*, « les rapports non professionnels, une même manière de parler, des mêmes opinions et préjugés sur une foule de questions » (1).

L'idée de *fréquentation* nous semble avoir une valeur bien plus réelle que le critère purement professionnel. Un langage commun est bien aussi, pensons-nous, un signe de classe, très important dans certains cas (2).

Quoi qu'il en soit, la définition de M. Limousin ne parut pas à la *Société de Sociologie* plus satisfaisante que celle de M. Bauer et, à la séance du 11 février, après de longs et stériles débats, le président, M. Delbet, déclara « qu'aucune définition un peu précise n'avait pu être donnée » (3).

On chercha, cependant, à se mettre d'accord sur un texte collectif. Le facteur économique fut mis au premier plan (4). Puis il y eut, semble-t-il, un retour en arrière et l'on se mit finalement d'accord sur cette définition :

« La discussion a contribué à élucider la notion de classe en la caractérisant par la *possibilité de se fréquenter*, possibilité morale résultant d'une similitude de mentalité développée et influencée par la profession : ce qui est d'autant plus remarquable que le fait, par deux individus, de se reconnaître comme appartenant à la même classe, consiste précisément à ne plus s'en tenir directement aux relations professionnelles, par exemple *à échanger des invitations et à admettre des unions matrimoniales entre membres de leurs familles* » (5).

Revenons à l'article de M. Huard. Celui-ci, après avoir rappelé les opinions diverses relatives aux classes, essaie de dégager des conclusions générales.

Il estime que la classe implique toujours hiérarchie ; celle-ci provenant du droit, des mœurs, ou du droit et des mœurs à la fois (6).

Même là où règne l'égalité juridique, la loi favorise indirectement certaines classes ; ainsi, l'héritage est favorable à la continuité de développement de la classe bourgeoise (7).

Le second élément devant définir la classe, c'est l'idée de *rassemblement, fréquentation mutuelle*.

« Nul, dit l'auteur, ne se sent vraiment à l'aise en dehors du milieu où il vit d'ordinaire... opposition des goûts, des idées et du caractère n'est pas favorable à la sympathie... » (8).

(1) *Op. cit.*, p. 17.

(2) A l'époque contemporaine et, sans doute, de plus en plus, pour tracer la ligne de démarcation entre le peuple et la petite bourgeoisie.

(3) Van Overbergh, *op. cit.*, p. 19.

(4) *Op. cit.*, pp. 20 et 21.

(5) *Op. cit.*, p. 23. C'est nous qui soulignons ce passage, car les idées de *fréquentation* et *alliances* (indiquées par plusieurs auteurs, notamment M. Simiand) nous semblent à retenir et nous les reprendrons.

(6) Huard, *op. cit.*, p. 12.

(7) *Op. cit.*, p. 13.

(8) *Op. cit.*, p. 15.

Puis (troisième élément de la définition), les classes sont des groupes *librement* ou *sciemment* formés (1).

Hiérarchie, rassemblement par fréquentation mutuelle, nous avons déjà relevé ces éléments et il nous semble qu'ils appartiennent bien à l'idée de la classe.

Quant au principe de la liberté dans la formation, nous ne pouvons y donner notre adhésion, quoique l'auteur précise qu'il ne s'agit pas d'une liberté complète mais de la formation d'une certaine conscience de classe sans laquelle la classe n'existerait pas effectivement.

Dans un article plus récent, M. R. Gonnard définit la classe un « groupement d'hommes qui *hiérarchisent de même les buts de l'existence*, qui cotent de même les *valeurs*, qui, par conséquent, tendent à se modeler sur le même idéal moral, sur le même type social, qui ont les mêmes *préjugés*, les mêmes *manières*, le même code de l'honneur, et, par suite, le sentiment d'une certaine solidarité plus étroite, les englobant à l'intérieur de la nation et les agrégeant, plus ou moins, à des groupement extranationaux similaires » (2).

L'importance des *manières*, des *préjugés* n'est pas niable et cette définition nous paraît meilleure que toutes les autres. Cependant, elle a le défaut d'être beaucoup trop longue.

Cela est caractéristique de la difficulté qu'ont éprouvée tous les auteurs à définir la classe.

Les affirmations de M. Gonnard ne sont pas toutes admissibles. Est-il sûr que tous les membres d'une classe hiérarchisent de même les « buts de l'existence » ? Tous les buts ?

A ce compte, entre les membres de la classe, ne seraient admissibles aucune divergence religieuse, politique, morale ? Même si nous ne savions pas que cela est faux, même si cela était exact, il resterait à le prouver ; ce serait de toutes façons une hypothèse inutile dans une définition préalable, venant alourdir celle-ci sans profit.

Quant à l'idée de l'internationalisme (au moins relatif) des classes, elle est à retenir mais nous ne pensons pas qu'elle doive faire corps avec la définition (3).

M. Van Overbergh a consacré un important ouvrage (déjà cité) à la définition de la classe sociale. Il pense (avec raison, selon nous), que l'étude des classes est une des parties, les plus importantes de la sociologie (4).

Comme M. Huard il mentionne la plupart des définitions souvent diver-

(1) *Op., cit.*, p. 17.

(2) Gonnard (René). *Quelques considérations sur les classes*. *Revue économique internationale*, 10 avril 1925, p. 67. La classe, pour cet auteur, se définit surtout par des éléments *psychologiques* (on est bourgeois, avant tout, parce qu'on se considère comme bourgeois et entend vivre comme tel), p. 69.

(3) Cf. Malato. *Les classes sociales*, p. 10, et Stoddard (Lothrop). *Social classes in post-war Europe*.

(4) *Op. cit.*, Introduction.

gentes, parfois contradictoires, proposées par les sociologues, économistes, penseurs sociaux de différentes tendances.

Il donne, ainsi que nous l'avons mentionné, un compte rendu détaillé des débats de la *Société de Sociologie de Paris*.

Il remarque le vague, l'insuffisance, les tendances superficielles des définitions proposées par la plupart des auteurs, Tarde (1), Limousin, Worms (2), Delbet (3), etc. ; analyse assez longuement les conceptions du marxisme puis celles des différents économistes (Gide, Schaeffle, Schmoller, Bücher).

Pour Gide, il existe six classes essentielles :

- 1^{re} classe : Producteurs autonomes,
- 2^e classe : Patrons ou entrepreneurs,
- 3^e classe : Salariés,
- 4^e classe : Rentiers,
- 5^e classe : Indigents,
- 6^e classe : Employés publics.

Que les individus, pour la commodité d'une étude économique puissent être groupés selon cette classification (4) cela n'est pas douteux ; mais qu'il y ait là un reflet de la réalité sociale morphologique réelle, c'est ce qu'il y a lieu de contester, ainsi que le fait justement M. Van Overbergh.

Celui-ci, n'adoptant pas plus les thèses des économistes que celles précédemment exposées, résume son enquête en considérant comme acquis les points suivants :

- 1° Les classes n'ont pas toujours existé (5).
- 2° Les classes, une fois nées, se modifient mais ne disparaissent plus (6).
- 3° Quelle que soit leur origine, la base des classes est économique et juridique (7).
- 4° Les classes sociales se distinguent des groupements professionnels.
- 5° La base économique des classes se ramène à la possession ou non-possession du capital (8).
- 6° Ceux qui parviennent à conquérir le capital productif sont les individus les plus énergiques ; donc les classes supérieures sont des élites appuyées sur une base économique commune.

(1) Pour Tarde, la notion de classe répondrait « au besoin que nous éprouvons de croire instinctivement à une *hiérarchie sociale* pour avoir cette échelle imaginaire à gravir échelon par échelon tout le long de notre vie. » *Op. cit.*, p. 25.

(2) Les rangs se définissant surtout par la richesse. *Op. cit.*, p. 35.

(3) Conception de la classe se rapprochant de celle de Marx. *Op. cit.*, pp. 38 et 39.

(4) Encore que l'ordre hiérarchique (si l'idée de hiérarchie existe ?) soit assez étrange et que certaines personnes dans ce classement puissent appartenir à la fois à deux classes.

(5) *Op. cit.* p. 164.

(6) *Op. cit.*, p. 170.

(7) *Op. cit.*, p. 171.

(8) *Op. cit.*, p. 177.

7° La fonction des classes supérieures modernes est de constituer et de diriger le fonds des moyens de la production (1).

8° La fonction sociale des classes est en rapport étroit avec leur fonction économique (2).

9° Aboutit à la même conclusion que 5° (après discussion des théories qui éliminent le facteur économique).

10° La notion de classe sociale implique celle de rang (3).

11° Il faut admettre les trois facteurs de Schmoller (race, division du travail, distribution de la propriété), mais en faisant passer au premier rang la considération de l'élément richesse (4).

12° La réforme extérieure des classes varie beaucoup à travers l'histoire (5).

13° C'est la famille entière qui est intégrée dans la classe, non l'individu (6).

14° L'auteur reprend les caractères précédemment énumérés pour donner une définition assez longue de la classe dans laquelle le facteur économique reste au premier rang (7).

Sans être absolument à ranger dans le clan des économistes, M. Van Overbergh s'en rapproche donc.

M. Simiand, pour notre société contemporaine assimile à peu près complètement les classes sociales aux classes économiques (8).

Il comprend cependant la composition interne de la classe de la même façon que nous, comme une réunion de familles et non d'individus ; admettant qu'elle se caractérise en partie par la possibilité de relations différentes de celles avec les membres des autres groupes ; qu'il y a souvent hérédité des caractères de classes (9).

M. Simand pense (c'est aussi notre opinion) que le mode de constitution des classes, leur principe essentiel, variant selon les types de sociétés. Aussi, n'est-ce pas la notion de la classe en général que cet auteur assied

(1) *Op. cit.*, p. 181.

(2) *Op. cit.*, p. 182.

(3) *Op. cit.*, p. 188.

(4) *Op. cit.*, p. 189.

(5) *Op. cit.*, p. 189.

(6) *Op. cit.*, p. 191. Nous sommes pleinement de cet avis.

(7) *Op. cit.*, p. 192.

(8) Simiand (François). *Cours d'Economie politique* (1928-1929). 28^e leçon : les classes sociales, p. 440.

(9) « Dans toutes les sociétés humaines... on trouve des groupements de personnes, qui sont autres que les groupements de parenté... que les groupements suivant une branche de production, suivant le domicile ou la région... qui se caractérisent... par une certaine situation relative dans la vie sociale (souvent avec une hiérarchie entre eux) ; chacun d'eux comporte entre ses membres certaines relations qui ne sont pas les mêmes avec les membres des autres groupes ; le caractère du groupe s'étend à la femme, aux enfants du titulaire principal ; ... cette condition et cette liaison sont durables ... dans nombre de sociétés, sont héréditaires et fixées de naissance. » *Op. cit.*, p. 440.

sur le critère économique, mais la notion de la classe telle qu'elle se trouve réalisée dans nos sociétés de type européen occidental contemporain. Et, même pour ces sociétés, M. Simiand n'affirme pas que le facteur économique soit seul en jeu mais qu'il l'est à peu près exclusivement dans celles de ces sociétés du type le plus évolué.

D'une façon générale, les classes se constituent (1) dans le plan de ce qui est le plus apprécié dans une société donnée (plan religieux dans les sociétés à base religieuse, plan militaire ou idée de race conquérante dans les sociétés guerrières (2), etc...).

L'évolution moderne montre l'accroissement d'importance du facteur économique. L'ancienne noblesse change de caractère, devient moins classe guerrière (noblesse d'épée) que catégorie de propriétaires fonciers.

L'évolution s'accroît par la montée des classes se caractérisant par leur fortune de nature commerciale et industrielle.

La bourgeoisie française ne cesse de se développer à partir du moyen-âge, surtout durant les 17^e et 18^e siècles, pour aboutir à la fin de l'Ancien Régime à... « un Tiers Etat, parvenant à être mis sur le même plan que les ordres de la noblesse, du clergé, et même, à la Révolution française, à prendre un rôle prépondérant. »

Puis, au 19^e siècle, commence à se constituer le « 4^e Etat », classe du Travail (notamment le travail manuel) aspirant à son tour à la place dominante.

M. Simiand, ici, adopte pleinement le point de vue des théoriciens marxistes, mais, contrairement à ceux-ci, il reste sur le plan scientifique, se gardant d'aboutir à une conclusion doctrinale.

(1) *Op. cit.*, p. 442.

(2) ... « C'est un trait subsistant d'une classification de ce genre, que nous avons eu dans notre ancien régime, avec la noblesse d'épée, se prétendant descendante des anciens conquérants » ;... « Si c'est le statut civique ou politique, qui est socialement reconnu essentiel, les classes seront déterminées par rapport à leur condition juridique : hommes libres, esclaves, serfs ; par rapport à la situation dans la cité : classe de patriciens, de plébéiens, de bourgeois... » p. 442.

M. Simiand remarque qu'il y a peu d'exemples que le plan paraissant le plus important au point de vue social ait été celui des supériorités intellectuelles.

Ceci n'est peut-être pas absolument exact. Dans le système des castes hindoues les Brâhmanes sont à la fois prêtres et savants. Il a dû en être de même dans la plupart des sociétés de type religieux, du moins à l'origine, la science (supposant des aptitudes intellectuelles supérieures) et le pouvoir spirituel étant réunis dans les mêmes mains. Même dans les sociétés du type le moins évolué, nous voyons le sorcier (prêtre inférieur) détenir à la fois des formules magiques pour agir sur les forces de la nature, et les rudiments de connaissances scientifiques que supposent de telles sociétés. Enfin, le mandarinat des sociétés jaunes met au premier plan les supériorités de type purement intellectuel.

On peut remarquer aussi que la prédominance du type guerrier fait entrer en jeu également les facultés intellectuelles. Le chef militaire (même dans les sociétés les plus rudimentaires) ne peut posséder seulement des qualités du corps et du caractère, mais aussi de l'intelligence, encore qu'il développe et applique son intelligence dans une autre direction que ne fait le savant.

Il remarque qu'en même temps que se poursuivait cette évolution dans notre système des classes, l'existence de celles-ci cessait d'être légalement reconnue (1).

Mais cette non reconnaissance légale n'empêchait pas les classes anciennes de subsister, ni de nouveaux groupements d'affirmer leur existence (2).

Ces nouveaux groupements, M. Simiand les suppose à base presque purement économique. Cependant, l'équivalence des fortunes ni la similitude des intérêts sur le plan économique ne suffisent à nous prouver qu'il y a existence d'une classe.

Celle-ci s'affirme comme groupe relativement fermé par des caractères extra-économiques. C'est surtout la possibilité de *fréquentation mutuelle* (et d'alliances) (3), qui retient M. Simiand.

Les classes contemporaines n'ayant pas d'existence légale, leurs limites sont plus flottantes que celles des classes antérieures. Là encore, nous sommes d'accord.

« Elles se définissent, dit toujours M. Simiand, par une catégorie de revenus et de ressources, et, d'autre part, par les modalités de l'emploi de ces ressources » ; ce que nous pourrions résumer : *niveau économique, niveau de vie, mode de vie* (4).

Actuellement, il y aurait tendance à l'unification de ce mode de vie ; nous sommes dans une période dynamique de la vie des classes ; cependant les traits de différenciation tenant à l'habitation, au vêtement, à la nourriture (5), etc., persistent assez pour caractériser encore les classes.

Nous reviendrons plus loin sur la décomposition de la société contemporaine en classes telle que la voit M. Simiand. Retenons pour l'instant seulement sa définition générale : la classe (du moins pour l'époque et la société étudiée) se définit surtout sur le plan économique, mais l'usage fait de la richesse intervient autant ou plus que sa simple possession ; la preuve de l'existence des classes c'est que les personnes les composant se fréquentent habituellement et s'allient volontiers.

Pour Ch. Malato, la base des classes est la fortune, le savoir jouant aussi un rôle (6).

(1) *Op. cit.*, pp. 443-444.

(2) *Op. cit.*, pp. 444-445.

« En dehors même des hautes classes anciennes qui ne laissent pas de se soutenir par des alliances... il se constate encore dans les groupes beaucoup plus étendus... des différenciations qui, quels que soient nos sentiments à leur égard, sont tout de même des faits. » (p. 445).

(3) *Op. cit.* p. 445.

(4) C'est cette dernière notion que nous retiendrons surtout.

(5) Cf. Gonnard. « ... Il y a des maisons ouvrières où le bourgeois pauvre n'habitera pas sans avoir un peu le sentiment de se déclasser. » *Op. cit.*, p. 90.

(6) *Op. cit.*, p. 21.

Cette importance du savoir, de l'élément culturel, a été mis en lumière par plusieurs auteurs (Goblot, etc.). Gonnard dit : « tel ingénieur, dont les appointements ne dépassent pas de très loin le salaire de l'ouvrier, n'en garde pas moins le sentiment

Le *caractère* et les *allures*, sans être... « une rigoureuse caractéristique de classe, sont cependant, d'une façon générale, en relation avec le milieu » (1).

M. Martin-Saint-Léon admet, dans la formation des classes modernes, l'intervention des éléments *fortune* et *culture*. Cependant les caractères extérieurs marquant que l'on appartient à une classe plutôt qu'à une autre, se rattachent à ce que nous avons appelé le « *mode de vie* » (habitation, alimentation, transports) (2).

A défaut de supériorité réelle de culture ou d'éducation, la possession d'une certaine fortune suffit à faire sortir un homme de la classe populaire.

Nous ne pensons pas, à cet égard, absolument comme M. Martin-Saint-Léon.

Retenons donc que cet auteur, s'il ne situe pas les classes contemporaines entièrement sur le plan économique, donne cependant à l'élément fortune un rôle prépondérant.

M. Duthoit, à la leçon d'ouverture de la XX^e Session des *Semaines Sociales* déclarait que : « L'idée de classe, mal comprise et exagérée, est l'une de celles qui détournent le plus aujourd'hui de la vraie notion, universaliste, catholique, de la charité. Non pas qu'en elle-même l'idée de classe soit fausse. Toujours et partout, il y a eu des classes, là même où l'égalité civile et politique a fait disparaître les anciens « ordres » ou « états ». Le même genre de vie, des habitudes communes, l'hérédité, la profession créent toujours des similitudes d'intérêts, d'occupations, de culture, des affinités de tout genre entre un grand nombre d'individus et de familles dont l'ensemble peut être, faute d'un mot meilleur, dénommé « classe » (3).

d'appartenir à une classe autre... même classe que le riche propriétaire de l'usine... il n'admettra pas l'idée de marier sa fille à un ouvrier, tandis que son fils épousera fort bien la fille de l'usinier, ou inversement. » *Op. cit.*, p. 81.

Cependant R. Gonnard pense, dans l'ensemble, comme F. Simiand, que (depuis la guerre surtout) l'élément fortune tend à jouer un rôle prépondérant dans la formation des classes.

Cf. Colson. *Cours d'Economie politique*, T. I et II. Il y a des notions sur l'inégale répartition des richesses ; pas définition de la classe à proprement parler.

(1) Malato, *op. cit.*, p. 24.

Cet auteur, se plaçant sur le terrain de l'évolution zoologique, attache naturellement une grande importance aux caractères anthropologiques. Il signale justement l'infériorité physique des *classes pauvres* mais, à l'inverse des anthroposociologues proprement dits qui voient dans les supériorités héréditaires fondamentales le facteur de l'ascension sociale (ou du maintien des élites), Malato pense que les mauvaises conditions de vie créent les tares physiologiques des classes populaires. Il y a chez cet auteur des intentions doctrinales s'éloignant de la science pure.

Niceforo (*Les classes pauvres*), se place également au point de vue des caractères anthropologiques.

(2) Martin-Saint-Léon (Et.). *Les sociétés de la nation*. Etude sur les éléments constitutifs de la nation française, p. 39.

(3) *Semaines sociales de France*. Paris, XX^e session, 1928, pp. 48-49.

A la même *Semaine Sociale*, le R. P. Rutten, sénateur de Belgique, traite du *Problèmes des classes* (lutte ou collaboration). Il rappela la discussion de la *Société de sociologie* dont nous avons déjà parlé, puis, à son tour, chercha une définition de la classe : « La majorité des sociologues, dit-il, affirme, non sans raison d'ailleurs, que le fait de l'appartenance à une même classe, provient avant tout de la situation de fortune. Un bourgeois qui perdrait sa fortune n'est pas déclassé de suite ; il conserve ses relations, son éducation et ses manières. Mais s'il perd définitivement les moyens de tenir son rang et de faire instruire ses enfants comme il le fut lui-même, le déclassement s'ensuivra au bout d'une ou de deux générations ». Le processus inverse se produit en cas d'enrichissement (1).

Bien que donnant la première place au facteur économique le P. Rutten n'adopte pas la conception simpliste du marxisme.

« ...Il n'existe plus chez nous, dit-il, ni en fait, ni en droit, des castes fermées comme on en trouve, par exemple, aux Indes. Notre code civil (2) permet à une bergère d'épouser un prince, à un boute-feu de succéder à son ministre, et à un maréchal-ferrant de devenir maréchal tout court. L'évolution sociale tend de plus en plus à faciliter aux plus humbles l'accès aux situations les plus élevées... »

S'il n'y a pas de classes au point de vue civil, il n'en existe pas davantage au point de vue politique (3), ni même dans le sens économique ou professionnel, au sens étroit d'opposition des intérêts où l'entendait Marx (4).

Mais les classes subsistent sur les plans « social et mondain » (5).

Par cette conclusion, il semble que le P. Rutten, en faisant de la fortune une condition de la classe, n'a considéré cette fortune que comme un moyen de s'affirmer sur le plan social et mondain. Nous sommes donc ramenés, une fois de plus, du critère purement économique à la considération du niveau, puis du mode de vie.

A une *Semaine Sociale* antérieure le P. Antoine déclarait (6) : « Il existe des classes sociales naturelles, c'est-à-dire différents groupes d'hommes exerçant la même profession ou se trouvant dans une égale position, et par suite ayant les mêmes intérêts. »

« La classe sociale dépend des deux facteurs : la profession et l'influence sociale ».

Les techniciens du *Bureau International du Travail*, après avoir reconnu la difficulté de déterminer la notion de classe, qui peut être interprétée de plusieurs façons, proposent une classification, dont nous ne nions pas l'intérêt pratique, pour les études surtout économiques telles que celles entreprises par le B. I. T., mais que nous ne croyons pas conforme à la réalité sociale organique.

(1) *Semaines sociales de France*, XX^e session, 1928, p. 559.

(2) Lorsqu'il dit « chez nous », le P. Rutten pense sans doute à la Belgique, mais la situation est la même en France.

(3) *Op. cit.*, p. 560.

(4) *Op. cit.*, p. 561.

(5) *Op. cit.*, p. 564.

(6) III^e *Semaine sociale de France*, p. 56.

Cette classification est appuyée sur un triple critère : « L'industrie à laquelle appartient l'individu ; sa situation dans l'industrie et l'importance de son gain ou revenu » (1).

La question des classes a été également abordée par M. Fahlbeck, délégué suédois, à la XII^e session de l'*Institut International de Statistique*, tenue à Paris, des 4 au 10 juillet 1909.

M. Fahlbeck, après avoir constaté que la suppression politique des classes n'a pas amené leur suppression de fait, et reconnu l'intérêt que présenteraient des études globales non purement statistiques de ces groupes, signalait la difficulté de donner une définition correcte du phénomène *classe*. Il admettait que la propriété joue un rôle dans le recrutement de la classe, mais non dans la formation de celle-ci.

Rappelons aussi l'opinion exprimée par M. Bouglé dans son ouvrage la *Démocratie devant la science* :

... « Il est entendu que, dans nos sociétés modernes, « il n'y a plus de classes ». De quelque souche qu'ils descendent, tous les citoyens sont égaux devant la loi. Ils jouissent des mêmes droits politiques. Ils ont libre accès aux mêmes fonctions. La société n'est plus une hiérarchie de mondes distincts : tous ses membres sont placés officiellement sur le même plan. En fait, que de profondes distinctions continuent de les séparer, on le sait de reste.

« Manifestées par la différence des costumes et des manières, ces distinctions correspondent aussi, d'une façon générale, à des inégalités de traitements consacrées par les mœurs, sinon sanctionnées par les lois. L'homme « comme il faut », fût-il criminel, ne sera pas traité comme le pauvre hère.

... ..

« La considération dont certains citoyens sont entourés leur garantit ainsi une puissance sociale particulière et se traduit, dans la vie de tous les jours, sinon par des privilèges proprement dits, au moins par des avantages indéniables... »

A quoi tient cette considération, demandait M. Bouglé ?

Pour une part, à la fonction exercée (il y a, dans notre société, toute une hiérarchie de fonctions); pour une autre part (peut-être plus importante) à la richesse possédée (2). Le prestige social ne tient pas à la richesse en elle-même, il est cependant difficile à conserver si l'on ne possède rien.

M. Le Pelletier, secrétaire général de la *Société d'Economie sociale*, professeur à la Faculté de droit de l'*Institut catholique*, avec lequel nous avons eu une intéressante conversation en juin 1932, pensait, comme nous, que la classe sociale n'est pas identique à la classe économique. Il voyait des sous-groupes professionnels relativement isolés à l'intérieur de la bourgeoisie (esprit de corps, impliquant attitude d'orgueil, des élèves de certaines grandes écoles : Polytechnique, etc...).

(1) B. I. T. *Etudes et documents*. Série N. n° 13 : *Les méthodes de la statistique de l'habitation*.

(2) Bouglé (C.). *La démocratie devant la science*, pp. 91-92.

Il nous rappelait le dédain qu'il avait constaté (à l'école de la rue des Postes) de la part des élèves préparant les grandes écoles pour leurs camarades des cours commerciaux, appelés par eux la *section des épiciers*.

Il nous fit part également des difficultés qu'il avait rencontrées pour organiser un cours de Hautes Etudes commerciales à la Faculté de droit de l'*Institut catholique*, les professeurs des autres facultés étant opposés à cette innovation qui n'avait été enfin acceptée que grâce à l'esprit ouvert du recteur, Mgr Baudrillart.

**

Il y a des notions à retenir, certes, dans les textes que nous venons d'analyser, mais nulle part la définition précise et laconique qui pourrait nous servir de point de départ.

Nous devons donc reprendre le problème, et, gardant présents à l'esprit les travaux de nos devanciers, établir nous-même la définition convenant parfaitement au sujet de notre étude et ne convenant qu'à lui.

Définition de la classe. — La classe est évidemment le résultat d'un classement ou mieux d'une classification (l'idée de classement s'appliquant à un rangement matériel et celle de classification à une répartition logique).

La classification sépare et rassemble les objets considérés en tenant compte de leurs similitudes et de leurs différences.

En envisageant la question au point de vue purement logique, l'on pourrait, dans une société déterminée, admettre ainsi que nous l'avons déjà indiqué, plusieurs systèmes de classification faisant intervenir les notions de prestige social, richesse, fonction, sexe, âge, etc.

Avec cette méthode, un individu pourrait appartenir à plusieurs classes à la fois.

Un grand nombre de divisions pourraient être envisagées, suivant que l'on tiendrait compte d'un aspect ou d'un autre de la vie sociale. Nous disons bien vie sociale, et ils s'agirait là de classes sociales dans le sens large du terme. En effet, même les subdivisions fondées sur des considérations physiologiques comme l'âge ou le sexe, ne se justifieraient que parce qu'elles impliquent des particularités sociales, sanctionnées par les mœurs ou le droit (1).

Ce système de classification serait donc parfaitement justifié du point de vue logique et mériterait pleinement le nom d'un système de classes sociales puisqu'il ne sortirait pas du domaine de la vie sociale.

Cette façon de procéder pourrait même avoir certains avantages, mais il ne s'agirait pas là des classes étayant véritablement la structure de la société et qui doivent faire l'objet de la morphologie. Dans toutes les sociétés, nous l'avons dit, il faut envisager une première intégration de l'individu dans un groupe de caractère familial.

(1) C'est dans ce sens que Chateaubriand dit que... « sans s'embarrasser des distinctions civiles, inventées par notre étroite raison, Jésus-Christ divise la société en deux classes : les célibataires et les gens mariés. A ces classes, il ne donne point de lois politiques, mais des lois morales. » (*Génie du christianisme*, T. I., livre I, ch. VIII). C'est aussi le sens que semble adopter le *Larousse du XX^e siècle*, cf. *supra*.

Dans notre démocratie contemporaine, notamment, malgré une tendance à considérer l'individu isolé, la famille garde un rôle prépondérant. Dans le droit civil, par exemple, la prééminence du groupe familial s'affirme sans cesse.

Notre système des classes a succédé comme réalité vivante, réelle, au système social de l'ancien régime. Il n'y a pas eu passage brusque d'un état à l'autre. La coupure brutale a pu exister dans le droit, non dans les mœurs.

La Révolution française ne fut pas une explosion spontanée, mais l'aboutissement d'un travail de fermentation, accélérant l'évolution commencée, n'en modifiant pas le sens.

Le rédacteur de l'*Encyclopédie* enregistrait déjà des transformations dans la structure des différents ordres ou états composant la nation :

« ...La classe (1) des hommes faits pour composer le peuple se rétrécit tous les jours davantage. Autrefois le peuple était l'état général de la nation, simplement opposé à celui des grands et des nobles. Il renfermait les Laboureurs, les Ouvriers, les Artisans, les Négociants, les Financiers, les Gens de Lettres et les Gens de Lois. Mais un homme de beaucoup d'esprit, qui a publié, il y a près de vingt ans, une dissertation sur la nature *du peuple*, pense que ce corps de la nation se borne actuellement aux Ouvriers et aux Laboureurs (2). »

L'auteur de ce mémoire montrait en effet les différentes classes de la bourgeoisie moderne (il n'emploie pas notre terminologie, nous rapportons le sens, non les mots) s'élevant peu à peu en dehors du peuple.

Si les classes de la démocratie moderne ont eu leur origine dans l'état social de l'ancien régime, les anciens ordres ont partiellement subsisté; ainsi, la noblesse existe encore sans doute comme classe, du moins il y a encore des vestiges nombreux de son existence en tant que telle.

Comme les anciens *états*, la classe sociale moderne (et d'une façon générale, semble-t-il, tout système de classes, quel qu'il soit) doit donc comprendre *non des individus*, mais des familles entières (3), ce qui est conforme à notre conception de la *segmentation sociale*.

Nous éliminerons donc, dans la recherche des classes, les éléments de différenciation tenant à l'âge ou au sexe.

Cette réserve faite, dirons-nous que la classe est le groupe des individus (ou plutôt des familles) ayant même fortune, même éducation, même conception de la vie, ayant droit aux mêmes marques de respect ?

Il resterait à prouver que le principe de différenciation adopté est réellement à la base des groupes vivants que l'on est en droit d'appeler classes. C'est le tort de la plupart des définitions proposées de faire une place à la *cause* des classes. La recherche de la causalité est légitime, mais elle ne doit pas venir avant la définition.

(1) C'est un des rares passages où le mot *classe* soit employé dans le sens moderne, détail qui n'est pas sans intérêt.

(2) *Encyclopédie*, art. *Peuple*.

(3) Plusieurs des auteurs précédemment étudiés ont noté ce fait.

Sur quoi est fondée la classe (1) ? Les études de cas concrets nous l'apprendront peut-être plus tard. Il importe, avant tout, de savoir ce que nous appellerons, dans tous les cas, une classe sociale, quelle que soit son mode de formation.

La classification, avons-nous dit, cherche dans les individus les similitudes et les différences.

Les similitudes permettent le groupement des individus à l'intérieur d'une même classe; les différences font la pluralité des classes.

S'il y a des différences sociales, il y a des classes sociales; s'il n'y a pas de différences, il n'y a pas de classes.

Il est évident que si la pluralité des classes n'existe pas dans la société envisagée, notre étude morphologique n'a plus de sens; cette pluralité étant présumée (2) chaque fois que nous abordons l'étude des classes, l'élément différence doit être éliminé de la définition de la classe en elle-même.

Il ne nous reste que l'élément similitude, qui nous semble suffisant pour définir la classe.

Toutes les précisions que l'on a voulu apporter n'ont fait, nous l'avons vu, que créer de la confusion quand elles n'aboutissaient pas à des conclusions tout à fait inexactes.

Les individus groupés dans la même classe sont ceux qui présentent des *similitudes*. Notre méthode de classification est basée sur l'état social. Les similitudes que nous rechercherons seront donc *sociales*.

Que sont des similitudes sociales ? dira-t-on. Elles peuvent être de bien des sortes. Oui, si l'on envisage des zones particulières de la vie sociale, et l'on est ainsi ramené à l'étude des causes que nous tenons à éliminer de la définition.

Nous entendons dire qu'il y a entre deux individus similitude sociale lorsque, indépendamment de toutes leurs divergences individuelles, nous pouvons, sur le plan du social, les *assimiler* l'un à l'autre, les interchanger en quelque sorte.

Nous dirons donc (définition qui nous semble suffisante, mais que nous n'adoptons qu'à titre provisoire) :

Appartiennent à la même classe sociale les individus socialement assimilables les uns aux autres, en éliminant les causes de distinction qui tiennent à l'âge ou au sexe.

Ou encore :

La classe est l'ensemble des individus socialement assimilables les uns aux autres, en éliminant les causes de distinction qui tiennent à l'âge ou au sexe.

La possibilité d'assimilation tient à des similitudes qui ont leur sources dans la vie collective, à l'exclusion des particularités individuelles.

(1) Comme hypothèse sur l'origine historique des classes, cf. Gonnard, *op. cit.*, et Oppenheimer (Franz). *L'Etat, ses origines, son évolution, et son avenir*.

(2) Et sa vérification devant être notre première démarche.

Il faut cependant admettre que les caractères individuels doivent jouer un rôle dans les mouvements d'intégration et de désintégration qui se produisent (ou peuvent se produire) à l'intérieur des classes; certaines classes même peuvent être formées en fonction de particularités naturelles des individus qui les composent, et, de ce fait, comprendre uniquement des individus d'âge ou de sexe déterminé.

Mais, il reste qu'en aucun cas ces particularités individuelles ne doivent nous faire décider à priori de l'existence d'une classe. Notre définition garde donc sa valeur générale.

Pour le cas où nous rencontrerions des classes ne comprenant que des individus présentant certains caractères particuliers (le sexe, la valeur physique ou morale, etc...), il nous restera à déterminer qu'il s'agit bien d'une classe.

Par exemple, existe-t-il dans la France contemporaine une *classe sacerdotale*, une *classe militaire* ? Ou bien, les individus qui exercent la *fonction sacerdotale* ou la *fonction militaire*, sont-ils suffisamment assimilables aux autres individus de leur classe d'origine (ou, éventuellement, d'une classe supérieure à celle où ils sont nés) pour qu'on puisse considérer leur fonction comme une distinction professionnelle plutôt que comme une marque d'intégration dans une classe nouvelle ?

Nous ne pouvons répondre à priori. Cependant, il semble bien que dans la France actuelle les groupes envisagés ne sont pas des classes sociales.

Cette constatation nous amène à envisager, après la détermination des classes proprement dites (pouvant comporter des subdivisions, des zones de confusion même entre certaines classes voisines), la reconnaissance, à l'intérieur d'une classe déterminée, de groupes professionnels tendant à avoir quelques-uns des caractères isolants de la classe et qu'il importe de ne pas prendre pour des classes.

Nous modifierons en conséquence notre définition et dirons désormais :

La classe est l'ensemble des individus socialement assimilables les uns aux autres, en éliminant les causes de distinction qui tiennent à l'âge, au sexe ou à la profession. Les professions seront du reste le plus souvent groupées et isolées à l'intérieur des différentes classes, mais leurs caractères spécifiques ne devront jamais nous faire conclure à priori à l'existence d'une classe distincte.

CHAPITRE IV

LES CLASSES IDÉOLOGIQUES

I. — CONCEPTIONS SOCIALISTES.

II. — SYNDICALISME.

Les opinions différentes que nous avons rapportées avant d'aboutir à une définition de la classe, élémentaire mais suffisante, s'appliquaient en principe aux classes considérées comme faits objectifs.

D'autres opinions ont été proposées qui, tendant à la création de doctrines d'action ou de réforme n'ont pas le même point d'appui dans la réalité.

Nous avons donc pensé indispensable d'opérer le départ entre ce que nous avons appelé les *classes vivantes* et les *classes idéologiques*. Le premier qualificatif n'a pas besoin de commentaire. Quant au second, il ne sera pas mauvais que nous nous y arrêtions un instant. En effet, les purs sociologues admettent généralement qu'il existe un concept de *classe* tendant à la pratique, à l'action, et non complètement conforme à la classe réelle. C'est ainsi que M. Goblot, par exemple, admet une idée *socialiste* de la classe qui n'est point l'idée sociologique, cette dernière découlant d'une observation aussi fidèle que possible des faits (1).

Pourquoi n'adoptons-nous pas cette épithète de *socialiste* ? C'est qu'à notre sens elle est trop restreinte. Sans doute, le concept socialiste (et encore faudrait-il dire plutôt *marriste*, car l'idéologie de ce qu'on a appelé le socialisme utopique, de tradition surtout française, s'en éloigne notablement) doit-il se voir attribuer une importance de premier plan dans l'étude des systèmes sociaux. Sans doute, autour de ce concept, s'est édifiée une école qui devait dépasser en réussite les chapelles rivales (réussite qui ne put être, d'ailleurs, sans bien des transactions entre la *pure doctrine* et la nécessité d'un opportunisme relatif, sans beaucoup d'ignorance et d'incompréhension de cette doctrine de la part des fidèles) (2). Sans doute, encore l'influence du concept marxiste a-t-elle débordé le milieu purement socialiste, s'accuse-t-

(1) Cf. Valdour. *La méthode concrète en science sociale*, pp. 3 et 4.

— *Libéraux, socialistes, catholiques sociaux*.

(2) Nous avons eu l'occasion assez souvent, soit dans des conversations privées, soit dans quelques réunions publiques, d'éprouver la science marxiste de militants socialistes ou communistes. Nous avons partout rencontré (à part chez quelques rares intellectuels) la plus totale ignorance. La foi, certes, mais la « foi du charbonnier » dans l'acception la plus totale.

elle plus ou moins, dans presque toutes les écoles que nous avons eu l'occasion d'étudier. Plus ou moins, disons-nous ; cette influence est parfois très faible, très lointaine, non inexistante cependant. Jusque dans des doctrines qui le combattent, le marxisme a posé son empreinte. La simplicité de ses formules à l'emporte-pièce ; son dualisme facile (et par cela même artificiel) *bourgeoisie* (1) - *classe ouvrière*, l'atmosphère de combat dont elle s'entoure, tout cela faisait de la base intellectuelle marxiste un instrument propre à l'action. Puis, il faut bien le dire, malgré de très graves erreurs, certaines observations étaient justes pour la période où le système a pris naissance.

La philosophie matérialiste, erronée en tant qu'elle prétend à une interprétation totale des faits historiques, n'est pas entièrement fausse lorsqu'elle se borne seulement à rendre raison d'une époque où les intérêts économiques prennent une véritable prépondérance et où s'affirme une conception de la vie en grande partie matérialiste.

Cependant, tout en reconnaissant la valeur pratique, la force dynamique des concepts marxistes, le rôle qu'ils ont joué dans l'évolution des idées sociales, nous nous refusons à leur ramener tous les concepts idéologiques.

En effet, nous rencontrons plusieurs mouvements d'action sociale, importants par leurs bases et leurs réalisations, qui, s'ils empruntent (en les modifiant fortement) certaines notions au marxisme, ne sont cependant, à aucun degré, marxistes ni même socialistes.

Il nous semble donc que le terme le plus convenable pour englober les différents concepts de classe qui sont à la base de ces systèmes est celui de *classe idéologique*.

L'étude des *classes idéologiques* a été faite par de nombreux auteurs avec celle des systèmes qui leur ont donné naissance. Nous n'entreprendrons pas de reprendre cette analyse doctrinale de chaque école, mais simplement de résumer à grands traits ce qu'il faut avoir présent à l'esprit en ce qui concerne ces créations idéologiques avant d'entreprendre une étude objective des classes réelles telles que nous les rencontrons dans une société donnée. Pas plus que nous n'entendons approfondir la doctrine d'aucune école nous ne cherchons à réunir des informations sur *toutes* les écoles. Celles-ci sont, en effet, innombrables. Mais, évidemment, il ne s'agit pas toujours d'écoles à proprement parler car, sous ce vocable, nous ne pouvons comprendre que des groupes relativement viables.

Or, nous rencontrons souvent simplement l'expression d'une pensée individuelle, quelquefois puissante, presque toujours aberrante (2) qui, sans succès, tente de se réaliser sur le plan du social.

Mais, même en ignorant cette zone relativement restreinte des originaux irrédutibles, il y a encore celle, assez importante, des utopistes réalisateurs, dont la pensée est communicable, et qui possèdent une volonté assez forte,

(1) Ou *classe possédante*.

(2) La pensée aberrante est, pour nous, celle de l'individu qui, sans que sa conduite puisse le faire considérer comme un anormal, a une conception idéologique du monde et de la société non superposable à d'autres conceptions, donc impropre à la réalisation dans l'action.

une puissance de persuasion capable de rallier quelques troupes ; pouvant donc créer de véritables écoles, parfois même donner à leurs fantaisie idéologiques un début de réalité matérielle.

Nous avons eu l'occasion, à plusieurs reprises, de rencontrer personnellement quelques apôtres de cette sorte, d'en connaître d'autres tant par leurs œuvres que par le témoignage de leurs disciples. Ce que nous avons trouvé dans ces milieux est très pauvre. Les conceptions sociales se révèlent naïves, sans point d'appui dans le réel. Nous sommes ici, plus encore que chez les socialistes de l'âge héroïque, dans le domaine de l'utopie pure. On s'étonne parfois de la réussite (passagère il est vrai) des chefs de ces petites sectes, très médiocres autodidactes pour la plupart.

Ces humbles penseurs se rattachent souvent aux tendances anarchistes ; ce sont parfois des transfuges du socialisme ou du communisme ; ou encore des adeptes de quelques doctrines mystiques indirectement imprégnées d'esprit oriental.

Éliminant cette poussière de systèmes sociaux, nous retiendrons seulement les groupes principaux suivants :

1° *Marxisme* (s'exprimant, sous une forme plus ou moins pure dans les réalisations *socialistes* et *communistes*), et *autres doctrines socialistes* ;

2° *Syndicalisme* (comprenant lui-même plusieurs tendances) ;

3° *Action sociale catholique* (doctrine moins originale, sans doute, que beaucoup d'autres, mais à laquelle donnent une force singulière sa cohérence, son contact direct et constant avec les réalités, la haute autorité spirituelle sur laquelle elle s'appuie) ;

4° *La philosophie du travail* (il ne s'agit pas là, à proprement parler, d'une école mais de la tendance d'un groupe de penseurs à interpréter les faits de la vie économique moderne, surtout ouvrière, et à toucher par là même le problème des classes, avec un certain esprit philosophique qui, sans être parfaitement objectif, s'éloigne du socialisme doctrinal) ;

5° *Positivism* (ne semble plus avoir actuellement une grande importance comme mobile d'action. Les positivistes réalisateurs ne sont pas exclusivement positivistes mais étayent leurs réalisations pratiques par des emprunts faits à d'autres systèmes) ;

6° *Monarchisme* (d'un intérêt très limité).

Dans l'élimination volontaire d'un certain nombre d'écoles, ne nous sommes-nous pas montrée trop sévère ? N'aurions-nous pas dû faire une place, notamment, aux conceptions sociales qui soutiennent certaines réalisations patronales ? Remarquons seulement que beaucoup de ces réalisations se rattachent aux idées étudiées dans l'*action sociale catholique*. Beaucoup de *patrons-sociaux* sont effectivement catholiques. Quant aux autres, ils partent de conceptions analogues. Nous devons retrouver aussi des conceptions patronales comme mobiles d'action, dans l'étude des classes vivantes de notre France contemporaine.

Certains patrons sociaux sont attachés à la *Société d'économie sociale*, issue de Le Play, participent aux Congrès de l'*Association des classes moyennes*, organismes dont nous nous occupons d'autre part.

En fait, il n'y a pas de *doctrine patronale des classes* (pas plus, du reste, qu'il n'y a, à proprement parler de *doctrine ouvrière*, car celle ou celles

qui se prétendent telles furent élaborées par des intellectuels, nés pour la plupart dans la bourgeoisie, à tout le moins dans les couches supérieures du peuple).

Il y a des patrons soucieux (qui dans un but d'intérêt bien compris, qui dans une pensée d'altruisme ou de solidarité très sincère ; le plus grand nombre sans doute, mûs par une combinaison de ces deux sentiments) d'améliorer le sort des travailleurs dépendant de leur direction ; ces patrons surtout préoccupés de réalisation, se soucient parfois peu d'étayer leur action sur des bases doctrinales ; ceux qui éprouvent de tels besoins idéologiques se rattachent à l'école de Le Play, à la doctrine catholique, au positivisme.

D'autres peut-être, plus audacieux, vont plus loin et il en est paraît-il, un petit nombre, qui (en France et à l'étranger) sympathisent plus ou moins ouvertement avec les aspirations socialistes ou même communistes. Mais alors, moins que jamais, nous ne serions autorisée à parler d'une philosophie patronale du travail et de la société, d'une idéologie patronale des classes.

D'autres s'apparentent, par certains côtés, aux socialistes français utopiques, surtout Saint-Simonisme ou fouriérisme (1) ; mais ce n'est pas chez ces penseurs qu'ils ont pu trouver une doctrine des classes très originale et nettement élaborée.

I. — Conceptions socialistes.

L'élément essentiel de la conception socialiste des classes, c'est la segmentation de la société en deux groupes seulement, formant bloc' chacun de son côté et s'opposant.

Dualisme et antagonisme des classes, telles sont les idées essentielles de cette idéologie. Celle-ci est-elle propre au marxisme ? Non, cet antagonisme, plus ou moins perçu par différents chefs d'écoles, s'affirme nettement chez Proudhon lorsqu'il dépose, le 31 juillet 1848, sur le bureau de l'Assemblée Constituante, sa proposition sur la « liquidation sociale de la propriété » (2).

Alors que Marx prétend appuyer son système sur l'observation objective des faits, la pensée de Proudhon évolue de façon plus métaphysique.

La *société* envisagée comme un tout en soi, est fonction d'une idée, d'une âme pourrait-on dire, qui se réalise progressivement, idéalisme d'origine hégélienne bien opposé à la thèse matérialiste. Il y a une idée de progrès et non seulement de lutte, ou, plutôt, la lutte ne se conçoit que comme devant concourir à la réalisation du progrès. Aussi, a-t-on pu justement voir chez Proudhon un certain esprit sociologique (3).

De plus, alors même qu'il considère la société comme constituée par deux groupes ou classes antagonistes (bourgeoisie et peuple), Proudhon pense moins au patronat industriel qu'à l'*oligarchie financière*. En 1848, le déve-

(1) Cf. Bouglé (C.). *Socialisme français. — Du socialisme utopique à la démocratie industrielle*. Coll. A. Colin, Paris, 1933.

(2) Muller (Jean). *L'idée de lutte de classes et son évolution depuis le manifeste communiste*. Thèse de droit. Paris, 1911, p. 51.

(3) Cf. Bouglé. *La sociologie de Proudhon*.

loppement de la *bourgeoisie usuraire* permet à la classe ouvrière de prendre conscience d'elle-même. Mais, pour que cette *conscience de classe* se développe, il importe qu'elle soit soutenue par une idée, principe spirituel du système (1). Or, le peuple est, pour Proudhon comme pour Marx, la classe des travailleurs. L'idée qui unira les travailleurs sera donc celle de la *nécessité du travail*. Autour de cette idée se cristalliseront les forces ouvrières (2).

« Travail, sobriété et prudence... voilà notre loi. Avant d'être un guerrier l'homme dans les prévisions de la nature est un ascète » (3).

Proudhon s'oppose donc naturellement à toute économie (bourgeoise, libérale ou ouvrière) tendant à produire uniquement des richesses, à accroître indéfiniment la somme des biens matériels disponibles dans le monde, sans souci d'un principe moral directeur (4).

Les classes ouvrières, pour remplir leur destinée humaine, doivent rénover la société par le travail, base scientifique des relations entre les hommes, acheminant ainsi cette société vers l'idéal abstrait de la *justice*.

Quand il parle de classes ouvrières, Proudhon ne pense pas seulement au prolétariat de l'usine. En somme, il conçoit, sous ce nom de classes ouvrières, la large masse du *peuple* que l'étude des classes vivantes nous montre comme relativement homogène malgré des différences économiques et professionnelles.

Cette masse populaire, opposée à la grande bourgeoisie, s'unira tout naturellement, pour réaliser le but moral de la société, avec la bourgeoisie moyenne... « cœur et cerveau de la nation » (5).

Son point de départ idéaliste, son constant contact avec les faits (expliquant la tournure sociologique de son esprit), font de Proudhon un réformateur plus qu'un révolutionnaire.

L'existence des classes est un mal, un état de trouble s'opposant à l'idée de justice sur laquelle doit finalement se modeler la société. La lutte de ces classes est un état purement transitoire qui ne doit pas s'achever par la domination d'un vainqueur et l'asservissement de l'ancien maître, mais par l'avènement de l'état *égalitaire* (6).

L'idéologie de Proudhon tout entière s'éloigne donc de celle de Marx et non seulement sa conception des classes.

Rappelons brièvement l'essentiel de la théorie marxiste.

Le principe de l'évolution sociale est la lutte entre les classes. Celle-ci est engendrée par des faits matériels, économiques, plutôt qu'intellectuels ou affectifs (postulat en contradiction avec la réalité ; l'observation de celle-ci nous montre les idées et les sentiments : désir de puissance, de considé-

(1) L'idéalisme, en tant qu'il se fait mobile d'action, suppose un certain spiritualisme en puissance, s'éloigne bien, en tous cas du chaos de forces aveugles que suppose une interprétation matérialiste du monde.

(2) Muller, *op. cit.* p. 66.

(3) *Op. cit.*, p. 68 (d'après : *guerre et paix*, conclusion générale, II).

(4) *Op. cit.*, p. 69.

(5) *Op. cit.*, p. 79.

(6) Cf. Bouglé, *op. cit.*

ration, attachement plus ou moins conscient à certaines valeurs morales, jouant, jusque dans les faits économiques un rôle plus grand qu'on ne le supposerait) (1).

Comme toute lutte appelle une conclusion, celle qui oppose les classes doit être résolue par la suppression d'un des antagonistes (ou la fusion des deux, fusion qui devant être réalisée par l'absorption après victoire, revient, pratiquement au même résultat que la suppression). Le mobile de l'évolution sociale étant la possession des biens matériels, l'économique doit toujours être considéré comme ayant le pas sur le politique ; c'est en fonction des faits économiques que doit être interprétée l'histoire.

La Révolution industrielle du début du XIX^e siècle prépare la véritable révolution sociale en permettant au dualisme des classes de se réaliser effectivement et ne laissant en présence que la grande *bourgeoisie industrielle* et le *prolétariat*.

C'est entre ces deux forces, devenues conscientes par les conditions mêmes qui font leur opposition, que se livrera la bataille définitive devant amener l'avènement du communisme.

De façon générale, la classe est la position de chacun dans la production (2). On ne peut pas *choisir* sa classe. Les partis sont des reflets des classes dont la conscience s'affirme.

Ce schéma simpliste a été conservé, au moins comme base théorique, par ceux qui, de nos jours, s'affirment marxistes. Pas plus que le postulat du matérialisme historique, la simplification des classes allant jusqu'au dualisme, ni même leur antagonisme nécessaire, ne sont des vérités qui s'imposent.

La réalité est plus complexe, plus nuancée et plus psychologique.

Le marxisme, construction idéologique, ne peut être considéré (de même que les autres systèmes nés à la même époque et qui, élaborés par des mentalités différentes, n'ont pas la même coloration affective, s'appuient sur des raisonnements différents) que comme une réaction contre l'état de déséquilibre, la misère criante résultant de l'exploitation inorganisée de l'homme par l'homme, qui caractérisent le début de la période industrielle.

En somme, tout comme les systèmes dits *utopiques*, le marxisme doit être considéré, malgré sa dureté apparente et ses prétentions scientifiques, surtout comme un cri de pitié.

« Le calcul marxiste n'était valable que pour soixante-quinze ans, dit Moeller van den Bruck ; aujourd'hui il est en morceaux, morceaux que les doctrinaires eux-mêmes ne pourront pas recoller et dont ils ne pourront pas refaire le tout qu'il constituait... dans l'esprit visionnaire de Karl Marx » (3).

Nous avons suivi en 1922-1923, puis 1923-1924, les conférences de

(1) Cf. H. de Man. *Au-delà du marxisme*, cité d'autre part.

(2) Cf. *Manifeste communiste*, 18 brumaire.

(3) Moeller van den Bruck. *Le troisième Reich*. Trad. Lénault, p. 65. cf. le chapitre *socialisme* de cet ouvrage (pp. 62 à 115 de la trad. Lénault).

M. Bouglé ayant pour objet le matérialisme historique et dans lesquelles fut traité le problème des classes.

Nous nous reportons en grande partie, pour établir ce résumé aux plans de conférences et explications complémentaire donnés par notre professeur.

Actuellement, nous assistons à un phénomène double et en quelque sorte contradictoire. D'une part, l'idéologie socialiste et surtout marxiste accuse son insuffisance et les socialistes actifs se dégagent de ses postulats. D'autre part, les difficultés économiques que connaissent les milieux petit-bourgeois et intellectuel depuis la guerre (accentuées par la concurrence, la vulgarisation de l'enseignement, l'immigration étrangère) tendent à ce qu'on a appelé, assez improprement du reste, leur *prolétarianisation*; du moins, en certain cas, la reconnaissance d'une solidarité de revendication (s'exprimant dans l'action syndicale) avec les éléments ouvriers, ou une similitude dans les formes de groupements et moyens employés.

Il ne faut pas se tromper sur la nature de ce phénomène qui, s'il était poussé à son degré extrême, donnerait une confirmation à la thèse marxiste. Nous y reviendrons dans l'étude des classes réelles. Actuellement, on peut dire que ni la fusion de la petite bourgeoisie et des couches intellectuelles avec la classe populaire, ni même une assimilation totale de ces groupes entre eux n'existent.

Des différences de mode de vie, de psychologie, un isolement relatif, subsistent alors même qu'une assimilation complète pourrait être admise sur le plan économique.

Si nous nous éloignons de la réalisation dans l'action pour retourner à la théorie pure, nous voyons des auteurs contemporains reprendre une conception idéologiques des classes se rapprochant plus ou moins de la thèse marxiste. Celle-ci, nous l'avons dit, a influencé, plus ou moins consciemment (par sa logique et sa simplicité) des esprits même très éloignés des créateurs du socialisme (économistes, penseurs sociaux chrétiens, etc...).

J. Delevsky (1) pense qu'il est « hors de doute » qu'on entende... « par classe un ensemble d'individus reliés entre eux par une communauté de caractère économique ». Mais, ce caractère économique est-il la *profession* envisagée comme source de revenu (ouvriers, artisans, personnes de professions libérales) ou bien le rôle joué par tel ou tel groupe dans la *hiérarchie* de la production (propriétaires terriens, entrepreneurs, prolétaires), ou bien encore la *proportion du revenu*, c'est-à-dire le degré de fortune (gens riches, aisés, pauvres ?) (2).

Après discussion de ces différentes conceptions, l'auteur propose cette définition :

« La classe est un ensemble d'individus unis entre eux par un caractère économique et l'intérêt économique correspondant, indépendamment de l'existence chez le même groupe de caractères et d'intérêts non économiques » (3).

(1) *Antagonismes sociaux et antagonismes prolétariens*. Paris, 1924.

(2) *Op. cit.* p. 22.

(3) *Op. cit.* p. 23.

Pour cet auteur, les groupes politiques sont liés aux classes économiques. L'histoire s'explique par une succession d'antagonismes, il y a là une philosophie nettement inspirée du marxisme (1).

Mais, le prolétariat lui-même n'est pas un tout homogène complet. A l'intérieur de ce groupe existent des antagonismes.

A ceux-ci correspondent, au pôle opposé, les manifestations... « *de solidarité relative des ouvriers et des entrepreneurs* » (2).

La réalité s'affirme donc plus complexe et plus nuancée que ne le voudrait le marxisme. Parmi les antagonismes dissociant l'unité ouvrière, Delevsky cite des luttes entre ouvriers nationaux et *immigrés étrangers* : les oppositions résultant de la *hiérarchie ouvrière* (et impliquant différences de prestige et de salaire, antagonismes relatifs d'intérêts).

L'auteur sent bien, aussi, que les travailleurs intellectuels ne sont pas assimilables aux autres prolétaires (3).

Il y a aussi l'opposition des sexes ; l'hostilité des ouvriers mâles au travail féminin. Delevsky, bien que restant nettement inspiré par Marx, reconnaît que le prolétariat de celui-ci est le *prolétariat idéal* (classe idéologique disons-nous, c'est exactement la même chose) et que la véritable classe populaire est un tout beaucoup moins net, classe de composition complexe et hétérogène (4).

Il s'éloigne donc et de Marx, et même de cet économisme pur qui était son point de départ (quand il admet notamment l'union des classes pour la guerre nationale).

Georges Sorel reste fidèle, dans les grandes lignes, à la théorie du dualisme des classes et de leur lutte. Mais il ne reconnaît la valeur du matérialisme historique que pour la période contemporaine : « Les luttes, dit-il, n'ont pas toujours eu en vue le même objet ; on se trompe gravement quand on imagine l'existence de classes identiques aux classes modernes dans les temps anciens ; le matérialisme historique est rebelle à toute extension (en dehors des limites définies par un mode très conditionné de production) des lois empiriques que la science découvre... » (5).

Il s'élève contre la tendance au prestige des fonctions intellectuelles (ou demandant une base de culture intellectuelle) dans notre société. « La hiérarchie contemporaine, dit-il, a pour base principale la division des travailleurs en intellectuels et en manuels... » (6).

« La démocratie bourgeoise se raccroche, avec l'énergie du désespoir, à la théorie des capacités et s'efforce d'utiliser le respect superstitieux que

(1) *Op. cit.* pp. 93-94.

(2) *Op. cit.* p. 249.

(3) A ce propos, Delevsky emploie le mot d'inter-classe, qu'avant de connaître cet emploi nous avons adopté dans un sens un peu différent, et en l'écrivant inter-classes pour des raisons indiquées d'autre part.

(4) *Op. cit.* p. 543.

(5) Sorel (Georges). *Matériaux d'une théorie du prolétariat*. Paris, 1921.

(6) *Op. cit.* p. 89.

le peuple a instinctivement pour la science... » (1). Ce prestige de la science (et du savant) est pour Sorel simple *charlatanerie* (2).

Si la supériorité hiérarchique de l'intellectuel n'est pas fondée, son assimilation au prolétaire se justifie encore bien moins.

Sorel, on le voit, n'est donc pas fidèle au marxisme strict et au lieu de se réjouir de la *prolétarianisation* ou prétendue *prolétarianisation* des intellectuels, il s'en alarme. Il y a pas vraiment intérêt commun entre les travailleurs manuels et intellectuels. L'union des deux groupes est illogique et dangereuse pour le véritable prolétariat.

Les intellectuels « se rattachent à la petite bourgeoisie et s'efforcent d'entraîner le socialisme dans des voies favorables à leurs intérêts » (3).

Il ne croit pas non plus, comme Marx, à la prééminence absolue des facteurs économiques. La conquête des instruments de jouissance matérielle doit être précédée par l'acquisition de la culture morale. « Il serait, dit-il, criminel de pousser à une révolution sociale qui aurait pour résultat de mettre en péril le peu de moralité existant » (4).

Il dit encore que « les transformations économiques ne peuvent se réaliser si les travailleurs n'ont pas acquis un degré supérieur de culture morale... (5) bien que les disciples de Marx montrent souvent une « insouciance étonnante » à cet égard.

Résumant la théorie marxiste des classes, G. Sorel remarque, ce qui est exact, que cette théorie a subi des modifications. « Marx, dit-il, a employé le terme *classe* dans plusieurs sens » (6). Dans le *XVIII Brumaire*, à propos des paysans, il dit que « la grande masse de la nation française est constituée par une simple addition de grandeurs de même nom, à peu près de la même façon qu'un sac de pommes de terre ». Cette classe n'a aucune conscience, la similitude des intérêts n'y crée pas de véritable communauté (7).

Dans les lettres réunies sous le titre *l'Allemagne en 1848*, il distingue en Allemagne cinq classes : noblesse féodale, bourgeoisie capitaliste, petite bourgeoisie, ouvriers, paysans. Parmi ces derniers, il fait encore quatre subdivisions : grands et moyens propriétaires occupant des salariés, petits propriétaires indépendants, fermiers de la noblesse féodale, travailleurs ruraux.

Jamais l'observation ne nous montre la *classe parfaite* (ce que nous nommons classe idéologique). La théorie marxiste des classes est donc une abstraction.

Mais on va encore au delà de ce point, et on considère habituellement comme étant surtout caractéristique du marxisme la *division dichotomique*

(2) *Op. cit.*, p. 91.

(1) *Op. cit.*, p. 90.

(3) *Op. cit.*, p. 97.

(4) *Op. cit.*, p. 125. G. Sorel cite un discours de Vandervelde exprimant une opinion analogue.

(5) *Ibid.*

(6) *Op. cit.*, p. 182.

(7) *Op. cit.*, p. 183.

de la société (1). Les social-démocrates conviennent bien que la division dichotomique ne représente pas notre état social, mais ils prétendent que les classes moyennes sont d'importance secondaire... condamnées à une mort prochaine et inéluctable (2) (théorie empruntée au *Manifeste Communiste*).

Sorel nie cette tendance à la disparition des classes moyennes, il pense que « comme tous les hommes passionnés, Marx avait beaucoup de peine à séparer dans sa pensée ce qui est proprement *scientifique* d'avec ce qui est proprement *éducatif*... » ce qui explique l'obscurité de sa doctrine de la lutte des classes (3).

Nous voyons donc que, même parmi les penseurs restés, jusqu'à un certain point, fidèles à la pensée marxiste, la théorie des classes élaborée par Marx avec le concours d'Engels se heurte à la réalité. Concept idéologique de la classe, et seulement cela, dès que ne se bornant pas à l'adopter, on cherche à le serrer d'un peu près.

La doctrine marxiste, dit E. H. Massa, est une force purement négative, « force d'erreur et de mensonge, uniquement employée, depuis quatre-vingts ans, à paralyser l'essor économique du capitalisme » (4).

Cet auteur considère la théorie marxiste des classes comme appuyée sur des *postulats fantaisistes*. Pour Karl Marx, la structure sociale est simplifiée du fait qu'il ne subsiste plus que deux classes : *bourgeoisie et prolétariat* (5). Ceci n'est nullement scientifique. La distinction entre *bourgeois* et *prolétaire* n'a pas de consistance, du moins dans le sens où Marx entend ces termes. Mais dans le marxisme, plus que l'idéologie à base dialectique, ce qui séduit la masse populaire ou certains chefs demi-intellectuels, c'est l'appel au sentiment de lutte, lui-même complexe, reposant et sur l'instinct combatif, qui a une existence en soi, toujours vivace, et chez la plupart des individus, en dépit des doctrines professées (6), sur la volonté de puissance, aussi sur le désir de s'affirmer, de se rehausser à ses propres yeux en conquérant un prestige que le monde nous refuse.

Le pacifiste pur doit se faire moine, ascète, dit E. Berth (7)... « c'est toujours la guerre qui anoblit ». Pour donner à cette phrase sa pleine valeur, il faut avoir entendu certains chants (de jeunes surtout), vu briller certains regards. Nous reviendrons sur ces aspects de mentalité combative dans le peuple socialiste et surtout communiste dans notre étude des classes vivantes (partie consacrée à la classe populaire). L'instinct combatif, même dans ces milieux, est loin d'avoir partout (ni surtout chez tous les individus) la même intensité, et l'en doit bien admettre que cette intensité est plus pleinement atteinte chez ceux qui représentent, à certains égards, une élite ; non point,

(1) *Op. cit.*, pp. 184-185.

(2) *Op. cit.*, p. 185.

(3) *Op. cit.*, pp. 188-189.

(4) *La décadence socialiste*. Paris, 1926.

(5) *Op. cit.*, p. 114.

(6) A cet égard, il sera toujours intéressant de relire le livre de P. Bovet : *L'instinct combatif*, écrit surtout dans un but pédagogique mais qui éclaire bien des actions humaines d'un jour imprévu.

(7) Berth (Edouard). *Guerre des Etats ou guerre des classes*. Paris, 1924.

peut-être, en ce qui concerne les qualités purement intellectuelles mais le caractère, la physiologie, la morphologie, si importantes, elles aussi, pour acquérir la notion pleine de la valeur humaine.

Un jour de premier mai (1^{er} mai 1932), à Paris, sur le terrain des anciennes fortifications où nous allions faire jouer un enfant, nous demandâmes à de jeunes ouvriers où étaient les membres de la petite société que l'on voyait souvent dans ce coin tranquille faisant des parties de foot-ball ou jouant à des jeux, imités du scoutisme et des patronages, et qu'on nous avait dit être de jeunes communistes. « Ils sont à la guerre », nous fut-il répondu. Et comme, étonnée, nous demandions s'ils participaient à quelque jeu guerrier avec des camarades d'un autre groupe, notre interlocuteur précisa : « Ils sont partis se battre avec les agents ! »

Ce qui est caractéristique c'est le sérieux que les convaincus apportent à parler de leurs luttes, même en une époque comme la nôtre et un pays comme la France, si pacifique, si peu révolutionnaire dans l'ensemble.

Mais il ne s'agit pas, en ce moment, d'insister sur l'idée de lutte incluse dans la doctrine marxiste, ni la puissance dynamique que cette idée a pu donner, mais seulement de préciser le concept de la *classe*, tel que l'entend le langage de l'idéologie révolutionnaire.

Berth, déjà cité, imprégné d'esprit sorélien, accepte, en principe, le dualisme des classes (*peuple, bourgeoisie*). Il s'élève comme Soré, contre le préjugé du groupe intellectuel, celui des *capacités*, « préjugé bourgeois par excellence... » (1).

La bourgeoisie cependant, pour cet auteur, est surtout la ploutocratie industrielle (les intellectuels se ralliant à ce groupe par intérêt) ; c'est pour défendre les privilèges économiques de la classe bourgeoise, plus qu'un idéal culturel, que les états modernes tiennent à conserver des armées, qui sont surtout des instruments de protection contre le bolchevisme. La France, notamment, formidablement armée, est « le gendarme de l'ordre bourgeois en Europe... » (2).

Berth admet l'existence d'une moyenne bourgeoisie (saine, honnête, cultivée, distincte de la classe ploutocratique, cette bourgeoisie avec laquelle Proudhon voulait faire alliance, mais qui, depuis la guerre qui lui a coûté de si lourds sacrifices... « loin de vouloir s'unir au prolétariat révolutionnaire l'a pris en une espèce de haine... » (3). Cette bourgeoisie moyenne... « dite libérale, a fermé son cœur et bouché son esprit à toute idée socialiste. » (4).

La tendance réformiste du socialisme, qui semble marquer une certaine avance depuis l'après-guerre (en même temps que la forme extrême du marxisme s'affirme dans le parti communiste s'appuyant sur l'expérience russe), ne se rattachant plus que verbalement aux concepts de Marx dans leur ensemble, reste cependant fidèle au principe de la dualité des classes. Ce néo-socialisme, cependant, semble s'appuyer davantage sur les classes

(1) *Op. cit.*, pp. 59-60.

(2) *Op. cit.*, p. 79.

(3) *Op. cit.*, p. 307.

(4) *Op. cit.*, p. 308.

moyennes, le syndicalisme des intellectuels et des fonctionnaires plus que sur le véritable prolétariat.

Et bien des contradictions existent, tant dans les théories que dans les actes, publics ou privés (1).

Quoi qu'il en soit, nous pouvons admettre que, dans l'ensemble, la conception idéologique socialiste des classes est la conception dualiste ; avec assimilation du social à l'économique ; de classe capitaliste à bourgeoisie ; la croyance à l'intégration progressive de tous les éléments moyens dans la masse du prolétariat.

II. — Syndicalisme

Tout à côté des conceptions socialistes, nous placerons celles qui servent de base à l'action syndicale et sont issues, dans l'ensemble, des mêmes sources idéologiques.

Le syndicalisme, organisation ouvrière de défense et de conquête de conditions meilleures dans le travail, présente plusieurs nuances.

Le syndicalisme révolutionnaire, dont la base est la lutte de classes, se rattache au marxisme et admet les postulats de celui-ci (2). Mais, même à l'intérieur de la Confédération Générale du Travail (C.G.T.), qui représente en France cette tendance révolutionnaire, une fraction s'est toujours montrée plus modérée, préconisant l'évolution, plutôt que la violence, n'admettant pas de *collaborer* absolument avec le patronat, mais du moins de *composer* avec lui dans une certaine mesure afin d'obtenir des résultats effectifs.

En février 1922, une scission se produisit à l'intérieur du corps syndical ; la C. G. T., débarrassée des éléments les plus violents, tendait de plus en plus au *réformisme*, tandis que les éléments hostiles à toute compromission ouvrière-patronale, formaient la C. G. T. U. (Confédération Générale du Travail Unitaire) (3).

En dehors de ces deux groupes, issus tous deux du marxisme et admettant les mêmes concepts idéologiques de classes que celui-ci, il existe des syndicats indépendants (appelés *jaunes*, en signe de mépris ou de haine par les révolutionnaires) cherchant la véritable collaboration de classes, l'entente avec le patronat, l'amélioration du sort ouvrier par la légalité (4).

Cette tendance est représentée en France par la *Confédération Française des Travailleurs Chrétiens*, la *Confédération Nationale du Travail*, l'*Union Générale des Syndicats Réformistes* (5).

Le premier de ces trois groupes est le plus important. Il fut créé en 1919, mais le mouvement syndicaliste chrétien est bien antérieur. Il s'ins-

(1) Sur ces aspects nouveaux et adoucis du socialisme on trouvera des indications dans le livre de M. Bouglé déjà cité *Socialismes français*. — Cf. Alter (V.). *Comment réaliser le socialisme?* — Déat (M.). *Perspectives socialistes*. — Labriola (A.). *Au-delà du socialisme et du capitalisme*. — Valois (G.). *Economique*.

(2) Cazalis (Emile). *Syndicalisme ouvrier et évolution sociale*. Paris, 1925. — Voir notre bibliographie : section *Syndicats*.

(3) Cazalis, *op. cit.*, p. 134.

(4) *Op. cit.*, p. 250.

(5) *Op. cit.*, p. 253.

pire de l'*Encyclique rerum novarum* (1) et se rattache donc au mouvement social chrétien dont nous analyserons plus loin la base idéologique.

La définition et la détermination idéologique des classes n'ont du reste pas pour le syndicalisme la même importance que pour le socialisme. En effet, ce dernier est une doctrine de réforme complète de la société, à base (au moins prétendue) d'observation scientifique et d'interprétation dialectique.

Le mouvement syndical, au contraire, tend à un but plus limité, plus exclusivement pratique, matériel et immédiat. Quand il élargit son champ d'action, il se confond avec le parti politique, la doctrine politique sur lesquels il s'appuie (2).

(1) *Op. cit.*, p. 254.

(2) Cf. Muller (Jean). *Op. cit.* La philosophie ouvrière du syndicalisme s'éloigne du marxisme, pp. 141 et suivantes.

CHAPITRE V

LES CLASSES IDÉOLOGIQUES (*suite*)

III. — LA DOCTRINE CATHOLIQUE.

On ne peut considérer la doctrine sociale catholique ni comme quelque chose d'aussi spécifiquement original, ni d'aussi fermé que les constructions dogmatiques, dont le type est le marxisme.

En fait, il s'agit d'une réponse à des questions posées par la vie, d'une adaptation à des faits, à des problèmes nouveaux. L'église catholique a toujours eu cette faculté d'adaptation, de réalisation, spiritualisant les aspects de la vie matérielle. Elle n'est pas comme certaines doctrines philosophiques, isolée de la vie, réfugiée dans le monde des pures idées ; elle fait corps avec tous les aspects du réel, même les détails les plus infimes, ne se désintéresse de rien, et, à chaque situation, impose une discipline suffisamment nuancée, compréhensive et tolérante pour être acceptée aisément (1).

C'est là une grande force, un puissant facteur de succès près des masses (2). Et, lorsque nous parlons d'adaptation à toutes les situations, même les plus nouvelles, nous n'entendons pas dire que l'église catholique innove. Non, elle reste strictement fidèle aux enseignements de sa tradition mais, la grande richesse de cette tradition permet de trouver dans les textes admis, une réponse aux problèmes les plus modernes.

En face du malaise apporté dans le monde par l'avènement de l'ère économique, l'église catholique ne pouvait rester silencieuse. En face des doctrines révolutionnaires ou de celles purement conservatrices élaborées par un réflexe de défense intéressée, elle devait apporter non un autre dogme socialo-économique à proprement parler, mais son jugement, tracer une voie et des limites, conformément à l'esprit de l'enseignement religieux (3).

(1) Cf. Chénon. *Le rôle social de l'église*. L'église a joué un rôle religieux, intellectuel, politique, social. (p. 2).

(2) Nous avons déjà rédigé cette partie de notre thèse quand nous avons lu cette pensée de Pie XI, qui exprime exactement ce que nous disions :

« Le 17 mai 1926, Pie XI recevait les dirigeants de l'Action catholique italienne réunis à Rome pour y commémorer l'Encyclique *Rerum novarum*. Dans son discours le Pape insista sur cette pensée : « Une des plus grandes forces de l'Eglise est sa faculté d'adaptation. » (Cité par Bessières : *L'évangile du chef*, note de la page 6).

(3) La doctrine catholique se situe entre le libéralisme économique et le socialisme. Chénon, *op. cit.*, p. 230. — Les bases de cette doctrine ne sont pas des principes de lutte mais des idées morales de justice et de charité. p. 231.

Pratique, opportuniste, relativement modérée, cette leçon devait être entendue au-delà même des milieux auxquels elle s'adressait, devenir le moteur de réalisations effectives.

D'autre part, des militants ouvriers, patronaux, des penseurs isolés ou rattachés à d'autres écoles (*Economie sociale*, *positivisme*, même, certains *socialistes*, etc...) sont catholique (ou chrétiens) ou plus ou moins imprégnés de principes chrétiens sociaux (1). C'est pourquoi, encore une fois, on ne peut parler vraiment d'une doctrine, encore moins d'une *école* fermée, mais d'un idéal, d'un vaste mouvement de pensée et de spiritualité, en contact constant avec la vie.

Un des premiers mouvements de catholiques sociaux (en France tout au moins) est celui auquel le comte Albert de Mun donna la principale impulsion.

Les œuvres catholiques étaient peu nombreuses ; la vie religieuse « s'enfermait dans les églises et les cérémonies » (2). Pendant sa captivité en Allemagne, A. de Mun prit contact avec le mouvement catholique populaire allemand (3). Puis il entra en relations avec Veuillot, Le Play, La Tour-du-Pin (4), s'occupa du *Cercle des Jeunes Ouvriers* que dirigeaient les frères de Saint-Vincent de Paul, à Paris, au 126 du boulevard Montparnasse (5). Un cercle analogue fut fondé à Belleville. Les jeunes chrétiens sociaux (qui étaient alors royalistes) organisent aussi des *conseils de quartier* qui devaient représenter la classe dirigeante (6).

Classe dirigeante, classe dirigée ; nous voyons en ces deux expressions s'esquisser la théorie des classes telle que la conçoivent A. de Mun et ses amis, telle qu'elle restera partiellement celle des catholiques sociaux. Il y aura cependant évolution dans le sens du concept économique tandis que chez A. de Mun nous trouvons plutôt l'idée du *patronage* avec une survivance des idées de l'ancienne France.

Albert de Mun a précisé sa pensée à ce sujet. « Ce mot de « classe dirigeante » est depuis, dit-il, tombé dans le discrédit... On l'a jugé blessant pour les ouvriers choquant pour les principes égalitaires. Les uns ont voulu le remplacer par celui de classes élevée, qui constate simplement un fait sans impliquer la notion d'un devoir ; les autres ont cru, en évitant de le prononcer, faire disparaître les défiances qu'il éveille (7), d'autres encore ont nettement répudié le mot et l'idée qu'il exprime, afin de conquérir plus facilement les sympathies et la confiance populaires, en effaçant les distinctions sociales dans la confusion d'une égalité factice » (8).

Cependant, dans toute société... « il y a et il y aura toujours des hommes

(1) Legrand. *Les grands courants de la sociologie catholique à l'heure présente*.

(2) *Ma vocation sociale*, p. 13, cf. Legrand, *op. cit.*

(3) *Op. cit.*, p. 22.

(4) *Op. cit.*, p. 57.

(5) *Op. cit.*, p. 82.

(6) *Op. cit.*, p. 82.

(7) C'est pour la même raison que certaines personnes ont voulu nier l'existence de toute classe, ainsi que nous le rapportons d'autre part.

(8) *Op. cit.*, p. 82-83.

à qui les avantages de l'éducation du savoir et de la richesse, alors même que les autres sont abolies par les mœurs ou par les lois, confèrent vis-à-vis de ceux à qui ces dons font défaut, une autorité... des moyens d'action, moraux et matériels, dont l'usage constitue précisément la direction sociale » (1).

La définition de la classe dirigeante est large, on le voit. La suprématie économique confère le droit d'en faire partie, mais aussi l'instruction, les *capacités* et même la bonne éducation.

Quels doivent être les rapports entre la classe dirigeante et la classe populaire ? Rapports fraternels de collaboration et non opposition de la lutte. Ce sera la position constamment adoptée par le catholicisme social et que nous verrons s'affirmer dans l'Encyclique *Rerum novarum* du Pape Léon XIII.

« Dans notre pensée, dit Albert de Mun, les conseils de quartier étaient l'association de la classe dirigeante, les cercles celle de la classe populaire, et toutes deux unies par un commun effort, en vue de provoquer l'entente pacifique des riches et des pauvres, figuraient pour nous l'action sociale organisée » (2).

L'œuvre des cercles ouvriers obtint l'approbation pontificale, mais celle-ci, semble-t-il, fut donnée sans enthousiasme.

Cependant, avec le temps, la réussite, l'extension prise, les liens avec le clergé se resserrèrent et les rapports devinrent plus compréhensifs.

Le Pape Pie IX donna à l'œuvre son approbation solennelle ; son successeur Léon XIII reçut Albert de Mun à Rome en 1878 ((3).

Ce Pape, dont on connaît les idées ouvertes et le génie d'adaptation aux conditions du temps, blâma cependant les catholiques sociaux français de vouloir confondre la cause de la religion et celle de la monarchie (1881) ; de même, en 1885, il désapprouva l'organisation d'un parti catholique. Albert de Mun s'inclina devant la volonté du pontife.

C'est le même Léon XIII qui devait coordonner et codifier l'essentiel de la doctrine sociale catholique. Celle-ci se trouve dans l'Encyclique *Rerum novarum* « sur la condition des ouvriers » (4).

Léon XIII situe tout d'abord le sens et l'opportunité de son intervention. Transformations sociales et économiques ; paupérisme, hésitation et trouble des esprits en face des maux à combattre ; anxiété qui attend un apaisement dans l'intervention d'un guide spirituel.

Le Pape a joué ce rôle de guide ou d'arbitre dans le domaine politique ; il se devait d'aborder ce qu'on appelait alors la *question sociale* (5).

Dans la première partie de son encyclique, il étudie le mal social. Ce mal, c'est la misérable condition faite aux membres des classes pauvres ; la cause, les causes plutôt sont pour Léon XIII : la destruction des corpo-

(1) *Ibid.*

(2) *Op. cit.*, p. 83 .

(3) *Op. cit.*, p. 168.

(4) Nouvelle édition française précédée d'une allocution de S. S. Benoît XV, par l'abbé P. Tiberghien, Paris, 1920.

(5) *Op. cit.*, pp. 8 à 10.

rations qui constituaient pour le travailleur une protection efficace ; la disparition, dans l'établissement des lois humaines, du sentiment religieux, et des lois morales qui s'y trouvaient liées ; l'usure, toujours condamnée par l'église, et, enfin (cause principale pour la plupart des penseurs sociaux) la concentration des entreprises et des richesses dans un petit nombre de mains (1).

Le Pape pose donc la question à peu près comme pouvaient la poser les réformateurs de son époque à tendance non matérialiste mais idéaliste. A peu près, disons-nous. En effet, on sent nettement la marque de l'église, de la morale chrétienne traditionnelle à la lumière de laquelle se doivent expliquer les faits nouveaux.

A ce mal social, on oppose un remède : le socialisme (2). Léon XIII n'admet pas celui-ci.

La suppression de la propriété privée ne serait pas avantageuse pour l'ouvrier (3) ; du reste, cette forme de propriété est pour l'homme « de droit naturel » (4) ; on ne peut donc, sans injustice, décréter sa suppression.

L'encyclique comprend toute une défense de la propriété, modérée dans le fond et dans les termes, à base théologique et morale (5).

Si la propriété privée est un droit pour l'homme en tant qu'individu, elle est une nécessité pour le groupe familial, petite société instituée par Dieu, qui doit jouir d'une certaine indépendance et dans la vie interne de laquelle il ne serait pas sans danger de voir s'ingérer l'Etat.

Nous voyons donc, d'une part, un mal grave, profond, général ; d'autre part, un remède défectueux sinon pire que le mal.

L'Eglise qui s'est toujours intéressée à tous les aspects de la vie, visant avant tout, sans doute, le salut des âmes, mais considérant que pour assurer celui-ci plus aisément il est des conditions de vie extérieure, d'ordre, d'organisation, plus favorables que d'autres, l'Eglise, disons-nous, ne peut se désintéresser de la question sociale telle qu'elle se pose à la fin du XIX^e siècle.

Avant de donner la solution chrétienne du problème, le Pape Léon XIII pose deux principes appuyés sur la tradition constante de l'église : nécessité des inégalités et des souffrances ; nécessité, non pas de la lutte, mais au contraire de l'union des classes.

Nous arrivons à la conception de celles-ci. L'erreur capitale du socialisme est de croire « que les deux classes (6) sont ennemies-nées l'une de l'autre, comme si la nature avait armé les riches et les pauvres pour qu'ils se combattent mutuellement dans un duel obstiné » (7).

(1) *Op. cit.*, pp. 11 et 12.

(2) *Op. cit.*, p. 13.

(3) *Op. cit.*, pp. 14 et 15.

(4) *Op. cit.*, p. 16.

(5) *Op. cit.*, p. 16-23.

(6) Souligné par nous.

(7) *Op. cit.*, p. 28. « *Est illud in causa de qua dicimus, capitale malum, opinione fingere alterum ordinem sua sponte in pensum alteri...* » (texte latin, *op. cit.*, p. 24). A la même page, nous trouvons l'opposition... « *locupletibus... proletariorum...* »

Comme, dans le corps humain, les organes sont dans une mutuelle solidarité, de même, dans la société, « les deux classes sont destinées par la nature à s'unir harmonieusement et à se tenir mutuellement dans un parfait équilibre » (1).

Nous le voyons, Léon XIII (et, après lui, l'ensemble des chrétiens sociaux) admet : la *dualité* des classes et l'assimilation de la classe sociale à la classe économique.

Abordant la question des remèdes que l'église va apporter au mal social, remèdes qui se trouvent dans les institutions et la doctrine chrétienne, Léon XIII énumère les devoirs du « pauvre et de l'ouvrier » et ceux qui conviennent aux « riches et aux patrons » (2), et, il semble bien que « et » soit mis là pour « ou », que l'assimilation de la situation de fortune et de la fonction sociale soit complète. Du reste, cette fonction sociale elle-même est située en fonction de la profession : l'ouvrier... le patron.

La suite de ce développement tend, d'une part, à apporter des consolations aux pauvres, d'autre part, à maintenir les riches dans la voie de la justice; à leur montrer en quelle mesure leur richesse même leur impose des devoirs. La doctrine exposée est appuyée par l'autorité du nouveau testament et de Saint Thomas d'Aquin.

L'église, pour rénover les sociétés que menace la décadence, les ramène à leur origine, qui elle-même contient leur fin. Disons que, supposant une âme à toute société comme à tout être, à tout groupe, à tout corps constitué d'une sorte ou d'une autre, une âme, c'est-à-dire un principe vital interne de nature spirituelle, l'église entreprend, là où ce principe a été obscurci ou dévoyé, de le remettre au jour, de lui redonner sa valeur afin d'animer de nouveau le corps qui exprime matériellement ce principe, de lui rendre son équilibre.

C'est une doctrine, ainsi qu'il fallait s'y attendre, non pas idéaliste ni affective — idéaliste comme les systèmes dits utopiques (qui, cependant, se rattachent parfois ou croient se rattacher aux idées chrétiennes), mais nettement spiritualiste.

Devoirs de stricte justice et de charité ; intervention de l'Etat dans la mesure où elle est admissible; utilité et rôle des associations; ces différents points sont étudiés sans développements excessifs, mais de façon à ne rien laisser dans l'ombre.

La dualité des classes, patronale et ouvrière, quand elle n'est pas ouvertement exprimée, semble toujours sous-entendue.

Influence du schéma marxiste; opportunisme : puisqu'il s'agit de résoudre un conflit surtout économique, il est naturel que les classes économiques soient au premier plan ; il ne semble pas là qu'il y ait vraiment ce qu'on pourrait appeler une *doctrine chrétienne des classes*. Au reste, il semble que

(1) *Ibid.* ... « *naturam in civitate praecepisse ut geminae illae classes congruant inter se concorditer, sibiue convenienter ad aequilibratum respondeant.* » (texte latin, *op. cit.*, p. 26).

(2) *Op. cit.*, p. 29. ... « *Proletarium atque opificem...* » ... « *divites ac dominos...* » (texte latin, *op. cit.*, p. 26).

l'église envisage plutôt l'Etat, la famille, la corporation (sur lesquelles elle a des idées nettes et bien définies), que la *classe*.

En ce qui concerne le droit d'intervention de l'Etat, nous voyons que celui-ci doit avoir soin de « *toutes les classes de citoyens* » (1).

Dans la conclusion, Léon XIII demande « ... que les *gouvernants* utilisent l'autorité protectrice des lois et des institutions, que les *riches* et les *patrons* se rappellent leurs devoirs ; que les *ouvriers*, dont le sort est en jeu poursuivent leurs intérêts par des voies légitimes... » (2).

Et il ajoute, « que les *ministres sacrés* déploient toutes les forces de leur âme et toutes les industries de leur zèle, et que, sous l'autorité de vos paroles et de vos exemples, vénérables Frères, ils ne cessent d'inculquer aux hommes de toutes les classes les règles évangéliques de la vie chrétienne » (3).

Quatre classes sont ici nommées, correspondant approximativement aux quatre castes de l'Inde. Quatre classes ou simplement quatre groupes correspondants à des fonctions différenciées ? Il est difficile de se prononcer absolument.

Dans le passage dont nous avons déjà parlé, relatif au droit d'intervention de l'Etat en matière de lois sociales, Léon XIII déclare « qu'il y aura toujours entre les citoyens des inégalités de conditions sans lesquelles une société ne peut exister, ni être conque... il faut des hommes qui gouvernent, qui fassent des lois, qui rendent la justice, qui enfin, par conseil ou par autorité, administrent les affaires de la paix et les choses de la guerre. ... Ces hommes doivent avoir la prééminence dans toute société et y tenir le premier rang, puisqu'ils travaillent directement et éminemment au bien commun. Ceux, au contraire, qui exercent un métier quelconque, ne peuvent concourir à ce bien commun, ni dans la même mesure, ni par les mêmes moyens » (4).

Ici, c'est la classe dirigeante qui est opposée à la classe populaire.

(1) *Op. cit.*, p. 45. « ... *unumquemque civium ordinem...* » (texte latin *op. cit.*, p. 48).

(2) *Op. cit.* p. 77. « *Abhibeant legum institutorumque providentiam, qui gerunt respublicas : sua meminerunt officia locupletes et domini : enitantur ratione, quorum res agitur, proletarii...* » (texte latin, *op. cit.*, p. 84).

(3) *Op. cit.*, pp. 77-78. « *Intendant omnes animi industriaeque vires ministri sacrorum : vobisque, Venerabiles Fratres, auctoritate praeceuntibus et exemplo, sumpta ex evangelio, documenta vitae hominibus ex omni ordine inculcare ne desinant...* » (texte latin, *op. cit.*, p. 86).

(4) *Op. cit.*, pp. 45-46... « *perpetua futura sunt ea in civium statu discrimina, sine quibus nec esse, nec cogitari societas ulla posset. Omnino necesse est quosdam reperiri, qui se reipublicae dedant, qui leges condant, qui jus dicant, denique quorum consilio atque auctoritate negotia urbana, res bellicae administrentur. Quorum virorum priores esse partes, eosque habendos in omni populo primarios, nemo non videt, propterea quod communi bono dant operam proxime atque excellenti ratione. Contra vero qui in arte aliqua exercentum non ea, qua illi, ratione nec iisdem muneribus prosunt civitati : sed tamen plurimum et ipsi, quamquam minus directe, utilitati publicae inerviunt.* » (Texte latin, *op. cit.*, p. 48).

Répétons-le, il n'y a pas à proprement parler une théorie chrétienne des classes, mais l'adoption de quelques notions simples et d'une terminologie déjà familière et apte à soutenir l'action, car c'est d'action pressante qu'il s'agit, restauratrice et non destructrice, s'appuyant sur l'ordre existant, retournant à la source quand il a été perverti, mais ne voulant ni la lutte ni aucune forme de transformation violente.

La plupart des penseurs ou réalisateurs sociaux chrétiens gardent la même position à l'égard des classes.

Ils envisagent surtout celles-ci sous l'angle économique, admettent plus ou moins explicitement le dualisme cher à l'idéologie marxiste; du moins, pratiquement, s'occupent surtout des classes patronale et ouvrière et, sans nier absolument l'existence d'autres groupes sociaux ayant le caractère de la classe, ni sans prédire leur absorption ou fusion, ils laissent ces groupes à l'écart. Mais en aucun cas, comme l'ont fait (dans un désir louable de paix sociale, mais ne reposant sur rien de réel) quelques auteurs et orateurs, les véritables chrétiens sociaux ne *nie*nt l'existence des classes.

La classe est une réalité sociale toujours reconnue par cette école. Quant à l'idée de lutte entre les classes, elle n'est jamais acceptée. L'on tend à la collaboration et, si possible, suivant le mot de Léon XIII lui-même, à l'amitié (1).

Cette idée de l'amitié entre les classes a été cultivée notamment par R. Garric et ses *Equipes sociales* (2).

Quarante ans après Léon XIII, Pie XI, un grand pape lui aussi, donna une nouvelle encyclique sur la question sociale, devant en quelque sorte *faire le point*, mesurer le chemin parcouru depuis *Rerum novarum*, préciser et affermir la doctrine en tenant compte des faits nouveaux survenus dans le monde (3).

Pie XI, ayant rappelé l'opportunité du geste de son prédécesseur, montre les applications qui furent faites des idées généreuses contenues dans l'Encyclique *Rerum novarum*.

Léon XIII lui-même, ses successeurs, ont continué « par leurs paroles, par leurs écrits », à « prêcher avec insistance la doctrine sociale et économique de l'encyclique » (4).

« Avec autant de science et de zèle, de nombreux évêques ont interprété

(1) *Op. cit.*, p. 31.

(2) Nous reparlerons de ce mouvement en étudiant les classes vivantes.

— (3) *Encyclique sur la restauration de l'ordre social* « quadragesimo anno ». Trad. Spes, Paris (1932). Nous n'avons pu nous procurer le texte latin. Il a paru dans l'*Osservatore Romano* de 1931.

(4) *Op. cit.*, p. 13, § 19. Cf. Léon XIII. Lettre apostolique *Proclara*, du 20 juin 1894; Encycl. *graves de communi* du 18 janvier 1901. Pie X, *Motu proprio* sur l'Action populaire chrétienne, du 18 décembre 1903. — Benoît XV, Encycl. *Ad Beatissimi*, du 1^{er} novembre 1914. — Pie XI, Encycl. *Ubi arcano*, du 23 décembre 1922. — Encycl. *Rite expiatis* du 30 avril 1926.

la même doctrine, l'ont éclairée de leurs commentaires... adaptée aux situations des divers pays... » (1).

Après la doctrine, devait venir l'action. Des hommes de science, prêtres et laïques, s'attachèrent à développer « selon les besoins du temps, les disciplines économiques et sociales, se proposant avant tout d'appliquer à des besoins nouveaux les principes immuables de la doctrine de l'église » (2).

Pie XI rappelle que la doctrine sociale catholique a exercé une influence même en dehors des milieux qui sont fidèlement attachés à l'église, et que, lorsque, après la guerre mondiale, les hommes d'Etat ont cherché à donner au travail des bases internationales de justice et d'équité, « il ont adopté un grand nombre de dispositions en tel accord avec les principes et les directives de Léon XIII, qu'il semble qu'on les en ait expressément tirées » (3).

L'amélioration très certaine de la condition ouvrière dans son ensemble, au cours des quatre dernières décades, Pie XI la voit en grande partie en fonction du code chrétien d'action sociale donné au monde par Léon XIII (4).

Qu'il y ait quelque exagération dans cette interprétation, nous le pensons. Plusieurs facteurs entrent en jeu et, bien que nous répudions absolument l'interprétation matérialiste des faits sociaux, il est certain que certaines causes purement matérielles ont contribué partiellement à l'amélioration du sort des travailleurs (progrès techniques, par exemple). L'égoïsme bien entendu; la peur patronale devant la force croissante de certaines organisations ouvrières à doctrine révolutionnaire; l'action démocratique de l'Etat (plus ou moins poussé aussi par ces forces ouvrières de combat); d'autres facteurs encore, eurent leur rôle qu'il ne faut pas mésestimer. On ne saurait donc considérer l'action sociale catholique comme l'âme même du progrès social moderne; mais on ne saurait non plus, sous peine de grande injustice, ne pas reconnaître la place importante à laquelle elle a droit, dans ce faisceau de forces, divergentes quant à l'origine, convergentes quant au

(1) *Op. cit.*, § 19, p. 14. Cf. pp. 14 et 15 en note de l'édit. Spes. la liste des principaux documents émanés de l'épiscopat en divers pays, concernant les questions sociales et constituant des applications de la doctrine pontificale. Les titres de la plupart de ces documents montrent bien la volonté de l'église de ne rien ignorer des problèmes les plus actuels, d'être toujours présente au milieu des transformations sociales pour jouer son rôle de guide et de conseiller investi d'une mission spirituelle. — C'est ainsi que nous trouvons, en Allemagne (1916), l'interdiction pastorale d'entrer dans les syndicats socialistes; en Autriche (1925 et 1930), des précisions en face des grands problèmes sociaux d'après-guerre : libéralisme, socialisme, communisme, doctrine catholique; en Belgique (1925), des précisions sur le caractère antichrétien du socialisme économique; au Canada (1928), l'organisation professionnelle des cultivateurs; aux Etats-Unis (1930), le problème du chômage; en Suisse, plusieurs documents sur le socialisme, le communisme, le rôle de l'Etat; au Congo belge (1928), le recrutement exagéré de la main d'œuvre indigène, etc., etc...

(2) *Op. cit.*, § 20, pp. 15-16.

Cf. note 1, p. 16, sur l'action efficace des *Semaines sociales*.

(3) *Op. cit.*, § 24, p. 17, et note 1, pp. 17 à 20. (Partie sociale du *Traité de paix* et son analogie avec la doctrine de Léon XIII; hommage rendu par A. Thomas au mouvement social chrétien, dans l'annuaire social du B. I. T. de 1931).

(4) *Op. cit.*, § 25 et 26, pp., 19-21.

résultat, dans lequel elle s'intègre en tant que mobile d'action, qu'elle domine cependant par son caractère spirituel, sa pureté, son détachement de tous les intérêts sensibles.

Pie XI analyse l'œuvre sociale accomplie par les pouvoirs publics dans les différents pays.

« Dans cet effort persévérant, dit-il, un droit nouveau est né, qu'ignorait complètement le siècle dernier, assurant aux ouvriers le respect de droits sacrés, qu'ils tiennent de leur dignité d'hommes et de chrétiens. Les travailleurs, leur santé, leurs forces, leur famille, leur logement, l'atelier, les salaires, l'assurance contre les risques du travail... tout ce qui regarde la condition des ouvriers, des femmes spécialement et des enfants, voilà l'objet de ces lois protectrices (1) ».

Des associations ouvrières se sont développées dans un sens conforme à la doctrine de l'église; des associations patronales également; certains groupant les classes moyennes; l'esprit de lutte étant remplacé par celui de collaboration (2).

Mais, quel que soit le succès obtenu... « des doutes se sont élevés sur la légitime interprétation de plusieurs passages de l'Encyclique... »; les besoins nouveaux de l'époque demandent des explications nouvelles; c'est pourquoi Pie XI a choisi la commémoration solennelle du 40^e anniversaire de l'encyclique *Rerum novarum* pour répondre aux questions et aux hésitations actuelles (3).

Pie XI affirme à nouveau la reconnaissance par l'église du droit de propriété; précise les devoirs qu'elle impose et les droits de l'Etat dans ce domaine. Il définit les droits respectifs du capital et du travail, s'élevant contre toute prétention excessive, d'un côté comme de l'autre.

A cet égard, notons le terme *classe* employé dans le sens purement économique. « La justice sociale, dit le texte pontifical, ne tolère pas qu'une classe empêche l'autre de participer à ces avantages [les biens produits par la coopération du capital et du travail]. Elles pèchent donc toutes deux également contre cette sainte loi, — et la classe des riches, quand, dégagée par sa fortune de toute sollicitude, elle estime parfaitement régulier et naturel un état de chose qui lui procure tous les avantages sans rien laisser à l'ouvrier; — et la classe des prolétaires, quand, exaspérée par une situation qui blesse la justice et trop exclusivement soucieuse de revendiquer les droits dont elle a pris conscience, elle réclame pour soi la totalité du produit qu'elle déclare sorti tout entier de ses mains... » (4).

Le pape fait la distinction entre paupérisme et prolétariat. Le premier de ces termes exprime un mal auquel doit échapper la classe des prolétaires. Celle-ci, même, doit se relever par une sorte de *déprolétarianisation* que Pie XI ne voit pas dans la socialisation des biens, mais au contraire dans l'accession

(1) *Op. cit.*, § 30, p. 23.

(2) *Op. cit.*, § 32-41, pp. 24-33. Cf. la note de la page 31 sur les effectifs relatifs des fédérations ouvrières de différentes tendances.

(3) *Op. cit.*, § 43, p. 34.

(4) *Op. cit.*, § 63, p. 51.

des ouvriers à la propriété. Il précise la notion (à base morale) du *juste salaire* et propose un plan général de « restauration de l'ordre social » dans lequel la *profession*, plutôt que la *classe*, doit avoir une importance de premier plan.

Depuis l'époque où Léon XIII écrivait son encyclique, des faits nouveaux sont intervenus; le capitalisme, dans lequel les intérêts privés étaient limités par le principe de libre concurrence, s'est orienté vers la *dictature économique*; le socialisme aboutit, d'une part, à la forme extrême du communisme, d'autre part, élimine les éléments marxistes et se rapproche de la doctrine sociale catholique. Entre les deux tendances, socialisme réformiste (H. de Man, Antonelli, Déat, etc.) et le catholicisme social, la fusion est-elle possible ? D'aucuns le pensent. Pie XI, très nettement, répond : « Non ». La base du socialisme est incompatible avec la conception chrétienne du monde et de la vie sociale. Catholique ou socialiste, il faut choisir (1).

Ce que peut faire le pape pour les socialistes d'origine chrétienne, c'est les inviter à revenir dans le sein de l'Eglise (2).

Quant à la solution qu'il propose au déséquilibre social moderne, elle ne peut tenir dans des mesures purement matérielles. Le mal dont souffre la société présente est surtout moral; il a sa source dans l'absence de vie spirituelle. C'est en réchauffant cette vie de l'âme et en opérant la réforme des mœurs que l'on préparera un meilleur ordre social.

Paraphrasant la parole de l'Evangile, Pie XI demande à quoi il servira aux hommes « ...de gagner tout l'univers par une plus rationnelle exploitation de ses ressources, s'ils viennent à perdre leurs âmes ? » (3).

La rationalisation chrétienne du monde économique doit donc avoir pour base la rechristianisation de la société. Ce sont donc moins des économistes ou des doctrinaires sociaux chrétiens qu'il importe actuellement de former que des apôtres allant rapporter la parole évangélique dans les différents milieux, les différentes classes sociales.

Léon XIII faisait descendre, en quelque sorte, la lumière spirituelle dans le monde des intérêts matériels, afin de résoudre les questions angoissantes qui se posaient dans ce monde même. Le cycle est accompli. La société où est entré du mieux-être physique, mais que guettent (plus encore qu'il y a 40 ans) de nouvelles catastrophes, de nouveaux bouleversements, il importe de la ramener tout entière vers en haut ; l'esprit étant descendu dans la matière, celle-ci, à son tour, doit remonter vers l'esprit, si elle ne veut périr.

Cette leçon mériterait d'autres commentaires, mais nous ne saurions les donner ici sans sortir beaucoup trop du domaine des classes. Indiquons simplement qu'à notre sens la conclusion de *Quadragesimo anno*, bien qu'ayant l'accent de la stricte orthodoxie catholique (et, par là, un caractère

(1) *Op. cit.*, § 130, p. 91. — Sans doute le protestantisme est-il moins intransigeant. Il y a des exemples de socialistes chrétiens fervents protestants; par exemple A. Philipp, penseur aux idées et aux sentiments élevés.

(2) *Op. cit.*, § 137, p. 93.

(3) *Op. cit.*, § 142, p. 95.

unique) s'apparente à la tendance spiritualiste moderne, tendance s'affirmant surtout depuis la guerre, comme répondant à un besoin profond obscurément senti par le monde moderne, et s'exprimant, du reste, parfois, dans des formes sociales ou politiques relativement rebelles à l'intégration dans le tout catholique et que l'église regarde avec une certaine méfiance qui, de son point de vue, n'est sans doute pas injustifiée.

Cependant, forces de foi impliquant une croyance à la nature spirituelle et vitale de la société, idée du sacrifice nécessaire, de lois supérieures que l'on ne peut transgresser, d'obéissance à l'âme de la race, de la nation, aux dieux des ancêtres, ou à Dieu; elles forment un faisceau qui sera (du moins nous le pensons) amené à s'unir par la force des choses en face du bloc des forces matérialistes, impliquant négation de tout principe spirituel, conception phénoméniste du monde.

Doctrines sociales très spiritualisées, telle nous apparaît celle de Pie XI; mais, dans ce tout, quelle place est faite à la notion de classe? Nous avons signalé que cette notion apparaît dans le sens économique. Cette interprétation se retrouve en plusieurs passages (1).

Nous trouvons aussi les expressions de « classe ouvrière », « classe des prolétaires », « classe des travailleurs », impliquant toujours la notion du dualisme « capitalisme-classe ouvrière » et du primat de l'économique dans la formation de l'idée de classe.

Sans doute, nous rencontrons aussi les expressions de « classes inférieures (2), moyennes (3), supérieures (4), impliquant non plus critère économique, mais idée de hiérarchie. Mais cette notion de hiérarchie est toujours plus ou moins liée à une idée d'inégalité économique.

D'une façon générale, en matière de *classes*, Pie XI reste fidèle à la conception de Léon XIII. Au reste, cette question de définir la classe n'est point son objectif principal. Il tend vers un but spirituel; la théorie de la structure sociale sert seulement de base et n'a aucune raison d'être très poussée.

Le Père Schwalm, disciple de Le Play, exprime la doctrine chrétienne sociale en fonction à la fois des traditions de l'église et de l'école de l'Économie sociale.

Dieu, ayant donné à l'homme le commandement du travail, tout le monde doit-il être ouvrier? Saint Thomas s'est déjà posé la question (5). Mais il faut se souvenir que l'obligation du travail a été donnée à « l'humanité en bloc ». Une société organisée ayant été rendue nécessaire, non seulement par les besoins physiques, mais aussi intellectuels et moraux, la nécessité de la division du travail (impliquant spécialisation dans les ouvrages du corps ou de l'esprit) s'impose (6).

(1) « La classe des pauvres ». *Op. cit.*, § 27, p. 22. — « La classe indigente », *ibid.* — « La classe riche »... *ibid.* — « Les classes pauvres », *op. cit.*, § 18, p. 13.

(2) *Op. cit.*, § 11, p. 9.

(3) *Op. cit.*, § 40, p. 32.

(4) *Op. cit.*, § 151, p. 104.

(5) Rév. P. Schwalm. *Leçons de philosophie sociale*, 2 vol. Paris, 1910, T. I., p. 141.

(6) *Op. cit.* T. I., p. 143.

Mais c'est là la distinction en travailleurs manuels et intellectuels, très employée à notre époque et qui n'implique pas l'idée de deux classes distinctes, celle-ci tendant plutôt, même, à une assimilation sociale de deux groupes, malgré la diversité technique des occupations.

Cependant, le Père Schwalm, précisant sa pensée, nous montre bien des classes en présences. Il y en a deux, patronale (ou bourgeoise) et ouvrière; c'est toujours dans ses grandes lignes le schéma du socialisme, doctrine que l'auteur combat du reste, avec des arguments analogues à ceux de l'encyclique *Rerum novarum*, et une forte érudition thomiste (1).

Le salariat moderne n'est pas la continuation de l'esclavage antique et ne peut nullement être assimilable à ce dernier; cette institution n'est pas contraire à la justice; elle ne doit pas provoquer, « comme le prétendent les socialistes, *la haine fatale des classes* » (2).

La distinction en ouvriers et non-ouvriers « ...est réciproquement utile et juste... » et l'on doit conclure, avec Saint Thomas, qu'elle tend *de soi* « à engendrer l'affection réciproque des classes qui en tirent réciproquement profit » (3).

On peut appliquer aux rêves d'égalité socialistes la conclusion de Saint Thomas sur ces sociétés barbares : « C'est une même chose, au point de vue naturel, que d'être esclave et d'être barbare... ».

On pourrait juger que la condamnation, par Saint Thomas, des sociétés dites barbares est excessive et injuste; à tout le moins est-on en droit de reprocher au Père Schwalm de ne pas poser la question sous son aspect moderne, l'état de malaise dépendant, avant toute autre cause, de faits essentiellement contemporains : le développement du machinisme, l'avènement de la grande industrie.

Mais, il est vrai, ce n'est pas sans exagération que les théoriciens socialistes et de nombreux économistes se sont cantonnés sur le plan des réalités matérielles; le Père Schwalm, fidèle à la tradition chrétienne, met en avant surtout l'élément humain, psychologique et moral, spirituel aussi, en tant que la croyance à un principe spirituel individuel implique pour chaque être des capacités propres et une destinée déterminée ayant son rôle à jouer dans l'ensemble de la société.

Il place la nécessité des inégalités sociales (et justifie l'existence de ces inégalités) sur le terrain des capacités, surtout intellectuelles. Il est normal que l'homme plus intelligent commande à celui qui possède des bras forts mais peu de raison, mais, sur ce plan des capacités, des injustices véritables peuvent se produire quand chacun n'est pas à la véritable place qu'il devrait occuper.

« En général... la distinction des classes est juste, de nos jours; mais il peut y avoir des *cas particuliers* où elle soit injustement appliquée : un ouvrier intelligent qui ne parvient pas à s'élever; un patron inintelligent.

(1) *Op. cit.* T. I. pp. 183 à 186.

(2) *Op. cit.*, T. I., p. 184.

(3) *Ibid.*

« Ce cas est dangereux : c'est l'origine des haines sociales... (1) ».

Mais, les difficultés même de la technique moderne tendent à éliminer ces cas regrettables. « Il y a, dans l'état présent des métiers, une nécessité de moyens qui tend à hausser les capables et à rabaisser les incapables... Les difficultés de la direction patronale sont telles, que des gens inintelligents ou inactifs ne se peuvent maintenir à la tête des affaires. Beaucoup de grands patrons sont d'anciens ouvriers, et leurs fils ne se maintiennent qu'en peinant comme eux (2) ».

Le grand patronat moderne, qui constitue une classe, est une « aristocratie parmi les travailleurs », mais ce n'est pas une classe fermée.. « tout ouvrier ou petit patron, ou capitaliste, apte à diriger un grand atelier et ses affaires, et qui sait user des circonstances, y arrive en fait » (3).

La classe patronale n'est pas supérieure seulement par la puissance de l'argent comme le prétendent les socialistes, mais c'est une... « classe supérieure par nature... » (4). C'est de ce côté que sont, non pas forcément les grandes réserves de capitaux, du moins à l'origine, mais la prudence, la science pratique, l'aptitude à la direction et autres qualités maîtresses du caractère.

En dehors de la classe ouvrière et de la classe patronale, doit-il exister une classe proprement dirigeante, ainsi que semblait le dire Léon XIII ? Le Père Schwalm ne le pense pas, mais, en ce domaine, ce n'est pas la pensée exclusivement chrétienne qu'il exprime, mais plutôt celle de Le Play (chrétienne aussi, certes, mais non pas dans le sens où nous entendons la doctrine de l'église s'appuyant sur les textes anciens et la pensée des chefs spirituels).

L'aristocratie du travail, pense le Père Schwalm, est la plus apte à diriger les affaires publiques. Si, en fait, dans la plupart des sociétés modernes, les pouvoirs appartiennent à des politiciens professionnels (avocats, journalistes), cela tient à ce que les affaires sont très absorbantes et la puissance des politiciens trop bien établie.

Le Comte de La Roche-Aymon, qui tend surtout à l'action et prône le développement des œuvres catholiques, se réfère, au point de vue doctrinal, à Léon XIII. Il adopte la théorie des classes de ce pape, sans la préciser davantage (5).

P. Bayart, qui a donné une série de conférences, destinées à préciser les principes de l'action sociale catholique et à engager les patrons chrétiens dans la voie des réalisations (6), fait l'historique des classes modernes. Il

(1) *Op. cit.*, T. I., p. 186.

(2) *Ibid.*

(3) *Op. cit.*, T. II, p. 77.

(4) *Op. cit.*, T. II, p. 79.

(5) *Education de la Société*. Paris, 1919. — Cf. dans le même sens, R. P. Em. Georges. *La question ouvrière d'après les principes catholiques*. Québec, 1922.

(6) Réunies en recueil sous le titre (caractérisant bien la pensée de cette école) : *Pour l'union des classes. Le régime économique moderne*.

admet, lui aussi, la conception du dualisme des classes, de l'assimilation à peu près complète des classes sociales aux classes économiques (1).

Il attribue à l'influence des juifs une grande importance dans la formation de l'économie matérialiste moderne, et cite W. Sombart dans le même sens (2).

D'une manière générale, la doctrine sociale chrétienne garde de la société une conception analogue à celle de l'idéologie marxiste : base économique, dualisme, bourgeoisie assimilée (à peu près) au patronat. Mais, sans nier que la lutte peut exister entre ces deux classes principales, l'église réprouve cette lutte, ne croit pas à sa fatalité et cherche à la faire cesser.

C'est donc moins par la conception même de la segmentation sociale en classes que le christianisme s'oppose au marxisme que par l'attitude pratique adoptée en face de cette conception.

(1) *Op. cit.*, pp. 47-67.

(2) *Op. cit.*, p. 74.

Cf. Sombart (W.). *Le bourgeois*.

CHAPITRE VI

LES CLASSES IDÉOLOGIQUES (*suite*)

AUTRES DOCTRINES

IV. — *Philosophie du travail*. — A vrai dire, il n'existe aucun groupe ou parti s'étiquettant groupe de la *philosophie du travail*. C'est nous-même qui réunissons sous cette appellation les œuvres de penseurs qui, issus de milieux marxistes ou analogues, ont délaissé l'idéologie proprement socialiste, tendant à créer un idéal ouvrier nouveau, moins hostile au patronat, moins révolutionnaire qu'évolutionniste, non purement économique, plus optimiste aussi, peut-être par certains côtés. Mais, comme il ne s'agit pas d'un groupe, d'une école, les divergences individuelles sont très grandes.

Nous avons déjà cité Henri de Man comme socialiste réformiste. A vrai dire, ce n'est presque plus un socialiste, mais un penseur original, psychologue et moraliste plus qu'économiste, dont l'œuvre entre bien dans ce que nous appelons *philosophie du travail*.

De même P. Hamp, observateur objectif mais cependant ému du peuple, nous semble à classer dans ce groupe.

Sans doute, pourrait-on également classer ces auteurs parmi les sociologues. Mais, à leur œuvre, il manque quelque chose pour être tout à fait de la recherche scientifique objective, et il y a quelque chose en plus. Nous sommes là dans le domaine de la science ou de l'observation, mais aussi dans celui de l'idéologie, et les deux choses ne sont pas nettement dissociées.

H. de Man s'est moins attaché à *démontrer* la structure sociale et à donner une analyse fine des classes qu'à montrer, les classes étant posées à peu près dans la forme du marxisme et des autres doctrines idéologiques (dualisme, économisme dans la formation des groupes) que les facteurs psychologiques sont prépondérants dans la formation de la conscience de classe. L'opposition de la classe ouvrière à la classe patronale (ou l'imitation de celle-ci par celle-là), le désir de suppression, violente ou non, de barrières limitant les groupes sociaux. Ces idées sont développées dans *Au delà du marxisme*, elles ont guidé l'auteur vers des recherches proprement psychologiques entreprises auprès d'étudiants-ouvriers fréquentant une Académie du Travail en Allemagne (1).

(1) *La joie au travail*. Enquête basée sur des témoignages d'ouvriers et d'employés.

H. de Man constate que *la joie au travail*, apanage de l'artisan, du travailleur libre, se retrouvera chez l'ouvrier d'usine dans la mesure où les classes seront moins fermées et la *considération réciproque* relativement équivalente. Il oppose, à cet égard, l'organisation américaine du travail où l'ouvrier, en certaines régions du moins, se sent, en fait, l'égal du patron (1), à l'organisation allemande dans laquelle le patron représente la *classe privilégiée* et fermée... « dont l'arrogante suprématie se fonde sur un triple symbole : le brevet d'officier de réserve, la balafre de l'étudiant des corporations et le titre qui vous ouvre la porte des salons » (2).

H. de Man n'a pas, à proprement parler, une *théorie des classes*, mais il a donné une *interprétation psychologique* de la classe et une psychologie populaire de la haine de classe.

Chez P. Hamp, il y a un grand amour du peuple, des tendances socialisantes sans rattachement à l'idéologie socialiste proprement dite, et à base surtout affective. P. Hamp a donné de bonnes observations. Il n'a pas, à proprement parler, une idéologie, encore moins une théorie des classes. Il tend surtout à réhabiliter le geste utile, à attacher le sens de l'honneur au travail ouvrier. « Le titre d'ouvrier, dit-il, doit passer dans la hiérarchie sociale au-dessus de celui de rentier. Sachons créer la répugnance envers les sans-métier, si fortunés soient-ils. Nous sommes fiers d'être un peuple guerrier, satisfaits d'être une nation fortunée; quand parviendrons-nous à connaître l'honneur d'être un peuple ouvrier ? » (3).

L'ancienne organisation du travail entretenait l'amour du métier, le sentiment de l'honneur du métier (esprit corporatif). La mécanisation du travail fut accueillie par la méfiance ou la haine; cependant, pense P. Hamp, cette transformation technique rend souvent « aimable le travail manuel » et, finalement, libère l'ouvrier (4).

La conception du « bonheur dans le travail » a été remplacée par « l'obéissance à la légalité technique... »; cependant, le nouvel esprit ouvrier peut « avoir sa grandeur et ses prouesses » (5); dans l'usinage en série il reste à l'ouvrier le plaisir de la vitesse et la satisfaction d'augmenter son gain ». Mais ce sont là des plaisirs peu accessibles à la mentalité de l'ouvrier français; celui-ci, de toute façon, a l'impression que le salaire est inique (6). Il ne comprend pas que la prospérité de l'usine est la sienne, il se *frotte les mains* quand le patron fait faillite (7) et la mesquinerie de la plupart des patrons entretient cet état d'esprit.

P. Hamp étudie l'action de la guerre qui, selon lui, a restauré en partie la mystique du travail manuel (sens du travail pour un but collectif, responsabilité, et sens de la solidarité nationale) (8).

(1) Cela ne semble du reste pas absolument exact.

(2) *Op. cit.*, pp. 293-294.

(3) *La France pays ouvrier*, p. 12.

(4) *Op. cit.*, p. 14.

(5) *Op. cit.*, p. 23.

(6) *Op. cit.*, p. 23.

(7) *Op. cit.*, p. 24.

(8) *Op. cit.*, p. 62. — Cf. les autres ouvrages du même auteur cités dans notre bibliographie.

En résumé, pas de doctrine générale des classes ; intérêt porté surtout sur le peuple ouvrier considéré comme classe ; désir de mieux, appel à l'entente, optimisme à base psychologique mais un peu vague.

Nous rangerons aussi sous la rubrique *Philosophie du travail* l'œuvre de H. Dubreuil, penseur original qui se rattache aussi au mouvement syndical dont il est l'un des dirigeants.

H. Dubreuil admire le progrès technique ; il a foi en la libération de l'humanité par le machinisme ; il est optimiste et parfois lyrique. Cette société américaine, type le plus achevé de la civilisation occidentale technique et industrialiste, à laquelle furent faites ces dernières années tant de critiques (qui semblent, hélas ! assez justifiées), H. Dubreuil l'admire presque sans réserve, voit en elle le modèle de la cité future.

Il n'a pas, à proprement parler, une théorie des classes ; il semble adopter, lui aussi, à peu près le schéma traditionnel (qualité : bourgeois-patron opposé à ouvrier ou peuple). Mais il a des idées nettes sur la lutte de classes.

Et celle-ci, il la repousse. Il veut, non la *collaboration* des chrétiens sociaux mais la *fusion* préconisée (et même, de plus ou moins bonne foi, admise comme réalisée) par certains démocrates. Ancien ouvrier, il semble avoir conservé le souvenir personnel de blessures morales ; il place la discussion de la classe sur le terrain du prestige plutôt que sur celui de l'économie, confirmant ainsi les thèses d'H. de Man. Il s'oppose, comme la plupart des autodidactes, au *préjugé universitaire*. On voit bien ici le primat du psychologique sur les intérêts purement *matériels*.

« Depuis l'enfance, dit H. Dubreuil, on prend soin d'élever à part deux jeunesses dont l'une est destinée par avance à fournir les « messieurs » auxquels les adultes issus de l'autre devront obéir » (1).

Le terme de *messieurs*, si étranger au marxisme et aux doctrines de lutte, est caractéristique. Ici, ce n'est pas le théoricien social qui parle, mais l'homme du peuple, et l'homme du peuple d'origine paysanne.

Notons au passage cette valeur de tout document humain que nous étudions sur le plan du social au point de vue de la psychologie individuelle de l'auteur, psychologie elle-même sociale sous plus d'un aspect, mais pas de la même façon. Et comme aucun document, même de science pure, ne peut être autre chose qu'un reflet de la vérité absolue passé par une conscience individuelle et en gardant fortement l'empreinte, aucun document individuel ne peut nous laisser dans l'ignorance complète quant au milieu social d'où est sorti l'auteur de ce document. Mais l'auteur, ici, nous renseigne sans l'avoir voulu.

Dans sa rancœur contre ces *messieurs*, qu'il appelle aussi des *mandarins* (2), H. Dubreuil déclare que le préjugé livresque s'appuie sur une conception « fausse et arbitraire de la formation de l'élite... », conception qui reste imprégnée « d'esprit aristocratique » (3).

(1) *Nouveaux standards. Les sources de la productivité et de la joie*. P. 207.

(2) *Op. cit.*, p. 53.

(3) *Op. cit.*, pp. 207-208.

Aristocratique ? Ceci demanderait à être précisé. Bien éloigné, du moins, de notre ancienne aristocratie française, à base raciale, faisant état des qualités du caractère plus que de la culture. Mais nous comprenons ce que veut dire par là l'auteur des *Nouveaux standards*. Idée aristocratique, c'est-à-dire idée de stratification sociale, de *rang* et de barrière élevées entre les *rangs*.

Le travail est, lui aussi « une sorte de grand livre... une véritable université... » (1).

« Tous les hommes devront un jour puiser la science dans la vie et non dans la matière desséchée des livres. Ce jour là, les « distances » sociales disparaîtront.... ».

Depuis plusieurs années, la presse signale *avec regret* que des étudiants pauvres soient obligés de poursuivre leurs études tout en exerçant une profession ou en se livrant à quelques travaux accessoires. H. Dubreuil, évidemment, ne partage pas ces regrets. Il pense que... « s'il est fâcheux que des jeunes gens soient astreints à travailler trop longtemps sur leur double tâche, par contre, leur contact direct avec certaines difficultés de la vie sera peut-être un moyen de leur faire reconnaître la fausseté des « distances » (2).

Il y a, nous l'avons dit à propos du marxisme, une tendance à assimiler les intérêts du *prolétariat intellectuel* à ceux du prolétariat véritable. Cette tendance n'est pas sans rencontrer des résistances dans lesquelles H. Dubreuil veut voir des réactions défensives de l'esprit de caste.

On ne veut pas du syndicalisme des ingénieurs pour ne pas détruire le « *vieil esprit* des professions libérales », c'est-à-dire que l'ingénieur ne serait plus traité « *comme un monsieur* » (3).

C'est là avouer *maladroitement* qu'on désire « conserver la séparation de la société en *classes*, alors qu'on ne perd pas une occasion de fulminer contre la lutte des classes » (4).

Si l'on ne veut plus que les groupes sociaux s'opposent, il faut les *supprimer*... « les dissoudre dans une organisation qui permette à chacun d'atteindre aux emplois ou fonctions pour lesquels le désigne non sa *classe*, mais sa capacité » (5).

Ce sont là, on le voit, des idées de tout démocrate à tendances sociales, même pas socialisantes.

Aussi H. Dubreuil ne peut-être considéré comme un néo-socialiste.

Nous avons rangé son œuvre sous la rubrique « philosophie du travail » et cela nous semble justifié par le fond de son analyse. Mais, il y a chez lui plus que cela, une sorte de religion du travail et du progrès technique.

Contrairement aux attardés qui considèrent les thèses du marxisme comme s'adaptant à notre époque, H. Dubreuil voit bien ce en quoi le marxisme est une doctrine caduque, dépassée et controuvée par la vie. Née

(1) *Op. cit.*, p. 209.

(2) *Op. cit.*, p. 210.

(3) *Op. cit.*, p. 215 souligné dans le texte.

(4) *Op. cit.*, p. 215.

(5) *Ibid.*

à une époque de malaise profond du monde ouvrier, parmi le trouble qui accompagna l'instauration de l'ère industrielle et machiniste, réaction contre un état de douleur et de misère ; cette doctrine ne répond plus aux besoins d'un monde où la condition ouvrière (au moins si on l'envisage sous l'angle matériel) s'est, dans l'ensemble, améliorée (en dépit des crises et des fluctuations dans le salaire) dans des proportions que Marx lui-même n'aurait pu prévoir.

Cette amélioration, il est certain qu'elle fut amenée par plusieurs causes : lois sociales (à l'élaboration desquelles l'existence des doctrines de lutte, du marxisme lui-même, n'a pas été sans donner une heureuse impulsion) ; efforts de *patrons-sociaux*, chrétiens ou non, altruistes ou simplement sages ; amélioration de la technique. C'est ce dernier facteur que H. Dubreuil retient surtout et presque exclusivement.

Il chante le règne de la machine avec un enthousiasme lyrique que nous ne pouvons partager entièrement mais qui est caractéristique d'un des aspects de la mentalité ouvrière moderne.

Sans doute, il reste de l'injustice dans la vie économique moderne, même en se plaçant sous l'angle purement matériel ; sans doute l'ouvrier n'a-t-il pas obtenu une « rémunération satisfaisante » ; (1) sans doute, les conditions de la vie ouvrière pourraient-elles être améliorées, mais, il semble « impossible de nier sérieusement que la population a déjà cependant bénéficié dans son ensemble d'avantages certains et non chiffrables, évidemment dûs aux progrès de la technique » (2).

C'est ainsi que l'aluminium, jadis métal rare et cher, a pu être lancé à bon marché dans le public grâce aux découvertes scientifiques de Sainte-Claire-Deville et d'Hérault.

Les ménagères peuvent ainsi se procurer « à bas prix les séries de casseroles propres et solides dans le premier venu de nos bazars » (3).

Autre exemple, également bien choisi. « Il y a quinze ans, l'ouvrier achetait pour sa bicyclette un pneumatique qui lui coûtait pour le moins 16 francs-or. Il peut s'en procurer aujourd'hui pour 25 francs-papier ». C'est que, là encore, un progrès technique est intervenu.

Des avantages du même ordre ont été obtenus en ce qui concerne les étoffes ; encore qu'en ce domaine on puisse justement se plaindre de la mauvaise qualité de certains articles (4).

Dans l'ensemble, il y a amélioration des conditions de vie en fonction du progrès technique.

Contrairement à ce que pensent certains pseudo-révolutionnaires qui ne sont que des « traditionnalistes atteints de quelque mécontentement temporaire... » la machine est « l'amie du peuple » (5).

(1) *Op cit.*, p. 29.

(2) *Op. cit.*, p. 29.

(3) *Op. cit.*, p. 30.

(4) *Op. cit.*, p. 30.

(5) *Op. cit.*, p. 52.

Le peuple de 1830 ou de 1848 réclamait du pain et un travail un peu moins accablant ou, du moins, des intellectuels idéalistes réclamaient cela pour lui. Le peuple de 1930 a conquis la sécurité matérielle et même un certain *confortable*. Se battra-t-il pour la conquête du capital, pour l'avènement de la dictature prolétarienne ?

Ce qu'il réclame, plutôt, se sont des triomphes d'ordre moral et, ici, H. Dubreuil et H. de Man se rencontrent absolument, avec la différence que le premier a une expérience plus directe de la question, que son appel est peut-être plus émouvant si sa position est moins objective.

Au cri : « Du pain ! » (1) se substitue celui : « Des égards ! de la considération ! ».

C'est pourquoi H. Dubreuil préfère le milliardaire américain au bourgeois français qui, riche ou *sans le sou* (notons au passage cette conception de classe pas entièrement économique et plus près de la réalité) méprise l'ouvrier fils d'ouvrier. Sans doute, tout bourgeois français ne méprise-t-il pas tant que cela l'homme du peuple, et il y a ici quelque injustice. N'importe.

L'autodidacte d'origine populaire a dû être particulièrement sensible à certaines nuances de dédain. Il y a, dit-il « certaines satisfactions de ma sensibilité qui ont beaucoup de prix pour moi, si elles n'en ont pas pour d'autres » (2).

Le problème des classes, pour les penseurs sociaux qui caractérisent le mieux notre époque d'après-guerre, n'est donc plus exclusivement économique mais aussi psychologique.

H. Dubreuil pense que le but de la vie est la joie. Or, celle-ci doit se trouver non dans les plaisirs extérieurs à la vie professionnelle, mais avant tout dans le travail. Il faut faire entrer la joie à l'usine moderne.

Nous devons citer sa profession de foi à cet égard, bien caractéristique d'un état d'esprit où nous croyons déceler une véritable religion du travail :

« La joie la plus intense que l'on puisse éprouver ne se trouvera ni dans les distractions ni dans les délassements, ni dans les récompenses et encouragements... La bienveillance qui s'ingénie à créer de tels plaisirs et de telles récompenses s'applique elle aussi à faux. La joie, la vraie joie, est la joie directe du travail... Toute tentative qui s'écarte de ce champ manquera le but, et c'est dans cette direction seule que l'on pourra découvrir le moyen d'atteindre non seulement la joie, mais encore le développement spirituel qu'on rêve d'atteindre par une meilleur utilisation des loisirs » (3).

On peut utiliser les loisirs pour acquérir « quelques ornements de l'esprit », mais, sous cet acquis, est l'être humain total qui se forme et se fortifie seulement « dans le travail et par le travail » (4).

(1) « Nous voulons notre beefsteack ! » avons-nous entendu des ouvriers chômeurs s'écrier à des réunions pour les élections législatives de 1932. Sans doute pour certains la question alimentaire reste au premier plan, mais encore doit-on remarquer la hausse sensible du niveau et du mode de vie.

(2) *Op. cit.*, p. 136.

(3) *Op. cit.*, pp. 161-162.

(4) *Op. cit.*, p. 162.

La question sociale est désormais d'ordre psychologique, disions-nous. C'est un « problème humain » affirme plus largement encore H. Dubreuil.

« Ce n'est, dit-il, pas tant du fait de la technique que l'homme souffre, que du fait de l'homme qui n'a pas de pitié pour son frère » (1).

Il faut donc, tout en encourageant les progrès techniques, en cherchant la rationalisation (éventuellement la taylorisation) du travail (2) ; organiser plus humainement les rapports entre les différents agents de la production et instaurer une véritable *hygiène morale du travail*.

Il faut perfectionner l'orientation professionnelle, améliorer les conditions de l'apprentissage, remplacer le louage de services par la participation ouvrière, instituer des formes de collaboration *par lesquelles on reconnaisse le droit des travailleurs à être considérés enfin comme des hommes*, c'est-à-dire des êtres pensants (3).

V. *Positivisme*. — La doctrine positiviste des classes est intimement liée à la doctrine de la famille.

Pour A. Comte, on le sait, le sexe féminin formait une véritable classe. Il y avait donc (ou devait y avoir) comme classes fondamentales, dans l'état *définitif* de l'humanité : la *classe scientifique ou sacerdotale*, la *classe active* à la fois économique et politique (c'est-à-dire directrice, la politique étant éliminée de la constitution positive), les *femmes* et le *prolétariat*. Ces deux dernières classes représentaient l'élément affectif de l'humanité ; trop faibles, quant à la raison, pour diriger la société, elles devaient se laisser conduire par les chefs ; apportant cependant l'appoint de leur influence.

L'enseignement encyclopédique devant être dispensé de la même façon à tous les jeunes enfants (éducation maternelle), les fils du prolétariat bien doués devaient accéder naturellement aux classes supérieures.

Dans cette ensemble organique, pas de lutte de classes, pas de désir de s'évader d'une situation devant être celle convenant le mieux à la nature de chacun.

Cette création idéologique portant trop fortement une empreinte individuelle, ne devait donner naissance à aucune réalisation pratique importante. Cependant, à l'intérieur des groupes positivistes, l'étude des questions ouvrières a toujours été poursuivie dans une atmosphère de fraternité inter-classes analogue à celle du mouvement social chrétien. Certains chefs syndicalistes furent des positivistes orthodoxes. Parmi les patrons sociaux, certains se rattachent également aux idées positivistes. Nous avons indiqué, dans notre bibliographie, quelques ouvrages et périodiques utiles à consulter.

VI. *Monarchisme*. — La doctrine monarchiste qui, du point de vue politique, représente un anachronisme, sans lien avec la tradition monarchique du passé (qui fut riche et forte et eut son rôle à jouer dans l'évolution na-

(1) *Op. cit.*, p. 173.

(2) En tenant compte des enseignements de la statistique, mode d'information très employé en Amérique et que, pense H. Dubreuil, on a tort de railler.

(3) *Op. cit.*, p. 183.

tionale), condamnée par l'église catholique, ne pouvait apporter rien de bien profond ni de bien original comme théorie des classes sociales.

L'auteur du *Peuple-roi*, Emmanuel Malynski, assimilant la démocratie au *panjudaïsme*, veut lutter contre cette tendance en constituant une « super-nationale droite, avec l'idéal monarchique, aristocratique et religieux comme ossature » (1).

Le style de cet auteur donne une idée de son idéologie.

Retenons seulement que ce monarchiste, qui voit la réforme sociale et l'amélioration de la condition populaire en fonction de la *supernationale droite*, admet, comme les marxistes, l'existence de deux classes principales : le *capital* et la *classe-ouvrière*. Entre les deux, il voit ce que nous nommerons une *inter-classes* qui serait le *prolétariat intellectuel*, celui-ci donnant à la masse ouvrière les théories révolutionnaires de lutte et de haine.

Les deux classes principales actuelles ne correspondent que vaguement à l'ancienne division en classes nobles ou élevées et en classes inférieures, entre lesquelles, du reste, il n'y a jamais eu d'abîme comme dans les castes hindoues. Dans tous les temps « ...on a vu des pauvres devenir riches par le travail ...des humbles devenir nobles et puissants » (2).

A.-L. Galeot (3) qui, sous prétexte de fixer les... *lois naturelles* de la société dont on ne peut s'écarter sans faire le malheur du peuple, donne surtout une apologie du monarchisme et de l'*Action française*, adopte un point de vue relativement avancé en matière de réforme sociale.

L'usine, dans la cité bien organisée, ne sera plus « un bâtiment sombre, triste, malsain », elle sera toujours... « comme elle l'est déjà parfois, un édifice propre, éclairé, agréable, hygiénique... ».

Comme H. Dubreuil, cet auteur monarchiste à la recherche d'un idéal social, tourne ses regards vers les Etats-Unis (4). Il affirme cependant (et ceci est en contradiction avec cela) que la démocratie apporte la misère, et que, seule, la monarchie organisée donnera au peuple le progrès et la prospérité (5), mais nous ne trouvons dans son ouvrage aucune véritable théorie des classes.

Georges Valois, qui appartenait aussi à l'*Action française* qu'il a quittée depuis avec éclat, envisageait en général les classes selon l'idéologie marxiste ou à peu près (6).

Repoussant la démocratie et le socialisme politique, il admettait, dans l'ensemble, les revendications du syndicalisme, mais pensait que l'accord n'était pas possible sous le régime démocratique et qu'un pouvoir supérieur aux différentes classes pouvait seul assurer l'ordre en coordonnant les efforts de chacun.

(1) *Le peuple-roi*, Paris (1923), pp. 41 à 53.

(2) *Op. cit.*, p. 8.

(3) *Les systèmes sociaux et l'organisation des nations modernes*, Paris, 1920.

(4) *Op. cit.*, p. 380.

(5) *Op. cit.*, p. 382.

(6) *La monarchie et la classe ouvrière*, Paris, 1914 (la première édition est de 1909).

Il avait entrepris une enquête en 1908 sur la *Monarchie et la classe ouvrière*. Les enquêtés (Sorel, Deherme, Deniau-Morat, etc...) n'étant pas forcément monarchistes, apportèrent des réponses reflétant des doctrines que nous connaissons déjà d'autre part.

Jean Grave, anarchiste, déclarait que toute forme d'Etat (République, Empire, Royauté) devait être néfaste pour les classes ouvrières (1).

A. Morel, ouvrier agricole, Isidore Bouin, secrétaire d'un syndicat de bûcherons, bien que déçus par la *république bourgeoise* et *capitaliste*, repoussaient le remède royaliste (2).

Par contre, M. Darguenat, ancien membre du parti ouvrier socialiste révolutionnaire, optait pour la monarchie (3), à laquelle demeurait hostile E. Guillaumin, littérateur, membre d'un syndicat de cultivateurs.

Jean Darville (réponse de 1914, ne figurant pas dans la première édition) voulait un roi représentant l'*Etat tout pur*, n'avantageant ni une classe ni une autre.

La plupart des personnes consultées envisageaient les classes comme G. Valois, surtout en fonction du critère économique, c'est-à-dire que, comme la plupart des théoriciens et penseurs sociaux, ils se rapprochaient plus ou moins de l'idéologie marxiste des classes, tout en n'admettant pas cette doctrine dans son ensemble.

Conclusion. — L'examen, même rapide, des différentes doctrines sociales, nous montre bien l'existence que nous avons postulée de *classes idéologiques*.

Celles-ci, nous l'avons vu, sont, dans presque tous les systèmes, issues de la conception marxiste. Ce fait nous permet de mesurer la puissance de cette doctrine qui, même rejetée en fait, n'a cessé, depuis une centaine d'années, d'influencer les pensées les plus diverses et, par là, tout le mouvement social moderne.

L'essentiel du concept marxiste des classes, rappelons-le au risque de nous répéter, se résume en deux traits caractéristiques : *économisme*, c'est-à-dire assimilation de la classe sociale à la classe économique; *dualisme*, les classes étant en principe ramenées à deux (quitte à admettre quelques subdivisions ou l'existence d'une ou plusieurs classes intermédiaires).

Que cette conception soit conforme à la réalité, nous ne le croyons pas. Mais il est certain que, dans sa simplification, elle répondait au besoin d'une époque, mettant l'accent sur les traits que l'avènement de l'ère industrialiste avaient plus fortement accusés, se prêtant bien (et c'est là surtout ce qui faisait sa valeur) à l'action en vue des buts les plus immédiats qu'étant donné les circonstances l'on devait se proposer en matière de réforme sociale.

Mais les conditions ont changé et, déjà (alors que des concepts, se rapprochant du marxisme, sont conservés par des sociologues-économistes

(1) *Op. cit.*, pp. 123-124.

(2) *Op. cit.*, p. 159.

(3) *Ibid.*

poursuivant un but d'observation objective) nous voyons s'élaborer des doctrines où le facteur psychologique est mis au premier plan, qui, par suite, accueilleront plus facilement une conception de la société plus nuancée, plus conforme à l'observation réelle.

L'action se rapproche de la vie tandis que la vie elle-même (et, ceci nous en parlerons en envisageant l'aspect dynamique des classes vivantes) semble se simplifier.

Est-ce à dire que classes idéologiques et classes vivantes peuvent arriver à se superposer exactement ? Nous ne le pensons pas. Toute construction théorique, en vue de l'action, sera toujours, jusqu'à un certain point, le reflet d'une psychologie individuelle (ou d'un petit groupe de psychologies individuelles). L'objectivité, si difficile à obtenir en matière sociale, alors même qu'il s'agit de pure science, nous semble absolument impossible à réaliser en ce qui concerne les doctrines d'action.

Subjectivisme, pragmatisme, schématisme; ces caractéristiques (qu'il faut bien se garder d'appeler des défauts) sont propres aux doctrines qui tendent à l'action.

Science, action, deux domaines qui ne peuvent se confondre et doivent mutuellement se respecter. L'on peut seulement souhaiter que les doctrines d'action deviennent *le plus possible* objectives, utilisent *le plus possible* les résultats obtenus par l'observation à caractère scientifique.

L'on peut souhaiter aussi que le doctrinaire, voyant s'écrouler au contact des faits les constructions de tant d'esprits puissants, se pénétre d'une certaine modestie et ne dise pas : « voici la vérité ! », mais seulement : « voici le reflet de la vérité qui, aujourd'hui, peut nous soutenir dans la lutte... », car, par delà les systèmes et les pensées individuelles, nous apercevons une force puissante qui ne tient pas compte de nos prévisions, que nous pouvons utiliser seulement dans la mesure où nous nous mettons à son service, dont nous pouvons connaître, bien imparfaitement, par l'observation scientifique, les effets, mais non la nature; cette force, c'est la vie.

DEUXIÈME PARTIE

LES CLASSES SOCIALES
DANS LA FRANCE CONTEMPORAINE

CHAPITRE VII

REALITE DES CLASSES DANS LA SOCIETE ETUDIEE

I. *Leur existence.* — Y a-t-il des classes sociales dans la France contemporaine ? Il peut sembler superflu de poser la question.

Tout le monde sait qu'il y a des classes, on en parle, on en discute, et, si l'on ne peut toujours se mettre d'accord sur ce qui constitue leur essence, leur existence n'est pas mise en question.

Lorsque M. Goblot affirme : « Nous n'avons plus de *castes*, nous avons encore des *classes* », il énonce une notion courante, devant se passer de démonstration.

Et pourtant, cette existence des classes qui semble universellement reconnue est mise en doute par quelques-uns.

Déjà, en 1898, Brunetière déclarait qu'il n'y a plus de classes en France depuis 1789 (1).

Nous trouvons la même opinion émise après la guerre par MM. Appell, Larmeroux, Coignet, dans une discussion du *Comité National d'études sociales et politiques* (2) : « Il n'y a pas de classes ».

De même, M. Martin-Saint-Léon nous dit qu'il est « ...une proposition érigée en dogme par toute une école qui considère 1789 à la fois comme le point de départ et le terme de toute l'évolution sociale... », c'est que « ...depuis la nuit du 4 août 1789, il n'y a plus de classes en France... » (3).

A ce sujet, M. Martin-Saint-Léon nous conte une anecdote qui, pour être

(1) *Revue des Deux-Mondes*, 15 avril 1898, cité par Huard, *op. cit.*, p. 20.

(2) Gonnard, *op. cit.*, p. 86, en note.

(3) *Op. cit.*, p. 38. Cf. Malato. *Les classes sociales au point de vue de l'évolution zoologique.* « Il est communément enseigné dans les livres à l'usage des enfants (grands et petits) que depuis la fameuse nuit du 4 août 1789 il n'y a plus de castes en France et que tous les habitants de ce pays sont devenus libres, égaux et frères... Mais il suffit d'ouvrir les yeux pour voir combien sont menteuses ces prétendues liberté, égalité et fraternité... Les castes du passé se sont reconstituées sous d'autres noms »..., p. 9. (*Caste* est évidemment employé ici non dans le sens strict mais dans celui de *classe*).

plaisante, n'en comporte pas moins un sévère enseignement, celui, pour le sociologue, de se méfier de toutes opinions hâtivement exprimées, des improvisations, imprécisions, à *peu près*.

Un ancien Président de la République, présidant un banquet de l'*Association de défense des classes moyennes*, commençait ainsi son allocution :

« Mes chers amis, je suis de tout cœur avec vous. Laissez-moi cependant vous faire un petit reproche au sujet du titre de votre Association. Depuis 1789, Dieu merci, il n'y a plus de classes en France... ».

Un peu plus tard, nous dit toujours M. Martin-Saint-Léon, « ...oubliant sa phrase du début, l'orateur s'écriait : « Ces classes moyennes, si laborieuses et si intéressantes... » (1).

Que faut-il penser de l'opinion selon laquelle notre France contemporaine ignorerait la division en classes sociales ?

Remarquons qu'elle est celle d'une toute petite minorité, et, quelle que soit la valeur individuelle des hommes qui composent cette minorité, leur thèse, qui reste isolée, ne peut avoir assez de poids pour infirmer la thèse contraire à *peu près* universellement admise.

Nous sommes en droit de penser que les classes n'ont parfois été niées que dans un but de paix sociale, en fonction d'un idéal sincèrement égalitaire plutôt que de préoccupations nettement objectives.

Il se peut aussi que certains auteurs aient pensé aux *classes juridiques*, aux ordres ou états de l'ancien régime.

Quoi qu'il en soit, l'existence des classes est reconnue aussi bien par l'opinion publique que par les spécialistes qui font profession d'étudier la structure sociale.

Nous pourrions donc nous dispenser d'insister sur cette question de l'existence ou de la non-existence des classes.

Cependant, interrogeons au hasard quelques-unes des sources où se peuvent légitimement chercher des informations sur notre société.

Les dictionnaires et encyclopédies, nous l'avons vu, mentionnent l'acceptation sociale du mot *classe*.

Toute une littérature est spécialement consacrée aux classes. Les ouvrages en sont groupés, dans le *Recueil bibliographique* de Lorenz, sous une rubrique spéciale. Au T. XXV de cette publication (Table du T. XXIV, période 1910-1912), nous trouvons quinze ouvrages à la rubrique *Classes*, auxquels il faut ajouter ceux, beaucoup plus nombreux, répartis entre les rubriques ; *noblesse, ouvriers, peuple, etc...*

Il s'agit là, dans l'ensemble, de littérature sociale, parfois d'ouvrages de sociologie pure ou (bien plus souvent) de doctrine et de polémique.

Les catalogues méthodiques de la plupart des grandes bibliothèques, le catalogue du *Musée social*, celui, par mots typiques, de la *Bibliothèque Natio-*

(1) *Ibid.* (en note).

nale, les tables de plusieurs revues et journaux, comportent aussi une subdivision : *classes sociales*.

En ce qui concerne la littérature d'imagination, nous avons relevé, au hasard, quelques titres de romans dans la *Bibliographie de la France*, année 1911.

Un grand nombre de ces ouvrages nous sont déjà connus et nous savons que la notion de classe y intervient (romans de Bazin, Bordeaux, Frapié, Gyp, etc...).

Mais, fait plus caractéristique, la notion de classe est impliquée dans le titre même de romans assez nombreux (1).

Le droit a fait sa place à une « législation ouvrière » dont la tendance s'affirme et se précise au cours de la période que nous avons choisie pour limiter notre étude.

La loi du 15 avril 1910 institue les *Retraites ouvrières et paysannes*; celle du 5 avril 1928 (modifiée ensuite) fixera le statut plus large des *Assurances sociales*.

Que cette législation vise la *profession* (ou le groupe des professions) plutôt que la classe; que, du moins, elle s'applique au *salariné* (qui, par son genre de vie, sera parfois un *petit bourgeois*) plutôt qu'à l'*homme du peuple*; nous devons le vérifier. Il reste que des auteurs spécialistes de la question voient là une *législation de classe* (2).

Inutile de pousser plus avant notre enquête; la presse, le théâtre, la chanson (populaire surtout), l'iconographie, nous montreraient à chaque pas, implicitement et explicitement, la reconnaissance de la notion de classe, comme réalité sociale actuelle.

Nous sommes donc en droit d'affirmer que, dans la société envisagée, il existe bien des classes sociales.

II. *Enumération et description sommaires. — Hypothèse fondamentale.*
— Ayant admis, comme méthode, la possibilité d'interroger toute source se montrant susceptible d'éclairer la zone étudiée, nous ne pouvons envisager le problème de la même manière que si nous avions limité à l'avance nos sources possibles. Dans ce cas, nous commencerions l'étude de celles-ci à la recherche du phénomène *classe*, présumé s'y devoir rencontrer.

En fait, c'est bien ainsi que nous avons procédé pour l'étude du droit et de certaines archives.

Mais pour les autres sources, la littérature sociale, notamment, pour le dépouillement des importants répertoires bibliographiques que nous devons être appelée à consulter, il importait que nous sachions non seulement ce que nous entendions approximativement par une classe, mais s'il y avait de telles classes dans le groupe social étudié, et encore ce que devaient être, ce qu'étaient probablement ces classes.

(1) Bernède (A.). *Marquise et gigolette*. — Lemonnier (C.). *La fin des bourgeois*. — Schalck de la Faverie (Mme F.). *Un déclassé*. — Trèves (F. de). *Pauvre ouvrière*, etc...

(2) Scelle. *Le droit ouvrier* (Coll. A. Colin).

Expliquons-nous clairement. Comment pourrions-nous savoir qu'un ouvrage intéressant *les ouvriers* ou *la bourgeoisie* a quelque lien avec notre travail, si nous n'étions en droit de présumer qu'il existe une classe ouvrière et une classe bourgeoise; que les termes *ouvriers*, *bourgeois*, appellent l'idée de classe.

Il importe donc d'énumérer les classes probables ou du moins possibles, ou, si l'on préfère, de construire un plan hypothétique de la société française contemporaine segmentée en classes (1).

Plan hypothétique, disons-nous bien, base pour l'établissement du plan méthodique efficace, mais que notre étude doit confirmer, préciser (ou infirmer sur certains points).

Sur quoi établirons-nous ce plan ? Sur notre expérience antérieure; cette expérience dont nous ne pouvons faire notre source unique, mais à laquelle (nous l'avons dit déjà) nous ne pouvons refuser la valeur d'un document et d'un document de première importance.

Combien y a-t-il de classes dans la France contemporaine ? Comment pouvons-nous nommer et définir chacune de ces classes ?

Toute la littérature sociale, depuis le début (ou, tout au moins, le second quart) du XIX^e siècle, est pleine de l'idée d'opposition entre deux classes rivales : la bourgeoisie ou classe capitaliste, privilégiée d'aujourd'hui, le prolétariat ou classe ouvrière qui prend conscience d'elle-même, tendant à supplanter la classe dominante actuelle.

Le concept de la dualité des classes; la façon dont chacune d'elles est conçue, l'idée de lutte même, surtout sous la forme extrême et typique que lui a donné le marxisme, nous avons étudié tout cela sous le nom de classes idéologiques. Quant à ce que nous appellerons classes vivantes, véritablement partie de la réalité, elle ne nous apparaît pas comme analogues aux classes idéologiques.

M. Goblot a bien marqué cette dualité entre les deux concepts, le concept idéologique identifiant arbitrairement le social à l'économique. Il ne prend pas, dit-il, le nom de « bourgeois » dans l'acception spéciale que lui donne la langue socialiste » (2).

« Né dans les cités industrielles, dit toujours M. Goblot, le socialisme raisonne et parle comme si le monde n'était composé que d'usines. Il divise la société en capitalistes et prolétaires, employeurs et salariés, profiteurs et travailleurs. Le bourgeois, c'est le patron, l'ingénieur, le banquier, le rentier, le riche. A ce compte que suis-je donc, moi qui écris ces lignes ? Patron ? Capitaliste ? Non certes ! Rentier ? Oh ! si peu ! Profiteur ? Pas que je sache. Je suis sûrement salarié, car je vis de mon travail... » (3).

« En fait, dit plus loin le même auteur, ni les classes ni les sous-classes

(1) Et il sera nécessaire de procéder de la même manière pour toute autre société étudiée.

(2) Nous disons *idéologique* de préférence à *socialiste*, car la conception qui se trouve à l'état pur dans le marxisme déborde de beaucoup les doctrines *socialistes*.

(3) *Op. cit.*, p. 8.

ne coïncident avec des degrés de richesse : il y a des bourgeois pauvres, qui restent bourgeois malgré leur pauvreté ; il y a des riches dans les classes populaires, et ils peuvent être fort riches sans devenir bourgeois » (1).

Nous sommes, d'une façon générale, de l'avis de M. Goblot. On peut rester bourgeois en étant pauvre (2), on peut être riche et ne pas être admis au titre de pair par la société bourgeoise (3).

Cependant, nous l'avons vu, en dehors des créateurs de systèmes, toujours suspects de conceptions à priori, des esprits positifs n'adoptent pas ce point de vue et font du degré de fortune l'élément principal, sinon le seul élément de la division en classes.

Notre société industrielle fait une grande part à l'économique.

Elle réalise, sinon entièrement, du moins, dans une mesure importante, l'idéal de la *société économique* que Spencer opposait à celle de type militaire. S'il est un temps où les classes aient pu se constituer en fonction de la richesse, c'est bien le nôtre (4).

Mais, que la société française actuelle (et, plus généralement, la démocratie industrielle occidentale) représente un milieu favorable à la création d'un système de classes à base purement économique, ceci n'implique pas que ce système existe.

En fait, bien des influences s'opposent à la prépondérance absolue des forces économiques.

Les croyances, les modes de pensée, les survivances traditionnelles jouent un rôle efficace de contre-poids.

L'avènement des puissances économiques est un phénomène limité dans le temps; qu'il puisse avoir exercé son influence sur tous les domaines de la vie sociale, jusque sur les modes de pensée, cela n'est pas douteux ; mais cette influence ne peut s'exercer qu'à l'intérieur de cadres déjà tracés, sur une matière sociale déjà travaillée, organisée.

Retenons que la plupart des sociologues reconnaissant la réalité morphologique des classes sociales, indépendamment des conditions purement économiques, certains auteurs cependant ramènent la classe à une hiérarchisation selon la richesse (quitte à admettre, ensuite, la formation d'autres caractères différentiels à l'intérieur des groupes ainsi constitués) (5).

Remarquons que ces auteurs, non suspects de *marxisme* en tant que doctrine d'action, ont, de la société, une conception voisine de celle de Marx.

(1) *Op. cit.*, p. 19.

(2) A condition toutefois, de ne pas tomber jusqu'à l'extrême misère, ni même la misère qui s'affiche, car la chute est alors, pour le bourgeois, non seulement économique mais certainement sociale.

(3) Notre expérience de la vie bourgeoise provinciale infirme sur ce point l'opinion de M. Martin-Saint-Léon qui admet qu'un certain degré de fortune suffise à conférer le titre de bourgeois.

(4) C'est pourquoi le point de vue de M. Simiand est parfaitement soutenable, quoique l'épreuve des faits doive l'infirmier partiellement.

(5) Cf. van Overbergh, *op. cit.*

Dans ce fait, pouvons-nous voir une indication d'évolution dynamique des classes dans le sens de la fusion entre ce que nous avons appelé classes idéologiques et classes vivantes ? Il nous est impossible de résoudre cette question à priori.

Peut-être, quoique classes vivantes et idéologiques soient distinctes, n'y a-t-il dans la réalité vivante que deux classes principales, encore qu'elles ne correspondent pas aux groupes à base matérielle du marxisme. M. Goblot semble le penser, et il ne repousse le dualisme artificiel : *capitalisme-classe ouvrière* que pour lui substituer le couple : *bourgeoisie-peuple* (1).

Bourgeoisie-peuple, ce sont là des entités réelles, que, du moins, bien des faits nous autorisent à tenir pour réelles.

Mais ces deux classes principales épuisent-elles toute la matière humaine de la société ?

Et même, à l'intérieur du peuple comme à l'intérieur de la bourgeoisie, certaines sous-classes ne sont-elles pas susceptibles d'acquérir des caractères différentiels assez accentués pour segmenter la classe en plusieurs nouvelles classes autonomes ?

Nous devons donc :

1° Rechercher les classes existant en dehors de la bourgeoisie et du peuple ;

2° Admettre la non-homogénéité possible des deux classes hypothétiques principales, obligeant à une nouvelle décomposition en plus de deux classes.

Nous pouvons admettre comme classes possibles, en dehors de la bourgeoisie et du peuple (et ce, pour limiter de façon raisonnable le champ de nos hypothèses) :

a) une survivance des deux premiers ordres de l'ancien régime (noblesse et clergé) ;

b) des groupes correspondant aux grandes fonctions sociales, celles-ci pouvant se ramener approximativement à la segmentation en quatre castes principales de l'Inde, correspondant elles-mêmes à quatre types humains (2) :

Fonction sacerdotale-intellectuelle-pédagogique (pouvant être segmentée en trois classes correspondant à ses trois attributs) ;

Fonction politico-militaire ;

Fonction économique (pouvant donner des groupes différenciés : commerce, industrie, finance, agriculture) ;

Fonction serviles.

Nous pouvons donc admettre la possibilité des classes suivantes :

- 1) Classe sacerdotale,
- 2) Classe intellectuelle (science pure, philosophie),
- 3) Classe universitaire,
- 4) Classe dirigeante,

(1) *Op. cit.*, p. 18.

(2) Types morphologiques, physiologiques, psychologiques, mais non point races.

- 5) Classe militaire,
- 6) Classe commerciale,
- 7) Classe industrielle,
- 8) Classe financière,
- 9) Classe agricole,
- 10) Classe pouliaire.

Notons que la classe 1 correspond au clergé de l'ancien régime, les classes 4 et 5 à la noblesse, en principe. La recherche des survivances possibles de ces deux groupes à l'état de classes est donc incorporée à la recherche des groupes correspondant aux principales grandes fonctions sociales.

Nous pouvons éliminer la classe 2. Dans la société que nous étudions il n'y a évidemment pas de classe intellectuelle. Il y a des professions nécessitant une formation et l'exercice des facultés intellectuelles : ce sont les *professions libérales*, professions-types de la bourgeoisie française moderne.

Les penseurs purs sont presque tous à classer dans le groupe 3 (universitaires); les quelques isolés restant en dehors (à supposer qu'ils ne soient pas tous bourgeois) ne forment certainement pas une classe différenciée et homogène.

Nous éliminerons aussi le groupe 4, ou plutôt nous remplacerons *classe dirigeante* par *noblesse* et nous classerons dans ce groupe les survivants possibles de la noblesse d'ancien régime.

En effet, le régime démocratique exclut l'idée d'une classe détenant le monopole des fonctions publiques. Cependant, dira-t-on, l'expression de *classe dirigeante* ou plutôt *classes dirigeantes* est toute moderne. Sans doute, mais elle ne signifie pas une classe dont la fonction exclusive soit la direction des affaires publiques. Quand on parle des *classes dirigeantes* on entend dire que certaines classes (ou certains sous-groupes d'une certaine classe, en fait la bourgeoisie) ont en quelque sorte le monopole d'exercer le pouvoir.

Mais il ne s'agit ni d'une classe, ni de plusieurs classes spécialisées dans l'exercice du pouvoir.

Les groupes 6 et 7 comprennent des individus à classer dans la bourgeoisie au-dessus d'un certain niveau (1), à rejeter dans le peuple au-dessous. Le boutiquier, l'artisan, le tout petit industriel qui est presque un artisan, sont des représentants de la classe populaire, du moins d'après notre expérience personnelle, nous les tiendrons pour tels jusqu'à infirmation de nos idées par les faits (2).

Certains commerçants, aisés, riches même, ne sont cependant pas des bourgeois; sont-ils encore du peuple? C'est là que la question est difficile à trancher et qu'il faudra peut-être admettre l'existence d'une classe intermédiaire. En tous cas, l'exercice des différentes fonctions économiques, pas plus que l'obtention d'un degré de richesse déterminé dans ces fonctions, n'impliquent le groupement en classe.

La classe 8 semble devoir être comprise dans la bourgeoisie.

(1) Et, ici, l'élément fortune peut intervenir, mais sans être prépondérant.

(2) Cf. Martin-Saint-Léon, *op. cit.* Opinions non conformes à la nôtre.

La classe 9 (agriculture) sera assimilée au peuple. Les propriétaires, au-dessus d'un certain niveau économique, seront presque tous des bourgeois (ou des représentants de l'ancienne noblesse).

La classe 10 (peuple) de beaucoup la plus nombreuse, comprendra tous les ouvriers, travailleurs agricoles, petits propriétaires faisant valoir eux-mêmes, petits et moyens commerçants, artisans.

Notre première liste, modifiée, devient donc :

- 1) Classe sacerdotale,
- 2) Classe universitaire,
- 3) Classe noble,
- 4) Classe militaire,
- 5) Classe bourgeoise (bourgeoisie économique et professions libérales),
- 6) Classe populaire.

Cette nomenclature n'envisage cependant pas toutes les fonctions sociales.

La fonction juridique n'y trouve pas place. Elle peut être exercée soit par la caste sacerdotale, soit par la caste dirigeante. Dans notre société, elle est évidemment intégrée à la bourgeoisie, de même que le barreau, les fonctions d'officiers ministériels, les médecins et tout ce qu'on est convenu de ranger parmi les *professions libérales*.

Que sont donc ces professions ? La démarcation n'est pas toujours très nette.

Un pharmacien, tenant boutique, est-il un commerçant ou exerce-t-il une profession libérale ? Les deux points de vue sont également soutenus, et, semble-t-il, avoir raison (1).

Un ingénieur, employé dans une usine, exerce-t-il une profession libérale ? Non, sans doute, si l'on implique par là celui qui jouit d'une certaine indépendance. Doit-il, comme salarié, être assimilé au personnel ouvrier de l'usine ?

En fait, pour répondre, il faudra considérer la formation de l'ingénieur, son rôle dans l'usine, et, peut-être, élément extra-professionnel, la façon dont il vit. Quoi qu'il en soit, et quel que puisse être le caractère subalterne de sa situation de début, l'ingénieur sortant des grandes écoles devra être assimilé au groupe des professions libérales, c'est-à-dire à la bourgeoisie.

Les fonctionnaires proprement dits (à l'exclusion de l'armée, la justice, l'enseignement) pourront être répartis sur trois étages. Les hauts fonctionnaires appartiennent à la bourgeoisie, les petits fonctionnaires au peuple. Quant à ceux qui se trouvent à l'étage moyen, leur position est assez difficile à définir et nous pensons qu'il y a lieu de les classer dans une classe spéciale, avec la majorité des employés du commerce et de l'industrie. Ces fonctionnaires, ces employés, le plus souvent populaires par leur origine, exerçant des fonctions de nature servile, ayant cependant un idéal de vie bourgeoise, tendent à s'assimiler à la bourgeoisie, du moins à la copier. Ils forment un

(1) L'étude du droit pourra nous aider, mais c'est insuffisant.

groupe que nous appellerons provisoirement l'*inter-classes*, c'est-à-dire classe intermédiaire entre la bourgeoisie et le peuple (1).

Nous avons maintenu le groupe 2 (groupe 3 de la première liste) devant comprendre les universitaires. Mais, est-il légitime de classer les instituteurs primaires avec les professeurs d'université ?

Les uns ne sont certainement pas assimilables aux autres. Ils n'ont ni le même genre de vie, ni les mêmes alliances de famille, ils ne jouent pas aux yeux du *monde* un rôle analogue et le *monde* ne leur fait pas la même place.

L'instituteur tient au peuple, le professeur d'enseignement secondaire ou supérieur, même s'il sort, lui aussi, du milieu populaire (et, plus souvent que le primaire, il est fils de bourgeois) doit, bon gré, mal gré, s'intégrer à la bourgeoisie.

Notre groupe universitaire se disloque donc à son tour. D'un côté, les maîtres primaires, de l'autre les *professeurs* de différentes zones, qui rejoignent le groupe de la bourgeoisie.

Est-ce à dire que les instituteurs doivent être réunis au peuple ?

Beaucoup, parmi eux, ont un *salon*, une *bonne*, un piano, voire une automobile. Leurs enfants, s'ils n'adoptent pas à leur tour la carrière de l'enseignement primaire, se dirigent vers les carrières libérales, les grades universitaires supérieurs.

Dans certaines régions, la famille de l'instituteur fréquente la société bourgeoise ; cela dépend des localités et tient plus à des tendances politiques ou religieuses qu'à des considérations de classe.

Dans un bourg, une petite ville *bien pensante*, on ne voit pas l'insti-

(1) Niceforo, pour l'étude anthropologique des classes, a divisé d'abord la société en deux groupes. D'une part, ce que le langage courant appelle « classes populaires, bas peuple, classes pauvres, classes ouvrières, ou simplement peuple » (*Les classes pauvres*, p. 4) ; d'autre part, la « classe aisée ».

Pour les recherches pratiques, on a appelé enfants des « classes pauvres » ceux des ouvriers ; enfants « aisés » ceux « ...des hommes exerçant les professions libérales, ou des commerçants, ou des employés, ou des rentiers... » (*Op. cit.*, p. 10).

Puis, on a fait une nouvelle comparaison par l'intervention d'un groupe intermédiaire, formé en détachant de la classe aisée, les petits commerçants et les petits employés. (*Op. cit.*, p. 39).

Il y a là quelque chose d'analogue à notre *inter-classes*. Cependant, nous classons les petits commerçants dans le peuple. D'autre part, nous ne pensons pas que « classes pauvres » soit synonyme de « peuple », encore moins qu'on puisse assimiler les termes « peuple » et « bas-peuple » qui indique une sous-classe possible de la grande division « peuple », ou même une partie des « hors-classes ». Mais ne nous arrêtons pas trop à cette classification sans portée générale, établie en vue de recherches pratiques limitées et définies, et qui, en principe, ne concerne pas la France.

Notons cependant, car ce n'est pas sans intérêt, que certains caractères anatomo-physiologiques étant reconnus comme régressifs de la classe aisée à la classe pauvre, si au lieu de deux groupes on en fait trois (*inter-classes*)... « les différents degrés de mensurations se disposent en échelle, suivant l'échelle de l'aisance »..., p. 72.

tuteur et l'institutrice (1), on ne les considère pas cependant comme des *gens du peuple*. Pas davantage, du reste, et nulle part, comme des *gens du monde*.

La conception que les instituteurs ont eux-mêmes de leur place dans la société est variable.

Tel maître campagnard, allié à des familles d'ouvriers ou de petits propriétaires, ayant des goûts simples, vit très près du peuple.

Les directeurs des grandes écoles parisiennes, par contre, ont presque tous le désir de vivre bourgeoisement et la conviction d'appartenir à la bourgeoisie au moins moyenne.

La question se complique si nous voulons classer les professeurs de l'enseignement primaire supérieur, les maîtres des cours complémentaires. Il semblerait à priori que nous devrions les ranger parmi les bourgeois, avec les maîtres de l'enseignement secondaire. Quelques-uns d'entre eux, cependant, ne vivent pas bourgeoisement. Et, aux yeux de certains bourgeois (et de la plupart des professeurs secondaires) ils restent toujours des *instituteurs*.

Quelle conclusion tirer de ces constatations ?

Pour les instituteurs, comme pour les employés et pour les fonctionnaires moyens, nous devons créer un groupe spécial. Sera-ce l'*inter-classes* déjà prévue ? Il nous semble plus arbitraire encore d'assimiler les instituteurs à ce groupe que de les placer dans le peuple ou dans la bourgeoisie.

Force nous est, à titre provisoire tout au moins, de créer une seconde *inter-classes*, que nous nommerons *inter-classes universitaire*.

Les professeurs de l'enseignement technique, enseignement des beaux-arts, de la musique, etc., seront, suivant les cas, rangés parmi les bourgeois ou avec les instituteurs.

La classification envisagée englobe à peu près toutes les grandes fonctions et tous les types sociaux.

Il resterait à classer les artistes, les littérateurs, les acteurs.

Certains artistes sont considérés comme bourgeois ou universitaires, d'autres resteront nettement populaires.

Admettons que notre classification laisse à l'écart quelques cas douteux, dont la solution immédiate est peu importante.

Admettons aussi, en-dessous de la classe populaire, une section des *hors-classes* où seront groupés les individus vivant en marge des cadres réguliers, nomades, romanichels, etc...

Nous aboutissons donc à la nomenclature suivante :

- 1) Classe sacerdotale;
- 2) Classe universitaire;
- 3) Classe noble;

(1) La bourgeoisie *bien pensante*, éventuellement, reçoit les maîtres et maîtresses de l'école libre (il ne s'agit cependant pas, en général, de relations impliquant une complète égalité).

- 4) Classe militaire;
- 5) Classe bourgeoise (bourgeoisie économique et professions libérales, magistrats, hauts fonctionnaires);
- 6) Classe populaire (ouvriers, paysans, petits propriétaires, petits et moyens commerçants, artisans, petits industriels, petits fonctionnaires);
- 7) Inter-classes (employés du commerce, de l'industrie, de la banque, moyens fonctionnaires);
- 8) Inter-classes universitaire;
- 9) Hors-classes.

Mais, si nous avons senti le besoin de classer les instituteurs primaires dans un groupe mi-bourgeois, mi-populaire, c'est qu'il n'existe pas de classe universitaire, les professeurs étant des bourgeois. La classe 2 est donc supprimée, ou plutôt intégrée à 5.

La classe 3 (noblesse, devant devenir la classe 2) nous semble devoir être maintenue. L'ancienne noblesse est certainement encore vivante et tend à affirmer sa vitalité, à se séparer nettement de la bourgeoisie (1).

Il n'y a pas lieu de maintenir le groupe 4. La Troisième République française n'a pas créé une nouvelle aristocratie militaire. Les officiers, selon leur origine, seront classés avec la noblesse ou la bourgeoisie.

Cependant, il y a dans l'armée un esprit de corps tendant à l'isolement. Le monde militaire existe, mais aussi le monde universitaire, le monde des magistrats, ou le monde de la finance.

La base de ces groupes n'est pas toujours la notion purement corporative, professionnelle, mais plutôt l'idée de fonction. Cependant, il n'y a pas classe puisque l'assimilation reste possible entre les membres de ces différents groupes, puisque, entre les groupes, des alliances et des relations existent.

En ce qui concerne la classe 1, il nous est plus difficile de nous prononcer.

M. Goblot semble faire du sacerdoce une simple profession, une profession intellectuelle, puisqu'après avoir déclaré que « ...tout universitaire éprouve quelque fierté à penser que les émoluments qui assurent son existence ne représentent pas la valeur de ses services », il ajoute : « le magistrat, le militaire, le prêtre, ont le même sentiment. La médiocrité de leur situation leur est une garantie qu'ils ne vendent pas la science, la justice, le sacrifice de leur vie, le salut des âmes ». « Naturellement, dit-il encore, les intellectuels sont des bourgeois, s'ils l'étaient déjà par leur rentes, leur famille, le milieu social d'où ils sont sortis. S'ils ne le sont que par leur profession, ils sont des bourgeois assez médiocres » (2).

(1) M. Martin-Saint-Léon dit que la noblesse « ...n'a plus guère d'existence actuellement qu'au point de vue mondain, mais ne forme plus une classe à part dans la Nation, en ce sens qu'il n'existe plus un groupement d'intérêts, une solidarité économique et sociale, un programme d'action propre à l'aristocratie de naissance. » Il voudrait donc faire de l'ancien ordre privilégié une subdivision d'importance minime, soit de la classe riche, soit de la classe moyenne. (*Op. cit.*, p. 42).

(2) *Op. cit.*, p. 52.

Cependant, dans l'ensemble, on ne peut assimiler le sacerdoce à une profession. Encore bien moins la vie monacale. Le sacerdoce est une fonction plus encore que la vie militaire.

Mais, est-ce une classe ?

Notons que là où il existe une *caste sacerdotale* fermée, cette caste comprend des familles entières. Le prêtre catholique, célibataire, ne fonde pas de famille (le cas des prêtres ordonnés étant veufs ou ayant eu précédemment des enfants est rare); on pourrait cependant imaginer des familles sacerdotales dans lesquelles une partie des fils deviendraient obligatoirement prêtres. En fait, cela n'existe pas chez nous et cela n'existait même pas sous l'ancien régime.

Le clergé constituait un ordre, en tant que pourvu de privilèges spéciaux, mais l'ordre, nous l'avons déjà fait remarquer, n'était pas l'équivalent de la classe.

Au moment où l'idée de classe déborde celle d'ordre ou état, au début de la Révolution, nous voyons le clergé se séparer en plusieurs étages qui épousent respectivement les doléances et les revendications des classes auxquelles leur situation les rattachent.

Il n'y a jamais eu en France de classe sacerdotale, il n'y en a pas actuellement, du moins en ce qui concerne le clergé catholique (1).

D'autre part, nous l'avons dit, la fonction sacerdotale nous semble avoir un caractère qui la place au-dessus de la profession.

Aussi, à titre provisoire, et simplement comme indication d'une possibilité de division dépassant la corporation sans aller jusqu'à la classe, nous maintiendrons le groupe I en remplaçant l'indication *classe* par *fonction*.

Voici donc notre tableau hypothétique sous sa forme définitive :

- 1) Fonction sacerdotale;
- 2) Classe noble;
- 3) Classe bourgeoise (bourgeoisie économique et professions libérales, magistrats, officiers, hauts fonctionnaires);
- 4) Inter-classes (employés du commerce, de l'industrie, de la banque, moyens fonctionnaires);
- 4 bis) Inter-classes universitaire (instituteurs);
- 5) Classe populaires (ouvriers, paysans, petits propriétaires, petits et moyens commerçants, artisans, petits industriels, petits fonctionnaires);
- 6) Hors-classes.

Nous avons donc 7 groupes, représentant 5 classes et deux groupes (en tête et en fin de liste), n'étant pas complètement assimilables à des classes.

(1) M. Martin-Saint-Léon, recherchant les survivances possibles des anciens ordres dans le système des classes modernes, dit que le clergé constitue encore un « ... grand corps moral... se distinguant du reste de la Nation »... mais pas une classe. (*Op. cit.*, p. 41). A cet égard, nous sommes pleinement de son avis.

Cinq classes, cela fait trois de plus que ne veut la division classique en bourgeois et classe populaire (1).

Il peut exister aussi des sous-classes. Mais, dans la recherche de celles-ci, il y a deux écueils à éviter : celui de négliger des divisions réelles; celui, plus dangereux, de segmenter à l'excès, qualifiant sous-classes des groupes à caractères professionnels, locaux, etc...

Provisoirement, nous ne subdiviserons que la bourgeoisie en *haute*, *moyenne* et *petite* (2).

Description sommaire des classes. — Nous devons, de ces classes présumées réelles, fixer au moins quelques traits distinctifs, afin que notre tableau ne reste pas une simple nomenclature.

1. — *Fonction sacerdotale.* Il ne peut s'agir, avons-nous dit, d'une classe au sens strict du mot.

Le prêtre reste vraisemblablement membre de la classe d'origine à laquelle il tient par sa famille (noblesse, bourgeoisie grande ou petite). S'il est d'origine populaire (ce qui est fréquent) sa fonction le fera monter dans la petite bourgeoisie.

Nous maintenons cependant ce groupe I en admettant que plusieurs questions peuvent se poser à propos de son existence.

(1) Remarquons qu'au point de vue *numérique* les deux classes bourgeoise et populaire sont, de beaucoup, les plus importantes.

(2) Voici la classification proposée par Malato :

Haute bourgeoisie,
Moyenne bourgeoisie,
Petite bourgeoisie,
Prolétariat salarié,
Réfractaires,
Mendicat. (*Op. cit.*, p. 14).

Par Fr. Simiand :

Classe ouvrière,
Classe paysanne,

Classe bourgeoise	{	Petite bourgeoisie,
		Bourgeoisie moyenne,
		Grande bourgeoisie,
		Catégorie des magnats. (<i>Op. cit.</i> , pp. 447-476).

Par L. Stoddard :

Classe des paysans,
Classe des ouvriers urbains,
Classes moyennes,
Classe des intellectuels,
Classes supérieures.

Social classes in post-war Europe. Les classes moyennes, d'après cet auteur, comprendraient les employés, membres des professions libérales, commerçants, fermiers. (*Op. cit.*, p. 81). Cet ouvrage, bien que s'appliquant, en principe, à toute l'Europe, étudie surtout l'Europe Centrale et le Royaume Uni.

Et. Martin-Saint-Léon subdivise la bourgeoisie en haute, moyenne et petite (la première subdivision constituant la classe supérieure, les deux autres, la classe moyenne). *Op. cit.*, p. 45.

2. — *Classe noble*. Nous ne subdiviserons pas la noblesse, admettant cependant qu'une subdivision pourra s'imposer après étude des faits.

Il y a la noblesse authentique et celle qui ne l'est pas. La fausse noblesse n'est, le plus souvent, qu'une bourgeoisie à peine déguisée et qui, en tant que classe, reste bourgeoise.

L'usage de faire suivre son nom d'une particule et d'un nom de propriété ne confère aucune noblesse et ne fait-illusion à personne.

Il y a aussi la noblesse d'empire et la plus récente noblesse romaine. Les membres de l'une et de l'autre, du moment qu'ils sont admis (même avec restriction ou prestige légèrement diminué) dans la société aristocratique, doivent être considérés comme nobles.

Quant aux petits nobles, à la situation de fortune parfois précaire, vivant modestement et ne voyant que la bourgeoisie (du moins, de façon habituelle), ils sont devenus bourgeois de la même manière que certains bourgeois déclassés se sont intégrés dans le peuple.

La noblesse ne subsiste qu'en tant qu'elle s'isole en s'appuyant sur une conception de la vie sociale qui n'est pas celle de la société bourgeoise. Elle cesse d'être noblesse dans la mesure où elle cesse de vivre et de penser en noble (1).

Il y aura d'ailleurs lieu de voir (la noblesse française étant fondée sur l'idée de race, d'hérédité physique) dans quelle mesure des notions d'orgueil familial, des préoccupations relatives à l'origine, peuvent subsister plus ou moins ouvertement dans des familles d'origine noble qui semble complètement intégrées à la bourgeoisie.

3. — *Classe bourgeoise*. Nous subdivisons donc momentanément la bourgeoisie en haute, moyenne et petite. Il reste entendu que nous prévoyons la possibilité d'étendre notre subdivision, tant en intercalant des échelons intermédiaires au point de vue hiérarchique, qu'en reconnaissant l'existence de groupes fermés formant sous-classes, situés au même étage (ou à peu près).

4 et 4 bis. — *Les deux inter-classes*. Nous ne les subdiviserons pas puisque nous avons créé ces dénominations pour ranger des individus dont la place n'était exactement dans aucune autre classe, mais étaient nettement assimilables entre eux au point de vue de la hiérarchie sociale.

Ces groupes étant en équilibre instable entre le peuple et la bourgeoisie, tenant par les alliances à l'une et à l'autre des classes principales, parfois aux deux à la fois, tout ce qui dépasse la moyenne du groupe doit être relevé jusqu'à la bourgeoisie, tout ce qui est au-dessous doit être rejeté dans le peuple.

En ce qui concerne l'inter-classes des employés, remarquons que nous devons d'emblée classer dans le peuple tous les employés vivant d'une façon

(1) Ce qui n'implique aucune opinion politique déterminée. Saint-Simon, prêchant l'avènement du règne populaire et méprisant les titres, mais se flattant d'une parenté vraie ou supposée avec Charlemagne, *pense* en noble, alors que tels monarchistes sont *peuple* dans tous leurs sentiments.

absolument populaire, fréquentant exclusivement (comme relations de famille ou d'amitié) des gens du peuple.

Par contre, certains bourgeois ayant dû adopter de modestes fonctions bureaucratiques et, malgré ce demi-déclassement professionnel, ayant évité le déclassement social, vivant au milieu d'une famille bourgeoise ayant conservé des relations dans la bourgeoisie, sont toujours des bourgeois.

Il est à remarquer du reste que ces personnes s'isolent en général dans leur milieu professionnel, évitant de se lier avec leurs collègues, indiquant par leur attitude qu'ils entendent ne pas s'intégrer réellement dans le groupe où la nécessité les place pour leur travail.

Il est à remarquer aussi (et ce point, pour être confirmé, mériterait une étude spéciale) que le type bourgeois-employé est plus souvent féminin que masculin.

Si les professions déclassent plus qu'elles ne classent, elles déclassent moins les femmes que les hommes.

Sans doute, à l'époque où débute notre étude (car, en 1930, il n'en est plus ainsi), la véritable bourgeoise devait s'abstenir de tout travail rétribué. Cependant, la personne qui « avait eu des revers », pouvait, sans se déclasser absolument, adopter une carrière modeste. Du reste, elle ne pouvait viser rien de plus haut, sa culture, qui tendait surtout à la vie mondaine, ne la préparant pas aux professions libérales qui lui étaient du reste peu accessibles.

Mise inopinément en devoir de gagner sa vie, elle devenait employée, entrait dans une des rares administrations où elle avait accès (les Postes, par exemple); elle n'allait plus dans le monde parce qu'elle n'en avait ni le temps ni les moyens, mais elle conservait ses relations bourgeoises de famille ou d'amitié.

Bourgeoise pauvre, pauvre honteuse, elle restait bourgeoise et le faisait sentir; on la plaignait en lui conservant la *considération* (un peu diminuée, sans doute, mais nuance trop subtile et pas assez avouée pour être la marque nette du déclassement).

Après la guerre et les années qui ont suivi, cette situation s'est renforcée. Le nombre des bourgeoises qui travaillent a beaucoup augmenté.

Dans bien des familles où la mère est toujours une bourgeoise menant une vie relativement mondaine, le fils se dirige vers la médecine ou la magistrature, tandis que la fille devient secrétaire d'un chef commercial (que l'on ne fréquenterait peut-être pas volontiers dans sa famille) ou *com-mise* d'administration.

Le développement des œuvres sociales, la création de foyers pour étudiantes, femmes isolées, etc..., a nécessité la création de nombreux postes nouveaux, certains importants, comportant initiative et responsabilité, d'autres fort modestes, mais pouvant, les uns aussi bien que les autres, être occupés par des personnes de la bourgeoisie.

Nous enlevons donc à l'inter-classes des employés un assez grand nombre de membres.

Quant à l'inter-classes universitaire, nous la maintenons aussi sans subdivision, mais nous lui laissons (momentanément du moins) tous ses membres. Il se peut que ce groupe, dans son ensemble, doive être intégré dans la petite bourgeoisie. Mais ne nous hâtons pas de conclure à une absorption de ce genre.

La petite bourgeoisie française est certainement d'un niveau plus élevé que celle de certains pays étrangers où il semble qu'elle comprenne de tout petits commerçants et des artisans (1).

5. — *Classe populaire*. Celle-ci aussi doit être sans division.

Il y a dans le peuple bien des degrés de fortune, de culture, des professions disparates; la différence est grande entre le terrassier écrasé par un labeur machinal et le typographe à l'intelligence affinée; la façon de se vêtir, de se loger, de comprendre la vie, n'est pas partout la même; cependant, nulle part les différences ne nous semblent assez marquées, assez profondes, pour sectionner la masse.

Les caractères qui pourraient distinguer sont relativement superficiels, ceux qui assimilent sont essentiels (2).

Comme la noblesse, et bien davantage que la bourgeoisie, le peuple constitue une classe homogène; mais, tandis que la noblesse, à défaut de privilèges réels, se cramponne à l'idée de privilèges spirituels, la classe populaire est essentiellement caractérisée par l'absence de tout privilège.

Elle est la classe *commune*, c'est-à-dire celle où se retrouvent tous les individus qui n'ont pu affirmer une supériorité sur le plan du prestige social (3).

La législation sociale, toutes ces dispositions prises pour améliorer le sort du travailleur, constituent-elles des privilèges de classe ?

Privilèges négatifs, en tous cas, mécanismes de défense qui font plus nettement sentir la situation subordonnée.

Puis, n'oublions pas que *peuple* n'est pas synonyme de *classe ouvrière*, encore moins de *classe des travailleurs* prise dans son ensemble.

Les lois du travail peuvent favoriser certains salariés que nous n'hésiterons pas un instant à qualifier de bourgeois; réciproquement, elles peuvent intervenir pour limiter l'autorité du petit patron populaire.

Encore une fois, classes idéologiques et classes réelles ne sauraient être confondues.

(1) Notamment en Belgique et aussi, paraît-il, dans certains pays slaves (Pologne, etc.). — Cf. *Congrès de l'Association des classes moyennes*. — Cf. aussi Stoddard, *op. cit.*

(2) Notre opinion n'est pas partagée par tout le monde et il se peut que nous soyons amenée à admettre une subdivision de la classe populaire. Mais nous ne pouvons postuler cette subdivision à-priori.

(3) Ce qui n'exclut pas la reconnaissance de supériorités individuelles et même l'acquisition d'un certain prestige en fonction de ces supériorités, mais cela en dehors du plan purement social.

Le peuple, en tant que classe vivante, n'a pas de privilèges, il n'a pas de prestige; c'est pourquoi on désire beaucoup s'en évader.

On le renie facilement.

A-t-il une conscience de classe ? Non, si l'on accepte la conception socialiste. Oui, si l'on entend par conscience de classe le sentiment d'appartenir à un même groupe; les gens du peuple savent qu'ils sont du peuple, même (et peut-être surtout) quand ils voudraient en sortir (1).

6. — *Hors-classes*. De ce sixième groupe, nous ne dirons rien. Il est destiné à classer des individus restant en marge des cadres sociaux normaux.

Devant réunir des éléments très hétérogènes, il est probable qu'il pourrait être divisé, mais nous n'avons pas à prévoir ces divisions.

Dans le groupe des hors-classes nous pensons ranger surtout ceux qui se mettent hors-la-loi ou du moins sont suspects de ne respecter que médiocrement l'ordre établi (malfaiteurs de profession, déclassés vivant d'expédients et trafics inavouables, romanichels, mendiants, etc...).

Il y aura d'importantes particularités professionnelles, l'existence d'un ou de plusieurs milieux, non d'une classe.

(1) On pourrait cependant admettre une sous-classe ; le bas-peuple comprenant les individus exerçant des métiers déconsidérés (chiffonniers, etc.) et qui ne sont cependant pas, à proprement parler, des *hors-classes*.

CHAPITRE VIII

PRINCIPE DES CLASSES
CONCEPT DU MODE DE VIE

La définition très large de la classe que nous avons adoptée exclut la considération du ou des principes étayant la structure des classes. Mais, ces principes (race, richesse, considération attachée à certaines fonctions, etc...) pouvant varier d'une société à l'autre doivent être déterminés pour chaque société envisagée.

En ce qui concerne la France contemporaine, pas de castes fermées, gradations parfois subtiles, confusion possible entre zones plus ou moins élevées de classes voisines, évolution vers des conceptions nouvelles et survivance d'institutions de la période anté-démocratique; tout cela ne favorise pas la recherche du principe sur lequel reposerait le système.

A vrai dire, il ne semble pas qu'il y ait à proprement parler un système ni, par conséquent, un principe fondamental. Ce que nous devons atteindre, c'est la réalité des classes en elles-mêmes, leur substance vivante.

Lorsque nous saurons ce qui est propre à tout bourgeois, nous saurons pourquoi un individu est bourgeois.

Et à la question « Pourquoi y a-t-il une bourgeoisie ? » nous répondrons « parce que tels individus possèdent un certain nombre de caractères déterminés suffisant à les assimiler socialement ».

La recherche du principe (ou des principes) peut donc être utilement ramenée, au moins pour notre société, à la recherche des caractères essentiels.

M. Goblot a recherché ces caractères pour la bourgeoisie. Ce sont :

1° Un certain degré de *fortune*; la richesse, dans notre société, ne décide pas des rangs sociaux; « ce qui contribue à la démarcation, ce n'est pas tant la richesse que l'usage qu'on en fait; c'est pourtant aussi un degré de richesse : car un minimum de ressources est nécessaire pour vivre bourgeoisement » (1).

(1) *Op. cit.*, p. 32. — Cf. également son article de la *Revue d'économie politique*, déjà cité.

2° Une façon plus affinée de comprendre le confort matériel. C'est pour « vivre bourgeoisement » que quelques ressources sont nécessaires.

3° Le monopole de fait de certaines *professions* (les *métiers* étant réservés au peuple), celles qui comportent *initiative, commandement, intelligence, les professions libérales* (1).

4° La *distinction* « ...on a beau être savant, honnête et bon, on y est déplacé [dans le monde bourgeois] si l'on manque d'éducation, d'usage » (2).

M. Goblot étudie spécialement ce qui se rapporte au costume, mais laissant entendre évidemment que le domaine de la distinction est bien plus étendu.

5° Une *éducation morale* particulière à la classe (la morale bourgeoise est superficielle, conventionnelle, raffinée (3), « la politesse y tient une grande place » (4). Les vertus sont comprises dans la *tenue*).

6° Une *éducation intellectuelle*. L'enseignement secondaire et supérieur est un enseignement « bourgeois ». « ...La principale différence entre un bourgeois et un homme du peuple fut longtemps que le bourgeois savait, et même savait assez bien le latin (5) ». Le lycée fait de la bourgeoisie une « institution légale » (6).

« Le baccalauréat, voilà la barrière sérieuse, la barrière officielle et garantie par l'Etat, qui défend contre l'invasion. On devient bourgeois, c'est vrai; mais pour cela, il faut d'abord devenir bachelier (7) ».

7° Des prétentions *esthético-intellectuelles* qui semblent être restées étrangères à la bourgeoisie dans l'ensemble du XIX^e siècle et ne s'être affirmées que vers « l'avant-dernière décade de ce siècle » (8).

8° Une sorte de *dimorphisme sexuel* s'exprimant sous diverses formes (la bourgeoise « ne fait aucun travail rétribué », elle est « censée être un objet de luxe » (9); il y a « contraste entre l'austérité sombre du costume masculin et les élégances et l'éclat de la toilette féminine », culture différente pour les deux sexes, dualité de la moralité sexuelle, l'homme représente « la raison et l'autorité », « la femme ne perd pas de vue qu'elle est l'imagination, la sensibilité, la poésie et l'art » (10).

(1) *Op. cit.*, p. 49.

(2) *Op. cit.*, p. 62.

(3) *Op. cit.*, p. 89.

(4) *Ibid.*

(5) *Op. cit.*, p. 115.

(6) *Op., cit.*, p. 126.

(7) *Ibid.* — Cf. Vacher de Lapouge. *Systèmes et faits sociaux*, introduction, pp. XXI-XXII.

(8) *Op. cit.*, p. 145.

(9) *Op. cit.*, p. 34.

(10) *Op. cit.*, p. 138.

Ces caractères, la bourgeoisie tient à les affirmer pour se persuader et persuader des autres classes de sa valeur toujours discutable (1).

Les caractéristiques de la bourgeoisie seraient (en partie du moins) des acquisitions volontaires provenant d'une certaine *conscience de classe*.

Ces caractères distinctifs seraient en voie de régression, plus accentuée depuis la guerre (2).

Nous devons voir :

1° Si tous ces caractères nous semblent bien spécifiques de la bourgeoisie;

2° Si d'autres, également importants, n'ont pas été omis;

3° Si les caractères retenus pour caractériser la bourgeoisie peuvent, avec des degrés d'intensité différents, servir à tracer les limites entre les autres classes (ou les sous-classes de la bourgeoisie).

Fortune. — Si un certain minimum est nécessaire à la vie bourgeoise, la fortune n'est pas, en elle-même, un signe de bourgeoisie. Des bourgeois pauvres, très pauvres même, nous l'avons déjà dit, restent bourgeois, continuent, dans l'ensemble, à *tenir leur rang*. La misère seule décline sûrement le bourgeois. La pauvreté peut se cacher, non la misère. Il faut donc envisager, malgré tout, un minimum de ressources pour mener la vie bourgeoise, même en plaçant ce minimum assez bas. Cette considération nous amène aux autres caractères analysés par M. Goblot.

La *vie raffinée*, les *professions libérales*, la *distinction*, et même cette *éducation morale spécifique*, ces quatre caractères procèdent tous du même principe que le premier, ou, plutôt, de deux principes intimement liés : *affinement, indépendance*.

Nous disons indépendance plutôt que direction, car les professions libérales n'impliquent pas forcément un rôle de direction.

Nous admettons, dans l'ensemble, les vues de M. Goblot sur tous ces points, nos conceptions divergeant un peu dans le détail.

Instruction secondaire. — Ce sixième caractère ne peut être accepté sans réserves. Être bourgeois, c'est, avant tout, faire donner une éducation et une instruction bourgeoise à ses enfants.

Soit. Mais dans la bourgeoisie, surtout à la campagne (3), beaucoup d'hommes n'ont pas fait d'études secondaires.

Il n'est pas nécessaire d'être bachelier pour diriger des propriétés, ni

(1) Pour M. Martin-Saint-Léon, « le bourgeois est le citoyen qui se distingue de la masse de la population, soit par la supériorité relative de sa culture, de son éducation, du milieu social auquel il se rattache, soit par la possession d'un patrimoine minimum lui assurant, ainsi qu'aux siens, une certaine stabilité et une certaine sécurité d'existence. » *Op. cit.*, p. 44.

(2) *Op. cit.*, p. 155. Nous touchons ici la question du dynamisme social qui n'a pas à être envisagée dans ce préambule.

(3) Nous ne disons pas *bourgeoisie-paysanne* car l'on pourrait penser que nous parlons des paysans-propriétaires qui, même riches, sont du peuple.

pour occuper un poste important dans les affaires (nous ne pensons pas au commerce de détail qui, dans la société moderne, n'est pas bourgeois). Bien des chefs de famille sont devenus bourgeois (bourgeois moyens) en une génération (ou en partant de ce que nous avons appelé les inter-classes), ont adopté tous les usages de la bourgeoisie, sont reçus dans le *monde*, éventuellement dans la noblesse, et n'ont cependant pas fait d'études secondaires. Evidemment, ils ne s'en vantent pas.

Il y a aussi des fils de bourgeois qui ne réussissent pas à passer leur baccalauréat, ou même se montrent totalement inaptes à faire des études. Ils restent néanmoins bourgeois.

Certaines professions libérales sont accessibles aux non-bacheliers.

Il est certain qu'au regard de la bourgeoisie universitaire (ou, si l'on préfère, du milieu intellectuel), les professions qui supposent obligatoirement des études secondaires et supérieures auront plus de prestige que les autres; cela n'est nullement vrai aux yeux de la bourgeoisie prise dans son ensemble, ni surtout de cette portion de la moyenne et haute bourgeoisie qu'on appelle *le monde*.

Ainsi, la profession de pharmacien est médiocrement considérée. Pourtant, le diplôme de pharmacien est un de ceux (maintenant assez rares) pour lesquels le grade de bachelier soit absolument exigé, *sans aucune équivalence possible*.

Mais le pharmacien tient boutique et, pour la bourgeoisie moderne, le commerce de détail décline. Dans le monde, on s'alliera plus volontiers au non-diplômé exerçant une profession exclusivement bourgeoise (ou n'en exerçant aucune) qu'au bachelier qui tient boutique.

Si tous les bourgeois ne sont pas bacheliers, si certains bourgeois bacheliers n'ont droit, dans la société, qu'à une place très moyenne, il y a des bacheliers qui ne sont pas bourgeois du tout.

En ville, beaucoup de fils d'ouvriers, de petits commerçants, font leurs études au lycée. Certains, par la voie des Facultés et des Grandes Ecoles, accèdent aux carrières libérales, voire aux fonctions dirigeantes, ils deviennent bourgeois.

Mais un assez grand nombre de ces jeunes gens, pourvu du baccalauréat, entre dans l'administration, les affaires, débutant par des carrières guère plus brillantes que celles des fils d'ouvriers n'ayant fait que des études primaires.

Seulement, ces bacheliers modestes continueront à vivre très près du milieu populaire, s'y marieront, prenant place dans l'inter-classes des employés.

Et il n'est pas du tout certain que leurs enfants seront plus bourgeois qu'eux-mêmes, tandis que les fils de l'instituteur primaire seront très généralement poussés à s'élever socialement.

On le voit, cette question des rapports entre l'enseignement et les classes est extrêmement complexe.

Lier les destinées de la bourgeoisie à celles de l'enseignement secondaire nous semble excessif, cependant ne pas voir un rapport entre les deux institutions serait une erreur.

Le bourgeois tient plus, en général, aux études secondaires pour ses enfants que l'homme du peuple, même aisé et intelligent, et, surtout, l'un et l'autre ne voient pas ces études sous le même angle (1).

Puis, l'enfant du peuple, quand il entre au lycée, vient, dans la grande majorité des cas, de l'école primaire; le jeune bourgeois, non.

Dans quelle mesure la bourgeoisie est-elle réfractaire à la fusion des classes sur les bancs de l'école primaire élémentaire ? Autre question.

Ce qui est certain, c'est que la bourgeoisie, moyenne et haute, tient beaucoup plus à avoir des établissements d'enseignement *séparés* qu'un enseignement différent.

La question du latin n'a pas pour elle (prise dans son ensemble) l'importance qu'elle présente aux yeux du milieu universitaire. Le curé de campagne peut savoir fort bien le latin, il n'est pas forcément pour cela bourgeois (ou ne l'est que faiblement).

C'est l'éducation (et surtout la partie la plus extérieure de l'éducation, celle qui donne les *bonnes manières*) qui importe plus que la culture.

C'est pourquoi le lycée, ouvert largement aux bons éléments venus du peuple, ne nous apparaît pas du tout comme une institution spécifiquement bourgeoise.

M. Goblot lui-même relate une anecdote typique à cet égard (2). Il s'agit d'une bourgeoise qui ne veut pas envoyer ses filles au lycée où elles pourraient rencontrer les enfants des fournisseurs.

Il est bien certain que les lycées de jeunes filles furent longtemps mis à l'index par la bourgeoisie, surtout celle que l'on est convenu d'appeler *bien pensante*. Il est vrai, pourrait-on dire, qu'en vertu du dimorphisme sexuel noté d'autre part, la question ne se posait pas de même pour les garçons et pour les filles.

Aussi, ce qui est caractéristique dans l'anecdote de M. Goblot, n'est-ce pas l'antipathie de la mère de famille bourgeoise pour le lycée de filles, mais cette réflexion : « Au lycée ? Non, certes. *J'ai cédé pour mon fils parce que son père y tenait* » (3).

(1) M. Martin-Saint-Léon nous semble assez près de la vérité en donnant cette échelle de l'instruction de la bourgeoisie :

1) Haute bourgeoisie : instruction supérieure, ou au moins secondaire. Les jeunes gens entrent à Saint-Cyr, à l'école de Droit ou de Médecine, suivent les Sciences politiques ou les Hautes Etudes commerciales. (*Op. cit.*, p. 45-46).

2) Moyenne bourgeoisie : instruction supérieure ou secondaire, *au moins primaire supérieure*. (*Op. cit.*, p. 48).

3) Petite bourgeoisie : bonne instruction primaire (mais nous considérons comme du peuple presque tous ceux que M. Martin-Saint-Léon range dans cette catégorie, à l'exception des moyens fonctionnaires).

(2) *Op. cit.*, p. 43.

(3) *Ibid.* C'est nous qui soulignons.

Pour les fils eux-mêmes, le lycée n'est donc pas l'établissement d'enseignement spécifiquement bourgeois.

En fait, les parents qui choisissent des pensions privées font état de trois arguments : éducation, religion, milieu.

L'homme du peuple (davantage encore, peut-être, la femme du peuple, plus ambitieuse pour ses enfants) qui envoie son fils au lycée a conscience de le hausser vers la bourgeoisie; l'homme et la femme du monde qui désirent pour leurs enfants l'éducation des grands pensionnats libres (le plus souvent d'origine congréganiste et ayant gardé l'empreinte de leurs fondateurs) visent à se séparer nettement du peuple et aussi de la toute petite bourgeoisie, de la bourgeoisie commerçante. Ils visent aussi à se rapprocher de la noblesse qui garde beaucoup de son ancien prestige, surtout en province.

Etudier la composition des écoles primaires, primaires supérieures, écoles techniques du degré moyen, collèges et lycées, écoles normales primaires, facultés, grandes écoles, écoles libres et privées, neutres et confessionnelles, grands collèges modernes (comme l'Ecole des Roches), écoles nouvelles; savoir pour chacun de ces établissements d'où viennent les élèves, où ils vont, s'ils poursuivent leurs études jusqu'au bout du cycle normal de l'enseignement choisi; faire porter cette enquête sur l'enseignement féminin comme sur l'enseignement masculin, ce serait un vaste programme à réaliser qui, certainement pourrait apporter des enseignements féconds en ce qui concerne la superposition et les rapports des classes. Les documents seraient cependant délicats à interpréter car ils nous apporteraient des résultats en apparence contradictoires. Cette enquête devrait dépasser de beaucoup l'opposition du primaire et du secondaire. Un obstacle est la pauvreté des archives qui, généralement, ne peuvent donner sur les élèves de l'établissement que des informations très insuffisantes (1).

Le septième caractère distinctif de la bourgeoisie serait l'affectation de connaissances en matière esthétique et de goût pour les choses de l'esprit. Il peut être ramené à la distinction. A partir d'une certaine époque, la distinction comporte une culture esthétique et intellectuelle (ou la façade faisant supposer une telle culture). C'est une question de mode.

Cette mode esthético-intellectuelle n'est peut-être d'ailleurs pas limitée à la bourgeoisie véritable. Dans le monde des employés, tendant à adopter les manières bourgeoises par le côté affinement surtout (atteint le plus souvent de façon très superficielle) des prétentions de même ordre existent.

Il serait intéressant de noter, à cet égard, la différence entre l'employé et l'instituteur.

L'employé se sent du peuple par sa situation subordonnée, sa position pécuniaire souvent précaire, et aussi l'absence de culture, de fonds réel. Il tend d'autant plus à accuser ce qui peut le différencier, affirmer que, malgré certaines similitudes, il n'est pas un ouvrier.

(1) Quelques enquêtes partielles ont eu lieu. Cf. Lapie. *L'école et la société* (*Année psychologique*, 17^e année), pp. 80-94

L'instituteur, au contraire, s'élève au-dessus du peuple pour des motifs réels, il possède une culture, une formation supérieures. Son rôle est de direction, d'enseignement, et cela lui confère une confiance en lui-même que ne possède pas l'employé. Son traitement lui permet de vivre largement, il atteint naturellement la vie bourgeoise par certaines de ses modalités, il s'affirme bourgeois (il y aura lieu, d'ailleurs, de voir dans quelle mesure et avec quelles restrictions) avec la conviction que sa conception de la vie bourgeoise vaut bien celle des éléments réputés supérieurs.

En même temps, il vit près du peuple, en rapports constants avec lui, mais, tandis que la promiscuité populaire rappelle sans cesse à l'employé le caractère inférieur de sa propre position, elle est, pour l'instituteur, le moyen constant d'affirmer sa supériorité.

C'est au milieu du peuple surtout que l'instituteur est bourgeois. On le jalouse, on le discute parfois, on ne se fait pas faute de le critiquer, on feint de ne pas le respecter, on affecte de le considérer en égal, mais, le prestige du maître et surtout de « celui qui sait plus que les autres » s'affirme malgré tout.

Ce prestige de l'instruction au yeux du peuple est à noter. Pour la bourgeoisie, la distinction est tout ; n'importe que la façade abrite du vide (du moins, pour la bourgeoisie mondaine). Aux yeux du peuple, le fait d'avoir dépassé le certificat d'études primaires confère une dignité relative.

Mais, l'ouvrier (et, bien plus encore, le paysan) ne fait pas la différence entre le secondaire et le primaire supérieur ; ce qui compte pour lui, c'est moins d'avoir acquis une certaine qualité, ni même une certaine quantité de savoir qu'il ne peut apprécier, que « d'être resté à l'école » jusqu'à un âge inusuel.

En esthétique, en littérature, l'instituteur est plutôt conservateur, il se méfie des outrances et sa tendance serait plutôt une réaction de défiance excessive à l'égard de la nouveauté.

Sans doute, d'ailleurs, y aurait-il lieu de distinguer entre l'instituteur de campagne et l'instituteur de ville, surtout de grande ville, et entre l'instituteur de ville d'origine urbaine et celui d'origine rurale.

Ce que nous voulons marquer c'est la différence de réactions de ce que nous appelons les deux inter-classes en face de certains aspects de la vie, notamment certaines manifestations esthétiques et intellectuelles.

Le huitième caractère attribué par M. Goblot à la bourgeoisie est le dimorphisme sexuel. Ce caractère existe, bien qu'il semble (sur quelques points du moins) en voie de régression, mais nous ne pouvons voir ici un caractère de classe ; c'est une caractéristique de la société tout entière.

Sur le point même qui semble le plus caractéristique de la mentalité bourgeoise, celui qui concerne le travail de la femme, un peu d'attention nous suffit pour constater que le dimorphisme n'est pas ce qu'il paraît d'abord.

La bourgeoisie déchoit en exerçant un emploi rémunéré ; il est normal que le bourgeois travaille. C'est une constatation. Elle représente une réalité ou du moins en représentait une à l'époque précédant la guerre.

Mais, ajoutons aussitôt que la bourgeoise, à cette époque, ne faisant pas d'études secondaires, la plupart des carrières libérales lui étaient fermées.

Se décidait-elle à travailler, la bourgeoise se faisait (et se fait encore souvent) employée de bureau, de magasin, ouvrait une boutique ou un atelier de modes, au plus devenait institutrice.

Elle subissait une déchéance, certes, en exerçant ces fonctions populaires ou semi-populaires, à tout le moins subordonnées, mais pas plus que le bourgeois placé dans la même situation, moins que lui même, nous l'avons dit déjà et cela serait facile à prouver.

Des bourgeoises ruinées ou simplement gênées ont pu se faire couturières, ou modistes sans cesser d'avoir quelques relations mondaines. Il a suffi pour cela qu'elles affirment la volonté de rester elles-mêmes, qu'elles fassent sentir la distance qu'elles entendaient maintenir non seulement entre elles et leurs ouvrières mais encore entre elles et les autres patronnes de la même profession. Et cependant, on admettrait difficilement que, placé dans les mêmes conditions, un bourgeois se fassé tailleur ou chapelier.

Enfin, à mesure que les professions libérales, les hauts emplois administratifs, leur deviennent d'un accès plus facile, les bourgeoises travaillent de plus en plus nombreuses sans se déclasser.

Ce n'est donc pas tant le travail rétribué qui est *tabou* pour la bourgeoise qu'une certaine sorte de travail qui est tabou pour la bourgeoisie tout entière.

Que conclure ?

Les particularités retenues pour caractériser la bourgeoisie ne sont pas toutes spécifiquement bourgeoises ; du moins, certaines d'entre elles, ayant pris naissance dans la bourgeoisie, sont adoptées par les classes inférieures avec un succès inégal mais suffisant dans certains cas pour que l'idée de barrière ne subsiste pas intégralement.

Ces particularités seraient donc moins essentiellement celles de la classe bourgeoise que de la société moderne toute entière qui peut être qualifiée si l'on veut, société bourgeoise pour la prééminence de la bourgeoisie dans cette société.

Nous retiendrons comme appartenant nettement à la bourgeoisie entendue en tant que classe : la *distinction*, le *monopole* (ou la tendance au monopole, des *professions libérales* (impliquant horreur des métiers serviles et du commerce, surtout du commerce de détail), le désir d'un *enseignement spécial* donné dans des établissements séparés.

Ces caractères pourront nous servir (ou nous aider) à établir les sous-classes de la bourgeoisie (bien plus effectivement que ne l'eût fait le degré de richesse) ; ils ne peuvent être pris comme bases générales pour l'étude des classes, si ce n'est comme caractères négatifs, pour distinguer ce qui n'est pas bourgeois.

Mais remarquons que ces caractères se rattachent tous au *mode de vie* de la classe envisagée.

Mode de vie, disons-nous, et non niveau de vie, celui-ci à base économique tandis que celui-là repose surtout sur des jugements de valeurs.

Ainsi, pour fixer les traits de chaque classe et, si cela est possible, déterminer les principes fondamentaux de l'existence des classes, il faudrait étudier les différents modes de vie.

Evidemment, on pourra nous objecter que les exemples que nous avons choisis, dans le livre de M. Goblot, nous ramènent à la considération du mode de vie parce que celle-ci était déjà au point de départ de l'étude, que son importance était en quelque sorte un postulat fondamental.

C'est, retourné, le reproche que nous avons fait nous-même aux sociologues-économistes (d'avoir arbitrairement mis au premier plan les faits d'ordre économique).

Mais ce reproche perdra sa valeur pratique dès lors que nous admettons comme nécessaire l'étude des caractères économiques (intégrant l'étude des ressources et du niveau de vie à celle du mode de vie).

Le mode de vie. — Il importe de préciser cette notion. Celle du *niveau de vie*, le *standard of life* des Américains, est devenue familière. Le livre de M. Halbwachs (1) est un exemple des enseignements que l'on peut obtenir en partant de cette notion.

Le Bureau International du Travail a publié plusieurs études où la notion de niveau de vie joue un grand rôle (2).

Le concept de *mode de vie*, beaucoup plus large, comprenant une étude plus fine de chaque cas social, englobe la vie toute entière.

Dans la complexité des faits observables, on peut cependant isoler quelques zones principales :

1° *La vie économique* (gain, fortune personnelle, propriétés, impôts payés et leur nature, budget, tout ce qui est relevé dans l'étude du niveau de vie, que nous gardons mais pour en faire seulement une section de l'étude générale et non la principale).

2° *Langage*. Très important, surtout dans la société étudiée. Les autres modes de vie tendent à s'unifier; le langage reste la véritable barrière entre le peuple et la petite bourgeoisie (malgré les infiltrations du langage populaire dans celui des classes plus élevées).

Il y a lieu de distinguer des particularités régionales des différences entre milieux *ruraux* et *urbains*; de noter les efforts faits par certains éléments populaires pour se hausser au langage bourgeois, considéré comme signe de classe.

3° *L'enseignement et l'éducation*. Nous avons dit plus haut ce que nous pensons à cet égard.

(1) *La classe ouvrière et les niveaux de vie.*

(2) *Rapport sur les niveaux de vie des ouvriers dans différents pays.* — *Méthodes de la statistique de l'habitation.* — *Conditions de vie des ingénieurs et des chimistes.* — *Méthodes de fixation des salaires minima.* — *Méthodes d'enquêtes sur les budgets familiaux.* — *Condition de travail et de vie des journalistes, etc.*

4° *L'habitation*. Ne doit pas être étudiée seulement au point de vue purement économique (niveau de vie) mais aussi en ce qui concerne la conception de la vie, en rapport avec des idées, des jugements de valeur.

L'existence d'un salon, d'une salle à manger, l'usage fait des différentes pièces, sont des indices précieux.

5° *Vêtements*

et

6° *Alimentation*. Mêmes remarques. Nous devons sortir des considérations purement économiques pour voir s'affirmer une conception particulière de la vie ; noter, non seulement les faits bruts de manger tels mets, de porter tel costume, mais les *rites* relatifs aux repas, etc...

7° *Vie familiale*. Notamment, rapports entre les différents membres de la famille ; habitudes de courtoisie inter-familiale ; emploi du *tu* et du *vous* ; fêtes, anniversaires, etc...

8° *Vie professionnelle*. Cette zone a été étudiée déjà. Nous ne nous y attarderons pas, n'étudiant pas les caractéristiques professionnelles qui diversifient les individus de même classe mais au contraire les caractères de la classe en ce qu'ils débordent la profession et unifient socialement des individus professionnellement différenciés.

Nous devons cependant envisager la superposition hiérarchique des professions ; une autre superposition à l'intérieur de chaque profession ; les répercussions de la vie professionnelle sur la vie familiale (particulièrement importantes lorsqu'il s'agit de l'agriculture, du commerce de détail, de l'artisanat).

9° *Vie sociale*. Monde, relations, réceptions, fêtes, courtoisie (en dehors de la famille), distractions collectives (cercles, jeux, sports, sociétés, etc...). Une partie de ces activités (cercles, patronages, distractions intellectuelles : bibliothèques) pourra être étudiée en liaison avec la section : enseignement.

10° *Vie religieuse et morale*. Rites et croyances. Rapports des pratiques religieuses avec la vie familiale et sociale.

11° *Vie civique*. Participation au pouvoir ; fonctions électives (question des classes dirigeantes, de l'élite de la démocratie) ; partis politiques ; patriotisme ; militarisme et antimilitarisme ; féminisme.

Nous voici ramener, une fois encore, à la méthode de Le Play.

Que sont les plans de monographies de celui-ci, sinon des questionnaires relatifs au mode de vie (1).

Le terme que nous adoptons est d'ailleurs employé (*mode d'existence* ; nous dirons de préférence : *mode de vie*, par parallélisme avec le terme : *niveau de vie*, devenu classique ; mais, ce sens est le même).

(1) Il est bien entendu que nous envisageons ces cadres monographiques au titre d'instruments généraux de travail, et non comme instruments de la méthode de la *Science sociale* proprement dite. A ce titre, nous l'avons dit déjà, on peut leur faire plus d'un reproche, avant tout, celui, capital en ce qui concerne l'étude entreprise, de n'étudier que des familles ouvrières.

Cependant, la considération du mode d'existence n'est qu'une subdivision de l'étude générale, subdivision comprenant à son tour trois rubriques : *aliments et repas; habitation, mobilier et vêtements; récréations*.

Ces trois chapitres englobent l'essentiel du mode de vie; les institutions très importantes (et, en même temps, les plus apparentes) de la vie au foyer, surtout si l'on tient compte du fait que les *récréations* peuvent comprendre les visites, relations entre parents ou amis, fêtes de famille, c'est-à-dire une grande partie de la vie sociale).

Cependant, nous classerions aussi au *mode de vie* : l'*hygiène* et le *service de santé*, la *religion* et les *habitudes morales* et même le *rang social* de la famille.

Pour plus de clarté, rappelons le cadre donné par Le Play dans ses instructions :

Titre de la monographie (important, détaillé).

Observations préliminaires définissant la condition des divers membres de la famille (13 paragraphes répartis sous 4 titres de division).

Définition du lieu, de l'organisation industrielle et de la famille.

- § 1. Etat du sol, de l'industrie et de la population.
- § 2. Etat civil de la famille.
- § 3. Religion et habitudes morales.
- § 4. Hygiène et service de santé.
- § 5. Rang de la famille.

Moyens d'existence de la famille.

- § 6. Propriétés (mobilier et vêtements non compris).
- § 7. Subventions.
- § 8. Travaux et industrie.

Mode d'existence de la famille.

- § 9. Aliments et repas.
- § 10. Habitation, mobilier et vêtements.
- § 11. Récréations.

Histoire de la famille.

- § 12. Phases principales de l'existence.
- § 13. Mœurs et institutions assurant le bien-être physique et moral de la famille.

Après cette description du foyer, de ses membres et de leur vie, vient le budget et les comptes annexés.

A vrai dire, si l'on s'en tient à l'énoncé des différentes sections, il semble que ce budget soit la partie principale de la monographie. En effet, la description dont nous avons rappelé le cadre constitue les *observations préliminaires*, ce qui semble bien indiquer qu'il ne s'agit là que d'une sorte d'in-

troduction. De plus, Le Play a attiré à plusieurs reprises l'attention sur l'importance qu'il donne aux budgets familiaux (1).

Dans les *observations préliminaires* elles-mêmes une importante rubrique est consacrée, nous l'avons vu, aux *moyens d'existence de la famille*. L'élément économique n'est donc pas ignoré. Cependant, il est bien certain que, même en ce qui concerne le budget qui doit être assez détaillé, il ne s'agit pas exclusivement de mettre en lumière le niveau de vie, le *rang économique* de la famille, par l'observation des éléments surtout quantitatifs, mais, tout au contraire, d'attirer l'attention sur le côté qualitatif des ressources et des dépenses.

Dans le budget ainsi compris, nous trouvons de nombreuses indications qui se rattachent encore à l'étude du *mode de vie*, dans le sens large où nous l'entendons (nature des aliments consommés, avec, parfois, des indications sur les variations saisonnières ou autres, composition du logement; nature de l'éclairage et du chauffage; récréations; travaux principaux et travaux annexes, à la maison ou au dehors, des différents membres de la famille, etc...).

D'ailleurs, dans la pratique, les rédacteurs de monographies n'ont pas toujours laissé au budget la place attribuée par leur maître.

Les *observations préliminaires* sont devenues bien souvent le corps même de l'étude.

Dans les dernières monographies parues (2), nous voyons s'accroître cette évolution. Le budget n'est plus considéré, même nominativement, comme la partie essentielle de la monographie. Il fait seulement suite à celle-ci à titre de *document annexe*.

Quoi qu'il en soit, que l'on s'en tienne strictement aux instructions données par Le Play, ou que l'on admette la tendance novatrice de ses plus récents continuateurs, on doit constater que notre concept du *mode de vie* est inclus dans la méthode monographique et en forme presque la base.

A côté du cadre de monographie fixé par Le Play, nous mentionnerons quelques instruments méthodiques analogues.

La *Société belge de sociologie* publie un questionnaire ethnologique et sociologique très complet destiné à l'étude des races et civilisations primitives (3).

Ce questionnaire, dit l'auteur dans une courte introduction, « ...a pour but d'attirer l'attention des missionnaires, chefs de poste, agents coloniaux,

(1) « La méthode rattache principalement la description de chaque famille à l'établissement de ses budgets annuels. » *Instructions sur la méthode d'observation dite des monographies de famille*, 1862. Cf. Nouvelle édit. revue et développée par M. Ad. Focillon, 1887.

(2) Roussel (Louis). *Ajusteur au chemin de fer des usines de Wendel*, 1928. — Durand (Paul). *Employé aux chemins de fer français*, 1930.

(3) *Société belge de sociologie. Enquête ethnographique et sociologique sur les peuples de civilisation inférieure*. Questionnaire général [rédigé par Joseph Halkin]. Bruxelles, 1905.

explorateurs et voyageurs de résidence chez des peuples de civilisation inférieure sur un certain nombre de faits qu'ils sont à même de constater facilement et dont la connaissance exacte et détaillée rendrait de très grands services à tous ceux qui s'occupent d'ethnographie, d'ethnologie et de sociologie » (1).

Les questions sont clairement groupées sous de grandes rubriques, avec des espaces blancs pour que le rédacteur ait plus de facilités matérielles pour donner ses réponses.

Des questionnaires du même genre existent en plusieurs langues (2).

Les questionnaires utilisés dans les enquêtes officielles (3), cherchant surtout à obtenir des données économiques, nous paraissent, en général, insuffisants au point de vue sociologique, inférieurs aux cadres tracés par Le Play.

Cependant, l'intérêt de sortir de l'économie proprement dite pour atteindre le social s'impose de plus en plus. A cet égard, il est significatif de constater l'évolution entre les ouvrages de M. Halbwachs.

Signalons, au sujet de ces enquêtes, deux faits importants. Le premier, relevé déjà, c'est qu'il s'agit toujours de la *classe ouvrière*, ou éventuellement des *employés et fonctionnaires* (4). La bourgeoisie (économique ou de professions libérales), la noblesse, n'ont jamais été explorées systématiquement.

Puis, remarquons que la plupart de ces enquêtes (celles de quelque étendue, du moins) se rapportent à des pays étrangers. Elles ne nous intéressent donc pas directement.

Quant aux comparaisons possibles des enquêtes entre elles ou avec des documents relevés d'autre part, pour notre pays, elles sont assez illusoire. M. Halbwachs le remarque lui-même justement. Pour un même pays, d'une enquête à l'autre, les méthodes varient, les comparaisons sont difficiles. Mais, quand on passe d'un pays à l'autre, apparaissent (même quand il s'agit de civilisations ayant de nombreux traits communs) des différences beaucoup trop grandes pour qu'un rapprochement utile puisse être fait.

M. Halbwachs nous cite un exemple typique à cet égard. La part de la viande, dans le total de la dépense-nourriture moyenne, était, aux Etats-Unis, en 1917-1918, de 22,7 %; en Allemagne, en 1927, de 22,8 % (par ménage) ou 23,3 % (en comptant par personne-unité); en Hollande, en 1919, de 12,4 % (5).

En 1917, 1918 et 1922, on trouvait, respectivement, pour la Hollande : 10,9 %, 6,9 % et 14,8 % (6).

Entre les chiffres cités pour la Hollande, il y a de grands écarts, on le

(1) *Op. cit.*, p. 3.

(2) *Op. cit.*, p. 4.

(3) Cf. les publications du B. I. T., et les ouvrages de M. Halbwachs.

(4) Cf. Dugé de Bernonville. *Enquêtes du Ministère du Travail français, du Ministère de l'Agriculture, etc.* Voir à la Bibliographie.

(5) *L'évolution des besoins dans les classes ouvrières*, p. 89.

(6) *Op. cit.*, p. 89.

voit, et il faut tenir compte du fait que ce sont là des moyennes et qu'en examinant les dépenses relevées par catégories de revenus d'autres différences apparaîtraient. Cependant, en s'en tenant au chiffre de 12,4 %, on voit à première vue combien la consommation de la viande est inférieure en Hollande à ce qu'elle est aux Etats-Unis, ou en Allemagne.

Contrairement à ce qu'on aurait pu supposer, la part de la dépense-nourriture affectée aux produits : lait, crème, beurre, fromage, est également moins élevée en Hollande que dans les deux autres pays étudiés.

La plus grosse part de la dépense, dans les ménages hollandais, est consacrée au pain, au biscuit, au pain d'épices (23,6 % contre 11, 2 % aux Etats-Unis et 15 % en Allemagne) (1).

« Ce n'est, dit M. Halbwachs, qu'une comparaison un peu rapide, entre des enquêtes bien différentes quant à la méthode. Elle suffit cependant pour que nous nous rendions compte des variations considérables que comportent les dépenses alimentaires prises dans le détail, quand on passe d'un groupe national à l'autre, alors même que ces nations sont toutes de race blanche et qu'il y a entre elles beaucoup d'affinités (2) ».

Nous le voyons, malgré la tendance croissante à tenir compte des éléments qualitatifs, la plupart des enquêtes restent des études de *budgets*, même lorsque le budget familial proprement dit est encadré par des renseignements complémentaires dépassant l'ordre économique.

Le questionnaire de la *Société belge de sociologie*, au contraire, tend à recueillir des renseignements sur les institutions d'un groupe social déterminé, en même temps qu'il comporte des indications sur l'élément racial.

Tout en tête du questionnaire, on demande au rédacteur de la notice de fournir ses nom, prénoms, âge, de dire depuis combien de temps il vit dans le milieu observé, en quelle qualité. On le prie de préciser son lieu d'habitation et de dire s'il a été « ...reçu chez l'indigène avec confiance... », renseignement de la plus haute importance et qui importe autant pour l'exploration des différents milieux sociaux civilisés, quand l'observateur n'appartient pas à ces milieux.

Le questionnaire, comme les monographies de Le Play, débute par des renseignements géographiques et ethnographiques généraux.

La deuxième rubrique concerne la *Vie matérielle* (soins donnés au corps, exercices physiques, alimentation, vêtements, habitation, moyens d'existence, métiers, occupations).

Les questions sont nombreuses, la plupart des cas ont été prévus et l'observateur est guidé de très près.

La troisième rubrique (*Vie familiale*) comprend les rites et coutumes se rapportant à la naissance, l'éducation (comportant éventuellement une initiation), le mariage, l'organisation familiale générale, la mort.

La quatrième rubrique est consacrée à la *Vie religieuse* (qui, évidemment, a déjà été touchée sur plus d'un point dans les deux sections précé-

(1) *Ibid.*

(2) *Op. cit.*, p. 90.

dentes). Ici aussi (tant en ce qui concerne les rites que les croyances fondamentales), nous trouvons des questions nombreuses et précises.

En cinquième lieu est étudiée la *Vie intellectuelle* (art, sciences, développement des facultés intellectuelles).

La sixième section se rapporte à la *Vie sociale* proprement dite, c'est-à-dire ce qui concerne la propriété, le régime économique, les coutumes juridiques, l'organisation sociale générale, l'organisation politique, les relations avec l'extérieur.

L'organisation sociale comprend l'existence des *classes* et *castes* (1).

Enfin, la sixième rubrique se rapporte aux *Caractères anthropologiques*. Les questions posées sont largement suffisantes pour avoir une monographie raciale. Des pages blanches doivent permettre aux personnes plus au courant de la technique anthropométrique d'apporter des compléments.

Les caractères anthropologiques sont actuellement peu étudiés par les sociologues.

Les anthroposociologues ont été facilement combattus (2), parce qu'ils mêlaient des considérations doctrinales à leurs observations scientifiques et que celles-ci n'étaient pas assez nombreuses encore pour permettre des conclusions définitives. Cependant, il nous semble que, sans tomber dans certains excès, sans tomber dans l'exagération initiale de vouloir expliquer *tout* le social en fonction de la race, on pourrait utilement, en morphologie sociale surtout, lorsqu'on relève (au moyen d'enquêtes ou de monographies) les caractéristiques d'un groupe, faire une place à l'élément anthropo-ethnographique.

Ce n'est du reste pas seulement la *race* qui peut être atteinte ici, mais certains caractères familiaux, individuels, professionnels; les uns hérités, les autres acquis, certains provenant d'une inhibition due aux circonstances extérieures (arrêts de croissance, dystrophies, dans les classes populaires, dûs à une mauvaise hygiène; déformation du crâne pratiquée à la naissance dans certaines régions, etc...).

C'est ainsi que Niceforo, afin de comparer les enfants des classes pauvres et ceux des classes aisées (il ne s'agit pas absolument de la classe comme nous l'entendons, mais ramenée au concept purement économique), a étudié : 1° la taille; 2° le poids; 3° le périmètre thoracique; 4° l'indice de respiration; 5° la force (au dynamomètre); 6° la résistance à la fatigue; 7° la circonférence crânienne; 8° la hauteur du front; 9° et 10° (par évaluations approximatives) la capacité crânienne et le poids de l'encéphale; 11° la cou-

(1) *Op. cit.*, p. 79. Question 174 « Classes et castes. » — Prêtres, anciens, artisans, commerçants, guerriers? — Riches et pauvres? — Chefs, hommes libres, affranchis, esclaves? — Droits et devoirs de chacun? — Comment on devient membre d'une classe, comment on en sort? — La question 175 (p. 80) se rapporte à l'existence de l'*Esclavage* et la question 177 (p. 81) à la personne du *chef*.

(2) Cf. Vacher de Lapouge. *Systèmes et faits sociaux. — Les sélections sociales. — L'Argen, son rôle social*. M. Bouglé a combattu ces ouvrages, notamment dans *La démocratie devant la science. — Les idées égalitaires*.

leur des yeux; 12° la couleur des cheveux; 13° quelques anomalies de la face; 14° la physionomie.

D'autres caractères pourraient être utilement ajoutés à ceux-ci : la grande envergure, par exemple; la longueur respective des différents segments du corps; l'indice céphalique.

Il y aurait lieu également d'obtenir (ce qui était prévu par Le Play) quelques renseignements sur le passé sanitaire de l'individu ou de la famille.

Mais il est toujours difficile d'obtenir des réponses aux questionnaires; plus difficile encore d'établir des monographies complètes. Aussi nous pouvons entrevoir ce que pourrait être un questionnaire bien fait; les possibilités d'application pratique doivent, surtout pour nous, en France, rester très limitées (1).

L'enquête organisée en 1913-1914 par le Ministre du Travail sur les conditions de la vie ouvrière et rurale en France, permit d'obtenir 3.700 notices familiales (pour 12.500 questionnaires distribués) et 450 notices locales (pour 2.400 questionnaires). *Trente départements* n'ont transmis aucune réponse.

Cette enquête était cependant officielle et menée avec toutes les précautions désirables pour être efficace au maximum. Elle fut arrêtée, il est vrai, par le début de la guerre (2).

En ce qui nous concerne, nous avons renoncé à utiliser ce mode d'information et, après quelques essais d'enquêtes étendues qui nous ont montré des difficultés plus grandes que nous ne l'avions prévu tout d'abord, nous avons, en ce qui concerne le mode de vie de chaque classe, recherché les éléments d'information, non par la méthode directe, mais dans la *littérature sociale* (expression elle-même de recherches directes et, éventuellement, monographies, comme nous l'avons déjà indiqué). Nous nous sommes donc limitée, en principe, au document écrit, confrontant éventuellement celui-ci avec un certain nombre de nos observations personnelles.

Ces documents écrits eux-mêmes, ainsi que nous l'avons dit dans l'introduction, nous ne les utiliserons ici que dans une faible mesure et sous une forme très résumée.

(1) Cf. le roman de P. Hamp. *L'Enquête* montrant d'une manière à peine forcée, semble-t-il bien, les difficultés d'un enquêteur aux prises avec la population ouvrière.

(2) Dugé de Bernonville. « *Bulletin de la statistique générale de la France*, T. VI, fasc. I, octobre 1916, pp. 85-108. — Cf. Porte (M.). *Budgets de familles et consommations privées*.

CHAPITRE IX

 TABLEAU DES CLASSES
 DANS LA FRANCE CONTEMPORAINE

 GENERALITES — FONCTION SACERDOTALE

Généralités. — Nous avons prouvé l'existence des classes, c'est-à-dire du *phénomène classe* dans la société envisagée; mais en ce qui concerne le détail de la segmentation lui-même, nous n'avons donné qu'un tableau hypothétique, ayant des chances de serrer de près la réalité, mais n'étant pas *certainement* conforme à la réalité.

Or, si, partir de la classe considérée comme connue pour établir son mode de vie est relativement simple, comment prouver la réalité de la classe en partant du mode de vie ?

Nous pouvons isoler, dans la société étudiée, différents modes de vie, mais nous n'aurons pas la certitude que tous ceux ayant adopté l'un ou l'autre de ces modes sont *socialement assimilables*.

La méthode la plus pratique est de déterminer d'abord les différentes classes et, ensuite, d'étudier leurs modes de vie.

Déterminer les différentes classes, c'est-à-dire, dans le cas présent, vérifier l'exactitude de notre hypothèse fondamentale.

Nous avons dit que les individus appartenant à la même classe étaient ceux que l'on peut considérer comme *socialement assimilables*. Mais, qui sont plus socialement assimilables que ceux qui peuvent être accueillis dans des familles de même niveau au même titre que dans la leur; en un mot, ceux qui s'allient ensemble ?

A un degré d'assimilation moindre correspondront les simples relations, relations impliquant égalité complète, ou plutôt intervertibilité, interchangeabilité possible (sinon entre chaque individu et un autre pris isolément, du moins entre les familles).

Nous postulons donc que la classe, étant l'ensemble des familles complètement assimilables, est aussi l'ensemble des familles qui *se voient, se reçoivent*, ou, du moins, qui peuvent *se voir, sur le pied d'une complète éga-*

lité, sans aucune restriction, et, éventuellement, s'allient volontiers ensemble.

Une telle possibilité de relations absolument *intervertibles* n'existe guère qu'entre gens ayant même mode de vie.

Nous postulons donc :

« Appartiennent à la même classe sociale ceux qui se fréquentent habituellement sur la base d'une complète égalité; appartiennent plus sûrement encore à la même classe, presque toujours à la même sous-classe (lorsque la classe comporte de ces subdivisions), ceux qui s'allient ensemble. »

Lorsque nous aurons isolé plusieurs groupes à l'intérieur desquels se produisent les alliances, nous appellerons ces groupes des classes sociales et nous chercherons s'ils correspondent aux groupes de notre plan hypothétique. Si oui, nous leur donnerons les dénominations employées dans ce plan.

Dira-t-on que nous donnons une extension illégitime à notre définition primitive, retombant ainsi dans une de ces formules que nous avons précédemment éliminées à cause de leur complication et du manque d'accord entre leurs auteurs ?

Cependant, ainsi que nous l'avons déjà noté, remarquons que, dans ces définitions la notion d'alliances possibles ou de relations (alliée ou non à d'autres notions secondaires) se retrouve chez plusieurs auteurs.

Et, ayant reconnu que les caractéristiques de chaque groupe appelé classe doivent être ramenées à la considération des *modes de vie*, l'expérience nous apprenant que les gens ayant même mode de vie sont ceux qui se fréquentent le plus souvent *sur le pied de la complète égalité* qui seule peut permettre l'assimilabilité (gardée comme caractère essentiel de la classe), nous sommes bien en droit de rechercher, avant l'étude, des modes de vie à déterminer des groupes basés sur les alliances et les relations intervertibles.

L'étude postérieure des modes de vie particuliers à ces différents groupes (étude par laquelle nous verrons le groupe affirmer davantage sa personnalité ou, au contraire, se désagréger par suite de l'existence de modes de vie divergents) doit nous permettre de réaliser une expérience cruciale et d'affirmer la réalité de la classe.

Les classes, nous l'avons dit, ne se confondent nullement avec les professions, mais dans chaque classe ou sous-classe, des professions techniquement différentes, se trouvent au même étage, sont donc socialement assimilables.

Ce caractère inter-professionnel de la classe peut nous aider à définir les contours de la classe elle-même.

Les relations, et surtout les alliances entre professions, doivent nous permettre d'isoler des groupes inter-professionnels qui seront effectivement des classes à tout le moins des sous-classes.

Les alliances peuvent être connues par l'étude intégrale de quelques localités, la consultation des archives familiales, les faire-part de mariages.

Il n'est pas jusqu'à ces annonces matrimoniales que publient certains journaux (et qui ont une clientèle de recrutement bien plus étendue qu'on

ne le suppose parfois) qui ne puissent apporter d'utiles indications. Le recours à cette source peut prêter à sourire, à tort pensons-nous; personnellement, nous ne l'avons pas utilisée, mais nous pensons qu'elle est utilisable après avoir consulté par curiosité plusieurs séries de ces annonces.

La source la plus sûre, si l'on n'entreprend pas de monographies locales et si l'on cherche des résultats généraux valables pour l'ensemble du territoire (et, même au cas d'une étude complète par segments locaux, ce peut être une première démarche à effectuer), c'est celle qui est constituée par les archives de l'Etat Civil (actes de mariages surtout, les actes de naissances pourraient donner quelques indications par la confrontation des professions des témoins et de celles des parents; mais dans les villes où il y a, surtout pour les naissances, des témoins d'occasion, il vaut mieux se borner aux mariages).

Nous avons entrepris une consultation de ce genre pour les archives de la Ville de Paris et du département de la Seine.

Les résultats obtenus confirment les prévisions de notre plan hypothétique, du moins en ce qui concerne l'existence et la délimitation des groupes principaux et *l'existence des inter-classes*, point très important.

Nous n'avons pas tiré, des échantillons relevés par nous dans les actes de mariages de la Ville de Paris, tous les enseignements que nous voulions y chercher. Le dépouillement de ces sortes de documents est très long; l'établissement des tableaux devant comparer les éléments isolés également long et délicat. Ayant réduit notre projet primitif d'étude complète des classes dans la France contemporaine, nous avons réservé le travail ayant pour base l'Etat Civil, travail qui sera repris à part, par nous ou par une autre personne.

Indiquons dès à présent quelques faits importants pour la confirmation de notre hypothèse fondamentale.

1° Existence de la noblesse, s'affirmant comme classe nettement survivante (1) par des mariages entre personnes titrées (ou dont les parents sont titrés), indépendamment de l'existence de la particule qui n'est pas un signe de noblesse. Certains actes, très caractéristiques, ne mentionnent que des personnes nobles, tant en ce qui concerne les époux et leur famille que les témoins.

2° Existence de la bourgeoisie constatée par les alliances entre professions qualifiées libérales (médecin, architecte, etc...) ou fonctions publiques assimilées aux professions libérales (officiers, fonctionnaires supérieurs, magistrats).

La simple comparaison entre époux et épouses, intéressante pour établir des résultats numériques, est complétée par l'examen des actes complets, montrant l'indication des témoins, le degré de parenté de ceux-ci avec les époux.

(1) En reprenant l'étude de chaque classe, nous verrons en quoi la noblesse actuelle peut s'éloigner de celle de l'ancien régime. Il s'agit, pour l'instant, de constater simplement que la noblesse existe.

3° A l'intérieur de la bourgeoisie, existence de sous-classes : haute et moyenne bourgeoisie; la première de ces sous-classes se caractérisant surtout (lorsque les indications de professions sont insuffisantes) par la fréquence des fonctions honorifiques et des décorations.

4° Existence des inter-classes (employés et instituteurs) s'affirmant très nettement par des unions entre professions admises hypothétiquement comme devant caractériser ces groupes; parents, témoins, appartenant aux mêmes professions.

5° Etat indifférencié du peuple; les petits commerçants s'alliant indifféremment avec d'autres petits commerçants, des ouvriers, même des domestiques; les ouvriers agricoles avec des ouvriers urbains, les petits fonctionnaires avec des ouvriers, etc...

L'ensemble des cas relevés semble bien confirmer notre hypothèse fondamentale : illégitimité (pour la France tout au moins) d'assimiler les petits commerçants et artisans à la petite bourgeoisie; difficulté et inutilité d'isoler de véritables sous-classes dans le peuple.

Nous avons, cependant, rencontré des groupes professionnels (mariages entre infirmiers et infirmières; familles de mariniers, cas très caractéristique d'isolement professionnel). Ce sont là des différenciations qualitatives ne comportant pas l'élément quantitatif de plus ou moins, l'idée de hiérarchie propre à la constitution des sous-classes.

De toutes façons, même s'il existe des différences de prestige entre les métiers et fonctions populaires, elles ne sont ni assez fortes, ni assez généralement admises et, surtout, elles n'intéressent pas des groupes assez étendus pour que l'on puisse considérer ceux de ces métiers qui ont tendance à former un *milieu professionnel* fermé comme des sous-classes.

Au contraire, les inter-classes sont de larges groupes avec des différences intérieures de qualification (inter-classes des employés comprenant des comptables, des sténo-dactylographes, des manutentionnaires, des vendeurs de magasins, etc...; inter-classe des instituteurs, plus homogène, comprenant cependant aussi des différences de grade et de spécialités).

S'il existait de véritables sous-classes dans le peuple, de toutes façons, nous ne pourrions pas les atteindre par les archives de l'Etat Civil qui ne nous donnent que des professions et des alliances entre professions.

Dans la bourgeoisie elle-même, ainsi que nous le disions plus haut, nous percevons très nettement l'existence des sous-classes haute et moyenne. Mais nous nous refusons à isoler la petite bourgeoisie en partant de ces seuls documents.

Si le tout petit commerce, dans la France moderne, doit être absolument intégré à la classe populaire, certains commerçants moyens peuvent être considérés comme appartenant à la petite bourgeoisie.

Or, quelle est l'importance d'un commerce; les époux indiqués comme *boucher, couturière*, sont-ils des patrons installés à leur compte, ayant des employés sous leurs ordres, ou eux-mêmes des ouvriers ou commis ? Nous ne pouvons le savoir.

Aussi, ne demandant à chaque document que ce qu'il peut donner, nous nous bornerons à affirmer que, de la consultation d'un certain nombre d'actes de mariages, choisis (comme dates et quartiers) de façon à être assez représentatifs de l'ensemble de la population, il ressort que notre tableau hypothétique, *dans ses grandes lignes*, correspond bien à la réalité.

Nous admettons donc, pratiquement, la validité de cette hypothèse fondamentale et c'est en la prenant comme point de départ que nous allons étudier succinctement les différents modes de vie appuyés, le cas échéant, sur une reconnaissance juridique.

Notons, incidemment, que les actes de l'Etat Civil, en plus des indications des alliances inter-professionnelles et plus généralement inter-familiales par la mention des parents des époux (témoins, parents entre eux, ou parents avec les époux...), nous apportent aussi quelques indications relatives au mode de vie.

Nous avons noté la fréquence des fonctions honorifiques, publiques ou privées, des décorations dans certaines classes. Le nombre de prénoms est aussi, jusqu'à un certain point, une caractéristique de classe. Ce nombre est généralement plus élevé dans les hautes classes, et surtout dans la noblesse. Certaines mentions sont très utiles pour déterminer le degré de culture; ce sont celles indiquant des titres universitaires; la mention *ne sait signer*, qui ne se rencontre jamais à partir d'un certain niveau.

La reconnaissance d'enfants naturels (parfois assez âgés et portant le nom du père, ce qui indique, dans la plupart des cas, une longue cohabitation ou union libre) est aussi plus fréquente dans le peuple ou l'inter-classes des employés que dans la bourgeoisie.

Mais ces précieuses indications (enfants reconnus, parenté avec les témoins) ne nous sont plus fournies par les actes récents. Dans un but de discrétion et de simplification, les actes ont été allégés de tout ce qui ne leur était pas essentiel; ils sont devenus d'autant plus pauvres au point de vue qui nous occupe. Le nombre des témoins lui-même a été réduit de quatre à deux.

L'existence d'un contrat, contrairement à ce que l'on pourrait supposer, ne semble nullement un signe de classe. Une domestique possédant quelques économies, une petite commerçante, ne se marieront pas volontiers sans contrat, et il y a d'assez nombreux mariages bourgeois qui n'en comportent pas.

Il est probable qu'à cet égard une évolution a eu lieu, non dans la période étudiée par nous, mais dans la période immédiatement antérieure.

Des signes d'évolution, entre 1910 et 1930, nous en relevons d'assez nets.

Les caractéristiques relatives à la période de guerre ne nous semblent pas avoir une signification nettement sociale. Le fait, par exemple, que les décorations deviennent plus nombreuses dans la classe populaire implique-t-il qu'il se crée, dans celle-ci, une sorte d'*aristocratie du feu* ? Non. Pas plus que des mesures législatives comme celle qui tend à perpétuer le nom des citoyens morts au champ d'honneur (1).

(1) Loi du 2 Juillet 1923. Cf. *Annuaire de la noblesse*, 1923, pp. 285-286.

La guerre a agi très puissamment sur le phénomène *classe*, mais non pas le *fait de guerre* en lui-même.

D'autres indices relevés dans les actes de l'Etat Civil sont bien plus caractéristiques à cet égard.

Ne retenons que celui-ci. Les femmes, dans les actes se référant à des familles populaires, étaient fréquemment, avant la guerre, qualifiées *ménagères* et le sont de moins en moins. Cependant que l'on voit croître le nombre des *sans profession*, détail qui peut sembler puéril, bien caractéristique cependant de la mentalité nouvelle, de l'effort vers la conquête du prestige, l'assimilation avec la bourgeoisie.

Un plus grand nombre de femmes exerçant des professions libérales; l'apparition des femmes rédacteurs d'administrations publiques (et épousant des fonctionnaires du niveau supérieur ou au moins moyen), sont aussi des phénomènes nouveaux, propres à la société d'après-guerre.

L'on voit, par ces quelques indications, tout ce que peuvent apporter des documents qu'à priori l'on ne songerait pas à supposer si riches.

Et nous n'avons pas énuméré tous les renseignements possibles : âge des époux selon la classe; différence d'âge entre eux; remariages, divorces, unions entre urbains et ruraux; existence déjà indiquée des groupes professionnels, s'affirmant bien par des actes où toutes les personnes citées (famille et témoins) appartiennent à la même profession; etc...

La classe, avons-nous dit, est partout et dans tout. D'où la difficulté de ne retenir que des documents essentiels. Mais d'où, aussi, l'utilité d'obtenir des documents retenus, le plus grand nombre de renseignements.

Pour le moment, de cette incursion dans les archives de l'Etat Civil, retenons seulement cette conformité à peu près totale des classes, relevées avec notre tableau hypothétique fondamental; celui-ci n'étant, en tous cas, infirmé sur aucun point.

Nous l'avons dit déjà, la classe s'exprimant surtout par des aspects *qualitatifs*, les données numériques n'ont pour nous qu'une importance secondaire.

Les documents statistiques officiels, qui doivent être notre principale ressource pour obtenir ces données numériques, nous apportent des indications sur les professions, les revenus, etc..., jamais sur les classes en tant que telles.

Nous ne pouvons trouver là qu'une entrée en matière à l'étude proprement dire.

Les principales sources officielles sont les publications de la Statistique générale de la France, surtout les *Annuaire statistique de la France* (1) et les *Résultats des recensements généraux*.

Etant donné la forme réduite donnée à notre travail, nous avons renoncé à le faire précéder de ces tableaux numériques dont l'établissement est tou-

(1) Et aussi les *Annuaire de la Ville de Paris et du département de la Seine*.

jours assez long et dont l'intérêt n'est que secondaire puisqu'il s'agit essentiellement de savoir :

1° Quelles classes existent dans la société envisagée;

2° Quels sont les caractères de ces classes, notamment en ce qui concerne le mode de vie; et non pas quelle est l'importance numérique des différents groupes, sous-groupes, personnes ayant les différents caractères relevés comme caractères de classe, données que, de toutes façons, nous ne pourrions atteindre précisément, étant donné l'enchevêtrement des caractères.

En ce qui concerne l'importance numérique de chaque classe, il est impossible de l'atteindre de façon précise, la division en groupes inter-professionnels ne correspondant nullement à la réalité des classes, ni des sous-classes (1).

Les documents et statistiques officiels nous apportent des renseignements intéressants au point de vue *économique*, ou à celui, purement pratique, de l'application de lois sociales; peu en ce qui concerne la classe elle-même.

Cependant, ceux qui voudront reprendre cet aspect de l'étude des classes abandonné par nous, pourront trouver quelques indications intéressantes dont nous signalons les principales :

A. Dans les résultats des recensements :

1° Proportion des membres des professions libérales (division 7 de la population active); modification en plus ou en moins (aspect dynamique des classes) entre deux recensements (2).

2° Proportion des domestiques; même évolution dynamique (3).

3° Nombre des illettrés; diminution de ce nombre d'un recensement à l'autre.

B. Dans les *Annuaire*s statistiques :

1° Toutes les données relatives à l'enseignement (degré d'instruction des conscrits, baccalauréat, effectifs de l'enseignement supérieur) (4).

2° Des renseignements concernant la justice criminelle (profession des condamnés; degré d'instruction des condamnés).

3° Des renseignements d'ordre fiscal.

(1) *Résultat du recensement de 1921*, T. I, 2^e partie, pp. 10 et suiv. — *Résultat du recensement de 1926*, T. I, 2^e partie, pp. 9 et suiv.

(2) Notons que ce n'est cependant pas là toute la bourgeoisie. Il faudrait ajouter une partie de la division 9 (services publics), une partie des chefs d'entreprises. A supposer que la discrimination de tout élément bourgeois soit possible (en fait, nous savons que cela ne l'est pas), resterait la division en sous-classes, impossible à obtenir par ce moyen.

(3) A cet égard (*op. cit.* 1921, T. II), nous voyons une nette diminution entre 1906 et 1921.

(4) Toutes indications, cependant, perdant beaucoup de leur intérêt du fait que nous ignorons l'origine sociale des élèves ou diplômés.

4° Les professions des déposants à la Caisse Nationale d'Epargne (institution surtout populaire).

5° Renseignements sur la profession des assistés des différentes formes d'assistance, etc...

..

Les classes et le droit. — Dans quelle mesure notre égalitarisme juridique théorique est-il un égalitarisme de fait ?

Demeure-t-il dans nos lois des traces de l'ancienne division en *ordres* ou *états* ?

Le droit connaît-il nos *classes* modernes, soit explicitement, soit implicitement ?

Tout d'abord, il importe de savoir si la notion même de *classe* est inscrite dans notre législation.

Le répertoire pratique Dalloz ne mentionne pas ce terme (1).

Par contre, il est l'objet d'un assez long article au *Répertoire alphabétique*, où, après les classes des écoles et celles de la marine, sont mentionnées les classes sociales.

Nous voyons ainsi que l'art. 10 de la loi du 25 mars 1822 et l'art. 8 de la loi du 9 septembre 1835 punissent l'excitation à la haine et au mépris contre une ou plusieurs classes de personnes ou entre elles.

Pour plus de détails, l'on nous renvoie à l'article *Presse-outrage*.

Notons le fait qui est significatif; les rédacteurs du *Répertoire* ont jugé utile et nécessaire de rappeler les textes de 1822 et 1835 dans un article portant le titre *classe*.

En fait, nous allons le voir, les lois visées ont été abrogées par la loi sur la presse du 29 juillet 1881.

Mais il reste que, par la loi de 1822, l'idée de *classe sociale* fait sa réapparition (ou plutôt son apparition, car rien ne semble la rattacher aux anciennes subdivisions) dans notre droit, à l'occasion de mesures au caractère nettement politique.

La loi ne parle pas expressément de *classes sociales*, mais de *classes de personnes*; cependant, aucun doute n'est possible lorsqu'il s'agit de préserver la *paix publique*.

Or, la loi du 25 mars 1822 dit textuellement :

« Art. 10. — *Quiconque, par l'un des moyens énoncés en l'art 1 de la loi du 17 mai 1819 (2), aura cherché à troubler la paix publique en excitant le mépris ou la haine des citoyens contre une ou plusieurs classes de personnes, sera puni des peines portées à l'article précédent.* »

(1) *Op. cit.*, T. II.

(2) Ces moyens sont : les discours, les cris ou menaces proférés dans les lieux ou réunions publics, les écrits, imprimés, dessins, gravures, peintures ou emblèmes vendus ou distribués, mis en vente ou exposés dans des lieux ou réunions publics, les placards et affiches exposés aux regards du public. (Loi des 17-18 mai 1819 sur la répression des crimes et délits commis par la voie de la presse. Ch. I, art. I).

Ces peines sont un emprisonnement de 15 jours à 2 ans et une amende de 100 francs à 4.000 francs. Elles étaient également appliquées à celui qui s'était rendu coupable de : « 1° *L'enlèvement ou la dégradation des signes publics de l'autorité royale opérés en haine ou mépris de cette autorité.* 2° *Le port public de tous signes extérieurs de ralliement non autorisés par le roi ou par des règlements de police. L'exposition dans les lieux ou réunions publics, la distribution ou la mise en vente de tous signes ou symboles destinés à propager l'esprit de rébellion ou à troubler la paix publique* ». (Loi du 25 mars 1822, art. 9).

La similitude de peine pour les délits mentionnés à l'article 9 et à l'article 10, l'expression identique de « troubler la paix publique » employée dans ces deux articles, indiquent bien que la notion moderne de classe est apparue dans notre droit avec l'idée de défense de l'ordre établi.

La loi du 9 septembre 1835, plus explicite, applique les peines de la loi de 1819 pour toute « ...provocation à la haine entre les *diverses classes de la société*... » (1).

La notion se précise à l'époque où naissent les systèmes socialistes qui vont faire de cette notion leur base idéologique.

Les lois de 1819 et 1835 seront abrogées par les lois sur la presse de 1881, 1893 et 1894 (2), qui visent tout particulièrement l'ordre social et créent le délit de *propagande anarchiste*.

La loi du 28 juillet 1894 est toujours appliquée en ce qui concerne ce délit (3).

Notamment... « les paroles prononcées publiquement dans une réunion communiste pour inviter les soldats à l'indiscipline et les exhorter à fraterniser avec la *classe ouvrière* (4) afin d'aider la révolution à écraser le capitalisme, constituent par le but qu'elles se proposent un acte de *propagande anarchiste* » (5).

De même l'outrage est plus sévèrement puni s'il s'adresse à des fonctionnaires, magistrats, officiers ministériels, citoyens investis d'un ministère du service public (6).

Toutes ces dispositions montrent moins le désir d'affirmer une *hiérarchie* des classes que l'ordre social établi, les institutions qui en sont l'émanation. Mesures de *défense*, encore une fois.

Cependant, à propos du délit d'outrage, nous voyons apparaître l'idée de hiérarchie. En effet, la diffamation est l'allégation d'un fait portant atteinte à... « *l'honneur ou à la considération de la personne*... » (7). Ces deux

(1) Souligné par nous.

(2) Fuzier-Herman. *Répertoire général*, T, XXXI. Art. *Presse-outrage*, pp. 419 et suivantes.

(3) Cf. Dalloz. *Répertoire pratique*. Supplément, T. II, p. 573.

(4) Souligné par nous.

(5) *Ibid.*, 417, 3°.

(6) *Op. cit.*, pp. 573-576.

(7) Boulanger (Maurice). *De la diffamation et de l'injure envers les particuliers*, p. 102.

termes n'étant pas considérés comme synonymes. « L'honneur tient à la personne, il émane d'elle : il est fait de vertu, d'honnêteté, de probité... La considération est un hommage rendu, par ceux qui nous entourent, à notre position dans le monde... » (1).

On peut être « honnête homme » et ne pas être « considéré ». Le juge devra donc examiner « ...les circonstances de la cause, la *position sociale* (2) des parties, le caractère public dont elles seraient revêtues, leur *profession*, leurs mœurs et leurs habitudes, l'*éducation* (3) qu'elles ont reçue, leur caractère privé, l'estime et le respect dont elles jouissent, leur âge, leur sexe, et la *position* (4) dans laquelle elles se trouvent au moment où la diffamation a eu lieu » (5).

La *position*, la *considération*, l'*éducation*; signes de classe et plus, signes bourgeois. Ici s'affirme la notion de hiérarchie.

Elle se retrouve dans le fait de considérer comme injurieuses des expressions telles que *va-nu-pieds* ou *manant* (6).

..

Notre droit civil est basé non sur l'idée de *classe*, mais sur celle de *famille*.

Les inégalités maintenues par le code et concernant les *femmes*, les *enfants mineurs* ou les *condamnés*, n'ont rien de commun avec une législation de classe (7).

En ce qui concerne les enfants naturels ou présumés tels (enfants trouvés), il y a indication nette que le fait de la filiation naturelle constitue un amoindrissement de prestige social.

Ce ne sont pas seulement les droits *matériels* de la famille légitime que le Code veut protéger en ne donnant pas aux enfants naturels les droits des enfants légitimes. Il y a quelque chose de plus. Mais aucune idée de *classe*; seulement nuance d'amoindrissement à l'intérieur de la classe, idée que l'enfant naturel, quel que soit son groupe social d'origine, reste légèrement *en marge* de la société régulière (8).

Mais, comme pour l'infériorité féminine, ici aussi l'on note une tendance à l'atténuation. C'est ainsi que l'acte de naissance d'un enfant légitimé est désormais rédigé comme pour un enfant né dans le mariage (loi du 1^{er} juillet 1922); la mention « *père et mère inconnus* » est supprimée (loi du 22 juillet 1922), etc...

Il semble y avoir une tendance égalitaire permanente de notre droit civil.

(1) *Ibid.*

(2) (3) (4) Souligné par nous.

(5) *Op. cit.*, p. 103.

(6) *Op. cit.*, p. 160.

(7) Cf. Brunet. *Le principe d'égalité en droit français*.

(8) Cf. Planiol. *Traité de droit civil*. Le nom des enfants trouvés ne doit ni être celui d'une famille existante, ni un nom ridicule, ni un nom rappelant l'irrégularité de leur origine. (Circulaires ministérielles des 30 janvier 1812 et 31 décembre 1905).

.

Une étude du droit criminel nous montrerait certaines aggravations en raison de l'agent (mandataire, employé ou maître, parents ou tuteurs, etc...). Mais dans la plupart des cas il ne semble pas y avoir une législation de classe, mais des mesures de protection contre des abus possibles en raison de certaines fonctions.

Nous limiterons cette consultation des sources juridiques, nous bornant à donner quelques indications relatives à chaque classe, en étudiant celles-ci.

TABLEAU DES CLASSES. — FONCTION SACERDOTALE

1. *Sa place dans la société.* — Nous avons, dans notre tableau hypothétique, fait une place à la fonction sacerdotale, indiquant bien qu'il ne pouvait s'agir, à proprement parler, d'une classe.

Les classes modernes sont essentiellement des réunions de familles. L'état ecclésiastique de l'ancien régime était basé sur l'idée de fonction et n'était assimilable ni à une classe ni à une caste sacerdotale.

Nous ne pensons donc pas que, si notre étude des classes dans la France contemporaine était reprise d'une façon plus complète, il y aurait lieu d'étudier à part la fonction sacerdotale.

Nous lui laissons cependant une place ici, afin d'indiquer qu'il s'agit d'un groupe isolant ses membres par la nature de la fonction exercée et, s'il n'est pas assimilable à une classe, ne pouvant être considéré non plus comme une profession.

Quelle place occupe le prêtre dans la société moderne ?

De par son caractère sacré, il doit se considérer comme appartenant à une élite, élite spirituelle (1).

Au point de vue religieux, le prêtre (surtout s'il a la charge d'une paroisse) est le supérieur des laïques, il considère ses paroissiens comme les *sujets de sa royauté spirituelle* (2).

Mais, dans l'ensemble, au point de vue purement social, le prêtre catholique est intégré à la bourgeoisie (plutôt à la petite, ou très moyenne bourgeoisie). Certains curés de campagne, de vie très simple, sont assimilables aux membres des inter-classes, avec, bien entendu, des nuances tenant au caractère de la fonction.

Ainsi, le prêtre est *reçu* (avec certaines marques de déférence) non seulement dans les familles bourgeoises *bien pensantes* de la localité, mais dans la noblesse.

(1) « L'église catholique est l'élite du genre humain. Le clergé est l'élite de l'église catholique. Noblesse oblige ; le prêtre doit donc l'emporter sur les laïques par ses vertus et ses exemples... » (Granger, abbé). *Aux prêtres-soldats. — Le prêtre surnaturel...*

(2) Gontier (O.). *Règlement de vie sacerdotale.* — Cf. Petit de Juleville. *L'idée que les jeunes doivent se faire du sacerdoce.*

Il semble que le prêtre actuel soit tenu à plus de réserve dans les relations mondaines (à affirmer plus constamment son caractère *sacré*) que sous l'ancien régime et même que dans la première moitié du XIX^e siècle (réaction de défense, sans doute, contre l'anticléricalisme). Nous connaissons, de source directe, plusieurs anecdotes confirmant cette opinion.

Certaines personnes sont même choquées lorsqu'un prêtre montre un goût prononcé pour certains sports ou exercices, cependant bien innocents, comme la chasse.

Si le prestige du prêtre « ...tient à sa dignité, à ses vertus... », il tient aussi, dit l'abbé Granger, « ...à sa tenue, à ses relations, à sa manière d'être et de vivre... » d'où « ...interdiction des jeux de hasard, du port d'armes, de la chasse, des auberges, des spectacles, des concerts profanes... » (1).

Les récréations du prêtre doivent être surtout le soin de l'église, les visites de malades et de convenances, les lectures et promenades (2).

Cependant, si la fin du XIX^e siècle et le début du XX^e ont vu se développer le type du prêtre d'allures austères, il semble que la guerre ait un peu modifié le sens de l'évolution. Le prêtre-soldat s'est rapproché de la vie, a pris des allures plus rudes et plus familières tout à la fois. De même, le développement des patronages catholiques, du scoutisme, auxquels s'intéressent beaucoup de jeunes prêtres, doit rendre le prêtre moderne plus accessible à toutes les formes de la vie active, plus proche de ses paroissiens.

Sur tous ces points notre documentation est incomplète, et nous n'entendons donner qu'un aperçu très général (3).

Un point intéressant à étudier est l'origine sociale du clergé.

Le R.P. Dassonville (4), se plaignant de la désaffection croissante des jeunes Français pour le sacerdoce (5), espère qu'un réveil catholique donnera aux jeunes le désir de jouer « ...comme prêtres un rôle de chefs dans les combats de demain » (6).

Il se tourne plus spécialement du côté de ces *fils de famille* qu'on se plaint de ne pas voir en assez grand nombre dans les séminaires. La plainte est-elle fondée ? Le P. Dassonville ne peut le dire avec certitude, car il n'existe pas, à sa connaissance, de statistique où les séminaristes français soient groupés d'après la profession paternelle (7).

(1) *Op. cit.*, p. 45.

(2) Gontier, *op. cit.*, p. 61.

(3) Cf. Julien (Mgr.). *Le prêtre*. — Granger. *Le prêtre surnaturel*.

(4) *L'Etat actuel du recrutement sacerdotal en France*.

(5) Dans ce premier tiers de siècle, la France accuse un déficit d'environ 13.000 ordinations, soit la perte d'un gros diocèse par année. La pénurie de prêtres se fait surtout sentir dans les grands centres de peuplement. (Doncœur, R. P.). *La crise du sacerdoce*, p. 101).

(6) *Op. cit.*, p. 26.

(7) *Op. cit.*, p. 27. Le même son est rendu par Lahitton : *Deux conceptions divergentes de la vocation sacerdotale*. — Le Floch : *Les élites sociales et le sacerdoce*.

Des statistiques de ce genre existent en Allemagne. A Augsbourg, par exemple, 33,37 % des séminaristes sont fils d'agriculteurs, 16,56 % viennent d'un groupe comprenant à la fois les militaires, employés et membres des professions libérales, etc...

Les documents très récents du P. Donœur indiquent un relèvement lent mais continu du recrutement sacerdotal depuis quelques années (1).

Le supérieur du séminaire d'Amiens signale des vocations plus nombreuses dans la *bourgeoisie* (2), très nombreuse dans le scoutisme et la J.O.C. (Jeunesse ouvrière catholique).

Le recrutement, autrefois presque uniquement agricole, se déplace vers les centres urbains (3).

Nous n'avons pas recueilli de documents sur la vie des clergés protestant, israélite, musulman. Ce ne sont en France que des minorités et nous ne devons pas avoir à modifier notre opinion actuelle, à savoir qu'il n'existe pas dans la France contemporaine de classe sacerdotale, mais seulement une fonction sacerdotale (exercée pour la plus grande part par le clergé catholique), comportant des caractères nettement isolants, mais dont les membres, dans leur ensemble, peuvent être rattachés à la moyenne ou petite bourgeoisie (quelques éléments, à envisager à titre purement individuel, appartenant à la noblesse, la haute bourgeoisie, l'inter-classes).

Les pasteurs protestants, mariés pour la plupart, seront à classer, avec leurs familles, dans la bourgeoisie moyenne ou haute.

2. *Réalité juridique*. — Jusqu'à la loi du 9 décembre 1905 (séparation des églises et de l'Etat) (4), les ministres du Culte jouissaient d'assez nombreux privilèges qui, cependant, tendaient à être peu à peu restreints (c'est ainsi que le décret du 23 mars 1883 (5) sur le service des places, enlevant aux honneurs militaires tout caractère religieux, supprimait les honneurs à rendre aux processions du Saint-Sacrement (6)).

Parmi les privilèges et immunités supprimés par la loi de 1905, citons :

1° Le privilège accordé aux évêques et présidents de consistoires par l'art. 10 de la loi du 20 avril 1810, par lequel ils devaient être jugés par la première chambre de la Cour d'Appel;

(1) *Op. cit.*, pp. 159 à 163.

(2) *Op. cit.*, p. 160. — Même remarque du directeur du séminaire d'Arras. Ce symptôme très nouveau est aussi noté dans les diocèses de Paris, Angers, Rennes. (*Op. cit.*, p. 169).

(3) *Op. cit.*, p. 167.

(4) Dalloz, *Répertoire pratique*, T. IV, 1912.

Cf. Loi du 9 décembre 1905 (D. P. 1906. 4. I.), modifiée et complétée par celles du 2 Janvier 1907 (D. P. 1907. 4. I.), 28 Mars 1907 (D. P. 1907. 4. 57) et 13 Avril 1908 (D. P. 1908. 4. 50.). Décrets du 29 déc. 1905 (D. P. 1906. 4. 28), 19 Janvier 1906 (D. P. 1906. 4. 29), et 16 Mars 1906.

Extension du nouveau régime à l'Algérie (Cf. *Bulletin Dalloz* 1908, p. 191; *Revue d'organisation et de défense religieuse*, 1908, p. 328 et p. 742; à la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion (J. Of. des 10 et 11 févr. 1911). — Cf. aussi Donœur, *op. cit.*

(5) D. P. 1884. 4. 119.

(6) Dalloz. *Répertoire pratique*, T. IV, p. 146.

2° Privilège de pouvoir donner l'enseignement secondaire à quatre jeunes gens au plus, destinés aux études ecclésiastiques sans être soumis aux prescriptions de la loi de 1850 (1);

3° Rang et préséances dans les cérémonies officielles (2);

4° Protection du costume ecclésiastique contre les usurpations (3);

5° Art. 31, 33 et 47 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, qui frappaient de peines spéciales et déféraient à la Cour d'Assises les délits de diffamations et injures dont les ministres du culte pouvaient être victimes (4);

6° Dispense d'exercer les fonctions de tuteur;

7° Dispense du service militaire (5).

D'une façon générale, le prêtre est considéré comme un citoyen ordinaire, il est soumis au régime du droit commun.

La nomination à un emploi ecclésiastique est considéré (par la loi) comme un simple contrat de travail.

Certaines dispositions du code pénal ou du code civil restent spécialement applicables aux ministres du culte, mais alors ceux-ci ne sont pas considérés comme investis d'une fonction publique, mais comme exerçant une profession spéciale, leur imposant des devoirs déterminés (6).

Cependant, il est probable que, dans ces dispositions spéciales, se rencontrent encore quelques traces de l'ancienne conception, celle suivant laquelle le prêtre exerçait un ministère spirituel légalement reconnu. Ainsi, l'article 333 du code pénal considère comme circonstance aggravante du crime d'attentat aux mœurs, le fait, pour l'auteur du crime, d'être un fonctionnaire public ou ministre du culte, cela impliquant présomption d'autorité, s'exerçant sur la victime. Il y a là une nuance qui dépasse la considération de profession.

En résumé, nous dirons que le clergé, qui n'a jamais formé en France une classe sociale à proprement parler, est un corps investi d'une fonction dont le caractère spirituel est généralement reconnu. Ce caractère, inscrit dans

(1) Art. 66 § 3 de la loi du 15 mars 1850. Dalloz, *op. cit.*, p. 147. Cf. *Revue du culte catholique*, 1910, p. 277.

(2) D. P. 1908. 4. 72. J. O. du 25 juillet 1906.

(3) Ces usurpations ne sont plus punissables. (Rapp. de M. Briand, Chambre des Députés, p. 187).

(4) D. P. 1907. 2. 344.

(5) Certaines dispenses étaient maintenues par le nouveau régime mais sous condition de la constitution d'associations culturelles. Ces associations ne fonctionnant pas, les élèves ecclésiastiques n'ont plus droit aux dispenses maintenues à leur profit. Cf. D. P. 1911. 3. 71. *Revue d'organisation et de défense religieuse*. 1906, p. 235. D. P. 1908. 3. 90 et 1909. 3. 108.

(6) Par exemple, l'art. 909 du Code civil, prohibant les libéralités au profit du ministre du culte qui a assisté le *de cujus*, pendant sa dernière maladie n'est pas abrogé. Mais cette disposition s'applique aussi aux médecins et pharmaciens. Dalloz, *op. cit.*, p. 148.

la loi jusqu'à la séparation des églises et de l'Etat, cesse d'avoir une consécration légale à partir de la loi de 1905.

Il y a là, évidemment, le résultat d'une évolution politique plus que sociale et nous ne pensons pas que la place du clergé dans la société ait été modifiée par ce changement de régime légal.

Nous verrions plutôt là la confirmation de la conception selon laquelle la réalité juridique est loin d'épuiser la réalité sociale, surtout en matière morphologique.

Il se peut cependant que le nouveau régime ait eu quelque influence sur la conception que les prêtres se font de leur rôle (par le passage à la caserne, la participation à la grande guerre). Cependant, l'ensemble du clergé est resté hostile à cette assimilation avec le reste des citoyens.

« Prêtre-soldat, dit l'abbé Granger, c'est une chimère de notre siècle, plus lamentable que la chimère du XII^e siècle : Saint Bernard *moine-légat*. Puisse-t-elle se sanctifier à la caserne, comme l'ancienne se sanctifiait parmi les rois.

« Prêtre-soldat, cette qualification indique deux qualités, deux fonctions, mais aussi deux séries de devoirs...

« Le prêtre n'est plus considéré comme tel ; il est *Civis Romanus*, autant qu'un autre... » (1).

Au milieu des devoirs nouveaux imposés par la vie civile, le même auteur pense que le prêtre doit rester fidèle à sa mission surnaturelle, écoutant les enseignements de Jésus-Christ et des Saints, s'isolant par la pratique de la vie spirituelle et de la prière.

Nous devons noter, depuis l'après-guerre, une tendance au relèvement du prestige de la fonction sacerdotale, à sa reconnaissance officielle sinon officielle par les pouvoirs publics.

Mais, encore une fois, cette évolution n'intéresse qu'indirectement le problème des classes.

3. *Mode de vie.* — De ce que le prêtre est socialement assimilable à la bourgeoisie (petite ou moyenne), il s'ensuit qu'il suivra à peu près le mode de vie de cette classe, avec une nuance d'austérité, à tout le moins de réserve, en rapport avec son caractère.

La maison, l'ameublement, seront confortables mais un peu désuets, ce qui ne veut pas dire forcément simples. Certains salons de presbytères ressemblent à des parloirs de couvent, mais beaucoup sont ornés (sinon encombrés) d'une profusion d'objets d'art; bien entendu les objets religieux dominant.

Sans doute, la vie du prêtre se modernise ; il possède souvent une auto, à tout le moins une bicyclette ou une motocyclette. Mais cependant, ce n'est jamais le prêtre que nous trouvons à la tête de la nouveauté en art, ameublement, aménagement de l'intérieur.

(1) *Op. cit.* pp. 51-53.

Le foyer du prêtre est calme, en dehors du monde (dans le sens extrême attaché à ce terme), mais non pas triste. Le curé a souvent avec lui des membres de sa famille. Il s'est entouré de sympathie (1).

Il rencontre ses collègues dans des réunions qui sont l'occasion de dîners et de parties de cartes (2).

Depuis la séparation, les prêtres sont moins nombreux, plus occupés; les conférences sont moins fréquentes.

L'abbé Gontier rappelle aux jeunes prêtres, dans son *Règlement de vie sacerdotale*, les règles de la sobriété et de la modération (3).

Pour beaucoup de prêtres, évidemment, la question du luxe superflu ne saurait se poser mais seulement celle du strict nécessaire. Les prêtres ne possédant pas de fortune personnelle n'ont actuellement, dans beaucoup de diocèses, que des ressources très modiques et sont obligés à une vie plus que simple (4).

H. Bordeaux nous cite des budgets de prêtres oscillant entre 2 et 3.000 fr. par an, quelquefois moins. Alors, le jardinage devient une nécessité, la viande ne paraît plus que rarement sur la table du presbytère, les habits du prêtre n'ont même plus le minimum de décence désirable.

Les cas de véritable misère et surtout de misère avouée sont cependant rares. Le prêtre pauvre, comme le bourgeois pauvre, s'efforce de *sauver les apparences*. Ce n'est qu'exceptionnellement qu'il lui arrive de louer ses services à un cultivateur (5) ou d'exercer un petit métier artisanal (6). Cependant, les ressources du prêtre, dans l'ensemble, n'ont pas augmenté proportionnellement au coût de la vie, et ces ressources se trouvent en fait, inférieures non seulement à ce qu'elles étaient avant la séparation, mais aussi avant la guerre (à part dans certaines grandes villes ou des paroisses très riches).

Le clergé français qui, entre la Révolution et 1914, avait évolué dans le sens de l'austérité plus grande, a, nous l'avons dit déjà, depuis la guerre, pris un peu plus de liberté d'allures. Il fume aujourd'hui « à l'instar de tous les clergés du monde » (7).

Les nécessités de la vie, dans les paroisses rurales, les œuvres, qui ont pris ces dernières années surtout, un grand développement dans les centres urbains et industriels, contribuent à rapprocher le prêtre de la vie et de ses paroissiens.

On doit parer à la pénurie de prêtre par une meilleure organisation du ministère pastoral (vie en commun, missionnaires, auxiliaires laïques ou religieux).

(1) Julien (Mgr.). *Le prêtre*, p. 35.

(2) *Op. cit.*, p. 36.

(3) *Op. cit.*, p. 58.

(4) Bordeaux (Henry). *La glorieuse misère des prêtres*.

Cf. Donceur, *op. cit.*

(5) *Op. cit.*, p. 14.

(6) *Op. cit.*, p. 30.

(7) Julien, *op. cit.*, p. 13.

Des commodités modernes doivent être mises à la portée du prêtre de campagne. « La timidité d'esprit intervient pour crier au modernisme ; elle dénonce les « dangers » de l'auto et du téléphone, perte du prêtre. Il fut un temps où la bicyclette aussi était « excommuniée » ; jusqu'à ce qu'un vicaire général de Nancy « osât s'en servir pour accomplir son devoir » (1).

Mais le prêtre même avec ses confrères, garde toujours une certaine réserve de tenue et de manières.

« Ainsi, dit l'abbé Gontier, le tutoiement est peu convenable, même entre prêtres anciens condisciples... cette familiarité devrait cesser le jour de la prise de soutane... Il ne convient pas non plus de nommer un confrère sans faire précéder son nom du mot « Monsieur », ou bien alors, disons « l'abbé un tel » (2).

4° *Conclusion.* — Fonction différenciée, tenant de la nature de la profession, dépassant le concept de celle-ci pour des motifs extra-sociaux, groupe relativement isolé, tel nous apparaît bien le clergé catholique dans notre pays.

Evolution dans le mode de vie, la place dans la société, les usages ; mais évolution bien moins accentuée que dans les autres groupes sociaux, laissant au clergé son caractère de pérennité au milieu des choses du monde.

Mode de vie s'apparentant dans la plupart des cas à celui de la bourgeoisie ; quelquefois même à celui de la classe populaire.

C'est de cette classe que sont issus la plupart des prêtres et nous avons vu les efforts faits actuellement pour attirer vers le sacerdoce les fils de familles appartenant aux *classes dirigeantes*.

Dans le peuple même (et spécialement le milieu paysan qui fournit la plus forte proportion de prêtres), depuis la séparation, si les vocations ne sont pas moins nombreuses, l'enthousiasme est très modéré de la part des parents qui voient avec inquiétude la réduction des traitements (3).

Les prélats, sous l'ancien régime, appartenaient à la noblesse et étaient nettement séparés des curés de paroisses. Dans la première moitié du XIX^e siècle, cet état subsiste encore partiellement (4).

Actuellement, l'évêque est plus près du clergé et même des laïcs ; il existe une cohésion des forces catholiques (5).

L'esprit de corps est vif dans la *corporation ecclésiastique* (6), le mot est de Mgr Julien, et mérite d'être noté, surtout sous une telle plume sans, cependant, y attacher une signification que l'auteur n'a sans doute pas voulu y mettre.

(1) *Op. cit.*, pp. 134 et 135.

(2) *Op. cit.*, p. 92.

(3) Cf. Julien, *op. cit.*, pp. 18 et suivantes.

(4) Julien, *op. cit.*, pp. 76-77-78. (En 1789, sur 134 évêques, 5 seulement sont roturiers ; en 1890, sur 90 évêques ou archevêques, 4 seulement appartiennent à la noblesse).

(5) *Op. cit.*, p. 83.

(6) *Op. cit.*, p. 96.

Nous ne nous occuperons pas du clergé régulier, trop en dehors de la vie sociale ou ne s'y rattachant que par les œuvres qu'il fait vivre ; notons le rôle du prêtre comme éducateur ; notons surtout que si, jusqu'à présent, l'évolution a été lente dans la fonction sacerdotale, des possibilités de modifications semblent se dessiner, surtout en ce qui concerne les milieux où s'opère le recrutement, dans lequel les œuvres doivent être appelées à jouer un rôle de plus en plus important.

CHAPITRE X

LA NOBLESSE

I. *Généralités.* — L'idée de noblesse, dit E. de Naurois (1), est fondée sur un sentiment et sur une croyance. D'abord, le sentiment de *respect* ou de *terreur* qu'inspire une *supériorité* réelle. Puis, la conviction que les qualités se transmettent par hérédité, ce qui transforme la noblesse d'individuelle en raciale.

Supériorité réelle, arrêtons-nous un instant sur cette expression. Il est bien certain qu'à l'origine les classes ou castes aristocratiques se sont constituées en fonction de telles supériorités. La nature ignore l'égalité (2), pense E. de Naurois. C'est exact, quoi que nous puissions désirer le contraire.

Mais, sans nous attarder sur l'idée de noblesse en soi que nous reprendrons dans une étude plus complète, cherchons une définition juridique.

Le mot *noblesse*, nous apprend le *Répertoire pratique* Dalloz, « désigne une qualité que le souverain imprime à des particuliers pour les élever, eux et leurs descendants, au-dessus des autres citoyens. Il s'emploie aussi pour désigner la classe des personnes à laquelle cette qualité appartient.

« Sous l'ancien régime, la noblesse formait un ordre privilégié dans l'Etat et jouissant de nombreux et importants privilèges. « A la noblesse étaient attachés des titres : prince, duc, marquis, comte, vicomte, baron, chevalier. La possession d'un de ces titres impliquait donc la qualité de noble » (3).

Pour ce qui est de la noblesse en tant que survivance moderne, nous garderons cette définition juridique, en ajoutant que l'on doit également considérer comme nobles les personnes assimilables à celles qui composaient l'ancienne noblesse, conférée par le roi. Nous reprenons la notion d'*assimilation*, essentiel de notre définition de la classe, notion suffisante et explicite.

Par la suite, l'analyse des faits nous montrera dans quelle mesure peuvent être assimilés aux nobles d'ancien régime des individus anoblis plus récemment ou considérés comme tels (cas d'espèces ne pouvant être prévus dans la définition générale).

(1) *Les classes dirigeantes*. Paris, 1910.

(2) *Op. cit.*, p. 168.

(3) Dalloz. *Répertoire pratique*, T. VIII, p. 343 (noblesse § I, historique, 1 et 2).

En principe, notre noblesse (comme toute noblesse d'ailleurs) est une classe à caractère de caste ; correspondant, au moins à l'origine, à la fonction dirigeante militaire, attachant une grande importance à la transmission héréditaire, c'est-à-dire fondée sur l'idée de continuité familiale qui implique, toujours plus ou moins celle de race.

La noblesse est donc (en principe, du moins) une survivance des classifications sociales à base raciale, biologique.

2. *Historique.* — La question des origines de la noblesse française a été discutée, certains voulant voir dans la classe aristocratique la descendance des conquérants germaniques, d'autres admettant que les éléments de l'ancienne noblesse gallo-romaine ont pu fusionner avec les éléments germains (1).

« ...Dès le premier établissement de cette monarchie, dit Loyseau, le peuple d'icelle fut divisé en gentils hommes et roturiers, les uns destinez pour défendre et maintenir l'Etat soit par conseil ou par force d'armes : les autres pour les nourrir par le labourage, marchandise et exercice des mestiers. Division qui a continué jusques à présent » (2).

Cette division peut être considérée comme une suite de ce qui existait dans l'ancienne Gaule... ou encore comme la division des *Francs* conquérants et des *Gaulois* vaincus (3). Loyseau ne choisit pas entre ces deux interprétations. Il a cependant une tendance à croire qu'une partie au moins de l'ancienne noblesse gallo-romaine put subsister. En effet, écrit-il, « à succession de temps, lors qu'il fut mal-aisé de discerner chacune nation, ceux qui estoient ou issus des anciens Francs, ou quoy que ce soit qui avoient trouvé moyen de parvenir à leur franchises (comme il est à croire, qu'ils ne réduisirent pas tous les anciens nobles du pays à ce misérable estat) (4) furent nommez gentils-hommes... » (5).

L'avilissement de la noblesse commence au XVI^e siècle, époque à laquelle des titres sont déjà concédés moyennant finances (6).

Louis XIV, plutôt disposé à l'abaissement de la noblesse, ayant, d'autre part, de gros besoins financiers, multiplia les concessions de titres. Il permit d'en ajouter à des noms patronymiques sans aucune mention de terres. MM. de Berghes, Dreux, Chemillard, Le Camus, furent faits prince de Berghes, marquis de Dreux, comte de Chemillard, marquis Le Camus (7).

« Ces titres à brevet, nous apprend le Répertoire Dalloz, n'étaient dans l'intention à celui qui les conférait que de pur honneur, et, dans l'origine,

(1) Cf. : Taine. *Origines de la France contemporaine.* — Fustel de Coulanges. *Histoire des institutions politiques de l'ancienne France.*

(2) Loyseau, *Traité des ordres*, p. 55 § 28.

(3) *Ibid.*

(4) C'est nous qui soulignons.

(5) *Ibid.*, et p. 56.

(6) Dalloz. *Répertoire alphabétique*, T. XLII, 2 partie, 1832; Art. Usurpation, § 27, p. 1778.

(7) *Ibid.*, § 28.

sans transmissibilité héréditaire ; on en abusa en les prenant par succession, et l'abus fut toléré » (1).

En 1789, d'après Taine, les privilégiés sont environ 270.000 (130.000 membres du clergé ; 140.000 nobles). Ces 140.000 individus sont groupés en 25 à 30.000 familles (1) parmi lesquelles un grand nombre d'anoblis (depuis deux siècles, les magistrats, depuis un siècle, les financiers). On trouve à cette époque dans l'ordre de la noblesse « presque toutes les grandes fortunes de France » (2).

3. *Surrivance de la noblesse.* — Malgré l'opinion contraire quelquefois exprimée (3), la noblesse, dans notre France contemporaine, s'affirme bien comme une classe.

Mais cette classe ne peut prétendre tout entière descendre des très anciennes familles qui constituèrent l'aristocratie féodale. La vraie et ancienne noblesse doit, bon gré, mal gré, subir le contact d'anoblis récents et se laisser assimiler à eux.

Les annuaires spéciaux se montrent larges dans les admissions et citent même des personnes notables n'ayant aucune attache avec l'aristocratie de race ou prétendue telle, rendant ainsi hommage au concept de noblesse en soi, indépendamment du préjugé d'origine.

Comme le dit justement M. Simiand, la constitution d'une noblesse d'empire, le fait qu'une duchesse « toujours citée dans les échos mondains et portant un des plus beaux noms de France... est la fille d'un marchand de sucre, indiquent... une reconnaissance continuée de cette classe, moyennant quelque adaptation bien plutôt qu'une fusion » (4).

Nous pouvons distinguer dans la noblesse les groupes suivants, répondant, sans aucun doute, à un classement hiérarchique, pas assez net cependant, pensons nous (pas assez explicitement admis, surtout) pour qu'on puisse parler de sous-classes :

- 1° Noblesse royale,
- 2° Ancienne noblesse (noblesse féodale),
- 3° Anoblis du XVI^e siècle à la Révolution,
- 4° Anoblis (nobles de robe, bourgeois nobles) (la *noblesse d'office* de l'ancien régime),
- 5° Noblesse d'empire,
- 6° Noblesse papale,
- 7° Notables assimilables à la noblesse, avec cependant des restrictions.

Les deux derniers groupes sont-ils légitimement intégrés à la noblesse ? Pour le dernier, on peut répondre à coup sûr que non. Quant à la noblesse

(1) Origines de la France contemporaine. L'ancien régime, p. 17.

(2) Parmi les nobles de cour (1000 environ) 1/20^e à peine peut prétendre à la noblesse d'ancienne date.

(3) Cf. Larousse, *op. cit.*, T. IX, pp. 1039-1040.

(4) Simiand (François). *Cours d'économie politique*, pp. 444-445.

papale, il est bien certain qu'elle ne s'est pas admise dans la classe noble proprement dite sans une nuance de mésestime.

Nous pourrions, à l'aide des annuaires, tenter d'établir le pourcentage des catégories précitées. Nous pensons que ce pourcentage sera utile à donner en tête d'une étude plus complète. Bornons-nous à indiquer, d'après J. de Bonnefon, que vers 1910 il existait dans notre pays environ deux cent mille individus se prétendant nobles (contre trente mille à la fin du Second Empire) (1).

Naurois évalue ce nombre des nobles en 1910 à 180.000 (60.000 familles) ; chiffres très voisins (2).

D'après Puységur, écrivant en 1914 (3) il n'y aurait eu que vingt mille familles, soit cent mille personnes; il semble que les premières évaluations citées soient plus près de la vérité.

Quoi qu'il en soit, un grand nombre de titres prétendus viennent de la « fantaisie personnelle : noblesse de carton, non de parchemin » (4).

4. *La noblesse et le droit.* — Depuis la Révolution (qui avait aboli complètement les distinctions de nature nobiliaire), notre droit a subi des fluctuations en cette matière ; actuellement, nous sommes toujours sous le régime institué par les décrets du 10 janvier 1872 et du 15 juin 1892. Notre législation, si elle ne reconnaît pas la noblesse, reconnaît les titres comme étant l'objet d'une propriété personnelle.

Les titres admis par le droit moderne sont ceux de : prince, duc, marquis, comte, vicomte, baron, chevalier (5).

Les titres sont considérés comme des *accessoires du nom* (6).

Il est généralement admis qu'ils doivent figurer sur les actes de l'état civil ; mais les officiers de l'état civil ne peuvent attribuer aux parties que les titres qu'elles justifient être en droit de porter, l'usage ou les traditions de famille ne pouvant suppléer à la production d'actes réguliers (7).

Les titres nobiliaires ne sont pas personnels, ils se transmettent aux successeurs. On a soutenu que n'étant plus considérés que comme des accessoires des noms, ils en font partie intégrante et doivent se transmettre comme eux, avec eux (8).

Mais la Cour de Cassation a condamné cette doctrine et a déclaré que les titres nobiliaires ont été accordés par le pouvoir souverain non pour dési-

(1) Bonnefon (Jean de). *La noblesse de France et les anoblis de la République*, pp. 32-33.

(2) Naurois (E. de). *Les classes dirigeantes*, pp. 76-77.

(3) Puységur. *De l'épée au tango*.

(4) Bonnefon, *ibid.*

(5) Planiol. *Traité élémentaire de droit civil*, pp. 157-158.

(6) *Ibid.*

(7) Dalloz. *Répertoire pratique*, T. I., p. 133 ; Cf. D. P. 97. I. 584 et D. P. 58. 3. 48.

(8) D. P. 96. 2. 327 et D. P. 79. 2. 137.

gner mais pour *honorer* ceux auxquels ils sont attribués et qu'ils doivent être maintenus dans le caractère qui leur a été donné à l'origine (1).

Les difficultés pouvant s'élever à l'occasion des titres nobiliaires appartiennent à l'autorité administrative (Conseil d'Administration remplaçant le Conseil du Sceau du Second Empire (2), l'autorité judiciaire n'ayant pas la compétence en cette matière.

Mais si les collations, confirmations et vérifications des titres nobiliaires sont effectuées par le Conseil d'administration, les litiges entre particuliers s'élevant à propos des titres sont déferés aux tribunaux (comme ceux qui concernent l'abus de noms ou les causes analogues) (3).

Ce sont également les tribunaux civils (et quelquefois les tribunaux criminels) qui peuvent ordonner, par voie de rectification des actes de l'état civil, la suppression des titres nobiliaires indûment énoncés (4).

L'usurpation des titres nobiliaires est puni par l'article 259 du Code pénal comme celle des autres distinctions honorifiques (5); ce qui indique bien que, quelles qu'aient pu être les fluctuations à cet égard, le titre ne saurait cependant être considéré comme une simple annexe du nom mais implique bien idée de distinction.

Quant à la particule, nous le savons, elle n'a jamais indiqué la noblesse en France.

Actuellement, beaucoup de personnes non nobles portent la particule ; par contre, des familles de vieille noblesse (750 à 800 selon Naurois) ne font pas usage de la particule ou leur nom ne l'a jamais comportée (6). Certaines de ces familles sont ardemment républicaines. Georges Clemenceau appartenait à une famille anoblie par Louis XII ; de même Sadi-Carnot, les Garnier, Périar, Cavaignac, étaient issus de l'ancienne noblesse.

Cependant, la particule est généralement considérée par la mentalité populaire comme une présomption de noblesse et elle est appelée *nobiliaire* parce qu'on y voit, en quelque sorte, le « billon de la noblesse » (7).

Aussi, lorsqu'un individu ajoute la particule à son nom dans un but de

(1) *Répertoire pratique*, *ibid.* — Cf. D. P. 99. I. 166. — En ce qui concerne les règles appliquées en matière de transmission de titres, voir : *Répertoire pratique*, *op. cit.*, p. 345 ; Lallier. *De la propriété des noms et des titres*, n° 106, p. 180 ; Lévesque. *Du droit nobiliaire français...* n° 153 et suivantes.

(2) *Répertoire*, *op. cit.*, n° 52, p. 346. Cf., arrêts cités.

(3) *Ibid.*

(4) *Répertoire*, *op. cit.*, n° 54, p. 346.

(5) *Répertoire*, *op. cit.*, n° 25, p. 572.

(6) *Répertoire alphabétique*, T. XLII, n° 103, p. 1791 (Dalloz). Cf. Cousin, *Des noms de noblesse et des titres nobiliaires*, pp. 81-91. — Naurois, *op. cit.*

(7) Levesque, *op. cit.*, p. 35. — Cf. pp. 36 à 44. *Rappel des opinions contradictoires concernant la particule.* — Cf. Beaune. *Des distinctions honorifiques...* Rappele la déclaration de Louis XIV du 3 mars 1699 interdisant aux non nobles de race de prendre le *de* devant leur nom.

vanité, il peut être poursuivi selon l'article 259 (1). L'adjonction de la particule est tolérée dans tous les cas où il s'agit de « changement de noms pour éviter une confusion ». Cette tolérance ouvre évidemment la porte à bien des abus.

On aurait pu supposer que les revendications de titres, les causes concernant le droit nobiliaire se feraient plus rares à mesure que le régime républicain s'affermissait. Il n'en est rien, du moins jusqu'à présent.

Non seulement les familles de vieille et ancienne noblesse défendent leurs titres contre les usurpateurs et, à l'occasion, ne dédaignent pas de recourir aux tribunaux républicains pour régler certaines questions d'attribution de titres concernant l'intérieur des familles elles-mêmes, mais l'attrait des roturiers pour ce que J. de Bonnefon appelait avec dédain *noblesse de carton* ne semble pas être moins fort. Curieux trait de psychologie qui, dans une société profondément transformée, matériellement surtout, mais aussi moralement (et où il semble bien que s'ébauchent des transformations plus profondes encore) montre un rattachement aux valeurs du passé, ou plutôt à l'aspect le plus superficiel de ces valeurs, comme moyen de conquérir ce *prestige* qui, nous le voyons, du bas en haut de l'échelle sociale, s'affirme comme un bien très désirable sinon le plus désirable.

L'ouvrier qui adopte un *complet* de type bourgeois et achète à crédit une salle à manger plaquée vieux chêne, obéit à des mobiles de même ordre que le petit propriétaire rural ajoutant à son nom patronymique celui de sa propriété. L'un et l'autre veulent *monter*, s'affirmer à eux-mêmes qu'ils sont les égaux de ceux que, jusqu'alors, ils sentaient à l'échelon immédiatement supérieur.

C'est ainsi qu'Arnolphe se faisait appeler « M. de la Souche » et Dangin « de la Dandinière », ne trompant personne sinon eux-mêmes ; cependant, en dépit du ridicule dont on les accable, préparant certainement l'ascension de leurs enfants.

En dépit des changements de régimes et de constitutions, des bouleversements techniques et économiques, les tendances fondamentales de la nature humaine s'affirment immuables ; la psychologie domine le monde matériel. Et, au fond de cette psychologie humaine, il est autre chose que le désir de possession des choses, possession qui s'affirme vite décevante et doit, forcément, rester limitée ; désirs de conquêtes morales, puissance, prestige pouvant s'étendre à l'infini.

Les *annuaires* consacrés à la noblesse (2) signalent chaque année des causes se rapportant aux titres de noblesse. On trouvera aussi de nombreux arrêts dans les ouvrages de droit que nous avons cités, notamment dans le *Répertoire pratique* Dalloz.

Actuellement, les demandes en modification de noms sont étudiées plus sévèrement que durant les trente premières années de la III^e République.

(1) Cf. article *Usurpation* du *Répertoire alphabétique* cité ci-dessus. Cf. aussi ; *Répertoire pratique*, T. XII, *Usurpation...* n° 28, p. 572. — Cf. Bertin. *Chambre du conseil*.

(2) Cf. surtout *L'Annuaire de la noblesse*, fondé par Borel d'Hauterive.

C'est de 1870 à 1901 surtout que, selon J. de Bonnefon, la République a tenu « *manufacture de fausse noblesse* » (1).

Dans les nobiliaires, on peut trouver des indications sur l'origine des familles. Malheureusement, ces ouvrages sont d'une valeur inégale ; quelques-uns, de nature nettement commerciale, cherchent à flatter la vanité des nobles douteux plutôt qu'à faire la lumière sur leurs origines (2).

Il a été publié d'assez nombreuses études historiques locales (3), généralement sérieuses et bien documentées, qui seront utilement consultées en vue d'un travail complet sur la noblesse.

Du Roure, auteur de l'*Histoire véridique de la noblesse de Provence*, indique l'origine des familles qu'il cite. Beaucoup ne sont pas nobles et ne sont considérées comme telles que par un abus.

Voici quelques exemples pris au hasard :

Ab... « On ne trouve aucun titre de noblesse pour cette famille. Elle s'est ennoblée d'elle-même en accompagnant son nom du qualificatif « noble » et s'intitulant telle dans les actes. La plupart du temps, ce procédé a suffi pour authentifier des jugements de maintenue, rendus par des magistrats qui étaient assurément, pour la plupart d'une honorabilité irréprochable... mais qui manquaient... du sens critique nécessaire et des connaissances indispensables... » (4).

Aguil... Famille sans aucune noblesse. Remonte à un boucher d'Aix (5).

Aud... Un des membres de cette famille a été condamné (sous l'ancien régime) comme faux noble (6).

Ber... De même, condamnation comme faux noble, puis réhabilitation de la famille (7).

Du B..., seigneurs de St-V... N'ont d'autres titres de noblesse que ceux qu'ils ont pris eux-mêmes (8).

De nombreuses familles citées sont dans le même cas. Des personnes condamnées comme « faux nobles » sont réhabilitées, puis leurs fils ou petit-fils anoblis.

Parmi les anoblissements réguliers, la plupart ne se rattachaient en aucune façon au principe de l'ancienne noblesse.

Toujours dans le même recueil, nous trouvons la famille *Ail... du Cast...*, ennoblée au XVIII^e siècle, dans la personne de Jean *Ail...* « secrétaire du roi...

(1) La noblesse de France, p. 127. — Cf. pp. 137 à 236 les notices concernant les *anoblis de la république* (Cf. Révérend. *Titres et confirmations de titres* (1830-1908)).

(2) Cf. le livre de J. de Bonnefon, déjà cité, et les ouvrages juridiques, également cités, contenant l'indication des sources sûres.

(3) Voir notre bibliographie.

(4) *Op. cit.*, p. 7.

(5) *Op. cit.*, p. 9.

(6) *Op. cit.*, p. 21.

(7) *Op. cit.*, p. 33.

(8) *Op. cit.*, p. 37.

inventeur de la fameuse poudre purgative avec laquelle il fit fortune » (1); la famille *Ai...* d'origine judaïque (2), la famille *Fr...*, également d'origine judaïque et commerçante (3), etc...

La famille *Riquetti de Mirabeau* elle-même, est d'une noblesse toute moderne et d'origine marchande (4).

Le Tiers-Etat tout entier (du moins les couches les plus fortunées ou les plus cultivées du Tiers-Etat) accédait à la noblesse ; mouvement utile à noter, indiquant bien qu'en fait, avant la Révolution, la société était déjà profondément transformée dans son principe ; mais dont la constatation nous interdit de considérer tous ceux qui s'affirment aujourd'hui nobles comme les descendants de l'ancienne caste militaire, que celle-ci fut composée uniquement des anciens conquérants germaniques ou qu'elle admit des éléments gallo-romains.

Puis, il y eût la noblesse impériale qui, en une certaine mesure, faisait remonter l'institution à son principe même ; acquisition par le mérite et surtout le mérite militaire ; puis la noblesse papale bien inférieure à la précédente et qui (comme celle issue de la pure fantaisie) indique simplement chez ceux qui l'ont sollicitée et obtenue, un alliage de fortune et de vanité (5).

« De tous ces titres romains, dit J. de Bonnefon, le monde plaisante d'abord ; il se tait ensuite et finit par les coller aux noms de ceux qui les ont payés... ». C'est la victoire de l'habitude sur la médisance ; la vanité venant panser les blessures faites par le monde à la vanité (6).

Le recours à l'anoblissement papal peut être la dernière ressource d'un aspirant noble dont la juridiction républicaine n'a pas voulu admettre la prétention.

C'est ainsi que (d'après J. de Bonnefon), *Gir...*, petit bourgeois, essaya d'expliquer au Sceau de France son alliance avec la maison de *Vill...*, demandant l'autorisation de souder son nom avec le sien.

Le Sceau qui, cependant, en ce temps là « ...était de la dernière indulgence, refusa de comprendre. M. *Gir...* se fit de *Vill...* sur cartes de visites et le monde acquiesça. Un titre du Pape confirma cette grande incertitude » (7).

Quelques-uns de ces titres, cependant, ont été décernés pour services réels rendus à la cause pontificale et n'on pas été payés.

La noblesse actuelle. — En résumé, nous pouvons affirmer qu'il existe encore en France, actuellement, une classe noble, non point caste fermée, mais classe mobile, de contours indécis, touchant la haute bourgeoisie,

(1) *Op. cit.*, p. 10.

(2) *Op. cit.*, p. 11.

(3) *Op. cit.*, p. 84.

(4) *Op. cit.*, p. 145.

(5) Bonnefon (Jean de). *La ménagerie du vatican...* voir les tarifs des différents titres, la procédure, etc...

(6) *Op. cit.*, pp. 5-6.

(7) *Op. cit.*, p. 44.

s'alliant avec elle et, peut-être, destinée à s'y confondre, selon l'aboutissement d'une évolution qui n'est pas propre à la période démocratique mais était commencée aux derniers siècles de l'ancien régime et déjà nettement accentuée au moment de la Révolution.

Dans cette masse qui constitue bien la *noblesse* moderne mais ne s'appuie nullement sur le principe fondamental d'une conception aristocratique de la société, des éléments représentant cette conception, vestiges de l'ancienne caste militaire, tendent à conserver leur suprématie et leur autonomie. C'est la vieille noblesse, jalouse de son passé, de sa pureté raciale (rarement absolue, mais gardée dans la plus grande mesure possible), de ses traditions.

Il y aurait lieu d'étudier spécialement ces grandes familles si l'on voulait faire une monographie complète de la noblesse actuelle. Il est certain que les difficultés matérielles, et peut-être l'impossibilité psychologique d'adaptation des éléments restés les plus purs aux conditions de la civilisation économique moderne, semblent attirer de plus en plus ces vieilles familles dans la voie des transactions, des compromissions qui préparent son déclin.

Quelques éléments de la vieille noblesse ont cherché, sans succès, avant la guerre, à restaurer l'institution (1).

5. *Mode de vie.* — Nous n'entendons pas donner une étude complète du mode de vie dans la noblesse ; mais indiquer seulement quelques points qui nous semblent essentiels.

Il serait utile de reprendre complètement cette étude de la noblesse et c'est ici que des monographies bien comprises pourraient nous rendre de grands services. Les monographies, difficiles à établir quand il s'agit des milieux populaires, ne seront-elles pas absolument impossibles en ce qui concerne la noblesse ? Nous ne le pensons pas.

Il se peut au contraire que quelques familles de l'ancienne noblesse, parmi lesquelles se trouvent toujours des personnes cultivées, s'intéressent à l'étude sociologique des classes, après en avoir compris la nature purement objective et acceptent d'être enquêtées.

Dans ce milieu, sous réserve de l'adhésion préalable des intéressés, il sera évidemment possible d'obtenir plus de compréhension que dans la classe populaire et d'avoir des documents annexes du plus haut intérêt (accès dans les archives familiales, correspondances, journaux intimes, etc...).

A défaut de monographies ou d'enquêtes un peu détaillées, doit-on admettre le recours aux sources littéraires ? Nous ne le pensons pas, et moins encore en ce qui concerne la noblesse que les autres classes.

M. A. Leblond, dans l'ouvrage de psychologie sociale à base littéraire dont nous avons parlé (2) nous montrent (d'après les romanciers contemporains)

(1) Cf. Puységur, *op. cit.* L'auteur de cet ouvrage essaya de fonder l'*Association des familles de la noblesse française*, afin de sauver la vieille noblesse et de la préparer à jouer de nouveau un rôle directeur dans la société.

(2) *Littérature sociale. La société française sous la III^e république.*

des nobles dont *l'affinement* physique va jusqu'à la *débilité* (type efféminé chez les hommes) (1). Les types d'aristocrates retenus ont plus de sensualité que de sentimentalité ; peu de moralité ; une religion toute extérieure ; une vie peu intellectuelle et surtout mondaine.

Il n'est pas douteux que la littérature ne nous montre d'autres types de nobles, plus virils, plus près des traditions de l'institution aristocratique ; il n'est pas douteux non plus que ce tableau littéraire ne soit surtout très conventionnel.

Après la *littérature*, une autre source est la *presse*. Sans doute, elle ne peut nous donner que des indications concernant les aspects extérieurs du mode de vie, mais celles-ci ne sont pas sans intérêt et nous les jugeons très supérieures à celles que nous fournit la littérature d'imagination.

Le *Courrier Mondain* de certains journaux apporte des informations concernant la vie des familles nobles qui complètent celles données par les annuaires. Nous trouvons aussi, dans la presse (comme dans les annuaires) un écho de certaines affaires judiciaires concernant des revendications de titres, et d'autres informations qui, directement ou indirectement, se rapportent à la vie de la noblesse.

Il y aura lieu, en ce qui concerne les informations mondaines (mariages, réceptions, cercles, sports), de vérifier aux sources les plus sûres l'authenticité des titres de noblesse indiqués. En étudiant la collection d'un journal donnant des informations mondaines (*l'Echo de Paris*, par exemple) pendant la période 1910-1930, on pourra établir des pourcentages de *vrais nobles* à l'intérieur de cercles, groupes sportifs, etc... et voir si la vraie noblesse est de plus en plus débordée par les éléments extérieurs. Il semble bien que cela soit. Cependant, la vieille noblesse se maintient davantage dans les institutions qui la rattachent à son passé (en sports, la vénerie par exemple).

Le mode de vie dans l'ensemble, n'est pas différent de celui de la haute bourgeoisie. C'est le mode de vie affiné et courtois ; les caractéristiques différentielles devant se trouver plutôt dans des nuances fines de détail ou des particularités psychologiques.

Notons donc, d'une façon très générale, comme caractéristiques de la noblesse : le désir d'isolement, la défense contre les intrusions étrangères, poussée plus loin que dans la bourgeoisie, l'orgueil de la race, la grande importance attachée aux questions de généalogie et le culte des ancêtres ; l'importance donnée aux questions de préséance relative aux titres ; des règles de courtoisie très strictes, l'habitude d'une vie mondaine ; l'éducation des enfants (surtout des filles) donnée souvent dans la famille au moins jusqu'à un certain âge, sous la direction de précepteurs ou d'institutrices, du moins dans des établissements privés ; moins d'abandon (en général) dans les relations de famille que dans la bourgeoisie : les enfants disent plus généralement *vous*, alors que dans beaucoup de familles bourgeoises le tutoiement est usité. De même, entre mari et femme l'usage du *vous* est plus général que dans la bourgeoisie.

(1) *Op. cit.*, pp. 146 et suivantes.

Les autres caractères se ramèneraient tous, plus ou moins, aux tendances à l'*isolement*, *orgueil*, *protocole*, *mondanité*. Plus que pour la vie bourgeoise, un certain *minimum de fortune* est indispensable à la vie noble ; cependant des nobles pauvres continuent à avoir des relations dans leur classe sans être considérés comme déchus.

Il existe une noblesse déclassée, ou à demi-déclassée assez nombreuse dont les membres exercent les professions les plus variées (notamment des emplois de bureau). Mais, pour la noblesse ayant gardé son prestige de classe, la principale profession est l'Armée. A cet égard, les annuaires donnent chaque année des informations. Dans la liste des admissions à Saint-Cyr et à Navale il y a toujours de nombreux noms à apparence nobiliaire. Ici aussi, une vérification serait utile, mais il reste acquis que beaucoup de membres de la noblesse, et de la plus ancienne et authentique noblesse restent fidèles à la carrière militaire.

Le maréchal Lyautey appartenait à la noblesse par sa mère ; le maréchal Franchet d'Espérey à une famille de robe (1).

Il y a beaucoup de noms à apparence nobiliaire aussi dans la diplomatie, mais, semble-t-il, peu de vraie et surtout de vieille noblesse. De même, les nobles sont relativement peu nombreux dans les Assemblées élues (2).

Dans le clergé, l'Université, si l'on trouve d'assez nombreux noms comportant une particule, il s'agit rarement de véritable noblesse. Les représentants de la classe noble peuvent se rencontrer dans ces milieux ; ce sont des cas exceptionnels, fonction d'aptitudes ou vocations individuelles, n'intéressant pas l'ensemble de la classe.

Dans la littérature, A. Odin avait trouvé une forte proportion de membres de l'ordre aristocratique (3) (qui n'avait du reste plus sa pureté primitive), mais, à l'époque contemporaine, il semble bien que la bourgeoisie fournisse le plus fort contingent d'hommes de lettres. Quelques-uns de ceux-ci, cependant, appartiennent incontestablement à la noblesse ancienne ou relativement ancienne.

Quelques membres de la noblesse font de la littérature non un métier mais une distraction. C'est ainsi que la Comtesse de Ségur (qui du reste, n'était française que par son mariage) écrivait au siècle dernier son œuvre pour la jeunesse ; de même la Duchesse d'Uzès, morte récemment et surtout connue par sa passion cynégétique, était écrivain et sculpteur.

Des familles nobles vivent encore en province, dans leurs châteaux ou leurs hôtels particuliers, à l'écart de la société financière et mercantile, restant plus fidèle aux traditions de leur classe (4).

Cette noblesse est restée plus près du peuple que celle qui mène une vie purement mondaine. Si, en province, s'affirme entre noblesse et bourgeoisie

(1) *Annuaire de la noblesse*, 1915-1921 (71^e volume), p. 245.

(2) Cf. la collection des *annuaires de la noblesse*.

(3) *Genèse des grands hommes*.

(4) Cf. *La réforme sociale* et les ouvrages cités concernant la classe rurale. On y trouvera des indications sur le rôle de la noblesse à la campagne.

un antagonisme qui peut aller jusqu'à l'hostilité déclarée et le mépris réciproque; les relations entre la noblesse et le peuple sont différentes.

« ...Causez avec un ouvrier, un paysan, ils finiront par vous avouer qu'ils aiment mieux travailler pour un *vrai* noble que pour un parvenu... « Il est moins fier et moins regardant » (1).

Nous avons noté nous-même, bien souvent, une nuance de respect sans antipathie chez les gens du peuple (surtout paysans) dans leurs rapports avec la noblesse. L'homme du peuple qui attaque le noble est un militant des partis avancés et, paradoxe assez curieux, il n'attaque pas le noble en tant que tel mais parce qu'il en fait un *bourgeois*, un *gros* selon l'expression entendue bien souvent.

Même chez ces hommes d'extrême gauche, autotidactes d'origine populaire, nous avons noté cette nuance de respect et de fierté en parlant de relations appartenant à la noblesse.

La noblesse française, dans son ensemble, est catholique et pratiquante. Les enfants reçoivent une instruction religieuse.

Parmi les distractions, les fêtes mondaines ont une grande place; comme sports, surtout ceux qui se rattachent aux traditions de l'ancienne noblesse: équitation, escrime, vénerie. Dans la troisième section de l'Académie des Sports (sports hippiques et cynégétiques) (2), nous relevons dix personnes titrées sur onze. Sur ces dix personnes, toutes n'appartiennent pas à l'ancienne noblesse; cependant de vieilles familles sont représentées. On voit là une de ces survivances nettes d'une classe noble s'affirmant dans des modes de vie propres, modes de vie liés, du reste, à une fortune plus que moyenne et qui semblent en voie de régression sinon de disparition (d'après des informations directes).

Parmi les particularités de mode de vie (non très importantes mais cependant caractéristiques), relevons le nombre de prénoms qui, plus élevé dans la bourgeoisie que dans le peuple, l'est encore davantage dans la noblesse. Ce fait semble en rapport avec le culte de la famille et des ancêtres: on tient à assurer à l'enfant le patronage moral d'un grand nombre d'ancêtres dont on voudrait lui voir faire revivre les vertus; on cherche à le rattacher à cette lignée.

Cette pluralité des prénoms n'est pas constante mais très générale. On trouve aussi un assez grand nombre de prénoms inusités ou peu usités dans les autres classes.

Dans une famille ancienne, parmi d'autres membres n'ayant que deux ou trois prénoms, nous voyons: *Aynard-Antoine-François-Aimé* de Cl... T..., marié à *Victoire-Marie-Louise-Gabrielle* de la T... Leur fils, *Aimé-Charles-*

(1) Montesquiou, *op. cit.* *Lettre d'une correspondante*, p. 7.

(2) Liste récente, Année 1932.

Henri, marié à *Marie-Louise-Henriette-Gabrielle* de C... B... a trois enfants prénommés :

Marie-Joseph-Victor-Ferdinand-Aynard,
 Marie-Joseph-Charles-Aimé-Jean,
 Marie-Cécile-Christiane-Josette-Catherine.
 (Soit cinq prénoms chacun).

D'autres enfants de la même famille ont chacun trois ou quatre prénoms (1).

Dans tous les annuaires nous pouvons trouver de très nombreux exemples de cette pluralité de prénoms (de même que dans les actes de l'état civil). Une étude particulière pourrait utilement être faite sur ce point.

Citons encore quelques exemples :

Famille de L... (2), *Honoré-Charles-Marie-Sosthène*, père de :
 Charles-Honoré-Jacques-Philippe-Marie-Louis,
 Philippe-Anne-Louis-Marie-Dieudonné-Jean,
 Emmanuela-Anne-Yolande-Charlotte-Simonne-Valentine-Marie,
 Elisabeth-Marie-Mathilde-Gabrielle,
 Yolande-Louise-Valentine,
 Marie-Adrienne-Mathilde.
 (Soit un nombre de prénoms variant de trois à sept).

Famille M... (3), *Marie-Artus-Hippolyte-Jean*, père de :
 Jean-Marie-Robert-Jacquelin,
 Marie-Armand-Gilles,
 Marie-Henri-Claude-Robert,
 Marie-René-Pierre-Roland,
 Jeanne-Marie-Consuelo-Glossinde-Osmonde,
 Jeanne-Marie-Charlotte-Solange-Consuelo,
 Carmen-Louise-Jeanne-Marie.

Famille M... (4), *Arthur-Casimir-Victurnien*, père de :
 François-Marie-Joseph-Laurent-Victurnien.
 Frères et sœurs d'Arthur :
 Anne-Henri-Joseph-Victurnien,
 René-Marie-Louis-Victurnien,
 Marie-Anne-Antoinette-Victurnienne,
 Jeanne-Virginie-Victurnienne,
 Alix-Solange-Victurnienne.

Famille R... (5), *Alain-Benjamin-Arthur*, père de :
 Alain-Antoine-Joseph-Adolphe-Ignace-Marie,
 Charles-Antoine-Adolphe-Julien-Victor-Marie,

(1) *Annuaire de la noblesse*, 1910.

(2) *Ibid.*, 1912, pp. 97-98.

(3) *Op. cit.*, pp. 99-100.

(4) *Op. cit.*, pp. 105-106.

(5) *Op. cit.*, pp. 117-118.

Gabrielle-Berthe-Jeanne-Ernestine-Marie-Gervaise,
 Berthe-Ernestine-Aglâé-Séverine-Jeanne-Marie,
 Jeanne-Marie-Berthe-Gabrielle-Ernestine-Daniela,
 Marie-Berthe-Anne-Antoinette-Jeanne-Ernestine-Gabrielle.
 Frère et sœur d'Alain :
 Joseph-Arthur-Ernest-Victor,
 Marie-Berthe-Françoise-Félicie-Jeanne.

Nous voyons donc ici jusqu'à sept prénoms pour une seule personne ; ce n'est pas là un maximum ; nous en avons rencontré davantage (jusqu'à dix). On note que deux ou trois prénoms sont communs aux membres d'une même famille (respect des traditions, culte des ancêtres).

Y aurait-il lieu, en cherchant à établir un tableau détaillé du *mode de vie* aristocratique, de s'en tenir surtout aux caractères psychologiques ou aux rites appuyés sur des motifs psychologiques (courtoisie, préséances, etc...) ou d'analyser de près ces formes extérieures qui sont surtout retenues quand il s'agit des classes populaires (habitation, mobilier, vêtement, etc...) ?

Dans l'ensemble, ce mode de vie extérieur sera pratiquement le même que celui de la haute bourgeoisie. Il y aura lieu surtout de chercher les nuances fines qui peuvent séparer les deux classes ; questions de détail concernant l'habitation, les domestiques (livrées, armoiries, équipages de chasse, etc.), se ramenant toutes, plus ou moins, à des survivances de *l'orgueil de caste*, de *race*, donc à des mobiles d'ordre psychologique.

Une étude particulière concernant les transactions immobilières, ne serait pas inutile. On verrait les grandes propriétés conservées jusqu'à présent par des familles nobles passer progressivement aux mains de la nouvelle élite économique (mouvement qui, cependant, n'est pas général).

Une survivance curieuse de l'ancienne société à laquelle se rattache, malgré tout, la classe noble moderne, est constituée par l'existence de certains ordres, chevaleresques et religieux, dans lesquels on ne peut entrer sans faire preuve de noblesse. Des titres d'abbesse sont ainsi réservés à des femmes nobles célibataires.

Dans les *Annuaire de la noblesse*, éventuellement dans la presse, nous trouvons des indications sur certains ordres.

L'Annuaire de 1912 donne une notice sur l'*Ordre des Hospitaliers de Saint-Jean-de-Jérusalem*, dit « *Ordre de Malte* ». Parmi les conditions, il faut... « Faire les preuves requises de filiation légitime et de noblesse... » Ces preuves sont testimoniales, consistant en attestations fournies par quatre gentilshommes, portant à la fois sur l'honorabilité du candidat, et la noblesse de sa famille (1).

L'ordre du *Saint-Sépulcre* est également mentionné. Au sujet de cet ordre, les journaux du 26 février 1933 ont donné la relation d'une cérémonie organisée par l'Ordre à l'église de la Madeleine.

Nous avons noté, comme source possible en ce qui concerne les *alliances*, les annonces matrimoniales publiées par certains journaux. Nous avons par-

(1) *Op. cit.*, pp. 321-323.

couru quelques-unes de ces séries d'annonces dans la revue le *Chasseur Français*. Cette consultation peut-être intéressante en ce qui concerne l'étude de la noblesse. Dans le même périodique, série des annonces : hors classifications, l'on trouve des propositions de legs de titres de noblesse.

Il est probable que dans d'autres journaux s'adressant surtout à des personnes isolées vivant la plupart du temps à la campagne, l'on pourrait rencontrer des informations de même nature ; à n'utiliser, évidemment, qu'avec prudence. Cependant, encore qu'une partie de ces annonces puisse être l'œuvre d'escrocs, leur *possibilité* est un utile indice *psychologique*.

6. *Conclusion*. — En résumé, nous notons la survivance d'une classe noble, se rattachant, dans son principe, à la société d'ancien régime et à l'idée de suprématie de la fonction militaire, mais, en fait, ayant été envahie par de très nombreux éléments venus de la bourgeoisie.

Dans cette classe nous voyons, sinon des *sous-classes* nettes, du moins une hiérarchie de familles, au sommet de laquelle se place la véritable ancienne noblesse.

Mode de vie offrant quelques particularités, se rapprochant cependant, dans l'ensemble, de celui de la haute (et même une partie de la moyenne) bourgeoisie.

Prestige de la noblesse nettement conservé ; bien plus que la pureté même de l'institution et s'exprimant par les nombreuses actions en revendication de titres.

Ce prestige, malgré l'évolution sociale dans le sens égalitaire que nous notons depuis la guerre, ne semble nullement en voie de décroissance.

Quant à la constitution d'une nouvelle noblesse (aristocratie des vertus et des capacités, et non de l'argent), réclamée avant la guerre par plusieurs personnes, elle ne semble pas devoir être réalisée, du moins sous une forme se rattachant à la noblesse d'ancien régime.

CHAPITRE XI

LA BOURGEOISIE

GÉNÉRALITÉS — HAUTE BOURGEOISIE

MOYENNE BOURGEOISIE

I. *Généralités*. — En cherchant les caractères distinctifs pouvant différencier les classes nous avons parlé assez longuement de l'ouvrage de M. Goblot : *La Barrière et le Niveau*.

Cependant, nous avons fait à cet ouvrage quelques reproches : la question des sous-classes n'est pas assez nettement tranchée ; la *barrière* entre le peuple et la bourgeoisie ne nous semble pas exactement au même point qu'à M. Goblot, certains caractères, notés comme des caractères de classe, appartiennent plutôt à la société tout entière. Nous avons expliqué, d'autre part, les réserves qui nous paraissent devoir être faites en ce qui concerne le chapitre enseignement et éducation.

M. A. Lichtenberger a donné de la bourgeoisie une définition faisant, elle aussi, surtout intervenir le mode de vie.

Il disait dans une conférence du *Musée social*, que « ... de nos jours, la bourgeoisie semble principalement se reconnaître par des attitudes sociales. Avant la guerre, à des degrés très divers, certains raffinements, au moins extérieurs, de culture, de mœurs, d'hydrothérapie, de costume et de logement, l'orthographe, le tube, le chapeau haut de forme, le jour de réception, les vacances à la mer ou à la montagne, le voyage en première ou en deuxième classe... constituaient un ensemble qui la délimitait assez nettement » (1).

Parmi ces habitudes, l'une des plus caractéristiques était celle d'avoir des domestiques (2).

M. Lichtenberger précisait que ce mode de vie n'était spécifiquement bourgeois d'une façon absolue que pour la période d'avant-guerre, étant

(1) Bibliothèque du *Musée Social*. *La vie chère et les classes moyennes*, p. 44.

(2) *Ibid.*

donné l'évolution dynamique actuelle. Cependant, on doit admettre que, dans les grandes lignes, ce tableau reste vrai.

L'étude des classes idéologiques nous a montré le concept de bourgeois partout opposé à celui d'ouvrier ou homme de la classe populaire. Ces deux concepts sont aussi arbitraires l'un que l'autre. Ils ont une valeur pratique, empruntent des traits à la réalité, mais restent en marge de celle-ci.

Nous ne trouvons pas non plus une définition précise dans W. Sombart (1). Celui-ci assimile toute la bourgeoisie à la classe économique et ne fait pas de différence entre le bourgeois moderne et celui de l'ancien régime, différence bien et justement sentie par M. Goblot.

Au reste, W. Sombart ne traite pas spécialement de la bourgeoisie française, ni du bourgeois français ; il cherche à dégager les traits d'un type bourgeois général et son ouvrage est plus psychologique que sociologique.

Le mot de *bourgeois*, note Abel Hermant, est pris tantôt comme titre d'honneur et tantôt comme ridicule (2).

Le bourgeois est « celui qui fait des économies et qui sait compter... Il lésine sur les frais de noce ou d'enterrement... Son épouse ne confie à personne les clefs du garde-manger... »

Mais il est aussi « celui qui a la volonté de richesse et la volonté de puissance » (3).

A vrai dire, ce ne sont pas là seulement deux visages du bourgeois, mais plutôt les visages de deux bourgeoisies différentes.

Le *Larousse du XX^e siècle* sépare dans sa définition le bourgeois d'ancien régime et le bourgeois moderne.

« *Bourgeois* (substantif), signifie « au Moyen Age habitant d'un bourg, d'une ville qui jouit de certains privilèges... par opposition aux *nobles* des châteaux et aux *vilains* des campagnes. En particulier, personne qui appartient au corps des marchands... » (4). Le même terme indique de nos jours « une personne de la classe moyenne, intermédiaire entre le peuple et la noblesse » (5), ou encore une « personne qui appartient à la bourgeoisie » (6).

« *Bourgeois* se dit parfois d'un civil par opposition à militaire : « militaire en bourgeois » ; d'un patron ou d'un maître dans le langage des ouvriers et quelquefois des domestiques. C'est un « terme de politesse employé par les cochers de fiacre s'adressant à un client ou parlant d'un client » (7).

Il s'agit là d'emplois tombant actuellement en désuétude. Le dernier a totalement disparu, comme les cochers de fiacres eux-mêmes...

(1) *Le bourgeois*. Contribution à l'histoire morale et intellectuelle de l'homme économique moderne. Paris, 1926.

(2) Hermant (Abel). *Le bourgeois*, 1924.

(3) *Op. cit.*, p. 16. — Cf. Coudert. *La bourgeoisie et la question sociale*, pp. 157-178. — Cf. Simiand (Fr.). *Cours d'économie politique*, pp. 470 et suivantes.

(4) *Larousse du XX^e siècle*, T. I., p. 817.

(5) *Ibid.*

(6) *Ibid.*

(7) *Ibid.*

Par contre, les ouvriers appellent encore souvent leur femme *la bourgeoise*, mais nous entrons là dans le domaine du langage populaire, qui n'est pas l'objet de ce chapitre.

Quant à la *bourgeoisie*, c'est « la qualité de celui qui est bourgeois », ou, le terme étant entendu dans le sens de classe, c'est « la catégorie sociale qui comprend les personnes de revenus indépendants, ou gagnant assez largement leur vie, qui ont une certaine tenue et mènent un certain train de vie... » (1).

2. *La bourgeoisie et le droit.* — Etant donné les limitations apportées à l'objet primitif de notre étude, il ne peut être question de traiter complètement cet important chapitre. Nous allons seulement indiquer sommairement les principaux points à reprendre pour une étude détaillée de la bourgeoisie ou, éventuellement, plusieurs études envisageant un certain nombre de professions que l'on peut considérer comme bourgeoises.

Le droit, nous l'avons déjà dit, ignore, en principe, l'existence des *classes*. Il ne mentionne le terme que de façon tout à fait incidente, en rapport avec l'idée de lutte sociale et pas du tout de segmentation ou morphologie.

S'il existe un *droit nobiliaire*, c'est parce que la classe noble est une survivance de l'ancien régime. Mais, de même, ne pourrions-nous retrouver quelques prescriptions juridiques issues d'anciens privilèges du Tiers Etat ?

Le Tiers Etat, du moins cette partie du Tiers Etat qui constituait la bourgeoisie, était une classe urbaine, économique, et plus particulièrement la *classe des marchands*.

S'il existait des règles juridiques issues du droit d'ancien régime et se rapportant à la classe bourgeoise, c'est dans le droit commercial qu'il faudrait les aller chercher. En fait, cette partie du droit s'appuie bien sur une longue tradition. Mais pour l'époque contemporaine, il ne serait nullement légitime de voir dans ce droit celui de la bourgeoisie. Le commerce, actuellement, ne classe pas bourgeois ; au contraire, il décline à part le haut négoce. Nous avons noté déjà le décalage opéré à cet égard.

Ce n'est donc pas dans le droit commercial que nous devons aller chercher des règles juridiques propres à la bourgeoisie, mais dans le droit concernant certaines professions.

Les professions, avons-nous dit, sont groupées, à chaque étage de la hiérarchie sociale. C'est donc en partant des professions considérées comme bourgeoises et en cherchant quelles dispositions juridiques leur sont appliquées que nous découvrirons le droit propre à la bourgeoisie. Réciproquement, les règles limitatives rencontrées dans certaines professions nous confirment le caractère bourgeois de celles-ci.

La façon de procéder la plus commode pour cette recherche dans le droit est de prendre un répertoire alphabétique et de le suivre du commencement à la fin, s'arrêtant à tous les articles qui peuvent nous apporter les informations cherchées (2).

(1) *Op. cit.*, p. 818.

Cf. Block (M.). *Dictionnaire général de la politique*, T. I., p. 244.

(2) Se reporter, pour complément d'information, à notre bibliographie.

Le *Répertoire pratique* Dalloz (moins détaillé que le *Répertoire alphabétique*, moins complet surtout en ce qui concerne la partie historique) est le plus commode pour ces recherches. Eventuellement, sur les points qui méritent une étude plus complète, on peut utiliser les références bibliographiques donnés par cet ouvrage et se reporter aux arrêts cités.

De la consultation que nous avons faite de ces différentes sources, il résulte qu'il n'y a pas un *droit bourgeois* nettement délimité comme il y a un droit nobiliaire, mais que, dans l'ensemble des règles relevées, s'affirment certains principes qui se réfèrent bien à l'idée d'une *bourgeoisie* considérée comme classe ayant des privilèges à maintenir (idée de *prestige*, de *correction* extérieure, de *distinction*, d'où séparation d'avec la masse).

On verra plus loin certaines règles relatives aux officiers et aux avocats qui ont bien ces caractères.

D'une façon générale, de l'ensemble des règles retenues nous pouvons dire qu'il y a dans notre droit moderne :

1° Tendance à mettre en garde les membres de certaines professions eux-mêmes contre les tentations inhérentes à l'exercice de ces professions, afin de sauvegarder les droits des particuliers qui peuvent leur être confiés. C'est pour cette raison que les agents de change, avocats, etc..., se voient interdire certaines activités.

Il n'y a pas là *droit bourgeois* (1) ni privilège d'aucune sorte; on pourrait plutôt, jusqu'à un certain point, voir dans ces règles des mesures de méfiance ce qui ne serait pas non plus justifié. Il n'y a là que des mesures d'intérêt général, sans plus.

2° Tendance à assurer à certaines professions ou fonctions publiques un certain *prestige social* semblant nécessaire à l'exercice même de la *fonction* (règles relatives aux officiers, magistrats, fonctionnaires, etc...) mais n'impliquant pas l'idée de classe.

3° Tendance, en plus de ce prestige lié à l'idée de *fonction*, à assurer à certaines professions un minimum de considération en imposant à leurs membres un *mode de vie* bourgeois.

Nous voyons donc bien, quoiqu'elle ne soit nulle part explicite, la notion de bourgeoisie s'affirmer dans le droit.

Nous donnerons plus loin quelques exemples en parlant des différentes professions bourgeoises.

Si le droit accorde non aux bourgeois mais aux membres de certaines professions considérées comme bourgeoises des privilèges moraux (accompagnés, la plupart du temps, de prohibitions matérielles), il peut aussi leur

(1) Certaines prohibitions s'appliquent à des fonctions qui ne classent pas *bourgeois* ou, tout au plus, *petit bourgeois* (huissiers, etc...) Cf. *Répertoire alphabétique*, Dalloz; Art. *Commerce*.

C'est également pour des raisons d'intérêt général ou de paix publique que les fonctionnaires ont été laissés à part du droit syndical; que les militaires ont été écartés de la politique, etc...

imposer, du fait de leur situation privilégiée, des charges plus lourdes qu'aux autres citoyens (1).

La tendance à faire supporter le plus gros poids de l'impôt direct par les plus grosses fortunes (ou les catégories de revenus les plus élevés) n'appartient-elle pas à ce droit bourgeois ou, plutôt, anti-bourgeois ? (2). C'est ainsi que l'entendent ceux qui font des caractéristiques économiques des critères de classe. Nous ne reviendrons pas sur ce que nous avons déjà dit à cet égard. Fortune et classe sont, dans notre France contemporaine, des notions distinctes. Une mesure législative qui s'applique à une *classe économique* ne s'appliquera pas pour autant à une classe sociale. En fait, elle touchera à la fois de hauts fonctionnaires, des propriétaires appartenant à l'aristocratie, des commerçants ayant commencé leur ascension sur le plan économique, mais restés socialement dans la classe populaire, des membres des différentes sous-classes de la bourgeoisie.

De même, certains impôts indirects (taxes sur les autos, sur l'essence) n'ont pas un caractère *social*, car ils touchent des catégories différentes. Prenons, par exemple, les autos. Il est bien évident que nombre de bourgeois moyens n'en possèdent pas; que la plupart des moyens et même des petits commerçants, des fermiers, de petits entrepreneurs, en ont une (et même quelquefois deux, voiture de livraison, camion ou camionnette, et la voiture qui sert qu'aux promenades de la famille).

Par contre, certaines dispositions envisageant le mode de vie, c'est-à-dire l'usage fait de la fortune (*les signes extérieurs*) plutôt que celle-ci prise en elle-même, peuvent être considérées comme se référant, jusqu'à un certain point, à l'idée de classe (3).

Quant au droit commercial, droit *professionnel*, tendant à sauvegarder les intérêts des membres de la profession et (davantage encore) ceux des particuliers, il n'a pas, nous l'avons dit, caractère *de classe*, ni surtout caractère bourgeois.

Il y aura lieu, cependant, pour une étude complète des classes en fonction du droit, de revoir de près cette partie de la législation (4).

Quelques indications touchant la bourgeoisie (nuances assez fines) pourront être extraites du droit commercial, non parce que le commerçant est un bourgeois, mais, tout au contraire, parce que la moyenne et la haute bourgeoisie n'admettent le commerce qu'à partir d'un certain niveau et avec bien des restrictions. Nous verrons plus loin, les interdictions d'exercer le commerce faites à certaines professions (partie, défense de l'intérêt général ;

(1) Cf. Martin-Saint-Léon, *op. cit.*, pp. 260 et suivantes. « Le droit civil ignore les classes », dit l'auteur, « le droit fiscal les distingue. »

(2) Cf. Molin. *Des tentatives de retour à l'impôt sur les signes extérieurs de richesse*. — Besson. *Traité pratique des impôts cédulaires et de l'impôt général sur le revenu*

(3) Molin, *op. cit.*, p. 50. — Cf. le décret du 11 Décembre 1926 (taxes sur les domestiques).

(4) Cf. Dalloz. *Répertoire alphabétique*. — Répertoire pratique, T. I., art. *Commerçants, commerce*. T. II, *Sociétés*, bibliographie citée.

partie, notion du prestige bourgeois). Le fait que certaines professions libérales ou à demi libérales impliquent ou non actes de commerce, les placera à des étages différents de la hiérarchie bourgeoise (1).

3. *Historique*. — Nous n'entreprendrons pas de faire cet historique, la bourgeoisie actuelle ne descendant que pour une faible part de celle d'ancien régime. C'est une classe nouvelle, issue en grande partie du peuple, et surtout de la paysannerie, après adaptation progressive de deux à trois générations ; admettant aussi des membres de l'ancienne noblesse déclassés ou ayant renoncé volontairement aux privilèges honorifiques encore conférés par leurs titres ; se renouvelant sans cesse par appel d'éléments nouveaux, tendant cependant à acquérir une certaine fixité, un orgueil familial analogue à celui de l'ancienne noblesse quoique moins explicable en raison (2).

Sur la bourgeoisie d'ancien régime, on consultera utilement l'ouvrage de M. Aynard, paru alors que notre rédaction était déjà terminée. C'est une étude plus historique et psychologique que sociologique à proprement parler.

M. Aynard, restant beaucoup plus près de la vie que Sombart, par exemple, donne des remarques très justes sur la psychologie bourgeoise, ses modifications ou ses adaptations aux cours des âges (3).

4. *Anthropologie de la classe bourgeoise*. — Si les prétentions raciales de la noblesse actuelle ne sont pas fondées (ou ne le sont que pour une minorité), devons-nous admettre que la bourgeoisie qui, elle, si elle a la tradition de la famille (en ce que celle-ci représente un foyer où se transmettent des vertus vraies ou supposées) n'a le plus souvent aucune idée de supériorité raciale, représente, en fait, comme le voulaient les anthroposociologues le résultat d'une inconsciente sélection à base ethnique ?

Grave question que nous ne pouvons aborder, encore moins trancher dans le cadre de cette étude. Du moins, il se peut que sans établir de conclusions se rattachant à une théorie raciale, nous puissions saisir quelques particularités de nature anthropologique, que nous noterons simplement sans chercher à les interpréter.

L'hérédité de la supériorité sociale inciterait à admettre une certaine supériorité fondamentale anthropologique. La question a été posée par Tauszig et Joslyn dans l'ouvrage que nous avons déjà cité. Il s'agit des Etats-Unis, pays où les conditions sociales ne sont pas, et surtout n'étaient pas, au siècle dernier, semblables à celle de notre pays. Cependant, les deux nations, bien qu'avec des modalités différentes et à des degrés différents, représentent des sociétés à renouvellement social relativement rapide.

Tauszig et Joslyn ont trouvé une *tendance croissante* à ce que les fils des chefs d'entreprise arrivent aux plus hauts grades dans une plus grande

(1) Dentistes, pharmaciens, etc... — Cf. *Répertoire pratique* Dalloz, T. I., art. *Commerçant* ; pp. 318 et suivantes.

(2) Cf. les ouvrages cités en Histoire générale ; l'ouvrage de M. Goblot. — Et aussi : Bardoux (A.). *La bourgeoisie française*. Sombart, *op. cit.*

(3) Aynard (Joseph). *La bourgeoisie française*. Essai de psychologie.

proportion (1). Quelle est la condition de cet état de fait : *privilège* (influence favorable du milieu) ou *supériorité* (phénomène héréditaire). D'après les questions subsidiaires posées aux enquêtés, il semblerait que l'hypothèse de supériorité héréditaire soit à retenir ; cependant, les auteurs se refusent à trancher absolument la question (2), bien qu'ils penchent fortement en faveur de cette hypothèse.

Les conclusions de cette enquête ne peuvent s'appliquer à la France qu'avec beaucoup de réserves.

Il en est de même des recherches portant sur certains caractères anthropologiques et faites à l'étranger par Niceforo (3).

D'une façon générale, on doit admettre que la taille moyenne est plus élevée (et la croissance plus rapide), sinon dans la bourgeoisie telle que nous l'avons définie, du moins dans les *classes aisées*, ce qui peut s'expliquer soit par la race, soit par les meilleures conditions matérielles ayant entouré la croissance, soit par ces deux facteurs réunis (4).

D'après Niceforo (qui a travaillé non seulement sur des observations se rapportant à l'Italie mais aussi à la France et à plusieurs autres pays), les classes aisées ont une circonférence céphalique moyenne plus grande (5).

La relation entre le volume de la tête, l'état social et l'intelligence, a été constatée par des observateurs de différents pays, dont la France (6).

Dans l'armée de plusieurs pays, on a constaté que les engagés volontaires, appartenant aux classes aisées, avaient une taille supérieure à celle des appelés.

Ces recherches faites en Allemagne, Italie, etc..., ont incité le colonel Constantin à en effectuer de semblables pour la France.

« ...J'ai été conduit, dit-il, à comparer le *tour de tête* du plus grand nombre possible d'officiers avec le plus grand nombre possible d'hommes de troupe, à recueillir ainsi un assez grand nombre de renseignements sur les militaires de mon escadron au 7^e cuirassiers ou sur ceux d'unités commandées par de mes amis.

« J'ai eu l'idée de comparer la circonférence céphalique non seulement à la taille, mais aussi à la somme des chiffres de celle-ci exprimée en centimètres, du périmètre thoracique exprimé également en centimètres, et du poids exprimé en kilogrammes (7) ».

(1) *Op. cit.*, pp. 96 à 114.

(2) *Op. cit.*, pp. 240 à 268. — Cf. Stoddard (Lothrop). *The revolt against civilization* (notamment, p. 49 et pp. 59 et 60).

(3) Cf. *op. cit.*

(4) Cf. les différents ouvrages d'anthroposociologie cités à la bibliographie, notamment : *Hérédité et races*, par le Groupe lyonnais d'études médicales, philosophiques et biologiques.

(5) Constantin (Cel.). *Le problème biologique des races*, dans *Hérédité et races*, p. 217.

(6) *Ibid.*

(7) *Ibid.*

« Malgré des variations individuelles parfois assez grandes, à stature égale, les officiers ont en moyenne une circonférence céphalique supérieure à celle des sous-officiers et des autres hommes de troupes. De plus cette supériorité semble être d'une façon générale d'autant plus forte qu'ils ont fait des études plus élevées... »

Une circonférence céphalique plus grande serait généralement liée à une plus grande taille.

« Au 7^e cuirassiers, à Lyon, au 22^e d'infanterie, à Sathonay, au 37^e d'infanterie à Nancy, les résultats de la comparaison des mêmes catégories ont montré la *supériorité de taille et de force des hommes ayant une profession libérale* (1).

« De plus, dans ces corps comme au 2^e dragons à Lyon, au 5^e hussards à Nancy, la circonférence céphalique moyenne des hommes ayant un baccalauréat ou un brevet de l'enseignement primaire supérieur l'emporte sur la circonférence céphalique moyenne des autres hommes et la circonférence céphalique moyenne des illettrés est la plus faible » (2).

Les engagés sont plus grands que les appelés. La différence de taille constatée entre les diverses catégories de militaires, tant en France qu'en Allemagne et en Italie, peut résulter d'une « différence d'élévation de leur famille dans la hiérarchie sociale et par suite dans leurs conditions de vie... » (3) (explication par le milieu) (4).

Elle peut tenir aussi (explication qui n'est pas valable pour *toutes* les différences constatées), à ce que « les individus d'une taille élevée, d'une constitution robuste et d'un tempérament énergique sont portés à une vie active et ont le goût du commandement » (5).

Elle peut provenir enfin des origines ethniques.

Sans chercher à donner une conclusion définitive, retenons que la bourgeoisie est caractérisée, comme la noblesse, par une plus forte proportion d'individus de grande taille, ayant une capacité crânienne relativement élevée (6).

Quant aux caractéristiques qui ont pu être relevées concernant la mortalité, l'état sanitaire, elles sont liées au *mode de vie* plutôt qu'au fondement biologique de la classe.

Notre bourgeoisie française moderne, si elle peut accuser la prédominance de certains éléments ethniques, ne peut (pas plus que la noblesse, et moins encore) être considérée comme un groupe à base raciale.

(1) Souligné par nous.

(2) *Op. cit.*, p. 218.

(3) *Op. cit.*, p. 219.

(4) En faveur de l'explication par le milieu, cf. Houzé : *L'Aryen et l'anthropologie* (critique de cette doctrine), pp. 107 à 113.

(5) *Ibid.*

(6) Cf. Montandon. *L'ologénèse humaine*, p. 117 (opinion analogue d'après Rudolf Martin). — Voir les ouvrages cités par le Dr Montandon.

5. *Subdivisions*. — Nous avons admis la subdivision en *haute, moyenne, petite* bourgeoisie.

La haute bourgeoisie, sans se caractériser uniquement par des particularités de nature économique (que nous n'admettons jamais comme *seuls* motifs de la division morphologique) ne se conçoit pas sans un niveau de fortune relativement élevé.

Cette sous-classe se confond dans bien des cas avec la noblesse et constitue proprement ce qu'on appelle le *monde* ou le *grand monde* (étant entendu que certaines couches de la bourgeoisie moyenne peuvent mener la vie du monde).

La haute bourgeoisie ne nous semble pas devoir se définir par la profession. Le niveau de fortune, le mode de vie, les alliances et relations pourront faire classer, selon le cas, des membres d'une même profession dans la haute ou la moyenne bourgeoisie.

Cependant, un certain nombre de carrières sont presque exclusivement l'apanage de cette sous-classe.

D'après M. Martin-Saint-Léon, les situations suivantes seraient occupées par de *grands bourgeois* : à Paris, agents de change, notaires, grands banquiers, grands avocats, grands médecins et chirurgiens (par exemple, les professeurs de médecine dans les hôpitaux), notables commerçants (membres de la Chambre et du Tribunal de Commerce) ; en province : les grands propriétaires fonciers, les grands fermiers ou éleveurs, le haut négoce (1).

Nous n'avons pas des classes la même conception que M. Martin-Saint-Léon ; cependant nous voulons bien admettre, dans l'ensemble, cette nomenclature. Nous ne classerons toutefois pas tous les notables commerçants dans la haute bourgeoisie, mais un grand nombre d'entre eux seront tout au plus dans la moyenne. Il est probable, du reste, qu'une évolution, là aussi, est en cours, mais il est bien certain que, pour la période d'avant-guerre, l'admission de *commerçants notables*, même très fortunés, ne pouvait avoir lieu dans certains milieux fréquentés par la noblesse qu'avec des restrictions, la possibilité de mortifications qui étaient évitées aux membres de la bourgeoisie seulement moyenne mais de *professions libérales*.

Pour la province, nous n'admettrons pas non plus dans la haute bourgeoisie tous les *grands fermiers* ou *éleveurs*, ni tous les membres du *haut négoce*. Par contre, nous y ferons entrer une partie des magistrats, professeurs d'Université, officiers menant un certain train de vie.

Entre la haute et la moyenne bourgeoisie, comme entre la noblesse et la haute bourgeoisie, nous trouvons seulement des différences fines dans la mondanité, le mode de vie, les habitudes de courtoisie qui, dans les grandes lignes, restent les mêmes.

Nous reviendrons sur ces différences en traitant du mode de vie.

La moyenne bourgeoisie constitue l'effectif principal de la classe ; ce que l'on appelle souvent la bourgeoisie, sans plus.

(1) *Op. cit.*, p. 46.

C'est essentiellement le groupe des *professions libérales* : M. Martin-Saint-Léon y admet les magistrats, avocats, avoués, huissiers, commissaires-priseurs, notaires (de petites villes), médecins, architectes, artistes, professeurs, moyens industriels, moyens commerçants, moyens propriétaires ruraux, moyens fermiers (1).

Nous éliminerons de cette liste les huissiers, commissaires-priseurs, une partie des artistes, les moyens industriels, commerçants, propriétaires ruraux, fermiers qui, tout au plus, peuvent constituer la petite bourgeoisie, qui, la plupart du temps, restent près du peuple par leur origine et leurs attaches sinon leur mode de vie (2).

Mais nous sommes parfaitement d'accord avec cet auteur pour agréger à la moyenne bourgeoisie les personnes sans fortune tenant à cette classe par leur éducation et leurs affinités (3).

Nous ajouterons aussi (comme nous l'avons fait en établissant notre tableau hypothétique) à la haute bourgeoisie quelques très hauts fonctionnaires, à la moyenne bourgeoisie les fonctionnaires de degré moyen, et à la petite bourgeoisie, la foule des petits (et certains moyens) fonctionnaires. A ces derniers, pour constituer la couche intermédiaire de la bourgeoisie, viendront s'agréger certains membres exerçant la fonction économique au degré *moyen* (commerçants, industriels, agriculteurs). Précisons bien : un commerçant *moyen* n'est, tout au plus qu'un *petit bourgeois*. Certaines professions à demi libérales (dentistes, ingénieurs, ne sortant pas de grandes écoles, une partie des pharmaciens) sont aussi rattachables à la petite bourgeoisie. Certains membres de professions libérales (médecins, avocats, etc.), ne sont eux-mêmes par leur famille, leurs relations, leur mode de vie, que de *petits bourgeois*, la profession ne classant pas absolument mais admettant des interpénétrations individuelles entre sous-classes voisines.

Les petits marchands, maîtres artisans, petits fermiers, tout petits fonctionnaires, sont à intégrer dans la grande masse indifférenciée du peuple.

Entre la petite bourgeoisie et le peuple, la démarcation n'est pas nette. Nous avons admis l'existence d'inter-classes ayant à la fois les caractères des deux groupes ; dans tous les cas où la limite est difficile à percevoir, il semble que l'éducation et surtout le langage doivent trancher la question.

6. *Les profession bourgeoises.* — Nous laissons de côté l'étude de la haute bourgeoisie, les principales caractéristiques du mode de vie de cette sous-classe seront celles relevées pour la moyenne bourgeoisie.

C'est donc (tant au point de vue des professions qu'à celui du mode de vie, de la moyenne bourgeoisie que nous nous occupons pour le moment,

(1) *Op. cit.*, p. 48

(2) Rappelons, au risque de nous répéter, que M. Martin-Saint-Léon adopte une classification à base surtout économique tandis que nous situons la classe sur un plan qu'il faut bien se garder d'appeler mondain et qui est proprement social.

(3) *Ibid.*

étant entendu que certaines professions sont communes aux deux groupes et que de nombreux caractères leur sont également communs.

a) *Le pouvoir exécutif et législatif*. Dans le système démocratique, l'origine du pouvoir étant l'élection, celui-ci, en principe, peut être exercé par tout citoyen. En fait, c'est dans la haute et moyenne bourgeoisie que se recrutent la plupart des parlementaires ; la profession d'avocat est très largement représentée ; la fortune n'est pas toujours étrangère à l'accession aux fonctions publiques.

Il y a une étude à entreprendre sur l'origine des dirigeants élus ; nous l'avions ébauchée dans une enquête auprès des élites qui n'a donné que peu de résultats (1).

Les élus municipaux appartiennent moins généralement aux hautes sous-classes de la bourgeoisie. Ils sont souvent issus de la petite bourgeoisie, voire du peuple.

Au fait, il ne s'agit pas là de *professions*, mais de *fonctions* s'ajoutant à l'exercice d'une profession ou à un niveau de fortune permettant de n'en exercer aucune (2).

b) *L'armée* (3). La fonction militaire a toujours été, par excellence, la fonction de l'élite. Réservée à l'aristocratie de naissance dans la France d'ancien régime, nous avons vu qu'elle attire encore nombreux les descendants de la noblesse.

Pour le reste, le corps des officiers se recrute surtout dans la bourgeoisie.

C'est un corps assez fermé (4), moins qu'autrefois cependant (5).

D'assez nombreuses dispositions juridiques avaient ou ont encore pour effet de protéger le prestige de l'officier. Y a-t-il là mesures prises en fonction d'une idée de discipline nécessaire à l'intérieur de l'armée (nécessité tenant à la nature de la profession) ou tendance à rehausser la valeur de l'officier, traces de *droit bourgeois* ? Il semble que ces deux motifs aient dû jouer (6).

Les mesures restrictives tendant à protéger le prestige *social* de l'officier sont moins strictes qu'autrefois (de même que la discipline intérieure de l'armée) : la tendance au nivellement qui se fait sentir dans la société tout entière, s'exprime particulièrement nettement en ce qui concerne l'armée.

(1) Cf. Recouly. *La troisième république*, p. 319.

(2) Concernant les agents diplomatiques, cf. Dalloz. *Répertoire pratique*, T. I., pp. 274 et suivantes.

(3) Concernant le type de l'officier, ses qualités psychologiques, son rôle social, cf. Tanant (G¹). *L'officier de France*.

(4) Arbeux (Cne d'). *L'officier contemporain*, pp. 9-11.

(5) Pédoia. *L'armée évoluée*, T. II, pp. 39-40, T. I, p. 44.

(6) Cf. pour une étude complète du *droit militaire*, la bibliographie indiquée à l'art. *armée* du *Répertoire pratique* Dalloz, et dans Arbeux (Cne d'), *op. cit.*

Le mariage des officiers, toujours soumis à l'autorisation ministérielle, n'est plus subordonné à l'apport de la *dot réglementaire* (1) qui devait permettre à la femme de l'officier de vivre sans travailler avec un certain *décorum* (idée nette de nécessité du mode de vie bourgeois).

L'officier aux ressources modestes se voit interdit d'aller « dans les restaurants ou cafés à bon marché ou d'occuper dans les théâtres, concerts, ou chemins de fer des places peu en rapport avec son rang » (2).

Une femme d'officier ne peut ni tenir un commerce ni exercer un emploi, même honorable (3).

Le général Pédoya dit avoir eu sous ses ordres un capitaine ayant épousé la directrice d'un lycée de jeunes filles. « Au moment de son mariage, il fut mis dans l'obligation de faire quitter à sa future femme sa situation ce qui lui fit perdre les droits acquis à une pension de retraite » (4).

Si des mesures (en fait senties parfois comme tyranniques) tendent à renforcer le prestige de l'officier, à lui donner le sens d'un niveau élevé, d'autres semblent le mettre en état d'infériorité. C'est ainsi que les droits politiques lui sont refusés. Mais, s'il faut en croire le rapporteur, Marquis de Chasseloup-Laubat, la loi de 1872 avait pour objet, en éloignant les officiers des luttes politiques, d'éviter que « des subalternes puissent se trouver un jour les égaux de leurs chefs, peut-être même leurs adversaires » (5). En fin de compte, là encore, on voulait donc maintenir l'idée de discipline, de prestige. Loi antidémocratique, a-t-on dit justement (6); mais loi ayant un caractère de *classe*.

Le recrutement de l'armée a tendance, lui aussi, à se démocratiser. Pendant longtemps les pépinières, non exclusives mais principales des officiers, étaient les grandes écoles (7).

Puis on fit appel, de plus en plus, aux sous-officiers. Le décret du 18 juin 1904 accordait à ceux-ci 1/10 de vacances dans le grade de sous-lieutenant. En 1910, la proportion fut élevée à 1/5 (8).

Actuellement, on peut distinguer en quelques sorte *trois races* d'officiers :

- Les élèves des grandes écoles.
- Les élèves des écoles de sous-officiers,
- Les anciens adjudants (9).

A partir de 1904, la promotion de Saint-Maixent dépasse en importance celle de Saint-Cyr. L'évolution, qui a commencé par l'infanterie, atteint

(1) Supprimée le 1^{er} octobre 1900. — Cf. Pédoya, *op. cit.*

(2) T. I., *op. cit.*, p. 77.

(3) *Ibid.*

(4) *Ibid.*

(5) Cabanis. *L'armée et les droits politiques*, p. 57. Cf. Bibliographie, pp. 76-99.

(6) Cf. Pédoya, *op. cit.*

(7) Arès. *La décadence intellectuelle de l'armée*, p. 6.

(8) *Ibid.*

(9) *Ibid.* Cf. pp. 7 et 8 les effectifs de Saint-Cyr.

ensuite la cavalerie (l'arme aristocratique par excellence), puis l'artillerie (1).

Les officiers sortis du rang n'ont généralement pas la même origine sociale que leurs camarades des grandes écoles et s'ils sont généralement d'une *correction* parfaite (2), leur culture intellectuelle est inférieure (3).

Le mode de vie des officiers est celui de la bourgeoisie ; les femmes d'officiers sont en général mondaines. Les déplacements fréquents contribuent à isoler le *monde des officiers*.

c) *La magistrature*. Comme l'uniforme de l'officier (pour d'autres motifs car il s'agit d'une fonction sociale différente) la robe du magistrat a été entourée par la loi d'une protection devant inspirer le respect (4).

Cependant la magistrature, elle aussi, se *démocratise*... « La robe imite le veston : moins collée au corps, moins boutonnée jusqu'en bas, ou pas boutonnée du tout. La Toque ? surannée : on plaide comme on va, nu-tête » (5). Les rites anciens ne sont plus observés. On entre chez le juge... « non, certes, comme dans un moulin, ni comme chez un camarade, mais comme chez un gradé moins infatué du galon » (6).

E. de Saint-Auban rappelle le temps où le Palais était le refuge d'un strict ritualisme, évolution datant surtout de l'après-guerre. Aujourd'hui le juge est sans cesse moins respecté, plaisanté par la littérature, le théâtre.

La carrière du magistrat attire encore beaucoup de jeunes gens de la moyenne ou haute bourgeoisie (traditions familiales souvent). Le mode de vie est celui de ces sous-groupes avec existence d'un milieu professionnel, plus ouvert que celui des officiers.

d) *L'avocat*. Carrière bourgeoise par excellence (comme celles, voisines, des auxiliaires de la magistrature : avoués, greffiers, notaires), la carrière d'avocat demande une correction, une apparence de dignité, un mode de vie bourgeois.

Les règles juridiques sont strictes à cet égard. Si l'avocat voit son costume protégé par la loi (7), il doit accepter bien des restrictions. Certaines de celles-ci visent surtout à maintenir son indépendance morale (8), mais plusieurs ont certainement un caractère de maintien du prestige social qui se rapporte à la notion de bourgeoisie.

(1) *Op. cit.*, p. 10.

(2) *Op. cit.*, p. 11.

(3) Sur la baisse des études, même à Saint-Cyr, cf. Arès, *op. cit.*, pp. 15-24 et Arbeux. L'officier contemporain, pp. 14-15 et 87-108. — Cf. aussi : Thorel. *Admission des officiers de réserve dans l'armée active*.

(4) Monzie (A. de). *Grandeur et servitude judiciaires*.

(5) Saint-Auban. *La justice sous la III^e république*, p. 92.

(6) *Ibid.*

(7) Dalloz. *Répertoire pratique*, T. XII. Art. *Usurpation de costume, uniforme ou décorations*, p. 571.

(8) Dalloz. *Répertoire pratique*, T. II, art. *Avocat*. Voir les conditions requises pour exercer la profession d'avocat, les incompatibilités, etc., pp. 35-39.

Ainsi, un avocat ne peut, sans encourir la radiation, laisser sa femme exercer un négoce ou tenir un pensionnat (1) ; analogies avec les règles imposées à la femme d'officier ; application du principe actuellement en voie de disparition : « la bourgeoise non déclassée ne doit pas travailler ».

Un arrêté du Conseil de Discipline, très antérieur à la période que nous étudions puisqu'il est du 12 novembre 1820, est bien caractéristique (d'autant plus qu'il se réfère à un fait devant rester exceptionnel) de l'idée de prestige bourgeois attachée à la profession d'avocat. Il s'agissait d'un avocat qui allait « ...avec une charrette, vendre lui-même ses légumes et ses fruits tous les jours au marché... » conduite qui fut jugée incompatible avec la dignité de la profession (2).

Le costume d'avocat est, on le sait, réglementé par la loi (3). La tenue de ville fut également soumise à certaines règles qui concernaient même la coupe de la barbe. Actuellement, ces règles n'existent plus (4).

e) *L'enseignement*. L'enseignement secondaire et supérieur est aussi une profession de la moyenne (éventuellement de la haute) bourgeoisie. Cependant, elle ne connaît pas les mêmes restrictions. Le costume du professeur ne se porte que dans quelques occasions solennelles ; sa femme est souvent elle-même un professeur, voir une institutrice.

Le prestige du professeur est surtout moral ; la dignité lui est naturelle de par sa fonction, bien souvent son caractère, son activité intellectuelle.

Il doit, du reste, se faire respecter de ses élèves, se défendre des familiarités excessives, en restant relativement paternel.

Il y a donc une *dignité professionnelle* du professeur, un *genre professeur* plutôt qu'une défense sociale du caractère bourgeois du professeur.

Du reste, en ce qui concerne le maintien extérieur, le costume, le professeur moderne est certainement moins sévère que ses devanciers et la tendance au nivellement non seulement quantitatif mais qualitatif (impliquant disparition relative et progressive des caractères professionnels) se fait sentir là comme ailleurs.

Les grades universitaires, le fait d'être ancien élève de l'*Ecole Normale Supérieure*, jouent un rôle dans la formation d'une hiérarchie professorale.

Le professeur de l'enseignement supérieur et même secondaire est au moins un bourgeois, mais pas forcément un fils de bourgeois.

Des notes communiquées par M. Bouglé sur le recrutement des élèves de l'*Ecole Normale Supérieure*, il ressort que les élèves de cet établissement viennent de toutes les catégories sociales et de toutes les professions.

(1) *Op. cit.*, p. 39.

(2) Dalloz. *Répertoire alphabétique*, T. V., pp. 494-495. — Cf. le cas d'une avocat faisant vendre du bois au détail par son domestique, *ibid.*

(3) *Op. cit.*, p. 531. — Cf. *Répertoire pratique*, T. II, art. *Avocat*. Henri-Robert. *L'avocat*.

(4) Cf. *Répertoire alphabétique*, p. 532. — *Répertoire pratique*, *op. cit.*, p. 41. — Saint-Auban, *op. cit.*, p. 95. — Henri-Robert, *op. cit.*, pp. 36 et 103.

En 1930, 12 sur 52 sont fils de professeurs ; c'est la plus forte proportion ; en 1927, il n'y a que 4 fils de professeurs sur 51 élèves, contre 7 fils de fonctionnaires divers, 5 fils de commerçants. Les élèves, en assez grand nombre, ont suivi les cours de l'école primaire au début de leurs études. Il faudrait avoir des données portant sur une période plus longue pour pouvoir donner des conclusions (1).

f) *Autres professions.* Nous n'entreprenons pas de citer une à une toutes les professions bourgeoises (professions dites libérales, hautes fonctions administratives, hautes fonctions économiques).

Pour la plupart nous retrouvons des règles juridiques protectrices ou restrictives. Les nécessités d'une culture non seulement secondaire mais supérieure, de posséder des diplômes, contribuent à isoler ces professions avec une nuance de supériorité.

Certains diplômes confèrent des titres ne se prêtant à aucune interprétation équivoque (docteur en médecine, archiviste paléographe, docteur en droit, agrégé des lettres ou des sciences, etc...).

Par contre, il y a des titres ne correspondant à aucun diplôme précis ni même à une fonction déterminée. C'est ainsi que le mot *ingénieur* désigne « ...tantôt un titre, tantôt un nom de métier » (2).

En France, comme enseignement, titres, niveau social, le corps des ingénieurs ne représente nullement un tout homogène. Certains ingénieurs ont acquis leur titre *par la pratique* (3); ils ne s'élèvent guère au-dessus des contremaîtres comme niveau social; en fait, ils appartiennent toujours à la classe populaire; tandis que les anciens élèves des grandes écoles (*Ecole des Mines, Ecole Centrale, et surtout Polytechnique*) constituent une aristocratie intellectuelle permettant éventuellement à des fils d'ouvriers d'avoir immédiatement place dans la moyenne ou haute bourgeoisie.

Le principe de la protection légale du titre, souvent réclamé, a été combattu par les intéressés eux-mêmes.

D'après l'enquête du *Bureau International du Travail*, citée ci-dessus... « Lorsqu'il a été question en France de réglementer la profession d'ingénieur en vue de la protection du titre, ce sont certaines organisations d'ingénieurs qui ont protesté avec le plus de vivacité. Ceux-ci craignent que le résultat en soit uniquement de protéger des diplômes de médiocre valeur et de barrer la route à certaines capacités réelles, bien que non diplômées » (4).

« Les privilèges qui appartiennent aux polytechniciens soulèvent chez les autres ingénieurs de nombreuses protestations dont la première *Semaine*

(1) Cf. les *Annuaire de l'Ecole Normale Supérieure*.

(2) B. I. T. *Etudes et documents*. Série L, n° 1. *Les conditions de vie des ingénieurs et des chimistes*, p. 6.

(3) *Op. cit.*, p. 19.

(4) *Op. cit.*, p. 21.

des intellectuels français s'est faite l'écho, et qui ont fait l'objet de plusieurs vœux de l'Union des Syndicats d'ingénieurs français (1).

Les titres d'ingénieurs anciens élèves des différentes grandes écoles sont protégés par la loi (2).

L'on sait que la carrière médicale est réglementée et que le doctorat d'Etat, donnant seul le droit d'exercer en France est réservé aux Français pourvus du baccalauréat.

C'est une des rares carrières à la base desquelles la nécessité d'études classiques préalables ait été maintenue sans équivalences ou à peu près.

D'autre part, la carrière de médecin vétérinaire, dépréciée dans certains milieux, en fonction de raisons psychologiques que l'on ne décèle pas très nettement, mais où, sans doute, intervient la confusion avec les empiriques qui, seuls, ont longtemps exercé la médecine animale alors que la médecine humaine avait ses savants à parchemins et bonnets pointus; la carrière de médecin vétérinaire est en voie de relèvement, grâce à la création du titre de *docteur vétérinaire* qui, sans doute, n'ajoute pas grand chose à la valeur d'études qui ont toujours été longues et difficiles, mais leur confère une consécration appelant un prestige social supérieur.

Nous voyons là un exemple du phénomène très général actuellement (et assez différent du nivellement proprement dit, *égalisation quantitative*, qui, lui aussi, se poursuit dans tous les domaines) de l'*assimilation* des professions diverses, ce que nous pourrions appeler *égalisation qualitative*, que nous avons vu s'affirmer dans le mouvement pour la moindre différenciation des costumes professionnels (pour les avocats, par exemple) et qui se manifeste dans toutes les classes de la société.

7. *Le mode de vie.* — Nous avons, dans la partie méthodologique de ce travail, posé les principaux traits du *mode de vie* bourgeois, tout au moins de cette bourgeoisie moyenne qui est essentiellement celle dont on parle quand on dit *bourgeoisie* sans plus (3).

Nous avons parlé déjà de la culture, des examens (4).

En ce qui concerne le *mode de vie* proprement matériel (logement, vêtement, alimentation) rappelons les traits principaux déjà notés : *dis-*

(1) *Op. cit.*, p. 22.

(2) *Op. cit.*, pp. 24-26. — Cf. Dalloz. *Répertoire pratique*, t. XII, art. *usurpation*, pp. 571 et suivantes.

En ce qui concerne les professions intellectuelles, cf. B. I. T. *Etudes et documents*, Série L, n° 2. *Les conditions de travail et de vie des journalistes.* — Germain (José), *La C. T. I.* — Avenel (Vte G. d'), *Les revenus d'un intellectuel de 1200 à 1913.* — *Prolétaires (les) intellectuels en France.* — Chenu (Mme), *Rapport sur le travail intellectuel féminin.* — Luchaire (Julien), *Enquête sur les conditions du travail intellectuel.*

(3) Cf. Curtius (E. R.), *Essai sur la France.* — Avenel (G. d'), *Le nivellement des jouissances.* — Heyraud (Charles), *La grande faute. Le problème des élites.*

(4) Cf. le livre de E. Goblot déjà cité, et également : Berl (Emmanuel). *Mort de la pensée bourgeoise, Mort de la morale bourgeoise.* — Beresovski-Chestov (Tatiana), *Statistique intellectuelle de la France.*

inction, un certain *affinement* opposant la bourgeoisie moderne (haute et moyenne) à la bourgeoisie moyenne d'ancien régime qui revit plutôt dans la petite bourgeoisie, l'inter-classes des instituteurs et certaines familles populaires (1).

En ce qui concerne le logement, l'existence du *salon* est un trait spécifiquement bourgeois. La famille bourgeoise possède fréquemment une résidence d'été (à la campagne ou au bord de la mer), mais c'est un trait qui se généralise parmi des non-bourgeois (plus économique que vraiment social). Cependant, la façon de concevoir cette résidence accessoire, son aménagement intérieur, accuseront des différences de classes (l'emplacement choisi également; il y a des villégiatures bourgeoises et des villégiatures pour commerçants ou ouvriers aisés; de même qu'en ville il y a des quartiers populaires et des quartiers bourgeois; toutes spécifications en voie de régression, du reste).

Pour l'aménagement, entre la bourgeoisie et le peuple aisé, il existe surtout des différences fines, différences de nuances; plus de personnalité, résistance plus forte aux suggestions purement commerciales, aux créations *en série*.

L'habitude des visites, des réceptions, subsiste dans la bourgeoisie, mais subit des modifications. La moyenne bourgeoisie, depuis la période d'après-guerre, tend à se rapprocher (au point de vue purement extérieur) du mode de vie populaire (qui lui-même a pris bien des traits bourgeois) en conservant son acquis psychologique de culture et de distinction.

Bien des familles de bourgeoisie moyenne ont supprimé toute domesticité; cependant, la plupart, parmi celles d'un niveau économique moyen, ont conservé au moins la *bonne à tout faire*, ou, à la campagne, le *ménage* (femme : bonne à tout faire; mari : jardinier, chauffeur, accessoirement valet de chambre).

Mais la domesticité existe aussi chez de nombreux commerçants à mode de vie populaire. Ce qui distingue ici les classes, c'est surtout la différence dans les rapports entre maîtres et domestiques.

Dans la bourgeoisie, les domestiques ne mangent jamais à table avec les maîtres, ils parlent encore la plupart du temps à la troisième personne, ne tutoient pas les enfants de la maison, encore qu'ils les appellent fréquemment par leur prénom quand ils les ont connus tout jeunes (2). D'autres usages, comme le *tablier blanc*, la *livrée*, sont en voie de régression.

Le costume des nourrices, qui existait encore pour la période de 1910-1914, a disparu avec la guerre; il est fréquemment remplacé par un uniforme rappelant celui des *nurses* anglaises (ce qui implique d'importantes modifications psychologiques).

Sur le costume bourgeois nous n'ajouterons presque rien à ce que nous avons dit déjà. Pour la première période de notre étude (1910-1914),

(1) Cf. Goblot, *op. cit.* — Cf. Barrett-Wendel. *La France d'aujourd'hui*. pp. 66-88.

(2) Nous reparlerons des domestiques et de leur condition de vie en étudiant la classe populaire.

la différenciation par le costume reste prépondérante (1). Depuis la guerre, d'une façon continue et progressive, l'unification vestimentaire se poursuit (2).

L'*habit* a été remplacé par la *redingote*; celle-ci par la *jaquette*, la *jaquette* elle-même cède le pas au *veston* que l'on voit porté même par des ministres au cours de manifestations officielles.

La *redingote* et le chapeau haut-de-forme sont réservés pour les grandes cérémonies, en attendant leur complète disparition (3).

A la ville, le chapeau de feutre mou se porte dans toutes les classes, en hiver comme en été; les jeunes gens vont souvent nu-tête.

Ce qui fait la différenciation, c'est (selon le niveau économique) la *qualité*, et (selon le niveau vraiment social : affinement, culture) le *goût*, s'exprimant surtout en nuances fines, là (et plus encore) comme pour l'ameublement.

Si la différenciation par classe s'atténue de plus en plus en ce qui concerne la *forme* des vêtements ; elle existe toujours en ce qui concerne les fournisseurs. Les grands magasins, notamment, sont spécialisés suivant des clientèles de niveau *social* (et non pas économique, car on trouve dans les magasins de la classe populaire des articles aussi chers que dans ceux de la classe bourgeoise) différent (4).

Certaines professions conservent des modes de vie relativement distincts malgré la tendance générale à l'unification (5).

L'alimentation tend également à s'unifier sur le plan national. Ici aussi, ce sont des différences qualitatives qui s'affirment très nettement (produits plus fins, plats mieux préparés, soucis d'hygiène alimentaire).

(1) Cf. Morand (Paul). 1900. — Cf. aussi les nombreuses monographies sur les débuts de la III^e République, biographies d'hommes politiques, etc... On a publié depuis la guerre des monographies de Foch, Joffre, Lyautey, Poincaré, Jules Ferry, etc..., tous ouvrages très intéressants en indications concernant l'origine des familles dirigeantes et leur mode de vie.

(2) Cf. Goblot, *op. cit.* — Martin-Saint-Léon, *op. cit.* — Johannet (René). *Eloge du bourgeois*. — Hermant (Abel). *Le Bourgeois*. — Barrett-Wendell, *op. cit.*, p. 85.

(3) Compte rendu des visites officielles du Jour de l'an dans l'*Echo de Paris* du 2 janvier 1932 : « Ce qu'on ne voit plus, ce sont les équipages officiels, parmi lesquels se distinguait la voiture du Président de la République, qui avec leurs chevaux piaffants mettaient dans la rue une brillante animation. Ces *équipages* ont été remplacés par des autos qui vont vite et qu'on ne distingue pas des autres. Mais de ces autos sortent les mêmes *redingotes*, les mêmes *jaquettes*, les mêmes *hauts-de-forme*, car la tenue pour les visites officielles n'a pas changé, et on pourrait dire les mêmes personnages. »

(4) Encore une fois, cette thèse n'est que le résumé de celle que nous avons entreprise et le canevas de recherches futures plus approfondies. Parmi les points de détail à reprendre, signalons celui du vêtement bourgeois et de son évolution entre 1910 et 1930. Le chapeau *haut-de-forme* à lui seul mériterait une étude complète.

(5) Cf. pour les officiers (les tables d'officiers pour les célibataires ; les ordonnances). Pédoya, *op. cit.*, t. III, pp. 19-33. — Arbeux, *op. cit.*, pp. 68-82.

D'un article de journal ayant trait à l'alimentation dans les lycées (1), nous extrayons ces quelques menus qui tiennent le milieu entre ceux de la famille de bourgeoisie moyenne à budget modeste et ceux du petit restaurant typiquement français :

« Déjeuner (midi) : Hure, veau Marengo, pommes de terre frites, petit suisse.

Dîner : Soupe aux poireaux, rosbif aux légumes, nouilles au beurre, confiture.

Déjeuner : Saucisson sec, poulet rôti cresson, purée de pommes de terre, madeleine.

Dîner : Soupe aux légumes, porc frais rôti sauce Robert, macaroni au gratin, orange.

Déjeuner : Saumon vinaigrette, biftecks maître d'hôtel, pommes frites, orange.

Dîner : Bœuf en civet aux carottes, riz glacé, fromage de Hollande. »

« ...Les légumes sont toujours à discrétion. Le pain, bien que fantaisie, a son poids et est servi aux élèves le jour même de sa réception. Le vin est donné pur aux grands et aux moyens. Ils y mettent eux-mêmes de l'eau. Pour les petits, on leur sert du vin coupé d'eau, à raison de 50 %... »

« Chaque élève a, par repas, 80 grammes de viande cuite et parée. Les légumes sont à discrétion. »

« ...La viande n'est préparée en ragoût que deux fois par semaine, le reste du temps elle est rôtie ou braisée. Chaque vendredi, on sert du poisson : lottes, limandes, cabillauds ou colins... » On voit ici le respect du culte catholique encore pratiqué (au moins extérieurement) par la majorité des familles.

Y a-t-il une différenciation religieuse selon les classes ? Elle serait, en tous cas, assez superficielle. Depuis la Révolution, il y a eu en France de grandes oscillations en sens divers, n'atteignant pas, à la fois, toutes les classes, les atteignant cependant successivement.

La bourgeoisie, voltairienne, au début du XIX^e siècle, selon M. Martin-Saint-Léon, serait redevenue croyante sous l'influence d'une éducation rechristianisée, de l'enseignement des congrégations, à partir de la loi Falloux (2).

Les moyens bourgeois seraient à présent catholiques pour les 2/3, et hostiles à l'idée religieuse pour le 1/3, proportion qui ne peut être absolument exacte car elle ne compte pas les protestants ni les membres des autres minorités confessionnelles.

On ne peut rien apporter de précis à cet égard. Il est certain que dans les premières années du XX^e siècle (et pendant la période de guerre) la

(1) *Matin* du 27 février 1932.

(2) *Op. cit.* (Martin-Saint-Léon), pp. 73-74.

Jeunesse bourgeoise française, dans son ensemble, est retournée à la foi catholique, tendance exprimée par les préférences littéraires (1).

Dans les grandes écoles (Normale, Polytechnique, etc...), des groupes de catholiques pratiquants se sont formés pour défendre et pratiquer ouvertement leur foi. Certains techniciens professionnels ont formé des syndicats confessionnels.

Ce mouvement se poursuit-il pour la période d'après-guerre ?

Il est difficile de se prononcer nettement. Certaines manifestations culturelles sont surtout extérieures. Cependant, des pratiques comme la communion pascalle répondent certainement à un sentiment profond. A cet égard, citons l'article suivant (de *l'Echo de Paris*, du 24 mars 1932) :

« Les grandes écoles, et d'ailleurs plus de vingt écoles de « scientifiques », viennent d'avoir leurs manifestations de foi des messes pasciales.

« Les témoins ont attesté partout d'un progrès nouveau. Les Polytechniciens à St-Etienne-du-Mont et les Centraux à Notre-Dame de Paris, ont, les uns et les autres, largement dépassé le millier d'assistants. Et dans plus de 130 villes et localités de province ou des colonies, les présences allaient de la dizaine à plusieurs centaines d'assistants.

« Mais plus probant encore est le tableau des « signatures » sur les invitations : leur total est de quatorze mille six cents (14.600). Les Polytechniciens en ont 3.078, les Centraux 3.225, les Arts et Métiers 1.501, les autres à l'avenant en proportion de leurs promotions.

« Aux 14.600 « invitants », d'autres se sont joints. Serait-ce exagéré d'évaluer de 19 à 20.000 le nombre des participants à cet élan commun des messes pasciales entre camarades ?... »

Admettons que, dans l'ensemble, la bourgeoisie de la période 1910-1930 est plutôt croyante et pratiquante, sans fanatisme.

Modération politique, modération religieuse; tendance à ce que l'on appelle une attitude *de droite*, ce terme ayant pris un tout autre sens qu'il n'a eu au XIX^e siècle, où il signifiait *monarchisme*, sinon *légitimisme*.

La bourgeoisie française moyenne, dans son ensemble, avec des nuances diverses, une intensité variable, est *républicaine*.

Un point important du mode de vie, en liaison avec l'évolution culturelle et aussi les opinions, c'est la lecture des livres et journaux.

La question des livres ne peut être abordée ici (2). Quant aux journaux, admettons avec M. Johannet que le bourgeois français lit le *Temps*, le *Journal des Débats*, l'*Action française*, la *Libre parole*, le *Gaulois*, l'*Echo de Paris*, le *Petit Parisien*, la *Croix*, le *Matin*, le *Figaro*, le *Journal* (3), auxquels il y a

(1) Cf. Martin-Saint-Léon, *op. cit.* et les différents ouvrages généraux cités pour cette période.

(2) Notons à cet égard que si les bibliothèques municipales peuvent fournir des indications sur les lectures du peuple, des indications de même ordre, concernant la bourgeoisie, peuvent être obtenues dans certains cabinets de lecture.

(3) *Op. cit.*, p. 21.

lieu maintenant d'ajouter l'*Ami du peuple*, et, pour la province, les grands quotidiens régionaux et les journaux locaux moins importants.

Le *Petit Parisien*, qui figure dans cette énumération, est peu lu dans la bourgeoisie moyenne; c'est plutôt un journal du peuple et de la toute petite bourgeoisie.

Il est rare que le bourgeois lise le *Populaire*, à moins qu'il n'ait adhéré aux idées socialistes (ce qu'il peut faire en restant relié à sa classe; il y a eu et il y a encore de nombreux chefs socialistes restés, en fait, de vrais bourgeois); plus rare encore qu'il lise l'*Humanité*, du moins d'une façon régulière.

Nous avons parlé de la *morale bourgeoise* dans la première partie de ce travail.

Il n'y a pas, à proprement parler, une morale bourgeoise et une morale populaire, si l'on entend par là des doctrines générales complètement élaborées; mais il est bien certain que sur de nombreux points particuliers les appréciations morales divergent (probité, morale sexuelle, point d'honneur, etc...).

En ce qui concerne le point d'honneur, il semble que, depuis la guerre, la bourgeoisie s'éloigne de la tradition aristocratique qu'elle entendait imiter et se rapproche des concepts populaires.

Le duel (1) est en régression, sinon en voie de disparition (2).

M. A. Lichtenberger signalait, parmi les caractéristiques bourgeoises, l'habitude de voyager en « ...première ou en seconde classe ». Avant la guerre déjà, et surtout depuis celle-ci, des bourgeois moyens peu fortunés n'ont pas craint d'adopter les troisièmes classes, surtout pour de courts trajets; cependant que des commerçants moyens, qui ne sont même pas encore des parvenus (quand ils ne voyagent pas en auto comme cela est fréquent), ont remplacé les membres de la classe bourgeoise dans les wagons de seconde ou de première.

De même, dans les tramways, autobus et, à Paris, le métropolitain, les premières et secondes classes ne sont plus réservées comme autrefois au peuple et à la bourgeoisie. Les deux classes empiètent réciproquement sur leurs domaines respectifs.

L'habitude de l'hydrothérapie, le *tub* également, citée par M. Lichtenberger, devient aussi moins spécifiquement bourgeoise.

Sans entrer dans l'étude détaillée des rites relatifs à la toilette, très importants (et d'une importance croissante dans la société contemporaine), notons que, dans le peuple, ils répondent surtout à un désir de coquetterie, imitation superficielle du mode de vie supérieur, et aussi de plus en plus, ce qui représente un progrès, propreté; dans la bourgeoisie, davantage à un désir d'hygiène, de bonne santé.

Les rites familiaux sont importants dans la vie de la famille bourgeoise. Nous avons signalé, en ce qui concerne la noblesse, l'existence des

(1) Cf. Barrett-Wendell, p. 194.

(2) Cf. Boulenger (M.). *Quand j'avais une épée*.

prénoms multiples. Cette étude serait utile à faire également pour la bourgeoisie. Les prénoms y sont moins nombreux que dans la noblesse, plus que dans le peuple (en moyenne, du moins), souvent au nombre de *trois*. Ce sont fréquemment des prénoms ayant déjà été portés dans la famille.

Le respect des aînés existe, moins qu'autrefois, cependant. Les différents membres de la famille se tutoient très généralement. Les enfants disent quelquefois *vous* aux parents dans certaines familles de la moyenne bourgeoisie fréquentant le monde (c'est-à-dire la haute bourgeoisie et la noblesse); ils disent généralement *vous* aux membres éloignés ou peu connus de la famille.

Les distractions sont très variées et non spéciales à la moyenne bourgeoisie.

Elles touchent à celles de l'aristocratie et de la haute bourgeoisie (vie mondaine, villégiature, sports mondains) comme à celles de la petite bourgeoisie et même du peuple (cinéma, etc...), et varient selon les familles.

8. — *Difficultés économiques de la bourgeoisie contemporaine.* — Il existe, avons-nous dit, depuis la guerre, des modifications dans le mode de vie de cette bourgeoisie moyenne qui est surtout la classe des professions libérales et des moyens rentiers.

Ces modifications, quand elles sont orientées dans le sens de la simplification, sont conditionnées, la plupart du temps, par des difficultés économiques.

La phase 1914-1918 fut très pénible pour les rentiers qui ne touchaient pas le montant de leurs coupons, les propriétaires le montant de leurs loyers. Cette période difficile s'étendit aux années suivantes, tandis que s'aggravait le phénomène de la *Vie chère* et de la dévalorisation monétaire.

Ainsi, l'économique, s'il n'est pas le fondement des classes, s'il ne conditionne pas entièrement leur mode de vie, agit cependant sur celui-ci.

« ...Il y a décidément quelque chose de changé dans les conditions sociales... » disait M. Charles-Brun au congrès de la *Société d'Economie sociale* consacré à la *vie chère*; et tout aussitôt il ajoutait :

« La chose est si vraie que jamais le coût de la vie n'a fourni si ample matière aux entretiens. C'est presque le seul propos du jour. Dans des salons, dans des cercles où, il y a six ans, de tels sujets auraient paru sentir l'office de façon insupportable, il n'est bruit que du prix des denrées, de la crise des domestiques ou du renchérissement des tissus (1). »

.....

« La classe aisée, la classe intellectuelle, est aujourd'hui gênée dans son ordinaire. Elle voit, d'autre part, un certain nombre de travailleurs manuels, que je respecte d'ailleurs, de travailleurs en spéculation, si vous

(1) *Société d'économie sociale. La vie chère.* Exposé de M. Charles-Brun, pp. 29-30.

me permettez cette tournure, et je les respecte beaucoup moins, mieux rétribués de leurs efforts. »

En même temps, par les fournitures de guerre et la spéculation, s'édifiaient des fortunes rapides.

« C'est le nouveau riche, disait M. Charles Brun, qui rend la vie chère intolérable au nouveau pauvre... » « Serait-ce que l'envie se glisse dans nos cœurs ?... Il se peut. ...Je ne le crois guère... Supposons donc qu'il y ait, dans la crise présente, un peu, non d'envie, mais... de mécontentement. Il est assez naturel qu'une classe dépossédée ne reconnaisse pas toutes les qualités à la classe qui la dépossède (1). »

« Rien ne vous aidera mieux à supporter la vie chère, ajoutait-il, que de... faire l'aumône à ces nouveaux riches qui sont véritablement les pauvres éternels... »

« Vous pouvez les instruire... il est certaines délicatesses qu'ils n'ont pu encore attraper, et leurs ennemis parlent avec amertume de leur grossièreté rebulante. Notre faute serait grande d'agréer ce mauvais ton, ce mauvais usage ; nous avons sur eux l'avantage de la bonne éducation... poussons-le jusqu'au bout... (2). »

La vie chère aura fait sentir ce que l'on commençait à oublier... « que la vraie valeur sociale ne dépend pas de l'argent. La classe bourgeoise, la classe intellectuelle, se mêlait trop facilement aux vrais riches... Avez-vous remarqué que l'on commençait à dire : « c'est un prix *intéressant* (3), une affaire intéressante » ? Non, Mesdames et Messieurs, on peut être intéressé à une affaire ; l'argent peut porter intérêt ; mais il n'a pas d'intérêt. Ce qui est intéressant, c'est la pensée, c'est l'intelligence, c'est la probité » (vifs applaudissements).

« Si nous nous oublions jusqu'à prendre l'argent comme étalon de la valeur sociale, si la classe *intelligente, digne, honnête* (4), si la bourgeoisie française, la vieille réserve de la nation, se laisse entamer par la « sale rouille » dont parle Horace, ce sera un très grand mal : mais... il est impossible que les « nouveaux pauvres » ne comprennent pas et ne fassent pas comprendre aux « nouveaux riches » qu'il y a, dans un pays, autre chose que le billet de banque qui compte... Ce ne sera pas une des moindres surprises de la vie chère que de nous avoir enseigné qu'il est, dans la société française, des classes qui doivent s'imposer au respect et à l'affection de tous, non parce que ce sont des classes riches, mais parce que ce sont des *classes honnêtes* et des *classes cultivées* (5). »

Classes cultivées (ou plutôt classe cultivée) et non pas classe à prédominance économique, c'est bien ainsi que nous est apparue la bourgeoisie, surtout moyenne.

(1) *Op. cit.*, p. 31.

(2) *Op. cit.*, p. 34.

(3) Souligné dans le texte.

(4) Souligné par nous.

(5) Souligné par nous, *op. cit.*, p. 42.

Mais les brusques modifications économiques sont de nature à avoir de fâcheuses répercussions sur la culture elle-même. En réponse à l'enquête sur les conditions du travail intellectuel faite par la *Commission internationale de coopération intellectuelle* (1), l'*Association générale des étudiants français* a présenté un *budget-type* de 600 francs par mois, ne comprenant que les dépenses strictement nécessaires.

Mais beaucoup de jeunes gens pauvres, même (et surtout) issus de familles bourgeoises, tiennent à poursuivre des études supérieures sans même posséder ce minimum mensuel.

Ils sont parfois obligés de travailler pour assurer presque entièrement leur subsistance, et même d'accepter des emplois manuels.

« On cite, à l'Association des étudiants de Paris, tel qui nettoie chaque matin les vitres et les cuivres d'un magasin, tel autre qui crie tous les jours à la gare Saint-Lazare les journaux du soir, tel autre attaché aux abattoirs de la Villette comme garçon de salle; il y a des étudiants garçons de café, des étudiants chauffeurs, des étudiants musiciens d'orchestre, des étudiants dactylographes, des étudiants comptables... On a évalué à trois ou quatre mille le nombre des étudiants parisiens (sur un total de 24.000) qui souffrent gravement des conditions actuelles de la vie » (2).

Trois ou quatre mille sur 24.000, ce n'est, malgré tout, qu'une minorité; cependant, le fait de l'étudiant obligé d'accepter *n'importe quoi* pour vivre est caractéristique de la période d'après-guerre. Et, quoiqu'un peu d'exagération ait pu se glisser parfois, dans certains témoignages, l'on ne peut mettre en doute la sincérité de cette *petite annonce*, découpée par nous dans l'*Auto* du 3 mai 1932 :

« Etudiant pauvre, français, permis cond. laverait voit. ds garage, Paris, banlieue, préf. nuit... » (suivaient des initiales et l'adresse).

Préf. nuit; de préférence la nuit, afin de pouvoir travailler pendant le jour. Il y a beaucoup d'héroïsme dans ces deux mots. Mais tous les fils de bourgeois ne sont pas héroïques et nombreux sont ceux qui se tournent vers des carrières plus rapidement accessibles et plus immédiatement rémunératrices, tandis que les Facultés se peuplent d'éléments nouveaux : jeunes instituteurs primaires auxquels des facilités sont données plus qu'autrefois pour poursuivre des études supérieures; fils et filles d'instituteurs; enfants de commerçants enrichis (toute petite bourgeoisie ou élite économique de la classe populaire); et aussi étrangers en grand nombre.

(1) Luchaire. *Enquête sur les conditions du travail intellectuel*, 1923.

(2) *Op. cit.*, p. 16. Cf. Semaine professionnelle des travailleurs intellectuels de France. Communication sur la crise de la vie matérielle chez les étudiants, par Jules Drach, 1923.

CHAPITRE XII

LA BOURGEOISIE (Suite). — LES INTER-CLASSES

9. *La petite bourgeoisie.* — a) *Généralités.* Nous comprenons dans la petite bourgeoisie toutes les familles qui, quelle que soit leur *situation économique*, conservent un mode de vie analogue à celui de la moyenne bourgeoisie, avec une culture moins affinée, l'absence de vie mondaine.

Cette sous-classe comprendra une partie des professions économiques urbaines et rurales (industriels, commerçants, gros propriétaires exploitant eux-même) ; des fonctionnaires du degré moyen ; beaucoup de professeurs ; certains membres des professions libérales à mode de vie simple, à relations ou alliances relativement populaires (1).

La petite bourgeoisie, telle que nous la définissons, correspond (plutôt que la bourgeoisie prise dans son ensemble) au concept de *classe moyenne*, à ce que l'on nomme souvent, au pluriel, *les classes moyennes* (2).

C'est à la défense de cette petite bourgeoisie (et aussi du peuple, les domaines respectifs ne sont pas nettement délimités) que sont consacrés l'*Institut International des classes moyennes* et les *Congrès internationaux des classes moyennes urbaines et rurales*.

Ces organisations n'étudient pas seulement les problèmes qui touchent à la vie de la petite bourgeoisie, mais cherchent à créer une sorte de *conscience de classe*.

Elles envisagent surtout la segmentation sociale au point de vue économique ainsi que l'ont fait (nous l'avons déjà signalé à plusieurs reprises) MM. Martin-Saint-Léon, Simiand, etc.... Aussi englobent-elles sous l'étiquette de *classes moyennes* trois catégories que nous distinguerons : petite bourgeoisie, inter-classes, élite du peuple.

(1) Cf. Lair. *Le péril des classes moyennes en France* (*Revue économique internationale*), 1923, pp. 42 et suivantes.

(2) Louis (Paul), *Le déclin de la société bourgeoise*, p. 155. — Cf. Martin-Saint-Léon. *Rôle économique et social des classes moyennes* (*Semaine sociale*, Dijon, 1906), p. 265. — Martin-Saint-Léon, *Le problème des classes moyennes en France* (*Congrès international des classes moyennes urbaines et rurales*, 1905).

Cependant, partant surtout de ce que nous appelons *élite du peuple*, elles sont appelées, par suite des difficultés économiques entraînant déclassement social (et à la pléthore des professions demandant une formation universitaire) propres à la période d'après-guerre, à s'occuper plus qu'autrefois de certains membres des professions libérales.

« Au point de vue de l'Etat, disait au V^e Congrès des classes moyennes, le baron de Sztérényi, ministre hongrois du Commerce, le problème des classes moyennes embrassait avant la guerre les questions intéressant plutôt les classes productives : petits agriculteurs et artisans, petits commerçants ; il n'était question d'autres classes que d'une façon exceptionnelle. Vu les conditions économiques et sociales qui étaient normales en ce temps là, la protection des autres couches de la classe moyenne apparaissait comme d'importance secondaire et passait pour suffisamment assurée par quelques mesures législatives d'ordre général. Après la guerre, on a dû s'occuper plus particulièrement du sort des classes intellectuelles, des fonctionnaires à traitement fixe et, en général, des employés des services publics... y compris les officiers de l'armée, des personnes exerçant les professions libérales proprement dites... » (1) la protection des classes moyennes devant tendre, en fin de compte à « assurer l'existence de la société bourgeoise et la conservation de l'ordre social actuel » (2).

Au même Congrès, une autre déléguée hongroise, Charlotte de Geöcze (de Budapest) défendait la classe moyenne entendue comme tout ce qui est entre le grand capital et la grande propriété foncière d'une part, le prolétariat de l'autre, comprenant donc dans ce groupe les « petits et moyens propriétaires, l'artisanat et le petit commerce, l'industrie et le commerce moyens, les intellectuels de toutes catégories, les professions libres, les fonctionnaires publics, les employés privés, prêtres, artistes, etc... » (3).

Le XXIX^e Congrès de la *Société Internationale d'Economie Sociale*, en 1910, fut consacré aux classes moyennes, mais entendues surtout comme réunion d'artisans, petits industriels, petits commerçants ; ce que nous rangeons plutôt dans *l'élite du peuple* que dans la *petite bourgeoisie* (4). Cependant, à ce congrès, M. Martin-Saint-Léon comprenait aussi les professions libérales dans les classes moyennes (5).

b) *Mode de vie*. Le mode de vie est sensiblement le même que celui de la moyenne bourgeoisie, avec moins de raffinement, moins de confort, une culture moins complète.

(1) V^e Congrès international des classes moyennes, Rome, 1927, p. 53.

(2) *Op. cit.*, p. 60.

(3) *Op. cit.*, p. 280 (note 2).

(4) Se reporter au compte-rendu de ce congrès (*Réforme sociale*), 1910, pour toute étude complète du peuple, surtout dans son élite. Il comporte d'intéressantes monographies professionnelles et régionales.

(5) *Op. cit.*, pp. 166 et suivantes.

M. Martin-Saint-Léon (1) caractérise ainsi la sous-classe *petite bourgeoisie*.

Bonne instruction primaire ; fortune très modeste ; une bonne à tout faire ; quelquefois une femme de ménage ; en classant dans ce groupe les « petits marchands, maîtres artisans, employés subalternes, petits fermiers... » (2).

Comme nous faisons partir la petite bourgeoisie d'un niveau supérieur, nous considérons que la petite bourgeoisie suppose une instruction au moins primaire supérieure, assez souvent secondaire. En ce qui concerne le logement, le vêtement, la nourriture, les caractères sont ceux de la moyenne bourgeoisie, avec une légère nuance *en moins*.

La domesticité est bien celle indiquée ci-dessus, une bonne à tout faire ou une simple femme de ménage ; éventuellement, depuis la guerre surtout, absence totale de domesticité.

Mais, nous ne souscrivons pas à l'affirmation de M. Martin-Saint-Léon qui, à partir de la moyenne bourgeoisie pense que la famille ne dispose ni d'une voiture ni d'une auto.

Actuellement, beaucoup de foyers de moyenne et petite bourgeoisie, de l'inter-classes des instituteurs, et même du peuple, ont une auto (caractéristique de niveau économique *qui ne classe* pas au point de vue social).

Il est certain que pendant la période 1918-1930 (après-guerre) la possession d'une auto s'est généralisée.

A partir de 1930, il semble qu'un mouvement s'esquisse en sens contraire, mais nous avons décidé de ne pas dépasser cette date limite.

Comme croyances, opinions politiques, on rencontre, comme dans la moyenne bourgeoisie, des tendances diverses dans l'ensemble, plutôt modérées. Les rites familiaux sont d'autant mieux observés que les relations mondaines et les distractions qu'elles entraînent n'existant pas dans cette sous-classe, les réunions familiales prennent d'autant plus d'importance.

Les fêtes, anniversaires, sont souhaités régulièrement ; les traditions familiales, le culte des ancêtres, sont mieux conservés peut-être que dans la haute bourgeoisie.

Mais les relations familiales en elles-mêmes ont plus de de laisser-aller, plus d'abandon ; le tutoiement des enfants aux parents est à peu près général (3) ; le tutoiement entre mari et femme est général, même en public. Les relations avec les domestiques sont moins soumises au protocole que dans la moyenne bourgeoisie ; d'une façon générale, tout le *decorum* est simplifié par rapport à ce qui existe dans la sous-classe immédiatement supérieure.

(1) *Bibliothèque du Musée social. La vie chère et les classes moyennes*, 3 conférences, 1921. — Cf. *Les sociétés de la nation*. — Cf. Lair, *op. cit.*

(2) *Conférences, op. cit.*, pp. 11 et 12.

(3) Peut-être y a-t-il quelques résistances d'îlots *locaux*, mais ils intéressent, pensons-nous, davantage certaines couches du peuple que la bourgeoisie proprement dite.

Les distractions, en dehors des fêtes de famille, sont comme dans les autres classes, la lecture, la musique, le théâtre, les sports. Le cinéma, la T. S. F. sont goûtés par la petite bourgeoisie comme par le peuple (et, du reste, ne leur sont pas exclusifs).

Les distractions, en France, sont assez démocratisées si l'on cherche à les définir d'une façon générale. La classification sociale s'affirme dans le détail, dans la différenciation qualitative.

Tout le monde va au théâtre, mais pas au même théâtre ; les jeunes gens de toutes les classes font des sports, mais pas dans les mêmes sociétés.

C'est ainsi que des générations populaires se succèdent devant le bureau du bibliothécaire de la *municipale*, réclamant inlassablement les œuvres de Paul de Koch et d'Alexandre Dumas, tandis que l'employé (inter-classes) *mal pensant* demande un roman de Zola, la petite bourgeoise *bien pensante*, du Bazin ou de l'Henry Bordeaux, et le moyen bourgeois, selon ses goûts et ses opinions, Anatole France, Claude Farrère ou Paul Bourget (1).

10. La bourgeoisie. — Conclusion générale.

Classe bien vivante, classe principale (quoique non unique) s'affirmant en face de la masse du peuple, implicitement reconnue par le droit si elle ne l'est pas explicitement ; classe nouvelle, ne descendant que dans une faible mesure de la bourgeoisie d'ancien régime, incessamment renouvelée par des apports venant de l'élite populaire (notamment paysanne) mais dans laquelle cependant, on n'entre pas de plain-pied ; telle nous apparaît la bourgeoisie française contemporaine. Elle comporte trois grandes divisions à l'intérieur desquelles une analyse plus minutieuse ferait peut-être apparaître une nouvelle stratification hiérarchique, divisions suffisantes, cependant, pour déterminer les véritables sous-classes. A l'intérieur de celles-ci, en dehors des subdivisions hiérarchiques supplémentaires, existe un isolement relatif de certains *milieux*, se situant sur le même plan (milieux professionnels surtout, éventuellement aussi confessionnels, politiques, etc...).

Mode de vie caractérisé par un sens du confortable, un certain affinement, la tendance au monopole de la *culture* ; avec variations selon les sous-classes.

Traces nettes d'une évolution dynamique qui, après la période relativement statique d'avant-guerre, s'ébauche avec la période troublée de 1914-1918, s'accentue entre 1918-1930, faisant prévoir, pour l'avenir, des transformations plus profondes ne se limitant pas à la seule bourgeoisie.

Nous notons qu'il y aurait intérêt à reprendre l'étude de certains points particuliers (rites vestimentaires, mondains, etc...). L'évolution concernant la *femme bourgeoise* (limitation du nombre des domestiques ; égalitarisation du costume ; suppression partielle de la vie mondaine, pratique des sports athlétiques ; travail rémunéré, surtout accès aux carrières libérales et à

(1) Nous avons dit déjà, en parlant de la moyenne bourgeoisie, que nous n'entendions pas traiter cette question des lectures (une de celles, si nombreuses, on le voit, qui méritent une étude spéciale). Aussi ne citons-nous que quelques noms représentatifs en évitant, à dessein, tous ceux appartenant exclusivement à l'après-guerre.

certaines hautes fonctions administratives) n'a même pas pu être touchée par nous et mériterait d'être étudiée à part.

En tous cas, de la bourgeoisie comme de la noblesse, et en accusant des traits, une délimitation plus nette encore (quoique comportant comme toutes nos classes une certaine marge d'indétermination aux zones frontières) nous pouvons dès à présent, même en ne déterminant pas de façon absolument précise tous ses caractères, affirmer qu'elle existe encore en 1930.

..

LES INTER-CLASSES

Nous avons défini cette notion de l'inter-classes, intermédiaire entre le peuple et la bourgeoisie (se reporter à notre tableau hypothétique des classes), et indiqué pourquoi, situées au même niveau, mais très différentes, cependant, par leur composition et leurs caractères (surtout leurs caractères psychologiques), nous considérons comme nécessaire d'admettre l'existence de deux inter-classes : celle des *employés* et celle des *instituteurs*.

Les caractères de ces deux groupes sont assez semblables à ceux de la petite bourgeoisie et, loin d'y voir des cadres rigides où il faudrait obligatoirement faire entrer *tous les employés* et *tous les instituteurs*, nous admettons parfaitement que certains membres de ces deux groupes professionnels puissent, en raison de leur mode de vie, alliances, relations, être considérés comme intégrés à la petite bourgeoisie. Mais, toutes les fois que l'assimilation n'est pas absolument possible ; qu'il subsiste dans le mode de vie des traits spécifiquement populaires, étant donné que les membres de ces deux groupes se distinguent du peuple à bien des égards, nous devons parler d'*inter-classes*.

Le caractère essentiel d'une inter-classes, c'est de posséder à la fois des traits appartenant à la classe supérieure et à la classe inférieure. En ce qui concerne nos inter-classes, nous trouvons la coexistence et l'enchevêtrement constant de traits populaires et de traits bourgeois ; des relations, des alliances (surtout pour les instituteurs) à la fois dans le peuple et la petite (éventuellement même la moyenne) bourgeoisie.

Nous avons fait une petite étude particulière sur les inter-classes à propos de l'examen du budget d'une famille d'employés aisés.

Nous allons résumer simplement les traits principaux qui caractérisent ces deux groupes.

I. Instituteurs. — Ce groupe comprend les membres de l'enseignement privé aussi bien que ceux de l'enseignement public ; les maîtres et maîtresses primaires proprement dits comme les professeurs de cours complémentaires ou d'enseignements spéciaux (dessin, gymnastique, travaux manuels, enseignement ménager, etc...). Les maîtres de l'enseignement primaire supérieur et professeurs des écoles normales primaires doivent être intégrés selon leurs relations et leurs modes de vie soit à cette inter-classes, soit à la petite ou éventuellement moyenne bourgeoisie.

Le personnel appointé des œuvres (œuvres éducatives surtout), de certains services sociaux (surintendantes d'usines, etc...), sera assimilable dans bien des cas aux membres de l'inter-classes des instituteurs plutôt que des

employés (assimilation selon des nuances de culture, mode de vie, horizon intellectuel et social plus étendu). Nous parlons, bien entendu, du personnel de ces œuvres ayant une origine populaire; quand il s'agit de personnes peu fortunées appartenant à la bourgeoisie (des femmes surtout) elles restent bourgeoises. Ces situations ne déclassent pas. L'institutrice d'origine bourgeoise (quelquefois même noble, enseignement privé), reste également bourgeoise avec cependant une nuance d'infériorisation.

Quand nous parlons de grouper les individus dans une inter-classes, il s'agit (du moins dans la majorité des cas, les *déclassements bourgeois* étant l'exception) d'individus *venus du peuple* et s'étant relativement évadés de leur classe sans accéder à la classe supérieure.

Il peut n'y avoir pas assimilabilité complète entre tous les membres de l'inter-classes des instituteurs; l'assimilabilité est cependant suffisante pour que nous puissions considérer ce groupe comme homogène.

Il est évident aussi qu'il existe isolement relatif de milieux laïques, confessionnels, etc... Mais (comme nous l'avons déjà signalé pour la bourgeoisie) cet isolement est fonction de motifs extérieurs à l'idée de hiérarchie sociale.

Nous prendrons comme type représentatif de l'inter-classes des instituteurs, le maître primaire proprement dit.

Autrefois, les modes de recrutement des instituteurs étaient très variés, leurs types variés également. Quelques-uns s'affublaient d'un costume spécial mais, selon E. Pérochon « l'instituteur-tisserand, l'instituteur-tonnelier demeuraient fidèles à la blouse, aux sabots, au bonnet tricoté... » De plus, « il était presque toujours chantre et sacristain » (1).

Aujourd'hui, il est un « *demi-bourgeois* ». Et, plus que le traitement (2) et la stabilité de la situation, c'est ce qui tente les gens du peuple : « *la position morale* »..., faire de leur fils « *un monsieur* » (3).

« L'instituteur rural, en particulier, est un homme qui compte dans sa commune » (4).

Ce qui sépare relativement l'instituteur du peuple c'est, avant tout, la culture; les diplômes sanctionnant celle-ci; les établissements séparés où elle est dispensée (écoles normales).

Au cours du XIX^e siècle, la profession d'instituteur pour laquelle autrefois, aucun diplôme n'était exigé, fut progressivement réglementée dans un sens plus sévère (5).

Actuellement, presque tous les maîtres et maîtresses primaires sortent des écoles normales (6).

La discipline de ces écoles, rude autrefois, s'est adoucie sous l'influence des idées pédagogiques modernes. Pendant le séjour qu'il y fera « ... notre élève-maître étudiera... ferme, un peu dans tous les sens, en surface si l'on

(1) *L'instituteur*, p. 10.

(2) *Op. cit.*, p. 14. C'est bien ce qu'exprime notre concept d'inter-classes.

(3) *Op. cit.*, p. 19. Noter l'analogie avec l'élément psychologique poussant également des gens du peuple, paysans, surtout, à faire de leur fils un prêtre.

(4) *Ibid.*

(5) Cf. Glay et Champeau, *L'instituteur*, pp. 358 et suivantes.

(6) Pérochon, *op. cit.*, p. 22.

veut, quitte à poursuivre en profondeur quand il aura des loisirs et la maturité d'esprit nécessaire » (1).

E. Pérochon nous montre un jeune instituteur rejoignant son premier poste et prenant conscience de sa nouvelle position sociale.

« Il n'était plus... l'élève Un Tel, ni le jeune Un Tel ; il était Monsieur l'Instituteur, et on lui parlait d'une façon civile » (2).

Le jeune instituteur prend pension à l'auberge ou dans une famille ; parfois il fait sa cuisine lui-même. Il a peu de distractions, surtout à la campagne, étant tenu à une certaine réserve (3). Cependant, cette réserve, il ne l'observe pas toujours, et nous avons personnellement entendu citer plusieurs cas d'instituteurs fréquentant assidûment le cabaret et peu soucieux de maintenir leur *rang*. Dans ce cas, évidemment, le prestige que la supériorité de culture ne suffit pas à maintenir, s'en va de lui-même...

Admettons cependant, avec E. Pérochon, que l'instituteur rural, la plupart du temps simple et sérieux, marié de bonne heure avec une institutrice, est « ce garçon paisible qui, aux heures de loisir, taille sa treille, bêche son potager, visite ses ruches... » (4), menant lentement « ses petits villageois au certificat d'études... » (5), et devenant, « à son corps défendant » le « Maître Jacques de la commune », non seulement l'obligatoire secrétaire de Mairie, mais une « sorte d'écrivain public aux services gratuits... » (6).

L'institutrice, à ses débuts du moins, a une vie plus pénible que l'instituteur. Elle est souvent mal préparée aux contacts avec les parents de ses élèves ; plus que son collègue masculin, elle doit, si elle veut être respectée, adopter une attitude de dignité.

« De jeunes adjointes furent déplacées pour avoir osé danser à la fête patronale comme les jeunes filles du pays » (7).

Cependant, actuellement, il y a une évolution dans un sens plus libéral.

Autrefois, les institutrices se mariaient rarement. On estimait peu les institutrices mariées, on trouvait *indécent* qu'elles deviennent *enceintes* (8).

Aujourd'hui, au contraire, les ménages d'instituteurs sont bien vus des chefs. Les fêtes d'amicales ont contribué à augmenter des unions inter-professionnelles (9), qui sont généralement heureuses.

Quelquefois l'institutrice épouse un fonctionnaire n'appartenant pas à l'enseignement (percepteur, employé de postes, receveur des contributions,

(1) *Op. cit.*, pp. 25-26.

(2) *Op. cit.*, p. 36.

(3) *Op. cit.*, p. 43.

(4) *Op. cit.*, p. 52.

(5) *Op. cit.*, p. 61.

(6) *Op. cit.*, p. 62.

(7) Bodin (Marguerite), *L'institutrice*, p. 320. Cf. Pérochon, *op. cit.*, pp. 92 et suivantes.

(8) Bodin, *op. cit.*, p. 326.

(9) *Op. cit.*, p. 327.

militaires) (1) ; nous dirons : inter-classes des employés ou petite bourgeoisie, position sociale hiérarchiquement équivalente.

Parfois aussi, se rapprochant du peuple, elle épouse un commerçant, un cultivateur, voire un ouvrier (2).

En établissant la notion d'inter-classes dans notre tableau hypothétique de la société française contemporaine segmentée en classes, nous avons dit quelques mots du mode de vie des instituteurs et montré en quoi il diffère de celui des employés ; plus bourgeois par le confort ; plus populaire par l'absence de prétention (3) ; en un mot, plus positif, plus plein de *sens du réel*.

C'est assez justement, semble-t-il (du moins pour l'ensemble de la profession) que Marguerite Bodin affirme que l'institutrice (et aussi l'instituteur par analogie) ne désire pas l'amélioration de sa situation matérielle « pour se donner un luxe ridicule et singer la sottise de la petite bourgeoisie » (4).

En fait, le mode de vie de l'inter-classes des instituteurs est analogue à celui de la petite bourgeoisie avec un moindre souci de *decorum*, de rituelisme social extérieur, un désir d'améliorations matérielles *effectives*, d'ascension sociale pour les enfants ; de culture personnelle aussi, dans bien des cas. L'instituteur, l'institutrice, ont toujours une bibliothèque personnelle, toujours supérieure en quantité et qualité à celle de l'employé, souvent à celle du petit bourgeois.

Mais, comme les membres de la classe populaire, ils mangent fréquemment à la cuisine et la bonne à tout faire (quand il y en a une, ce qui est loin d'être général) mange le plus souvent avec les maîtres.

Si le mode de vie, basé sur les caractères psychologiques, est resté sensiblement du même type chez l'instituteur pendant la période étudiée, le niveau de vie (économique) s'est élevé en fonction des améliorations de traitement obtenues (5). C'est ainsi que beaucoup d'instituteurs mariés ont actuellement leur automobile, ce qui, à la campagne, ne va pas sans exciter des jalousies.

Les traitements des instituteurs et institutrices privés étant inférieurs à ceux des instituteurs publics, leur mode de vie, bien que du même type, est forcément de niveau moins élevé.

Les instituteurs ont-ils une conscience de classe ? Ont-ils le sentiment d'appartenir à un groupe particulier et le désir d'accentuer et de maintenir l'autonomie de ce groupe ? Non. Du moins pas sur le plan social, car il y a

(1) Cf. Pérochon, *op. cit.*, p. 96 (Peu de divorces parmi les instituteurs mariés ensemble. Ce serait un point à vérifier).

(2) *Ibid.* Cf. Bodin, *op. cit.*, pp. 328-329.

(3) Avec différences individuelles, bien entendu ; différences entre la ville et la campagne aussi.

(4) *Op. cit.*, p. 272.

(5) En ce qui concerne le mouvement ascensionnel des traitements ; cf. Bodin, *op. cit.*, pp. 267 et suivantes. Glay et Champeau, *op. cit.*

bien une conscience de groupe, mais elle ne s'affirme que sur le plan professionnel. Au point de vue de la hiérarchie sociale, les instituteurs, encore qu'ils s'en défendent, *tendent vers la bourgeoisie*, à laquelle leurs enfants accèdent souvent, l'inter-classes étant surtout un lieu de passage.

Sans abuser du recours à l'expérience personnelle, rappelons quelques observations faites à cet égard ; réactions psychologiques observées, conversations indiquant nettement un désir de reconnaissance par le groupe bourgeois.

Il existe cependant des instituteurs et institutrices très simples (fréquemment parmi ceux qui se sont mariés dans le peuple) qui ne tendent nullement à la bourgeoisie, ayant au contraire un réel désir d'assimilation dans le sens populaire. Ils ne constituent qu'une minorité.

Quant à ceux qui militent dans les syndicats, ce sont souvent les plus bourgeois comme psychologie et mode de vie. Aussi pensons-nous que c'est surtout par *attitude* de militant que des chefs syndicalistes peuvent écrire : « Par leurs origines, par la simplicité de leur vie, les instituteurs appartiennent au peuple. Ils lui appartiennent aussi parce que c'est aux fils du peuple qu'ils sont chargés d'enseigner.

« Nous instruisons les enfants du peuple, le jour. Quoi de plus naturel que nous songions à nous retrouver avec les hommes du peuple le soir ? C'est au milieu des syndicats ouvriers que nous prendrons connaissance des besoins intellectuels et moraux du peuple... » (1).

Nous ne pouvons parler d'opinions politiques ou religieuses propres à l'inter-classes des instituteurs. Dans ce groupe, toutes les nuances sont représentées. Généralement l'enseignement privé est à tendance confessionnelle accentuée, avec des idées politiques et même sociales plutôt conservatrices.

L'enseignement de l'Etat comprend des éléments très avancés à tous égards, mais cela n'est pas général. Il existe en assez grand nombre, des instituteurs (et surtout des institutrices) pratiquant assidûment la religion catholique.

L'instituteur, en marche vers la bourgeoisie à laquelle appartiendront sans doute ses enfants, cherche parfois à s'évader lui-même, soit par la culture en montant les échelons de la hiérarchie universitaire, soit en abandonnant l'enseignement pour le journalisme, la politique.

La situation de précepteur ou d'institutrice dans une famille peut être une situation de passage pour un étudiant ou une étudiante ; ce peut être aussi, pour la femme surtout, une carrière définitive.

Carrière un peu *en marge*, difficile à situer exactement, seul refuge pendant longtemps des bourgeoises pauvres obligées de subvenir à leurs besoins, situation en voie de transformation (2).

(1) Cf. Glay et Champeau, *op. cit.*, p. 493. Voir cet ouvrage en ce qui concerne l'historique du mouvement syndical chez les instituteurs.

(2) Adhémar (Vicomtesse d'), *Nouvelle éducation de la femme dans les classes cultivées*, pp. 13 et suivantes.

2. *Employés.* — Nous sommes d'accord avec M. Martin-Saint-Léon pour considérer l'employé comme très différent de l'ouvrier (1), mais non pour en faire un « moyen ou un petit bourgeois » (2). Plus encore que pour les instituteurs, la notion différentielle d'inter-classes s'impose ici.

Qu'entendrons-nous exactement par un *employé* ? Retenons la définition donnée par le *Larousse du XX^e siècle* dans la partie juridique de l'article *employé*.

« Si, à l'heure actuelle, lisons-nous dans cet ouvrage, un très grand nombre de lois relatives au travail s'appliquent indistinctement aux ouvriers et aux employés (3), des différences très importantes subsistent juridiquement entre ces deux catégories de travailleurs, notamment au point de vue de la compétence. D'autre part, la loi ne définit nulle part exactement ce que sont les uns et ce que sont les autres. Néanmoins, il semble que doivent être qualifiés *employés* ou *commis* tous les *auxiliaires du commerce et de l'industrie*, qui, bien que placés par leur contrat sous la dépendance du patron, sont *préposés à des travaux présentant un caractère plutôt intellectuel que matériel* (4); ils n'exécutent pas de travail mécanique, comme les ouvriers, et ils ne sont point au service de la personne comme les domestiques. La dénomination d'employé comprend aussi ceux qui exercent des professions libérales, lorsqu'ils louent leurs services moyennant un traitement périodique.

« La qualité d'employé est indépendante du mode de rémunération. Toutefois, d'une façon générale, on considère comme ouvriers, plutôt que comme employés, les personnes dont les salaires sont établis aux pièces ou suivant leur présence horaire ou journalière » (5).

Nous ne pouvons admettre l'assimilation des termes *employé* et *commis*. Ce dernier est souvent pris dans le sens d'apprenti ou jeune ouvrier, surtout en province. D'autres fois il désigne un jeune homme qui fait les courses. Même le *commis* (6) des petits commerçants, s'il est un employé (se rapprochant du domestique dans bien des cas), ne peut être de ceux que nous considérons intégrés dans l'inter-classes.

Nous considérons donc comme membres de l'inter-classes des employés, les seuls employés de bureau (comptables, expéditionnaires, caissiers, dactylographes, etc.). Est-ce à dire qu'ils se livrent à un travail intellectuel ? Le plus souvent, oui, mais précisons qu'il s'agit d'une activité intellectuelle de nature élémentaire, très souvent machinale. La dactylographe faisant uni-

(1) *Les sociétés de la Nation*, p. 126.

(2) *Ibid.*

(3) Nous reparlerons de cette question en étudiant la classe populaire. Il y a une tendance à l'assimilation des catégories sociales en face des lois du travail ; tendance faisant partie de l'évolution générale constatée déjà en d'autres domaines et allant dans le sens du nivellement quantitatif et qualitatif.

(4) Passage souligné par nous.

(5) *Larousse du XX^e siècle*, t. III, art. Employé, p. 141.

(6) Ce mot de commis est également employé dans les administrations pour désigner certaines catégories de fonctionnaires qui, elles, rentrent bien dans notre inter-classes.

quement des travaux de copie agit-elle plus intellectuellement que manuellement ? Et la téléphoniste, dans quelle classe ranger son travail ?

Il est difficile de tracer des limites précises selon la nature des différentes occupations. Aussi, plutôt que le caractère *intellectuel* du travail de l'*employé*, notons ce fait qu'il ne comporte pas de *grosses opérations manuelles*, qu'il ne nécessite le plus souvent pas de vêtement professionnel spécial (au plus une blouse de toile).

On a appelé la classe des employés le *prolétariat en faux-col et en manchettes* ; ceci est juste non seulement parce que l'employé tend à adopter en dehors de ses travaux un mode de vie bourgeois, mais aussi parce que la nature de ce travail permet le port du vêtement bourgeois dans le lieu où il exerce sa profession.

En bien des cas, la limite sera difficile à tracer entre l'employé et l'ouvrier, ou l'employé et le domestique.

Les garçons de bureau, grooms, plantons, sont assimilables aux domestiques.

Certains employés de bureau continuant à vivre dans une famille populaire, selon le mode de vie de leur classe d'origine, restent intégrés au peuple.

Appartiennent à l'inter-classes tous les *employés* qui vivent selon un mode de vie analogue à celui de la petite bourgeoisie sans cependant pouvoir être considérés comme appartenant à cette classe.

Employés de bureau pour la plupart, avons-nous dit, auxquels, cependant, il faut assimiler les personnes exerçant certaines fonctions actives telles que courtiers de commerce, agent d'assurances, etc...

La nature de l'entreprise où travaille l'employé ne modifie pas la position sociale de celui-ci : industrie, commerce, agriculture (plus rarement et seulement pour les exploitations importantes), Etat (parmi les fonctionnaires de degré moyen, tous ceux que nous ne pouvions assimiler à la bourgeoisie), transports terrestres et maritimes (un grand nombre d'agents des entreprises de transports restent intégrés au peuple).

La différence entre l'employé et l'homme du peuple est presque entièrement dans le mode de vie et celui-ci se rapproche du mode de vie petit bourgeois précédemment décrit.

« Les employés, dit M. Martin-Saint-Léon, ne se tutoient pas comme le font les ouvriers. Ils ne trinquent pas sur le comptoir du marchand de vins... Leurs femmes ne vont pas au lavoir... » (1).

Gardant notre souci constant d'objectivité et de prudence, nous dirons plutôt que les employés se tutoient *moins facilement* que les ouvriers, qu'ils trinquent *moins souvent* sur le comptoir, et pas dans les mêmes cafés, sans doute avec des manifestations extérieures plus discrètes, que leurs femmes ne vont *pas toutes* au lavoir. En fait, de renseignements personnellement obtenus nous savons que des femmes d'employés chargés de famille (compta-

(1) *Les sociétés de la Nation*, p. 126 (note 3).

bles, etc...) à mode de vie relativement bourgeois, lavent leur linge au lavoir public.

Il y a là, comme dans l'inter-classes des instituteurs (et sous d'autres formes), enchevêtrement de traits bourgeois et populaires.

Nous ne craignons pas de revenir sur ce point, tout à fait curieux. Les inter-classes ne sont pas seulement des groupes intermédiaires faisant le pont entre le peuple et la bourgeoisie. Elles sont caractérisées par la coexistence de traits *entièrement bourgeois* et de traits *entièrement populaires*, souvent inconciliables en apparence.

Le logement, bien souvent, surtout en grande ville, est très semblable au logement ouvrier. Nous avons pénétré dans certains logements d'employés excessivement misérables et tout ce que nous dirons plus loin du logement populaire s'applique aussi, dans l'ensemble, au logement de l'inter-classes des employés. Les exceptions qui existent sont fonction d'une meilleure situation économique et n'impliquent pas ascension sociale.

C'est par le vêtement surtout que l'employé s'est longtemps distingué de l'homme du peuple.

G. Bernanos, à propos du père de Drumont, expéditionnaire à l'Hôtel de Ville, nous parle de « ...cette armée de fonctionnaires, redingotes et chapeaux haut de forme, avec sa foi naïve, ses ambitions puériles et compliquées, sa discipline, le respect de ses humbles privilèges... » (1).

En 1910, le chapeau haut de forme n'était plus porté à la ville, ni par l'employé, ni par le bourgeois, mais ces deux catégories continuaient à être assimilables sur le plan vestimentaire. Depuis la guerre, le vêtement s'unifiant dans toutes les classes, n'a plus la même valeur comme signe. Cependant, l'employé, en général, est plus soigné que l'ouvrier; évite davantage le genre *débraillé*. Il semble bien d'ailleurs que dans les jeunes générations, ouvriers et employés se rapprochent de plus en plus.

Il ne faut pas confondre la *femme d'employé* et la *femme employée*; la première reste souvent populaire; la seconde aspire au mode de vie bourgeois. Evidemment, quand deux employés sont mariés ensemble, il y a possibilité plus grande d'ascension par réalisation d'un niveau économique également plus élevé (même phénomène que celui se passant dans les ménages d'instituteurs avec des formes différentes).

La nourriture de l'employé se rapproche plus de celle de la classe populaire que de la classe bourgeoise (avec de nombreuses exceptions individuelles et familiales, bien entendu); elle est même souvent inférieure à celle du peuple (comme qualité des produits choisis, préparation des aliments).

Dans le ménage de l'employé triomphe trop souvent la cuisine non seulement vite faite (qui pourrait être simple, saine et bonne), mais la cuisine mal faite, sinon malsaine.

Ne pouvant *atteindre* le mode de vie bourgeois par le côté le plus effectif (confort réel, hygiène meilleure, culture), l'employé cherche surtout à *imiter* ce mode de vie par ses traits extérieurs.

(1) *La grande peur des bien-pensants*, p. 45.

Tandis que l'instituteur réalise un progrès réel permettant l'ascension des enfants vers la bourgeoisie, l'employé, avec sa façade illusoire, vit souvent dans un état plus misérable que l'homme du peuple.

Comme dans toutes les classes de notre France contemporaine, il existe, dans l'inter-classe des employés, un choix assez large dans les distractions, en grande partie conditionnées par le niveau économique atteint dans chaque famille.

En grande ville, la classe des employés semble avoir un attrait net pour le théâtre et le cinéma.

Le goût du théâtre, qui impose à certains employés de véritables sacrifices, semble la plupart du temps être une manifestation de *snobisme*.

Les lectures sont médiocres; sans choix rationnel, livrées au gré de la mode, des suggestions d'ordre publicitaire; les journaux sont les mêmes que dans la bourgeoisie.

Toutes les nuances d'opinions politiques et religieuses se rencontrent dans l'inter-classes des employés; il semble y avoir une majorité de *non-croyants*. La vie d'employé, la nature du travail, à demi intellectuel, mais d'une intellectualité inférieure abaissant l'esprit par la fatigue plus qu'il ne l'éveille, l'ambiance des bureaux et administrations, contribuent à maintenir les membres de cette inter-classes à un niveau intellectuel et spirituel peu élevé.

Beaucoup de superficiel, de factice, dans la vie de ce groupe. Les plaisanteries de *commis-voyageurs* sont célèbres par leur stupidité, tout le personnel de bureau aime ce genre d'esprit facile.

Les enfants des employés n'ont pas beaucoup plus de chance, dans l'ensemble, que ceux des ouvriers, d'accéder à un niveau social supérieur; on rencontre, à cet égard, de grandes différences individuelles et familiales.

La comparaison faite par M. Halbwachs entre la répartition des différents chapitres dans les budgets d'ouvriers et d'employés aboutit à des conclusions un peu différentes de celles que nous avons tirées surtout d'observations personnelles (1); c'est par la part proportionnelle des dépenses attribuées au loyer que l'employé différerait de l'ouvrier, plutôt que par le vêtement.

Il s'agit d'informations extraites d'enquêtes étrangères et que l'on ne peut considérer comme valables pour notre pays qu'avec beaucoup de prudence. Du reste, en certains cas, il se peut que le chapitre *habillement* du budget ouvrier comporte des vêtements de travail d'un prix relativement élevé qui compense la dépense plus grande faite dans le ménage d'employés pour les vêtements de ville (2).

Quelques ménages d'employés parvenus à occuper des situations relativement importantes dans leur profession, ayant des habitudes d'ordre et d'éco-

(1) *L'évolution des besoins dans les classes ouvrières*, pp. 28-33.

(2) Cf. l'ouvrage de M. Halbwachs pour les différences *qualitatives* (mode de vie proprement dit) concernant l'alimentation et le vêtement (enquête allemande), pp. 36-37.

nomie, parviennent à sortir de la condition précaire qui est celle de la plupart d'entre eux. Ils accèdent alors généralement à la petite bourgeoisie (avec quelquefois des relations dans la moyenne), à moins qu'ils n'aient gardé, malgré un niveau de vie assez élevé, des habitudes relativement populaires.

De toutes façons ils sont sur le chemin de l'ascension vers la bourgeoisie, mais il s'agit d'une minorité.

Comme chez les instituteurs, à côté de la tendance à l'assimilation avec la petite bourgeoisie, nous trouvons la tendance contradictoire au rapprochement avec le peuple, en fonction des intérêts économiques (mouvement syndical, notamment chez les fonctionnaires).

Mais, pour les employés aussi bien que pour les instituteurs, nous ne pensons pas que le fait d'aller vers les organisations syndicales militer en commun avec les ouvriers implique un réel désir d'assimilation.

Il y a là mouvement à base d'intérêts, intérêts d'ordre matériel, et nous voyons une fois de plus que, dans notre société pourtant si pénétrée d'économisme, *l'économique* et le *social* sont toujours deux domaines distincts (1).

(1) Cf. la bonne monographie récente d'un ménage d'employé. — Durand (P.), *Employé aux chemins de fer français à Bois-Colombes*. — *Les ouvriers des deux mondes*.

CHAPITRE XIII

LE PEUPLE

I. *Généralités.* — Nous ne reviendrons pas sur ce que nous avons dit en établissant notre tableau hypothétique sur l'indifférenciation de la masse populaire. Classe ouvrière, classe paysanne, petit commerce (intégré à tort par certains à la petite bourgeoisie), ouvriers qualifiés et non qualifiés, domestiques, groupes réels, certes, mais n'ayant nullement le caractère de classe, ni même de sous-classe.

D'ailleurs, en ce qui concerne les deux premiers groupes cités (classe ouvrière, classe moyenne), il y a là une terminologie inadéquate. Il ne s'agit en aucune façon de *deux classes*, tout au plus de deux milieux, entre lesquels, du reste, il se fait des échanges constants, il existe même souvent une véritable confusion (les ouvriers ou artisans, à la campagne, sont fréquemment aussi petits propriétaires cultivateurs).

On pourrait, plus justement, parler d'un prolétariat (ou, tout simplement, peuple) urbain et d'un prolétariat rural; groupes comportant des activités professionnelles et des modes de vie différents, mais n'étant nullement deux classes ni deux sous-classes.

Par exemple, dans notre France contemporaine, il est fréquent de voir, à la campagne, dans les bourgs ou gros villages, un fils de paysan adopter une profession artisanale, tandis que sa femme tient un petit commerce et, qu'aidés de leurs enfants, ils cultivent, à leurs moments de loisirs, une ou plusieurs pièces de terre. S'il y a plusieurs enfants, quelques-uns (parmi les filles surtout) iront fréquemment *se placer* en ville comme domestique.

Prenons un exemple concret qui n'est nullement imaginaire car nous avons observé, à la campagne, bien des cas analogues.

Grands-parents paternels fermiers.

Grands-parents maternels petits propriétaires cultivant eux-mêmes.

Oncles et tantes cultivateurs.

L'une des tantes a appris un métier : elle est couturière, établie à son compte, ayant des ouvrières.

L'un des oncles est facteur, sa femme blanchisseuse.

Le père : charron et petit propriétaire-cultivateur.

La mère : épicière.

Il y a quatre enfants.

Le fils aîné travaille avec son père dont il prendra la suite.

Le second fils est mécanicien-ajusteur en grande ville. Il épouse une ouvrière et crée une nouvelle famille de type urbain. Le jeune ménage vient cependant tous les ans passer quelque temps à la campagne et pense s'y retirer plus tard.

Les deux filles sont bonnes à tout faire à Paris.

La plus jeune, intelligente, devient par la suite, vendeuse dans un magasin, puis employée de bureau subalterne.

Disons-nous que ces jeunes gens appartiennent à des classes différentes ? que la mère, petite épicière de village, est une *bourgeoise* et que ses filles *déchoient* en se plaçant comme domestiques ? Nullement. Toutes ces personnes, même si leurs occupations et certaines nuances de leur mode de vie diffèrent, appartiennent bien à la même classe. Et notre exemple, quoiqu'arbitraire, n'est pas exceptionnel, mais au contraire caractéristique de ce qui existe très fréquemment dans les familles populaires françaises.

C'est pourquoi, repoussant la classification artificielle comme les terminologies trop visiblement inspirées par des préoccupations politiques ou tout au moins doctrinales, nous considérons qu'en dessous de la bourgeoisie il n'y a plus qu'une classe : le peuple. Dans celui-ci, isolement de quelques groupes professionnels ; différences de niveau économique ; différences de mode de vie quelquefois liées au milieu ou à la profession, quelquefois individuelles ; mais pas de possibilité de coupes nettes, de classification hiérarchique permettant, comme dans la bourgeoisie, de parler de véritables *sous-classes*.

En dessous du peuple, admettons un groupe qui, à proprement parler n'en est pas un, groupe de parias, réfractaires, vagabonds : *les hors classes*.

Dans la vaste classe du peuple nous comprenons donc tous les ouvriers, les paysans (même les petits et moyens propriétaires exploitant eux-mêmes), les domestiques, petits fonctionnaires, ceux des employés subalternes qui n'ont pu trouver place dans l'inter-classes des employés, petits commerçants, artisans et petits industriels.

C'est à proprement parler la grande masse de la population ; le quatrième état, n'ayant d'autre conscience commune à toute la masse que celle de ne pas être *distinguée*, et l'envie plus ou moins avouée d'accéder, en fait ou par les apparences, à la classe supérieure. Grande masse dans laquelle nous ne pouvons déceler une véritable stratification hiérarchique en sous-classes ; dans laquelle cependant il est des degrés, des milieux professionnels, des modes de vie différents, fonction de la localité, de l'origine.

2. *Le peuple et le droit.* — Il y a, nous l'avons vu, dans notre Code de fortes traces d'une législation aristocratique ; l'existence de la bourgeoisie s'inscrit aussi, quoique moins explicitement, dans le droit.

Existe-t-il également une législation populaire ? Non, étant donné le sens (parfaitement conforme à la réalité sociale) que nous donnons au mot *peuple*.

Le petit commerçant est soumis aux lois commerciales et protégé par elles ; le paysan propriétaire se voit imposer des dispositions législatives ; bénéficie d'une aide ou de protection motivées par son rôle indispensable dans l'économie nationale et non par sa qualité d'homme du peuple.

Le petit fonctionnaire resté populaire est soumis à des règlements analogues à ceux qui régissent son collègue qui s'est élevé jusqu'à l'inter-classes des employés.

Une étude du droit s'appliquant à chacun des groupes qui constituent le peuple ne serait pas sans intérêt, mais, de toutes façons, il n'y a pas là, à proprement parler, un *droit populaire*.

Il existe cependant un droit ouvrier (1) qui pourrait être interprété, jusqu'à un certain point, comme le signe d'une évolution sociale dans le sens de l'assimilation entre les classes vivantes et les classes idéologiques, à laquelle cependant, nous n'attribuerons pas cette signification.

Cette législation représente-t-elle un privilège pour la classe ou portion de classe à laquelle elle s'applique ? Non, dans le sens impliquant supériorité hiérarchique, tout au contraire. Privilège négatif, appelé par l'état de subordination, par l'infériorité sociale reconnue des ouvriers. Instrument de défense, de protection.

Pour justifier l'intervention législative dans les rapports entre ouvriers et patrons (intervention contraire au principe de la liberté du travail proclamé par la Révolution), on a, en effet, invoqué deux principes :

« L'un humanitaire, le devoir de *solidarité envers les citoyens plus faibles* (2), accablés par le travail industriel et livrés sans défense à l'exploitation du capitalisme anonyme ; l'autre, politique, le droit de l'Etat qui, ayant besoin de citoyens valides, doit réprimer dans l'intérêt primordial de la race, les labeurs exténuants, dans des locaux insuffisants et peu hygiéniques, où femmes, filles, hommes faits épuisent le meilleur de leur force... » (3).

(1) Cf. Benoist (Charles). *La crise de l'Etat moderne*, T. I., pp. 108-149.

(2) Souligné par nous.

(3) Massé et Bovier-Lapierre. *Législation du travail*, p. 14. « ...C'est à cet esprit protecteur que l'on dut, dès 1841, la loi « relative au travail des enfants dans les manufactures », modifiée en 1874 par la loi « sur le travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie » qui a inauguré l'inspection du travail, et remplacée elle-même par la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des femmes et des filles mineures employés dans les établissements industriels ; la loi de 1851 sur l'apprentissage, la loi du 12 juin 1893 sur l'hygiène et la sécurité des établissements industriels étendue aux établissements commerciaux par la loi du 11 juillet 1903, la loi du 29 décembre 1900 sur le travail des femmes employées dans les magasins, la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, modifiée, complétée et élargie par les lois de 1902, 1905, 1906 ; la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire, la loi du 13 juillet 1907 sur le salaire de la femme mariée, la loi du 7 décembre 1909 sur le paiement des salaires, la loi du 27 novembre 1909 garantissant leur emploi aux femmes en couches, la loi du 5 avril 1910 sur les retraites ouvrières et paysannes ; toutes les lois sur le travail des ouvriers de la mine, des ouvriers et employés de chemin de fer, etc.... », *op. cit.*, note des pp. 14 et 15.

De plus en plus, la législation du travail perd son caractère de *protection octroyée* par l'Etat pour prendre celui de *satisfaction donnée* aux revendications ouvrières appuyées par des organisations sans cesse plus puissantes et l'on peut parler d'un *droit ouvrier* (1). Cependant, malgré la force accrue du monde ouvrier organisé, le droit ouvrier garde son caractère *défensif* ; ce n'est pas un droit de *classe dirigeante* ; ce n'est même pas à proprement parler une législation de *classe*, car, alors il faudrait entendre la classe dans le sens idéologique que nous avons éliminé.

Pour l'analyse de cette législation, nous renvoyons aux ouvrages spéciaux (2).

La législation du travail comprend l'ensemble des lois et décrets touchant les conditions du travail, les rapports entre patrons et ouvriers, la vie ouvrière elle-même, en ce qui concerne toutes les mesures destinées à en améliorer les conditions (3).

Elle a notamment pour objet :

« 1° Les conditions des conventions entre patrons et ouvriers (ou employés) relatives au contrat de travail — contrat de louage, salaires, saisie-arrêt, etc... — sous un régime de liberté presque absolue ;

2° La procédure de droit commun, ou les procédures particulières à mettre en action, en cas de différends ou de conflits, individuels et collectifs, entre l'employeur et l'employé (tribunaux, prud'hommes, arbitrages) ;

3° Les organisations collectives, syndicats ou associations aptes à protéger et à défendre, au point de vue économique, les intérêts professionnels des parties au contrat de travail ; ainsi que les moyens mêmes de lutte et de guerre déclarée, sur le terrain économique et social : grèves, lock-out, etc... ;

4° La réglementation impérative, par autorité d'Etat et sous le contrôle d'agents spéciaux, du travail des enfants, des filles mineures et des femmes, et même des adultes, pour limiter la durée de la journée de travail, assurer l'hygiène et la sécurité des locaux industriels et commerciaux. Dans cet ordre d'idées, une place à part doit être faite à la réparation civile des accidents dont les ouvriers et employés sont victimes à l'occasion du travail ;

5° L'organisation plus spéciale du travail dans les industries qui, par leur nature même, présentent, pour l'ouvrier, des risques exceptionnels : mines, chemins de fer, carrières, blanc de céruse, etc... ;

6° Les institutions destinées à l'étude des questions ouvrières (Ministère du Travail et Office du Travail, conseils, organismes divers), et à l'amélioration de la condition même, matérielle et morale des travailleurs, de

(1) Scelle (G.). *Le droit ouvrier*.

(2) Cf. notamment, en plus des manuels déjà cités : Dalloz. *Répertoire alphabétique*, T. XXXIV, art. *ouvriers*. — Dalloz. *Répertoire pratique*, T. XII, art. *Travail* (voir la bibliographie indiquée), d° supplément de 1931. — d° T. VIII, art. *ouvrier*. — d° T. III, art. *Profession*. Cf. aussi les publications du *Ministère du Travail* (autrefois *office du travail*) ; celles du B. I. T., notamment B. I. T., études et documents, série D. *La durée du travail dans l'industrie en France*.

(3) Massé et Bovier-Lapierre, *op. cit.*, p. 15.

l'épargne, la prévoyance : Sociétés de secours mutuels, habitations ouvrières, assurances et retraites ouvrières, etc... » (1).

Cette législation a été codifiée à partir de 1910.

En résumé, notons : pas de législation populaire, mais une législation du travail ayant un caractère de protection, de défense sociale et, dans une certaine mesure, raciale.

Dans cet ensemble législatif, une évolution est à remarquer, tendant à l'*assimilation progressive des différentes catégories de travailleurs*.

« Le législateur se préoccupe de plus en plus de tous ceux qui louent leur travail à autrui : ouvriers manuels, employés de commerce, agriculteurs et même, à certains points de vue, salariés des professions libérales » (2).

Cette évolution est conforme (comme l'extension du mouvement syndical) à une assimilation progressive de la classe vivante et de la classe idéologique. Mais ne nous laissons pas prendre aux apparences. Il n'y a là qu'un indice encore très vague. Salariés, petits bourgeois et ouvriers peuvent être protégés par les mêmes lois ; profiter des mêmes avantages syndicaux ; ils ne fusionnent pas pour cela dans une même classe.

Cependant, cette évolution est à retenir ; n'exprimant pas une *modification sociale actuelle*, elle peut constituer un indice de transformation en devenir. Il faut noter, par exemple, l'emploi du mot *salarié*, notamment dans la loi sur les *assurances sociales* ; remarquer l'évolution vers une extension de la législation ouvrière entre la *loi sur les retraites ouvrières* (5 avril 1910) et la *loi sur les assurances sociales* (5 avril 1928).

La première vise les *ouvriers* et les *paysans* ; en fait elle est applicable à certaines catégories d'*employés* ; quant à la seconde, elle vise tous les *salariés* et même certains petits patrons ou membres des professions libérales (assurés facultatifs) (3).

La terminologie a changé, indice d'une modification psychologique et sociale à la fois.

En fin de compte, ce que nous voyons, c'est moins le passage de la réalité *peuple* (classe vivante) à une réalité *ouvrière* (conforme au concept idéologique de la classe, qu'un signe de ce nivellement noté déjà dans d'autres domaines, appelant l'assimilation de catégories jusqu'alors différenciées. Signe de démocratisation, mais non pas triomphe de l'idéologie socialiste.

Nous reviendrons sur cette constatation de mouvement. Retenons, en ce qui concerne le peuple, que celui-ci n'est pas une réalité d'ensemble reconnue par le droit, mais que la loi s'inquiète sans cesse davantage des catégories de cette classe les moins favorisées, contribuant ainsi à l'amélioration progressive de leur condition.

(1) *Op. cit.*, pp. 15-16. — Cf. Peyronnet (Albert), *Le ministère du travail*. — Monnier (Pierre), *Le rôle social et économique de l'inspection du travail*.

(2) Massé et Bovier-Lapierre, *op. cit.*, p. 17.

(3) Picard, *Les assurances sociales*, p. 146.

3. *Origines. Caractères biologiques.* — La question d'origine ethnique qui ne peut être tranchée pour la sélection aristocratique, ne peut même se poser en ce qui concerne la classe populaire. Celle-ci représente la masse de la nation ; réservoir où les classes supérieures elles-mêmes viennent s'alimenter.

La classe populaire française est essentiellement, au point de vue racial, l'expression du mélange à base celto-nordique (*homo europeus* et *homo alpinus*) qui a formé la race française dans son ensemble.

Cependant, s'il est exact que les classes supérieures attirent en elles les individus présentant plus ou moins purement les caractères de certaines races ; ce fait doit avoir pour corollaire que les races les moins bien douées en qualités nobles seront représentées par un pourcentage plus élevé des individus des races n'ayant pas ces qualités.

Nous pensons que des recherches utiles peuvent encore être faites dans ce sens.

Cependant, nous ne devons pas oublier deux traits importants de nature à diminuer les chances de toute tentative d'interprétation anthroposociologique des classes dans la France contemporaine :

1° La répartition géographique des races ; dans la région où une race domine (ou est représentée par des métis à forte prédominance de cette race), elle a des chances de se retrouver dans toutes les classes de la société.

2° Le métissage très général faisant apparaître dans presque toutes les familles des individus à prédominances ethniques divergentes. L'ascension d'une famille, facteur de la survivance de traits appartenant à *homo europeus* sera-t-elle arrêtée ; la famille sera-t-elle rejetée dans le peuple parce que dans la génération suivante se réveilleront des caractères de la race alpine brachycéphale (ou d'autres groupes ethniques) ?

Grandes difficultés d'arriver à des résultats précis, mais non impossibilité complète. Nous ne condamnons pas les recherches anthroposociologiques ; nous avons indiqué plus haut dans quelle mesure nous voudrions faire figurer quelques questions relatives aux caractères anthropologiques dans les enquêtes purement sociales.

En dehors de la question d'origine ethnique, nous pouvons admettre qu'à l'intérieur d'une même race (ou d'un groupe racial constitué par un métissage analogue) il existe des supériorités ou infériorités familiales. Cela semble vrai. Nous avons indiqué, à propos de la bourgeoisie, les résultats obtenus dans ce sens ; les recherches concernant les couches populaires de la population ont surtout été faites à l'étranger ; il ne serait pas sans intérêt de les reprendre en France.

D'autre part, des différences biologiques non point fondamentales mais acquises (période de croissance dans des conditions plus ou moins favorables, etc.) indiquent cependant bien des caractères de classe.

Il en est de même pour tout ce qui touche la mortalité et la morbidité selon les classes.

Pour la natalité, différente aussi selon les classes, des facteurs non biologiques (surtout psychologiques) interviennent.

Deux ouvrages de L. Hersch indiquent le rapport entre la natalité ou la

mortalité et la situation sociale, ou, plus exactement, économique. Bien que nous nous refusions à considérer les deux termes comme synonymes, admettons que les quartiers étudiés comme *pauvres* étant aussi, dans l'ensemble, des quartiers *populaires*, les rapports établis sont valables pour nous dans une certaine mesure.

En ce qui concerne la natalité, c'est bien, comme on le supposait, dans les arrondissements pauvres qu'elle est la plus forte (1). Mais, entre 1911 et 1928, l'écart entre les quartiers pauvres et les quartiers riches est moins accentué ; la natalité des premiers diminue, celle des seconds a tendance à un léger relèvement (2).

Quant à la mortalité, son taux varie dans le sens *plus* des arrondissements riches aux arrondissements pauvres mais il varie... « *moins que proportionnellement* à la fraction d'habitants pauvres. » (3).

Il varie d'une classe d'arrondissement à l'autre à peu près comme les racines carrées de leurs fractions pauvres (4).

Quant aux *causes de décès*, il est difficile de les connaître d'une façon précise. Pour la tuberculose, il semble y avoir assez de certitude (5).

Les causes de décès vagues ou mal définies sont plus souvent invoquées dans les classes d'arrondissement pauvres (6).

En considérant comme réelles et sincères les déclarations faites, on peut distinguer six catégories de causes de décès :

1° Celles dont la fréquence varie plus que proportionnellement à la fraction d'habitants pauvres : *tuberculose, cirrhose du foie, épidémies infantiles* ;

2° Celles dont la fréquence varie à peu près comme la fraction pauvre : *entérite des petits enfants, méningite simple* ;

3° Celles dont la fréquence varie moins que proportionnellement à la fraction pauvre : *maladies de l'appareil respiratoire, maladies des femmes, débilité congénitale* ;

4° Celle dont la fréquence se trouve sous une certaine influence des dimensions de la fraction pauvre, sans que cette influence puisse être nettement déterminée : *maladies de cœur, cancer, épidémies exotiques, sénilité, morts violentes, hémorragie du cerveau* ;

5° Celles dont la dépendance de la fraction pauvre paraît à peu près nulle : *suicide, appendicite et hernie, néphrite et mal de Bright, affections de l'estomac* ;

6° Celles qui paraissent varier en sens opposé à celui de la fraction pauvre : *grippe* (7).

(1) Hersch. *Situation sociale et natalité d'après les statistiques de la Ville de Paris*, p. 4 et p. 6.

(2) *Op. cit.*, p. 12.

(3) Hersch. *Pauvreté et mortalité selon les principales causes de décès d'après les statistiques de la Ville de Paris*, p. 29.

(4) *Op. cit.*, p. 32.

(5) *Op. cit.*, p. 38.

(6) *Op. cit.*, tableau VIII, p. 40.

(7) *Op. cit.*, p. 42.

Le paradoxe de la sixième catégorie pourrait s'expliquer selon L. Hersch par le fait que la grippe aurait surtout frappé les domestiques qui se trouvent surtout dans les arrondissements riches.

Tout cela, comme on le voit, est extrêmement vague en ce qui concerne les classes proprement dites.

Malgré les difficultés d'établir une comparaison entre la situation d'avant et d'après-guerre, il semble que d'une époque à l'autre le taux de la mortalité s'abaisse à mesure que l'on descend vers les classes les plus pauvres (quoiqu'il reste toujours supérieur à celui des classes riches). « *L'inégalité devant la mort s'atténue...* » sans être cependant supprimée (1).

Ces constatations sont moins liées à l'origine ethnique des classes ou aux particularités physiologiques familiales qu'aux conditions de vie plus ou moins défectueuses ; normalement on devrait donc les comprendre avec l'étude du mode de vie.

Pour celui-ci, nous allons diviser la classe populaire en différents milieux qui ne sont, répétons-le encore une fois, ni des classes ni des sous-classes, mais cependant des milieux relativement hétérogènes à certains égards.

4. *Petit commerce (2), petite industrie, artisans aisés, artistes :*

Mode de vie analogue à celui de la petite bourgeoisie ou de l'inter-classes des employés. Généralement, il y a une salle à manger qui sert de salon ; on mange dans la cuisine ; les domestiques (dans le petit commerce et la petite industrie) vivent de la vie des maîtres. Nous avons déjà noté ces traits dans la petite bourgeoisie ; ils sont seulement ici plus accentués. *Ce qui indique que nous sommes bien dans le peuple*, c'est surtout le *langage*, parfois extrêmement grossier, même chez des commerçants d'apparence correcte et dont l'ensemble du mode de vie serait plutôt *petit bourgeois*. L'usage du patois, dans certaines provinces, serait aussi un signe de classe. Sans doute, le moyen commerçant, le moyen industriel, ayant atteint le niveau de la petite bourgeoisie connaissent aussi le patois ; ils en font usage dans leurs conversations avec les domestiques ou les paysans ; *ils ne le parlent pas entre eux*.

Il y aurait encore quelques traits de différenciation dans les rites vestimentaires (habitude plus fréquente, chez les femmes, de sortir *en cheveux* pour faire les commissions, etc...).

Ces différences s'atténuent de plus en plus, avec la tendance générale des classes au nivellement et il semble bien que le langage soit la barrière devant subsister le plus longtemps entre la petite bourgeoisie et le peuple proprement dit.

Nous avons signalé déjà l'importance des particularités linguistiques de classe. Elles acquièrent toute leur valeur surtout en ce qui concerne la démarcation entre le peuple et la petite bourgeoisie.

(1) *Op. cit.*, pp. 104-105.

(2) Cf. surtout pour détails techniques et situation économique du petit commerce : Martin-Saint-Léon. *Le petit commerce français*.

Cf. aussi les différents comptes rendus des *Congrès des Classes moyennes*.

Usages des patois dans certaines provinces ; abondance d'expressions argotiques (qui ont tendance à se propager dans la bourgeoisie, mais y sont réservées au *langage familier*) et surtout d'expressions grossières et triviales ; formes particulières de syntaxe et de prononciation ; ce sont là des signes populaires.

M. Dauzat a fait, à l'*Ecole Pratique des Hautes Etudes*, un cours sur le *langage populaire* ; nous avons assisté, en 1932, à quelques-unes de ses leçons où étaient donnés de bons exemples de formation d'expressions populaires (1). Nous avons entrepris nous-même de noter nos observations dans ce sens (conversations entendues dans des trains de banlieue, métro, etc...). M. Dauzat a bien vu l'aide réciproque que pouvaient se prêter la linguistique et la sociologie.

Nous avons réservé dans notre bibliographie une rubrique au langage où l'on trouvera l'indication des principaux ouvrages généraux à consulter. On complètera l'étude de ceux-ci en relevant les formes et expressions de langage populaire indiquées dans les ouvrages de littérature sociale (2) et quelques ouvrages de littérature d'imagination (romans, théâtre). Nous avons déjà indiqué qu'il fallait être prudent en utilisant cette dernière source ; en matière de langage, il convient de se méfier des outrances pittoresques.

5. *Ouvriers de l'industrie*. — Aucun des ouvrages de littérature sociale (monographies, ouvrages descriptifs) que nous avons consultés n'est sans appeler quelques critiques. Cependant, étant donné l'abondance de ces ouvrages, on peut obtenir un tableau suffisamment approché du mode de vie de ce groupe.

Nous avons recueilli d'assez nombreux documents que nous n'utilisons que d'une façon très sommaire.

N'entrons pas dans la technique des différents métiers qui nous entraînerait hors de l'idée de classe proprement dite.

Notons cependant, que l'activité professionnelle peut entraîner des modifications du mode de vie proprement dit (travail continu, travail de nuit, travail loin du lieu de résidence entraînant l'obligation de prendre un repas dans l'établissement où l'ouvrier est occupé, d'où création de réfectoires et cantines, travail des mines, etc...) (3).

(1) Cf. Dauzat. *La vie du langage*. — *Histoire de la langue française* ; Hamp (Pierre), *La France pays ouvrier* ; Du Bled (Victor). *La société française : l'argot*.

(2) Tous ceux que nous indiquons d'autre part en ce qui concerne la classe populaire.

(3) Sur les modalités propres à différentes professions, cf. notamment :

Valdour. *Les mineurs*.

Réal et Rulhière. *Le tabac et les allumettes*.

Bonneff (L. et M.). *La classe ouvrière*.

Borie (F). *L'ouvrier maçon*.

Renard (G.). *Les travailleurs du livre et du journal*.

Malato (Ch.). *Les forains*.

Certains métiers sont même accompagnés d'un mode de vie qui leur est tout à fait propre ; les mariniens par exemple (1), ce qui n'est pas sans influence sur la formation de *milieux professionnels* relativement fermés, sans que l'idée de hiérarchie sociale intervienne.

Nous ne donnons donc que les traits les plus généraux du mode de vie ; ceux qui s'appliquent à l'ensemble du groupe.

Bien que s'appliquant en principe à tous les travailleurs manuels français, les caractères relevés par M. G. Risler concernent surtout les *ouvriers* (principalement urbains) (2).

Nous pouvons admettre ces caractères dans les grandes lignes.

Le travailleur français est attaché à sa famille. Des écrivains soi-disant réalistes ont peint les intérieurs ouvriers sous des traits immoraux, cela ne représente pas *l'ensemble* de la classe (3). Nous sommes d'accord avec M. G. Risler sur ce point et, à cet égard, la classe populaire française est certainement très supérieure à celle d'autres pays (Italie, notamment, d'après les ouvrages de Niceforo). Cependant, notons une *immoralité inconsciente*, s'exprimant par le langage grossier, les propos grivois, les chansons obscènes, que les enfants entendent et répètent.

On ne peut voir une véritable immoralité dans le fait de l'union libre généralisée dans la classe populaire. Il y a là surtout signe de relâchement des croyances religieuses et de dédain pour les rites sociaux purement civils.

Savoie (A.). *Meunerie, boulangerie, pâtisserie.*

Chaverondier. *L'industrie de la coutellerie à Thiers. (Réforme sociale)*, T. VIII, pp. 463 et suiv.

Science sociale, 25^e année, 65^e fascicule, 1910. Vanuxen. *Ouvriers et patrons tullistes de Calais.*

66^e fascicule. Descamps. *Les patrons de l'industrie textile.*

Valdour. *Deux chauffeurs-conducteurs.*

Valdour. *Ouvriers parisiens d'après guerre.*

Pompon (A.). *Les ouvriers porcelainiers de Limoges.*

Maillard (M. L. de). *Teinturier de ganterie et gantiers de Saint-Junien. Les ouvriers des deux mondes.*

Lebrun (Mme P.). *Corsetière du Raincy. Les ouvriers des deux mondes.*

Bérot-Berger et Lebrun (Mmes). *Tisseur d'usine de Saint-Quentini. Les ouvriers des deux mondes.*

Monestier (M. R.). *Aveugle brossier de Bué. Les ouvriers des deux mondes.*

Roussel (Louis). *Ajusteur... Les ouvriers des deux mondes.*

(1) Valdour (J.). *Les mariniens.*

Lhande (Rév. Père). *Notre-Dame des bateliers (Etudes, 1929, pp. 659 et suivantes).*

Bourgain (J.). *Essai sur les conditions du travail dans la pêche maritime...*

(2) *Travaux préparatoires du congrès général du génie civil* (mars 1918). Rapport de M. Georges Risler sur la *Vie du travailleur manuel français.*

(3) *Op. cit.*, p. 91.

Les faux-ménages ont souvent une aussi bonne tenue que les vrais. Mais ils constituent bien un signe de classe (1).

Une grande tare dans les foyers ouvriers même relativement ordonnés et honnêtes : *l'alcoolisme* (2). C'est très exact, et confirmé par nos observations personnelles dans différentes régions. Le mal semble pourtant actuellement en régression (3).

La situation morale du foyer est en grande partie *fonction de la femme*.

« Partout où la ménagère est travailleuse, propre, ordonnée et de bonne conduite, la famille ouvrière est prospère, même si le mari n'est pas absolument parfait » (4).

Dans le cas contraire, le ménage est condamné même si l'homme a des qualités au-dessus de la moyenne (5).

Est-ce une raison pour condamner le travail de la femme à l'atelier comme le fait M. G. Risler ? (6) Nous ne le pensons pas. Dans bien des cas, le travail extérieur de la femme apporte au ménage un gain réel. D'autre part, une femme paresseuse, buveuse et sans conscience, peut, même en restant chez elle, désorganiser son foyer et négliger ses enfants (7).

Ce grave problème du travail de l'ouvrière ne peut être tranché par une phrase ; des solutions différentes semblent s'imposer en face de cas individuels différents.

M. Goblot avait noté comme un caractère de la classe bourgeoise un certain *dimorphisme sexuel* et nous avons dit que nous voyions là plutôt un caractère de la société tout entière que celui d'une classe.

En fait, ce dimorphisme s'accuserait peut-être plus dans la classe populaire que dans la bourgeoisie, et plus dans la classe populaire urbaine que dans le milieu rural. Dimorphisme, c'est-à-dire différenciation des occupations (dans le métier ou la maison), des distractions, des lectures, etc... et aussi *antiféminisme*, opposition des ouvriers à l'entrée des femmes dans les professions qu'ils considèrent comme devant leur être réservées (8).

(1) Les ouvrages cités sur la classe populaire ; notamment ceux du Père Lhande et Durieu : *Les Parisiens d'aujourd'hui*. — Cf. *Réforme sociale*, T. IX, 1915, pp. 221 et suivantes (mariage par procuration établi pendant la guerre pour régulariser les unions libres des mobilisés). Cf. Valdour. *L'ouvrier français. Le néo-malthusianisme dans la famille ouvrière*, p. 14-

(2) Risler, *op. cit.*, p. 91. — Cf. Valdour, Hamp, etc...

(3) *Op. cit.*, p. 93.

(4) Cf. Valdour. *L'ouvrier français*, p. 25.

(5) *Ibid.*

(6) *Op. cit.*, pp. 93-94 ; cf. opinion analogue de Courgey, *Milieux de misère*, p. 35.

(7) Un exemple parmi tant d'autres : « Pendant que le mari est à « la fosse », les femmes se font visite, passent des heures à bavarder en prenant le café : elles en absorbent couramment une dizaine de tasses dans leur matinée. L'homme revient de la fosse ; rien n'est prêt, qu'une soupe qui réchauffe depuis longtemps ; alors, vite, la femme passe à la poêle un morceau de viande appelé bifteck... » Valdour, *Les mineurs*, pp. 17-18.

(8) Cf. Delevsky, *op. cit.*, pp. 379-386.

Il y a eu de véritables batailles, dans certains syndicats, autour du principe de l'admission des femmes et bien qu'une évolution ait eu lieu, il reste une hostilité profonde dans le milieu ouvrier contre le travail des femmes, du moins le travail des femmes dans les professions considérées comme masculines.

La constitution de nouveaux modes de vie permet d'envisager une transformation dans la vie de l'ouvrière urbaine.

Le développement du service social, les allocations des caisses de compensation, tendant à retenir la mère de famille à la maison, d'une part ; et, d'autre part, la création de *cités-jardins*, l'acquisition par les ouvriers de petites maisons individuelles, incitent l'ouvrière à reprendre la tradition des travaux faits à la maison (blanchissage, couture) et la ramènent même à des travaux qu'elle avait complètement abandonnés, comme la culture (petite culture du jardin familial, évidemment, à laquelle sont joints éventuellement de petits élevages). Il y a un retour au type de vie paysanne avec conservation de certains caractères urbains, travail industriel (ou d'employé subalterne) conservé pour le mari et, éventuellement les enfants.

Evolution très intéressante, encourageante, parce qu'elle montre une réaction naturelle contre l'excès de l'urbanisation dangereux pour la race, qui n'est qu'à son début et dont nous pouvons seulement indiquer qu'elle semble devoir se poursuivre et s'intensifier.

Le budget est généralement précaire ; vie au jour le jour, assez souvent petites dettes courantes (1). Certaines familles ouvrières, cependant, arrivent à réaliser des économies et à sortir ainsi partiellement de leur condition, tout au moins à hausser leur niveau de vie. L'effort d'amélioration, lorsque des économies ont été réalisées, porte de préférence sur le logement, l'acquisition d'une petite propriété à la campagne.

On doit noter une nette amélioration.

Les salaires ont beaucoup augmenté depuis 35 ans, en même temps que les heures de travail diminuaient. Le prix de la vie a augmenté, mais pas dans les mêmes proportions... « Le confort s'est développé, d'une manière très insuffisante encore, mais cependant réelle » (2).

En ce qui concerne la hausse des salaires depuis la guerre, elle n'est pas aussi réelle qu'on l'a dit.

« M. Truchy est bien d'avis qu'il y a une contradiction apparente entre les statistiques qui prouvent qu'en moyenne les salaires n'ont pas haussé autant que le coût de la vie et l'existence de ce luxe ouvrier que nul ne peut contester. Mais il faut tenir compte, d'une part, de ce que certaines dépenses de la classe ouvrière, comme les dépenses de loyer, ont disparu pendant la

(1) Cf. la partie *Peuple* de notre bibliographie, notamment les ouvrages de Val-dour, et Courgey. *Milieux de misère*. — Imbert. *Observations économiques de vies ouvrières*. Les monographies de l'école de Le Play citées plus haut (*Les ouvriers des deux mondes*).

(2) Risler, *op. cit.*, p. 95. — Cf. Simiand. *Le salaire*. — Cf. les publications du B. I. T.

guerre, en sorte que des disponibilités nouvelles se sont fait jour, qui se sont traduites par une augmentation de la consommation des denrées alimentaires; et d'autre part de ce que, pendant la guerre, il y a eu des femmes de démobilisés qui, outre un salaire plus élevé qu'autrefois, recevaient des allocations de l'Etat, en sorte que les familles ouvrières prises en bloc ont eu à leur disposition des ressources plus considérables qu'en temps normal : et ceci ne va pas à l'encontre des statistiques invoquées (1) ».

« ...Il est très difficile de déterminer la part revenant à la hausse des salaires dans la hausse générale du coût de la vie... » (2).

« *A première vue, si l'on considère les cours des marchandises nouvelles, il semble que le taux des salaires ait à peine suivi l'élévation du coût de la vie matérielle. Cette dernière a, dans l'ensemble, plus que triplé, avec de grandes différences, suivant les produits* (3) ».

« *Fort heureusement, et pour réduire la moyenne, d'autres éléments ont monté beaucoup moins, à commencer par l'un des plus importants, le loyer, qui est resté presque immuable à la campagne, avec les diverses ressources qui l'accompagnent souvent (jardin, etc...)* ».

« *D'autre part, si le salaire de l'ouvrier d'Etat a à peine triplé comme le coût de la vie, ceux des autres travailleurs, manœuvres, femmes, enfants, ont monté sensiblement plus vite, et la somme de ressources dont dispose actuellement une famille ouvrière est beaucoup plus considérable par rapport à ses besoins. Il n'y a, pour s'en convaincre, qu'à voir la place que tiennent aujourd'hui dans nombre de budgets ouvriers des dépenses de véritable luxe : aliments recherchés, parfums, vêtements ou chaussures de premier choix, théâtres, etc...* » (4).

Puis, sont intervenues la diminution des heures de travail et les conséquences de celle-ci (habitation suburbaine; possibilité de réaliser beaucoup de travaux à la maison, de récolter les produits du jardin, etc...) (5).

La nourriture, longtemps insuffisante, s'est améliorée; la consommation de la viande a augmenté (6).

Le logement, en France, reste très médiocre. Il y a cependant un progrès réalisé par les habitations à bon marché (collectives ou individuelles), la loi Ribot-Loucheur (7).

(1) *Société d'économie sociale. — La vie chère*, p. 60.

(2) *Ibid.* M. J. Maitre, p. 141.

(3) *Ibid.*, cf. B. I. T., *Conférence économique internationale. Rapport sur les niveaux de vie des ouvriers dans différents pays*. — Cf. aussi : Simiand. *Le salaire*.

(4) *Ibid.*

(5) Cf. supra ce qui concerne l'évolution de la condition féminine.

(6) Risler, *ibid.*

(7) *Op. cit.*, pp. 96-97. — Cf. Vincennes (Jean de), *Le bon Dieu dans le bled* (description de lotissements, baraques en bois).

Lhande, *Le Christ dans la banlieue*.

Pompon. *Les ouvriers porcelainiers de Limoges* (Maisons ouvrières, pp. 128-137).

Un trait caractéristique des quartiers populaires (même dans les hôtels neufs avec le *confort moderne*), c'est l'existence de parasites : puces, punaises. Les punaises surtout, à peu près inconnues dans les quartiers bourgeois, ont été rencontrées par tous les observateurs ayant travaillé dans les quartiers ouvriers (1).

Un trait de la période de guerre et d'après-guerre, c'est que beaucoup de familles ouvrières logent en hôtel (2).

Le vêtement s'est amélioré (3). Les perfectionnements mécaniques de l'industrie textile ont permis l'abaissement du prix des tissus (4).

La situation sociale de l'ouvrier s'est relevée, il y a tendance vers l'égalité; les travailleurs sont traités « ...avec la même politesse et les mêmes égards que tous les autres citoyens honnêtes » (5).

Grâce à l'unification vestimentaire, il devient souvent difficile de juger d'après l'extérieur... « à quelle catégorie de la population appartient telle ou telle personne » (6).

Quant à la psychologie même du travailleur français, J. Valdour, qui a vécu volontairement sa vie, la caractérise par ces deux traits principaux : intelligence, ignorance (7).

Pour ce qui est de l'intelligence, nous ferons des réserves, à moins qu'on n'entende par là une certaine vivacité d'esprit qui semble bien en effet un caractère national, mais n'est, en somme, que quelque chose de bien superficiel. Admettons qu'en France, comme ailleurs, dans la classe populaire comme dans les autres classes, et malgré l'absence de culture, il existe des sujets d'élite au point de vue mental, des intelligences moyennes et d'autres qui ne sont pas même moyennes.

Pinard. *La consommation, le bien être et le luxe* (évolution du logement. Papiers peints substitués aux murs blanchis à la chaux, p. 93).

Garric. *Belleville*, pp. 54-63.

Mac Say. *Le familistère de Guise*, p. 19 et pp. 26-27.

La crise du logement (Réforme sociale), 7^e série, T. VIII, 1914.

Risler (Georges). *La crise du logement*.

(Ces deux derniers ouvrages contiennent également des indications concernant le logement de la bourgeoisie).

(1) Cf. surtout les ouvrages de Valdour.

(2) Cf. Valdour.

(3) *Op. cit.*, p. 98.

(4) *Ibid.* Cf. Dubreuil. *Nouveaux standards*. Tandis que G. Risler regrette, malgré tout, les jolies coiffes, les anciens costumes de fêtes ne servant que « peu de fois pendant toute une vie... », Dubreuil, d'origine ouvrière, chante lyriquement le progrès technique et abandonne joyeusement le traditionnel passé.

(5) *Op. cit.*, p. 99.

(6) *Ibid.* — Cf. Garric. *Belleville*, pp. 38 à 42.

(7) *L'ouvrier français*, p. 5.

Quant à l'ignorance, nous sommes pleinement d'accord avec J. Valdour; elle est immense (1), malgré l'obligation de l'enseignement primaire, qui, du reste, n'existe pas toujours en fait (2).

Ignorance scolaire, ignorance sociale, ignorance économique aussi, amenant la déconfiture d'organisations, qui, en principe, devaient être utiles aux ouvriers (coopératives de production) (3).

La *déchristianisation* de la classe populaire française est très générale; tous les auteurs sont d'accord sur ce point (4). Valdour, d'après ses observations, note ces chiffres qui ne peuvent être que très approximatifs :

Paris (faubourgs ouvriers) : 3 à 5 % de pratiquants ;

St-Pierre-des-Corps : 175 personnes présentes aux différentes messes dominicales, parmi lesquelles 1 *seul* des jeunes gens du patronage;

Le Mans (faubourgs) : 10 %.

Romans-sur-Isère : 13 %.

A Cholet, Nantes, Decazeville, 25 % de pratiquants, mais il s'agit de la population totale et non exclusivement des ouvriers.

Mais il n'y a plus, à proprement parler, d'anticléricalisme. On note un changement net à cet égard depuis la guerre (5).

On note, au point de vue moral, du *patriotisme* (6), le sentiment de la *hiérarchie* dans la profession, de la *discipline*, le *respect des anciens* (7).

Valdour cite un petit fait qui illustre bien cette mentalité : un contre-maître maladroit et peu aimé quitte l'atelier. Il est remplacé par un ouvrier... « un communiste ». ...L'homme est entré dans son rôle comme une main bien faite dans le gant qui lui est destiné. D'emblée, il s'est montré distant et réservé, froid et discret, avec assez de tact pour n'« embêter » personne (8).

Ces traits dépendent moins de la moralité générale que de la moralité professionnelle et sont plus caractéristiques de l'ouvrier urbain, du moins de l'ouvrier d'industrie que du travailleur agricole. Nous admettons, toujours avec Valdour, et pour l'ouvrier, l'*amour du métier*, un certain *esprit de sagesse* et de *modération*, le désir de voir *les enfants continuer le métier* (9).

(1) Jeune marinier de vingt ans ignorant les points cardinaux; paysan briard affirmant que les Etats-Unis comprennent «... le Mexique, la Colombie et le Danemark »; jeunes tourangeaux ne comprenant pas la contradiction entre le fait d'être propriétaire et « bolchevick » ...au reste se disant catholiques (*op. cit.*, pp. 6 à 11). — Mélange de communisme et de catholicisme également noté par R. de Castillon dans les *Etudes* (oct.-déc. 1929, Clichy-la-rouge).

(2) Cf. Bodin. *L'institutrice*, pp. 58-59.

(3) Valdour, *op. cit.*, p. 13.

(4) Cf. notamment les ouvrages du Père Lhande.

(5) Valdour, *op. cit.*, p. 26.

(6) *Op. cit.*, pp. 17-18.

(7) *Op. cit.*, p. 19.

(8) *Op. cit.*, p. 20.

(9) *Op. cit.*, p. 21.

On note une tendance à la *prévoyance*, à l'*économie*, entrant en lutte avec le désir, également fort, de jouissances immédiates (1).

L'opinion courante est que l'ouvrier est grossier.

« Certes, dit Valdour, le protocole ouvrier n'est pas nécessairement superposable au code des relations mondaines... », mais il comprend des règles aussi strictes : « ...se rendre à l'atelier ou à l'usine en habits de travail ou en effets de ville déchirés ou malpropres est considéré comme une négligence regrettable; il ne s'agit pas de chercher l'élégance, mais la propreté... (2). »

Ajoutons que cette recherche d'une certaine correction extérieure est assez nouvelle et que, dans ce domaine, l'évolution se poursuit. Depuis la guerre, il y a un progrès très net en ce qui concerne la propreté.

Mais il est bien certain que la grossièreté populaire existe à d'autres égards, surtout dans le domaine du langage (3).

Dans le peuple comme dans les autres classes de la population française, on rencontre toutes les nuances d'opinions politiques et religieuses. Cependant, la masse va aux partis avancés, le communisme est en progrès. Il y a, bien entendu, d'assez nombreuses exceptions individuelles et des différences locales (4).

L'évolution communiste, datant de l'après-guerre, est une expérience intéressante à suivre.

Tandis que le parti socialiste, trop intellectualisé, ne présente aux masses populaires qu'une idée édulcorée de la lutte de classes, les réalisations communistes affirment une poussée vitale plus profonde, en même temps qu'elles réveillent l'instinct combatif.

Dans la banlieue parisienne, surtout, la force communiste s'affirme et se heurte à la force catholique (5). Les *rouges* ont leurs écoles, leurs œuvres sociales, leurs groupes sportifs, pour les jeunes gens et jeunes filles (6), patronages et pionniers (dont l'organisation est exactement calquée sur celle des scouts) pour les enfants. Toutes les formes créées par des organisations d'autres tendances et *ayant fait leurs preuves en ce qui concerne l'efficacité pratique, sont utilisées* (7), avec l'appel psychologique à cet élément *foi* qui

(1) *Op. cit.*, pp. 22-23.

(2) *Op. cit.*, pp. 23-24.

(3) Cf. les autres ouvrages de Valdour lui-même; ceux de P. Hamp, etc...

(4) Cf. les différents ouvrages de littérature sociale que nous indiquons, et notamment : Martin-Saint-Léon. *Les sociétés de la Nation*. — Valdour. *Ouvriers catholiques et royalistes*. — Garric. *Belleville*, pp. 199 à 217. — Lhande. *Le Christ dans la banlieue*.

(5) Cf. surtout Lhande, *op. cit.* — Blanc (Ed.). *La ceinture rouge*.

(6) Groupés dans la F. S. T. (Fédération sportive du travail), bien plus vivante que le groupe socialiste correspondant.

(7) Dans un récent n° de l'*Humanité*, nous voyons qu'une municipalité communiste procédera à des *baptêmes rouges*, à la suite de quoi un certificat sera remis à chaque enfant... « dont les parents sont cordialement invités. » — Nous avons aussi remarqué des affiches annonçant la célébration du *Noël rouge*.

fait la force des réalisations catholiques et qui manque presque partout dans les groupes intermédiaires.

Valdour donne la relation de plusieurs meetings communistes.

Ici, l'ordre est assuré par les *gardes rouges*, avec leur béret d'uniforme (1).

« La séance s'ouvre par le chant de l' « Internationale ». Toute l'assistance se lève et se découvre. Les soldats rouges s'immobilisent au garde-à-vous et saluent militairement à la mode soviétique, c'est-à-dire le poing fermé à la hauteur et à une petite distance de l'œil droit (2). »

Cette emprise du communisme, entraînant création d'une mentalité nouvelle, se manifeste par des détails dont le groupement est significatif. C'est ainsi que dans certaines localités de la banlieue parisienne nous avons pu voir la traditionnelle *pension bourgeoise* remplacée par : *pension ouvrière*. A Clichy, une boulangerie d'aspect presque luxueux, s'intitule : *boulangerie populaire*. A Vanves ou Ivry (en passant dans le train de Rambouillet) nous apercevons un *restaurant U.R.S.S.*

Les dirigeants communistes, afin de montrer qu'ils sont bien les chefs du peuple, affectent de parler le langage populaire et nous pouvons voir les *fêtes champêtres* transformées en *goguettes familiales*. Cependant, ce sans-façon du langage ne s'accompagne pas d'un débraillé de la tenue. Au contraire, chez les jeunes communistes surtout, il y a un effort net de correction. Nous avons remarqué à plusieurs reprises, dans les tramways ou trains de banlieue, de jeunes ouvriers lisant l'*Humanité*, ou se révélant communistes par leur conversation, habillés de façon à peu près bourgeoise, et se tenant bien plus correctement à tous égards que les autres jeunes ouvriers. Il semble y avoir action de ce facteur psychologique mis au premier plan par H. de Man et celle aussi, favorable à certains égards, d'une discipline collective.

Les syndicats ouvriers voient leurs effectifs progresser; les plus importants sont les syndicats révolutionnaires (C.G.T. ou C.G.T.U.), mais les fédérations catholiques jouent cependant un rôle actif (3).

D'après le recensement de 1921, le total des salariés (commerce et industrie) était de 10.159.944; celui des syndiqués de 1.846.047 (un peu moins d'1/5 des salariés).

La vie matérielle de l'ouvrier, malgré une nette amélioration, reste précaire. Le chômage, l'invalidité (4), peuvent arrêter son activité professionnelle et ne lui laisser que des ressources très réduites.

(1) *Op. cit.*, pp. 199.

(2) *Ibid.* cf. *op. cit.*, pp. 208-211.

(3) Cf. Martin-Saint-Léon. *Les sociétés de la nation*, pp. 200 et suiv. (voir notamment, pp. 205-206, le *compagnonnage*). — Cf. aussi notre bibliographie.

(4) Risler, *op. cit.*, p. 106.

Il reste beaucoup à faire encore pour améliorer le cadre de sa vie, lui procurer des plaisirs honnêtes (art, culture, jeux de plein air) (1).

Notons cependant l'extension prise par les œuvres publiques et privées, d'abord sous la forme provisoire des œuvres de guerre, puis, depuis 1918, sous celle, qui s'affirme de plus en plus, du *service social*.

Le service social s'organise sur de larges bases, soit avec l'appui d'entreprises économiques ou de syndicats patronaux, soit sous la direction des pouvoirs publics locaux.

Il a ses fonctionnaires, ses serviteurs et servantes, bénévoles ou appointés (2) (assistantes sociales, surintendantes d'usines, infirmières spécialisées, etc...).

Ce personnel a un rôle analogue à celui des membres des œuvres confessionnelles. *L'assistante sociale*, notamment, représente une forme moderne et laïque du type de la sœur de charité (3).

Comme l'a déclaré le Dr R. Sand, « ...le service social s'incorpore la charité, l'assistance et la philanthropie, mais il les dépasse et il s'en distingue par son caractère scientifique et systématique, par son souci de la recherche des causes, par l'extension de son champ d'études et d'action » (4).

Le *Bureau de bienfaisance* ne secourt que les miséreux; l'assistance sociale a un champ d'action beaucoup plus vaste. Elle s'occupe avant tout de l'hygiène et de la prophylaxie des maladies (5); de l'aide à l'enfance et à la maternité (6).

L'assistance sociale se développe notamment dans les centres nouveaux d'habitations à bon marché, cités-jardins.

Nous avons vu une intéressante réalisation à cet égard à la cité-jardins de Gennevilliers (banlieue nord de Paris); une autre, moins complète, à Dugny (près de l'aéroport du Bourget). La directrice du foyer de Gennevilliers nous signalait l'absence de reconnaissance des habitants de la cité pour les services rendus.

Il y aurait plutôt de la méfiance et une certaine hostilité. Une ménagère, en parlant de la visiteuse d'hygiène, disait : « Cette pauvre fille ! Faut bien qu'elle gagne sa vie ! ».

Cette mentalité s'exprime dans le désir d'échapper à l'emprise de l'aide qui semble venir des éléments *bourgeois* (que ce soit sous forme *service* ou *charité*; distinction subtile que le peuple ne fait pas toujours) et le désir de se suffire à soi-même.

C'est ce qui explique le succès des groupements d'aide sociale dont la gestion est confiée aux intéressés eux-mêmes, groupements de tendance très

(1) *Ibid.* Cf. Beaudemoulin. *Enquête sur les loisirs de l'ouvrier français*. — Bonnet. *Les vacances ouvrières*.

(2) Hazemann (Dr). *Le service social municipal*, p. 13.

(3) *Op. cit.* Préface, p. XVII.

(4) *Op. cit.*, p. 15.

(5) *Op. cit.*, pp. 85 à 100.

(6) *Op. cit.*, p. 185.

diverses (Associations familiales rattachées au groupe d'œuvres de l'abbé Viollet, de tendance catholique, si elles ne sont pas nettement confessionnelles, comportant des réalisations très intéressantes ; œuvres communistes, nouvelles, mais où se révèle un réel effort vers le mieux).

Entre la formule d'aide donnée au peuple de l'extérieur et celle du peuple gérant lui-même ses œuvres, il faut faire une place à la *collaboration*, préconisée depuis longtemps surtout dans les milieux catholiques et dont une réalisation d'après-guerre qui a pris une certaine extension est celle des *équipes sociales* fondées par Robert Garrie, auteur de l'intéressant ouvrage sur Belleville.

R. Garrie a voulu recréer l'atmosphère de la camaraderie de guerre entre les classes. Dans leurs relations réciproques, les étudiants devaient donner leur culture, les ouvriers leur expérience vécue.

En 1929, 10.000 jeunes gens et jeunes filles étaient enrôlés dans ce mouvement (1).

Cependant, il ne semble pas que la volonté d'amitié sincère des dirigeants des Equipes ait toujours été bien comprise. Des barrières morales subsistent entre les classes, autrement puissantes que les barrières matérielles.

La réduction des heures de travail a favorisé, comme nous l'avons signalé déjà, l'exode des ouvriers urbains en banlieue.

L'utilisation des loisirs supplémentaires est centrée en grande partie autour du jardin, de la maison, de la vie familiale (2).

Dans les quartiers ouvriers, le théâtre, le *cinéma*, les concerts, la danse, sont parmi les distractions appréciées du peuple ouvrier (3). Notons aussi (au moins pour le peuple parvenu à un niveau de vie relativement supérieur, les propriétaires de petites maisons suburbaines ou rurales, la T. S. F. La possession d'un poste récepteur (acheté le plus souvent à crédit, est actuellement très générale.

Les jeunes s'orientent, de plus en plus, vers les sports et les jeux de plein air, les promenades du dimanche à bicyclette ou à motocyclette (4).

Quant aux lectures, elles sont médiocres. Quelques ouvriers éprouvent le besoin de compléter leur instruction en suivant des cours ou en fréquentant les bibliothèques populaires. Mais il ne faut pas avoir trop d'illusions à cet égard ; ce que le peuple va demander aux bibliothèques municipales, par exemple, ce sont surtout des romans, généralement les plus ineptes.

(1) Cf. *Les équipes sociales*. Esprit des équipes. — Bazin (R.). *L'amour du peuple* (*Études*, 1928), p. 421. — Cf. sur les *Équipes sociales féminines*, un article de l'*Echo de Paris*, du 26 Mars 1932.

(2) Beaudemoulin, pp. 198 et suivantes.

(3) Garrie. *Belleville*, pp. 72 à 96. — Valdour. *Sous la griffe de Moscou*, pp. 110. et 147.

(4) Valdour, *op cit.*, p. 109.

Comme journaux, les jeunes ouvriers lisent les journaux de sports, l'*Auto* (1).

Les communistes lisent l'*Humanité* ; mais les journaux vraiment populaires sont le *Petit Parisien*, le *Petit Journal* ; depuis quelques années l'*Ami du Peuple*.

Certaines familles populaires lisent aussi l'*Œuvre* ou le *Matin*, plus rarement le *Journal* ou *Excelsior* (2).

(1) Garric. *Belleville*, p. 101.

(2) Valdour. *Sous la griffe de Moscou*, pp. 8, 11 et 14. — Garric, *op. cit.*, p. 199.

CHAPTRE XIV

LE PEUPLE (*suite*)

LES HORS-CLASSES — CLASSES ET RACES

6. *Les Paysans*. — Dans le groupe paysan, il est plus difficile que partout ailleurs de distinguer entre patrons et salariés. La plupart des salariés sont eux-mêmes de petits propriétaires (1).

La France, du reste, dans l'ensemble, reste un pays de petite ou moyenne propriété (2).

Le sol est cultivé directement par le propriétaire sur plus de la moitié du territoire agricole.

Un tiers de la superficie cultivée l'est par des fermiers, mais le nombre de ceux-ci n'est même pas le quart de celui des chefs de culture (3).

Patrons et salariés sont bien tous ici des *gens du peuple* ; ils vivent de la même vie, une véritable intimité existe entre eux. « La fille du fermier, à peu près habillée comme la servante, sort avec elle » (4).

Le mode de vie, comme chez les ouvriers d'industrie, est souvent médiocre, tout en présentant des caractéristiques différentes. Il est le même pour le petit propriétaire et pour l'ouvrier agricole.

Le logement, chez les paysans les plus pauvres, comporte parfois une seule pièce à feu éclairée par une fenêtre exigüe.

Souvent, il y a deux pièces ou davantage, mais, quelle que soit l'importance de l'habitation, il y a généralement peu de confort (aussi bien chez

(1) Augé-Laribé. *Le paysan français après la guerre*, p. 17 (D'après le recensement de 1911, pour les agriculteurs du sexe masculin, il y avait 545 patrons contre 455 ouvriers), *op. cit.*, p. 26. — Cf. Ministère de l'Agriculture. *La petite propriété rurale en France*.

(2) Risler. *Le travailleur agricole français*, pp. 58 et suivantes.

(3) *Op. cit.*, p. 60.

(4) *Op. cit.*, p. 74.

les petits propriétaires-exploitants que les petits fermiers, métayers, ouvriers agricoles) (1).

La disposition varie selon les régions, la propreté, le confort aussi (2). Dans l'Oise, le nombre de pièces habitées varie de deux à cinq (3).

On note une tendance à l'amélioration, tant en ce qui concerne l'habitation du paysan proprement dit que celle du domestique de ferme (4). Dans le Dauphiné, l'Isère, les Basses-Alpes, ceux-ci ont à leur disposition une pièce assez *vaste, éclairée et aérée*. Mais, plus au Sud, ils n'ont généralement pas de lit et couchent dans la paille (5).

De façon générale, un peu dans toutes les régions, le couchage dans les écuries est moins répandu et l'usage des chambres devient plus fréquent (6).

Le couchage dans les écuries domine encore dans la Puitsaye, le Gâtinais, le Perche, la Normandie, le Maine, la Touraine, le Poitou, le Périgord, le Plateau Central, la Lorraine (7).

Ce mode de couchage peut être acceptable au point de vue de l'hygiène (les opinions sont partagées à cet égard), mais, en ce qui concerne la *moralité*, les résultats s'affirment déplorables (8).

Le travail, d'après G. Risler, est réglé à peu près de la même manière dans toute la France (à l'exception du Midi) :

Lever entre 3 et 4 heures du matin (l'été) ou 5 heures et demie et 6 heures (l'hiver) (9).

Vers six heures ou six heures et quart, *déjeuner*, comprenant : soupe épaisse, pain, beurre, cidre, bière ou vin.

A midi (après la toilette des animaux), le *dîner*, comprenant, autrefois (c'est-à-dire avant la guerre) : Œufs, ou légumes, pommes de terre, haricots, etc... Une ou deux fois par semaine de la viande, généralement en ragoût, pain, fromage ; le dimanche, café et petit verre ; et *maintenant* : tous les jours viande, légumes, pain, fromage, cidre, bière ou vin, café avec deux petits verres d'alcool (10).

Le repas, dit Risler, « dure une bonne heure ».

(1) *La réforme sociale*, 7^e série, T. IX, janv.-juin 1915. *Les défauts de l'habitation rurale*, p. 20.

(2) Cf. la collection de la *Réforme sociale*, les monographies de l'école de Le Play. — Cf. Augé-Laribé, *op. cit.*, pp. 274-275.

(3) *Département de l'Oise. Enquête sur les conditions de la vie ouvrière et de la vie rurale*.

(4) *Réforme sociale*, 7^e série, T. IX, janv.-juin 1915, pp. 167 et suivantes. *L'hygiène matérielle et morale du logement des domestiques de ferme*.

(5) *Op. cit.*, p. 173.

(6) *Op. cit.*, p. 174.

(7) *Op. cit.*, p. 175.

(8) *Op. cit.*, p. 177. Renseignements contradictoires selon les régions.

(9) Cf. *Département de l'Oise. Enquête sur les conditions de la vie ouvrière et de la vie rurale*; horaires analogues, p. 85.

(10) *Op. cit.*, p. 71.

Le *souper*, vers 6 heures, comprend de la soupe, de la viande (presque toujours maintenant) et des légumes, du pain, du beurre ou du fromage, souvent encore un ou deux petits verres d'alcool (1).

Le dimanche, il y a quelquefois une galette, brioche ou autre friandise.

Nous ferons quelques réserves à ces affirmations. Notons d'abord de grandes différences locales ; des modifications d'horaires selon les saisons (le *dîner*, notre déjeuner de midi, est fréquemment beaucoup plus tôt ; le *souper* peut être avancé jusque vers 5 heures en hiver, reporté à 8 ou 9 heures en été, au moment des grands travaux extérieurs. Il y a alors un goûter, ou *collation* intermédiaire) ; des différences selon le niveau économique de la famille. Il est très certain que l'usage de la viande, bien que plus répandu qu'autrefois, n'est pas aussi général que le dit M. Risler ; nous ne pensons pas que les *deux* petits verres d'alcool au repas de midi soient d'un usage très répandu, il est certain cependant qu'un petit verre est souvent absorbé, même par les femmes (2) ; quant au vin ou cidre, il est pris en quantité pouvant atteindre plusieurs litres par jour pour les travailleurs hommes en période de gros travaux. Notons l'emploi de la salade considérée comme un plat dans les familles pauvres ; la survivance de plats locaux à base de céréales.

L'usage du pain noir a disparu dans tous les villages (3) ; le pain n'est plus boulangé à la maison (évolution accomplie avant 1910, du moins presque entièrement) (4).

L'enquête du département de l'Oise note une amélioration alimentaire dans les familles d'ouvriers agricoles.

Voici des exemples de menus d'ouvriers nourris par leurs patrons :

Déjeuner du matin : Reste de viande ou de lard de la veille ou fromage.

Déjeuner du midi : Soupe grasse, lard ou bœuf, légumes, fromage ou fruits.

Goûter (de Pâques à octobre) : pain et fromage.

Dîner : Soupe de midi et ragoût, ou soupe, bœuf froid et salade.

Cidre à discrétion.

L'usage du café de midi se généralise (5).

Les ouvriers non nourris ont à peu près le même régime avec moins de viande. Le soir, beaucoup, après la soupe, se contentent d'un œuf et d'une salade (ou seulement de légumes et un peu de fromage ou de fruits) (6). Ceci, d'après nos observations personnelles nous paraît devoir s'appliquer non seulement à l'Oise mais à de nombreuses régions et être plus conforme à la réalité que les estimations de M. Risler, un peu trop optimistes.

(1) *Op. cit.*, p. 72.

(2) *Département de l'Oise, op. cit.*, p. 19. — Cf. Tableau p. 46.

(3) *Op. cit.*, p. 82.

(4) Cf. Risler, *op. cit.*, p. 73.

(5) *Op. cit.*, p. 83.

(6) *Op. cit.*, p. 83.

Le vêtement, comme dans les autres groupes de la population, tend à s'uniformiser.

Autrefois les vêtements de travail étaient la blouse bleue pour les hommes, le caraco pour les femmes. Il y avait des *vêtements du dimanche* ; parfois costumes locaux conservés (coiffes, etc...) (1), quoiqu'il y ait eu une nette régression à cet égard dès bien avant la guerre.

En Gironde et en Dordogne, les femmes portent encore le mouchoir noué. Les vieilles femmes filent encore la laine de leurs moutons et tricotent ensuite des bas et des lainages pour elles et leur famille (2).

Mais, presque partout, les costumes régionaux ont fait place « pour les hommes au banal veston, au chapeau melon ou mou, à la casquette... » (3).

Le niveau intellectuel paysan s'est relevé, par l'obligation de l'enseignement primaire (4). Cependant cette obligation qui n'est pas toujours stricte même dans les milieux populaires urbains, l'est encore moins à la campagne (5).

D'où grande ignorance (6), superstition. Le paysan va encore « plus volontiers chez le rebouteux que chez le médecin et chez le sorcier plutôt que chez le vétérinaire » (7).

Si les superstitions s'affirment vivaces (8), des coutumes locales telle que les feux de la Saint-Jean, la fête de Mai, disparaissent (9).

Les fêtes votives (10) existent toujours. Elles comportent réjouissances foraines (baraques, chevaux de bois, etc...) ; bals, réunions au cabaret.

L'usage des *veillées* a complètement disparu (11).

De nouveaux usages se créent. Les sports longtemps délaissés, réapparaissent à la campagne (12).

Les fêtes de famille sont les mêmes qu'à la ville ; le caractère religieux y est également conservé, mais de façon aussi superficielle (avec toujours les exceptions individuelles et familiales) (13).

Le mariage est presque toujours suivi d'un lendemain parfois d'un sur-lendemain. Ces réjouissances sont prétexte à de longs et copieux repas.

(1) Risler, *op. cit.*, pp. 97-98.

(2) *Op. cit.*, p. 99. Nous avons constaté ces faits personnellement pour la période d'avant-guerre. Cependant, dès cette époque, l'habitude de filer à la main était en régression.

(3) Risler, *op. cit.*, p. 100.

(4) *Op. cit.*, p. 107.

(5) *Op. cit.*, p. 122.

(6) Valdour. *L'ouvrier agricole*, pp. 28-29.

(7) Risler, *op. cit.*, p. 119. — Cf. Valdour, *op. cit.*, p. 116.

(8) Notons qu'elles existent aussi dans la population ouvrière urbaine ou y réapparaissent sous d'autres formes.

(9) Risler, *op. cit.*, p. 123.

(10) *Assemblées*, en Poitou, Touraine, etc..., *frairies* dans le Sud-Ouest.

(11) Risler, *op. cit.*, p. 123.

(12) *Op. cit.*, p. 124.

(13) *Op. cit.*, p. 125.

Il y a également des repas de famille après les enterrements ou, tout au moins, des réunions au cabaret (1).

Le grand mal dont souffre le peuple paysan comme le peuple ouvrier, c'est l'alcoolisme.

Mais, tandis qu'on note une légère régression à cet égard depuis la guerre, en milieu ouvrier urbain, nous ne voyons encore rien de semblable à la campagne, bien au contraire, il semble qu'en certaines localités le mal progresse.

Les foires, marchés, en dehors de leur intérêt économique, sont des lieux de réunion où l'on se rend même sans avoir rien à vendre ni à acheter (2).

Le paysan est en général économe ; vivant en grande partie des produits de son jardin et de sa basse-cour, et grâce à ses habitudes de frugalité qui subsistent, bien qu'atténuées, il peut économiser plus aisément que l'ouvrier urbain (3).

C'est ce qui permet l'achat de petites propriétés par les fermiers et métayers.

Selon Augé-Laribé, on a évalué avec beaucoup d'exagération l'enrichissement des paysans pendant la guerre (4). Cette affirmation serait à contrôler de près. Il y a certainement de grosses différences locales et familiales. Il n'en reste pas moins que les achats de petites et moyennes propriétés par les paysans ont eu lieu en grand nombre après la guerre (5) et que, malgré toutes réserves et atténuations, on s'accorde à reconnaître que « la situation de la propriété paysanne se trouve améliorée » (6) et que l'évolution se continue dans le sens de la petite propriété (7).

(1) *Op. cit.*, p. 127.

(2) *Op. cit.*, p. 134.

(3) *Op. cit.*, p. 137.

(4) *Op. cit.*, p. 72 (*Le paysan français après la guerre*).

(5) *Op. cit.*, pp. 75-77 et 79-80. — Cf. Ministère de l'Agriculture. *La petite propriété rurale en France*.

(6) *Op. cit.*, p. 78.

(7) « ... le fermage disparaît de nos campagnes, et il est remplacé par de petites exploitations paysannes, d'importance plus ou moins vaste, mais qui, sauf dans les pays de petites métairies comme la Bretagne et l'Anjou, sont d'ordinaire d'étendue inférieure aux fermes sur les débris desquelles elles se sont constituées. Nous assistons à l'accomplissement de la transformation de la propriété foncière telle qu'elle s'était reconstituée au lendemain de la Révolution et au début du XIX^e siècle ; le phénomène se dessinait avant la guerre, et nous en avons relaté l'apparition locale sur quelques points de la Puisaye et du Gâtinais depuis une vingtaine d'années. Les événements qui viennent de se dérouler ont grandement contribué à en développer et à en généraliser la portée.

Jusqu'à présent la grande propriété soumise à l'exploitation directe semble cependant résister et se maintenir à peu près intacte. » (*Société d'économie sociale. La vie chère*. Exposé de M. Paul Doin, sur la vie chère et ses répercussions dans l'ordre agricole, p. 85).

Cette évolution existait déjà avant la guerre. L'enquête de 1909 du Ministère de l'Agriculture, sur la *Petite propriété rurale en France*, montrait, presque partout, des achats de terres par les ouvriers et fermiers.

Il y a lieu, dans le peuple agricole, de distinguer les *ouvriers* des grandes exploitations, qui souvent se nourrissent eux-mêmes, ont un mode de vie généralement inférieur à celui des paysans petits-proprétaires (1).

Les ouvriers temporaires sont parfois logés en baraquement, faisant leur cuisine eux-mêmes.

C'est parmi ces ouvriers surtout que le mouvement syndical révolutionnaire a pu recruter des adhérents.

Mais l'organisation syndicale, sous différentes formes et, d'une façon générale, la tendance à l'association, longtemps étrangère au paysan français, est actuellement en progrès (2).

La France, longtemps pays à nette prédominance agricole, voit le peuple urbain s'accroître aux dépens du peuple paysan. C'est dans la catégorie des travailleurs agricoles journaliers, que se recrutent le plus de migrants (3).

Entre l'ouvrier agricole et le petit cultivateur, la démarcation n'est pas toujours très nette. Dans beaucoup de régions, des petits propriétaires ou petits fermiers se louent également comme ouvriers agricoles.

Il y a quelquefois des *échanges* de services (appelés *souhaitages* en Ille-et-Vilaine) (4).

Quelquefois, le petit propriétaire ou fermier est aussi artisan. Dans certaines régions, persistent des industries rurales locales (surtout féminines : dentelle, etc...) ou l'on s'efforce de les faire revivre (5).

7. *Les domestiques*. — Nous avons englobé les domestiques agricoles dans l'ensemble du groupe paysan auquel ils appartiennent. Les domestiques placés chez des commerçants sont à demi assimilables à des employés dont ils tiennent souvent partiellement le rôle.

Nous parlons donc ici de la domesticité des familles bourgeoises.

La domesticité contemporaine est définie par H. Joly « ...un échange de services entre personnes appartenant à des classes différentes de la société, mais s'opérant à chaque instant dans la même demeure et pour la plupart des actes les plus intimes de l'existence quotidienne », les services des maîtres se réduisant, actuellement... « au logement, à la nourriture, et sur-

(1) Cf. Valdour, *op. cit.* — *Réforme sociale*, T. VII, 1914. — *La crise de la main d'œuvre agricole*.

Ministère de l'Agriculture : *Travaux effectués par les Offices agricoles, 1922 et 1923*. Ministère de l'Agriculture, *La petite propriété rurale en France*.

(2) Cf. Risler, *op. cit.*, pp. 145 à 165. — Augé-Laribé, *op. cit.*, pp. 112 à 116 et 183 à 185.

(3) Cf. *Réforme sociale*, *La crise de la main d'œuvre agricole*, *op. cit.* — XXIX^e congrès de la société internationale d'Economie sociale... la désertion des campagnes; congrès de la dépopulation rurale en Côte-d'Or. — Beaujot : *La vie rurale dans la région de Saint-Pol*. — Gueit : *Exode rural et main-d'œuvre saisonnière*.

(4) Ministère de l'Agriculture. *La petite propriété rurale en France, 1909*. — Cf. Ministère de l'Agriculture. *Enquête sur les salaires agricoles*.

(5) *Réforme sociale*, T. VII, 1914. *Les industries rurales en France*.

tout à la remise d'une somme d'argent accompagnée de la tolérance à l'égard de certains gains » (1).

Les domestiques peuvent être plus ou moins spécialisés (2) depuis la bonne à tout faire de maison bourgeoise moyenne jusqu'aux spécialistes nombreux des grandes maisons (3).

Le mode de vie des domestiques, malgré la réunion sous le même toit, est bien différent de celui des maîtres. On a souvent dénoncé l'inhumanité des mansardes (4) ; cependant la plupart des serviteurs les préfèrent au logement dans l'appartement qui (5), du reste, est souvent trop inconfortable. C'est parfois une alcôve sombre, un simple lit pliant. « Nul coin n'appartient en propre à la malheureuse domestique ; elle fait sa toilette à la cuisine et serre ses frusques dans un coin ; vraiment on ne peut s'étonner de la crainte que lui inspire une semblable organisation qui la fait absolument errante, déracinée » (6).

La plupart du temps, les domestiques désirent conserver leur 6° (qui peut être un 7° ou un 8°) pour des raisons moins acceptables. C'est que le logement en dehors de l'appartement des maîtres représente pour eux la liberté, une liberté souvent mal employée, source d'immoralité, de commérages (7).

L'alimentation est généralement la même que celle des maîtres ; quelquefois, cependant, il y a de légères différences ; fréquemment, les domestiques achètent eux-mêmes leur boisson, recevant une subvention en argent à cet effet.

Les distractions des domestiques sont médiocres (amitiés nouées dans la proximité des mansardes, bals, cinémas (8)).

Les domestiques placés en ville sont presque tous originaires de la province, le plus souvent de la campagne ; un certain nombre sont des étrangers qui retournent dans leur pays après avoir été placés quelques années (9).

Les domestiques appartiennent à la classe populaire ; il n'y a aucune raison pour en faire une sous-classe ou un groupe à part.

Cependant, certaines particularités indiquent une nuance d'infériorisation en rapport avec la nature servile de la fonction exercée.

(1) Joly (H.). *La crise de la domesticité*, p. 5. — Cf. Moll-Weiss, *Les gens de maison*, pp. 71-72 (barèmes et évolution des gages, d°, pp. 72 à 74. — Institution du sou du franc, d°, pp. 79-80).

(2) Moll-Weiss, *op. cit.*, pp. 47-51.

(3) Jusqu'à 30 personnes, *op. cit.*, p. 52. — Sur le *concierge*, cf. les remarques de Barrett-Wendell, *op. cit.*, pp. 59-60.

(4) Moll-Weiss, *op. cit.*, p. 94.

(5) *Op. cit.*, p. 95.

(6) *Op. cit.*, pp. 95-96.

(7) Joly (H.). *La crise de la domesticité*, pp. 13-14.

(8) Moll-Weiss, *op. cit.*, p. 105.

(9) *Op. cit.*, p. 55. — Sur le placement des domestiques, le fonctionnement des bureaux de placement, cf. Moll-Weiss, *op. cit.*, pp. 57-69. Joly, *op. cit.*

La position même des domestiques à l'intérieur du foyer bourgeois, est nettement subordonnée. Il y sans doute une ébauche d'évolution tendant à traiter les serviteurs comme des employés ; la coutume de ne pas les loger, qui existe à l'étranger et commence à se répandre en France, agit dans ce sens.

Mais actuellement, la nuance de servitude atténuée existe encore (elle était bien plus nette en 1910). L'usage de parler aux maîtres à la *troisième personne*, le port d'une livrée (1), l'usage de visiter les bagages des domestiques qui nous quittent indiquent cette nuance.

La loi est-elle-même indique la position subordonnée du domestique (2).

Cependant, depuis la Révolution, il existe un mouvement continu allant vers l'assimilation des domestiques et des autres salariés.

Jusqu'à ces derniers temps, les domestiques ne pouvaient exercer les fonctions de *jurés*. Cette disposition a été abrogée en février 1932.

Par contre, subsiste l'inéligibilité des domestiques aux Conseils municipaux (3). Cette incapacité frappe les domestiques exclusivement attachés à la personne parce qu'on ne les suppose pas dans une « situation d'indépendance suffisante pour discuter et régler en toute liberté les intérêts municipaux » (4). Aussi, l'on a pu se demander s'il y avait vraiment là une mesure accusant l'infériorité de la fonction, ou, au contraire, tendant à diminuer l'influence de familles des hautes classes.

Quoi qu'il en soit, dans l'ensemble, il est bien certain que la position de domestique implique subordination accentuant la distance entre la classe des employeurs et celle des employés, et que, depuis la guerre et surtout l'après-guerre, un mouvement est amorcé pour modifier cet état (5).

Le groupe populaire des domestiques a vu son importance numérique, relativement à la population totale, passer de 1/15 environ au XVI^e siècle à 1/20 au XIX^e siècle (6).

La crise des domestiques existant dès avant la guerre (7), s'est accentuée lorsque les jeunes filles de la campagne purent trouver des emplois dans les usines, mais beaucoup de familles bourgeoises ont aussi réduit volontairement, ou même supprimé complètement, leur domesticité (8).

8. *Conclusion.* — Le peuple français contemporain nous apparaît bien dans sa réalité vivante tel que nous l'avions présumé : très différent de la

(1) Nous avons parlé de ces usages, en voie de régression, dans le chapitre consacré à la bourgeoisie. En ce qui concerne la visite des bagages, cf. Moll-Weiss, *op. cit.*, pp. 85-86.

(2) *Op. cit.*, pp. 38-40.

(3) Moll-Weiss, *op. cit.* Dalloz, *Droit administratif*, p. 1215.

(4) *Ibid.*

(5) Substitution du terme gens de maison à celui de domestiques, création de syndicats, meetings, etc... Cf. Moll-Weiss, *op. cit.*, pp. 117 et suivantes.

(6) *Op. cit.*, pp. 46-47. Cf. Cusenier. *Les domestiques en France*.

(7) Moll-Weiss, *op. cit.*, pp. 148-173.

(8) *Ibid.* Cf. Simart. *Interprétation du monde moderne*, pp. 148-153.

classe ouvrière idéologique, plus large, ne comprenant pas exclusivement des salariés et ne comprenant pas (à beaucoup près) tous les salariés ; admettant de la diversité, l'existence de *milieux*, et, dans certains de ces milieux, des traces de hiérarchie ; assez uniforme, cependant, pour qu'on puisse le considérer comme un grand tout de niveau à peu près égal.

Le mode de vie, moins affiné, dans tous les domaines, que celui de la bourgeoisie, tend, depuis la guerre surtout, au relèvement.

Mais l'infériorité du peuple reste très nette dans le domaine de la culture ; l'éducation est livrée le plus souvent au hasard ; quand il y a un effort conscient dans ce sens, il est limité à quelques rites, fidélité à quelques traditions (rites familiaux, politesse populaire).

S'il n'existe pas de *conscience de classe* dans le sens socialiste, il y a certainement une *psychologie populaire*.

Le résumé que nous avons donné pourra utilement servir de base à une étude plus complète du peuple français contemporain. Il y aura lieu, notamment, de rechercher les *groupes professionnels* ou *milieux* isolés ; les *idées de supériorité* existant chez les membres de différentes professions ; ce qui a trait à la condition des femmes, des enfants, aux rites familiaux, au langage. L'évolution du mode de vie, surtout en ce qui concerne *l'habitation* et à partir de 1918, serait aussi à étudier (généralisation du chauffage central dans les petites maisons individuelles suburbaines ; existence d'une salle à manger ; postes de T. S. F. ; existence de baignoires). Nous signalerons encore, comme traits intéressants dans l'ensemble de l'évolution contemporaine, le rapprochement entre les modes de vie *urbain* et *rural* et la tendance à l'unification inter-locale du langage.

..

LES HORS-CLASSES

C'est là un groupe mal défini, contenant le déchet de la société vraiment organisée et les réfractaires à toute organisation.

Le droit n'ignore pas les hors-classes. Il intervient au contraire pour les contenir dans d'étroites limites, pour protéger contre leurs incursions dangereuses la société régulière (1).

On trouve d'intéressants détails sur le mode de vie des hors-classes dans les *Têtes baissées* de Cyril Berger (logement sordide, chambrées, hôtels borgnes surveillés par la police. Les vêtements, signe de démarcation d'avec le peuple même pauvre : les guenilles ; utilisation des initiatives charitables : la messe du Sacré-Cœur, le banquet de l'Armée du Salut ; petits métiers temporaires).

La question des *hors-classes* n'est pas seulement sociale, ou plutôt, ici, la réalisation sociale se greffe sur un fond psychologique et pathologique (2).

(1) Cf. Dalloz. *Répertoire alphabétique*, T. XXXVIII, art. *Prostitution*, pp. 525 et suivantes. — *Répertoire pratique*, T. XI, art. *Souteneurs*, pp. 465 et suivantes. — *Répertoire pratique*, T. XII, art. *Vagabondage* (mendicité et vagabondage spécial). — D^o Supplément T. III, art. *Professions* (nomades), p. 15.

(2) Cf. Dubief. *La question du vagabondage*. — Marie (Dr) et Meunier (R.). *Les vagabonds*.

Quelquefois aussi une première faute sociale rejette le coupable dans le groupe des hors-classes. Le libéré de prison, par exemple, ne peut que difficilement se relever socialement (1).

Et les *réguliers* ne sont pas tendres pour les *réfractaires* (2).

Entre les hors-classes du plus bas degré (vagabonds, miséreux, prostituées) et le peuple, nous placerons les forains, parmi lesquels se rencontrent aussi des degrés (depuis le romanichel rempailleur de chaises et maraudeur jusqu'au forain aisé qui est un véritable commerçant et que nous ne pouvons pas laisser parmi les hors-classes) (3).

Le logement dans les roulottes est précaire. Il y a progrès depuis la guerre, mais ce progrès ne touche pas les plus humbles de ces errants (4). Nous avons tous vu les ménagères des roulottes préparer leur cuisine en plein air, selon les procédés d'un camping primitif. Quelquefois, cependant, une cuisine est installée à l'intérieur de la voiture.

Les enfants des forains ont longtemps été négligés. Des écoles ont été fondées à leur intention, mais n'ont donné, jusqu'à présent, que des résultats insuffisants (5).

Le nombre des forains a augmenté depuis la guerre; leur isolement social est moins grand qu'autrefois; ils s'allient parfois à des ouvriers ou même à des commerçants du monde régulier (6).

Les forains sont citoyens et électeurs, mais leur vie nomade s'oppose à ce qu'ils fassent usage de leurs droits civiques.

Ils sont soumis à certaines règles juridiques, et « dans leurs rapports avec l'autorité, celle-ci ne se montre pas toujours d'une extrême bienveillance » (7). Nous retrouvons là, atténuée, la méfiance qui s'attache aux vagabonds proprement dits, qui s'attache à tout ce qui sort de la normalité organisée.

Certains *petits métiers*, impliquant un genre de vie un peu en marge du peuple proprement dit, sont également à ranger parmi les *hors-classes* (8) ou à l'extrême limite inférieure du peuple.

..

CLASSES ET RACES

La question des *classes* pose toujours plus ou moins celle des *racés*.

En ce qui concerne la France contemporaine, le contact des deux notions se fait de trois façons :

1° Problème des prédominances ethniques impliquant particularités ou

(1) Marie et Meunier, *op. cit.*, pp. 202-203.

(2) *Op. cit.*, pp. 247-250.

(3) Cf. Malato, *les forains*.

(4) *Op. cit.*, pp. 263 et suivantes.

(5) *Op. cit.*, pp. 274-282.

(6) *Op. cit.*, pp. 284-286.

(7) *Op. cit.*, p. 296.

(8) Cf. Durieu (J.). *Les Parisiens d'aujourd'hui. Les types sociaux de simple récolte et d'extraction* (métiers de simple récolte : le mouronnier, le mégotier, les chiffonniers).

supériorités et ayant pu influencer sur la répartition des individus dans les différentes classes (problème fondamental de l'anthroposociologie). Nous l'avons effleuré à plusieurs reprises, indiquant pourquoi nous ne pouvons, actuellement, lui donner de solution.

2° Problème de la subordination de peuples de races différentes : c'est celui du colonialisme, très important pour la France contemporaine, mais que nous n'aborderons pas car il nécessiterait, à lui seul, une étude importante. Il ne se rattache du reste qu'indirectement au problème des classes car, en fait, il n'existe pas de *classe* (ou de *classes*) des sujets coloniaux. Certaines nuances d'infériorisation peuvent être perçues, mais moins nettement en France que dans d'autres pays, et plus sur le sol de la colonie elle-même que sur celui de la métropole.

Quant à l'esclavage, il est aboli depuis longtemps dans les colonies françaises et quand il en subsiste des traces, ce sont des indigènes des colonies eux-mêmes qui l'imposent à d'autres races subordonnées; le rôle français étant ici de protection et de répression.

Certaines pratiques (*travail forcé, recrutement militaire* par des moyens de pression) ont été interprétées parfois comme un esclavage atténué, du moins une subordination des *racés de couleur*. La distinction elle-même entre *sujets* et *citoyens* français, l'adoption des lois locales ou raciales à certains égards, de lois spéciales aux colonies, etc..., montrent autant d'aspects du problème colonial qui peuvent faire l'objet d'études sociologiques, mais s'éloignent nettement du problème des classes.

En principe, du reste, nous envisageons celui-ci à l'intérieur de la métropole, et il ne pourrait rencontrer celui des races coloniales que sous cet aspect : quel sort sera fait, en France, aux indigènes des colonies, sujets ou citoyens français; sont-ils l'objet d'un régime d'exception; constituent-ils une ou plusieurs classes sociales ? A cette dernière question, nous pouvons répondre : non. Les sujets coloniaux sont en trop petit nombre pour pouvoir constituer une classe. Quelques-uns d'entre eux sont pleinement intégrés dans la société française et ont parfois accès à des carrières libérales ou même à des fonctions dirigeantes. En ce cas, il subsiste des traces d'infériorisation mondaine, ce sont seulement des nuances, rien qui puisse caractériser une classe qui, du reste, encore une fois, comprendrait trop peu d'individus.

L'immigration plus importante de coloniaux du bas-peuple est un fait récent, datant surtout de la guerre. Pratiquement, il doit être traité en connexion avec l'immigration étrangère, troisième aspect de la question raciale dans la France contemporaine.

3° L'immigration de la main-d'œuvre étrangère (et l'existence d'îlots raciaux intérieurs relativement isolés) (1) est un phénomène important dans les pays neufs (comme les nations américaines (2) ou de faible natalité (la France, surtout depuis la guerre). Dès qu'il acquiert une certaine intensité,

(1) La question des Juifs pourrait faire l'objet d'une étude particulière.

(2) Cf. Miller. *Races, nations and classes*.

il doit être réglementé. La France a dû entrer elle-même dans cette voie, mais assez tardivement (1).

Cependant, et bien que ce fait de l'immigration nous paraisse devoir être mentionné dans une étude générale des classes, c'est en quelque sorte une annexe (2). Les immigrés ne forment ni une seule classe, ni plusieurs classes qui seraient définies par la race. Nous devons les considérer comme des îlots étrangers, non intégrés dans la société au milieu de laquelle ils vivent. Dès qu'ils s'intègrent, par voie de naturalisation, alliance avec des familles françaises, ou même, simplement adoption du langage et des modes de vie français, ils ne forment plus de groupes spéciaux, mais vont tout naturellement grossir les rangs du peuple (ou de la toute petite bourgeoisie).

D'une façon générale, « la France est favorable à l'immigration des ouvriers étrangers. Elle pose simplement comme règle que cette immigration doit être rationnelle et réglementée pour ne pas nuire aux légitimes intérêts des ouvriers français et ne pas risquer de troubler l'équilibre du marché du travail national » (3).

C'est pourquoi, au début de la crise de chômage, en 1931, l'accès du territoire français a été restreint... « aux ouvriers agricoles (4), aux mineurs professionnels et à certaines catégories de spécialistes.

« Pour ces derniers, l'autorisation n'est désormais donnée que sur présentation d'un contrat d'embauchage visé par le Ministère du Travail, après enquête... » (5).

En 1920, une Commission interministérielle permanente de l'Immigration fut créée pour élaborer et appliquer les divers règlements se rapportant aux ouvriers étrangers.

Des conventions ont été signées avec les pays fournissant le plus d'immigrants (Pologne, Italie, Tchécoslovaquie) (6).

La législation et réglementation de l'immigration vise à la fois à assurer la protection des travailleurs français et l'équilibre dans le marché national du travail, et à protéger les immigrants eux-mêmes (7).

Le service de la main d'œuvre étrangère au Ministère du Travail s'efforce d'améliorer les conditions d'emploi et d'existence des ouvriers étrangers (8).

« Les demandes sont examinées ; les salaires offerts sont contrôlés en vue de déterminer notamment si l'impossibilité de recruter de la main d'œuvre française n'est pas due à l'insuffisance de la rémunération proposée par rapport aux salaires normaux et courants de la région » (9).

(1) Cf. B. I. T. Emigration et immigration, pp. 214-215.

(2) C'est ainsi que nous avons mentionné également l'existence de la fonction sacerdotale.

(3) B. I. T., *ibid.*

(4) En ce qui concerne les ouvriers agricoles, cf. Augé-Laribé, *Le paysan français après la guerre*, pp. 91-92.

(5) *Op. cit.*, p. 216. — Cf. la brochure du B. I. T. sur le chômage.

(6) *Op. cit.*, pp. 351 et suivantes.

(7) Cf. les principales mesures prises, *op. cit.*, pp. 254 et suiv.

(8) *Op. cit.*, p. 318.

(9) *Op. cit.*, p. 319.

Cette précaution est très utile pour protéger les droits réels des ouvriers français et aussi empêcher les heurts entre ceux-ci et leurs concurrents étrangers. L'immigration d'une main d'œuvre étrangère *au rabais* fut longtemps une cause d'antagonisme à l'intérieur de la classe populaire. D'une façon générale, la main d'œuvre nationale est assez hostile à l'immigration (moins, évidemment, lorsque celle-ci ne se présente pas sous la forme nette de la concurrence).

« En 1912, des luttes sanglantes eurent lieu entre les ouvriers français et étrangers à Francarville et Rocheballu ; à Châteaubriant, les entrepreneurs durent renvoyer les ouvriers étrangers afin d'éviter des conflits sanglants (1). »

La même année, aux mines de Diélette, près de Cherbourg, il y eut une bataille entre ouvriers français et espagnols et italiens (2).

Des grèves eurent lieu pour protester contre l'emploi des ouvriers étrangers (3).

A cet égard, les socialistes français sont partagés entre leurs principes de lutte de classes et de solidarité internationale et leur désir de favoriser les revendications de leurs camarades ouvriers nationaux. En fait, ils firent souvent des propositions restrictives à l'égard de la main d'œuvre étrangère (4).

Actuellement, l'immigration et la répartition des travailleurs étrangers étant mieux réglementée, ces travailleurs étant utilisés le plus souvent dans des régions et entreprises où il y a pénurie réelle de main d'œuvre, l'antagonisme s'atténue.

Certains groupes ethniques émigrent par familles, restant relativement isolés, avec leurs coutumes, leur mode de vie; parfois accompagnés de prêtres parlant leur langue (Polonais, notamment).

D'autres sont en majorité célibataires et leur immigration peut n'être que temporaire.

Les différents ouvrages de littérature sociale relatifs à la population ouvrière française donnent des indications relatives au mode de vie, à l'adaptation de ces étrangers.

Les immigrants coloniaux du peuple sont généralement de très basse classe (manœuvres); ils se groupent parfois, eux aussi, par affinités de langue ou de religion. C'est ainsi que les Arabes musulmans étant devenus assez nombreux à Paris depuis la guerre, ils ont maintenant une mosquée pour célébrer leur culte.

Groupes ethniques vivant en colonies non intégrées dans le tout national, ou éléments s'intégrant peu à peu; les immigrants apportent, certes, un élément nouveau et non sans importance dans la morphologie sociale; ils ne modifient cependant pas la segmentation en classes.

(1) Delevsky, *Antagonismes sociaux et antagonismes prolétariens*, p. 253.

(2) *Op. cit.*, p. 254.

(3) *Op. cit.*, p. 256.

(4) *Op. cit.*, pp. 290-291.

CONCLUSION

ASPECT DYNAMIQUE DU PROBLEME DES CLASSES PREVISIONS POUR L'AVENIR

Les documents recueillis confirment nos hypothèses fondamentales, à savoir qu'il existe bien des classes dans la France contemporaine, que ces classes sont (comme nombre et comme délimitation) ce que nous avons prévu, que ce qui les caractérise est essentiellement un mode de vie différent. Une seule exception : noblesse et haute bourgeoisie, où le mode de vie est sensiblement le même (bien qu'avec quelques différences) et où la séparation est surtout opérée en fonction de l'idée de race (survivance d'anciens principes).

Notre étude comportait, nous l'avons dit, trois époques assez nettement limitées (avant-guerre, guerre, après-guerre). En fait, n'ayant donné qu'un résumé des renseignements concernant les différentes classes, nous n'avons pu isoler chacune de ces trois périodes (bien que nous ayons indiqué les modifications qui affirment le sens d'une évolution). C'est de la période intermédiaire, celle de la guerre, que nous avons le moins parlé. On peut considérer cette période comme exceptionnelle, la vie normale de la nation étant gravement perturbée par la mobilisation d'un grand nombre d'individus *actifs*, la production étant orientée surtout dans le sens de la défense nationale et certaines difficultés d'approvisionnement extérieur troublant également l'économie.

C'est comme point de départ et facteur actif de l'évolution dynamique ultérieure, surtout, que la période 1914-1918 nous intéresse.

C'est de cette époque que datent ces renversements de fortunes qui ont modifié le mode de vie de tant de bourgeois; l'inflation monétaire, les brusques perturbations économiques.

Sans nous étendre sur ce côté purement économique, notons que, dans l'ensemble, la guerre a beaucoup accéléré le mouvement de nivellement (du moins nivellement dans les signes *extérieurs* du mode de vie), tant par ces déplacements de niveau économique qui ont permis à certains des habitudes plus affinées, ont obligé d'autres à des restrictions, que par des mobiles non économiques, mais plutôt affectifs et moraux (camaraderie entre mobilisés des différentes classes (1); fraternisation de la population civile, tant maz-

(1) Garrie. *Belleville*, pp. 15-19.

culine que féminine, avec les mobilisés de toutes classes; création d'un esprit *poilu* se traduisant dans le langage, la simplicité vestimentaire, etc...). Le travail obligé des femmes, surtout dans la bourgeoisie, fut aussi un facteur de cette démocratisation (1).

La législation du travail, notamment l'adoption de la journée de huit heures, le mouvement en faveur des vacances ouvrières, semble avoir exercé une influence sur l'évolution du mode de vie populaire.

Dans l'ensemble, et bien que les travaux tenant compte uniquement des salaires et des nombres-indices du coût de la vie laissent quelques doutes à cet égard, nous voyons la classe populaire (tant urbaine que paysanne) améliorer son *niveau de vie* et tendre à copier le *mode de vie* bourgeois.

Allons-nous vers une assimilation absolue, vers la suppression des classes ? Aucun indice assez fort pour nous permettre cette conclusion. La barrière (ou, plutôt, les barrières) s'effacent, se déplacent et se reforment un peu plus loin. Le langage, actuellement, et aussi la conception de tout ce qui touche à la culture, l'appréciation de la vie, non au point de vue de l'aspect superficiel, mais des valeurs plus profondes, autant de motifs de séparation entre les classes qui ne paraissent pas près de disparaître.

Nous nous arrêtons, bien entendu, comme nous l'avons dit, en 1930. Depuis, des faits nouveaux se sont produits, qui peuvent avoir des répercussions imprévisibles dans le domaine des classes. La crise économique, le chômage, longtemps évités par notre pays, y ont fait leur apparition, de façon relativement atténuée, cependant appréciable. Un certain état de malaise politique se fait sentir. Les tendances combatives qui, en 1930, nous semblaient à peu près complètement endormies dans le peuple français, semblent se réveiller.

Il se peut que notre pays, comme tant d'autres depuis 1918, se dirige vers des formes constitutionnelles d'un type nouveau, des transformations profondes dont nous ne pouvons encore rien prévoir.

Il est probable, du reste, que ces transformations, quelle que puisse être leur forme, et même si elles devaient assurer la prééminence d'une élite nouvelle, d'une aristocratie personnelle basée sur la valeur réelle, aideraient plutôt le mouvement d'assimilation des classes qu'elles ne l'entraveraient.

De toutes façons, nous croyons que l'évolution commencée doit se poursuivre.

Le temps des hautes barrières entre les classes est dépassé. Les modes de vie tendront à s'unifier de plus en plus. La culture, les modes de pensée aussi, d'ailleurs, mais beaucoup plus lentement.

Mais une fusion totale ne nous paraît pas possible.

De toutes façons, à l'intérieur du peuple unifié, se reconstitueraient des élites; le nivellement des familles ayant pour effet d'accentuer l'inégalité des individus.

(1) On lira avec profit dans la *Réforme sociale*, T. X, 1915, *Chez nous*, par François Saint-Maur (monographie d'une commune de l'Ouest pendant la guerre), pp. 473 et suivantes.

Car, en fin de compte, la société tout-à-fait égalitaire nous apparaît une chimère comme la société tout-à-fait homogène. Différences quantitatives et qualitatives doivent subsister et plutôt que leur suppression nous devons désirer les voir s'harmoniser en un tout organique.

Au reste, nous nous persuadons sans cesse davantage que la société, dans son développement, obéit à des lois naturelles comme tous les êtres. Chaque individu semble bien être l'expression d'une loi qu'il ne peut transgresser sans mourir ou dégénérer gravement. Sans doute, selon l'éducation, le milieu ambiant, il ne développera qu'une partie de ses possibilités, ou bien, au contraire, il sera comme galvanisé pour se réaliser au maximum, sortir en quelque sorte de lui-même. Mais il ne dépassera pas certaines limites qui lui sont, dès l'origine, assignées. Affirmons-nous que chaque être a une âme ? Disons, du moins, que tout se passe comme s'il en avait une.

Il en est de même de la société. C'est pourquoi les conceptions matérialistes, s'arrêtant à la surface des choses, sont condamnées à sombrer dans les crises économiques et les révolutions sanglantes.

Idee de loi, d'âme; volonté limitée se substituant au désir sans frein; notion de sacrifice comprise et acceptée; c'est en s'appuyant sur ces bases que la société peut vivre, de même que l'individu. Lorsqu'elle s'éloigne de la voie droite, la nature l'y ramène, par de rudes expériences ou, si les fautes ont été trop lourdes, la détruit.

Ayant compris l'existence de ce fond de vitalité spirituelle du monde, nous pensons qu'en face de la vie l'attitude qui s'impose est celle de l'*acceptation*, ce qui ne veut pas dire lâche abandon, faiblesse, mais soumission à un ordre qui nous dépasse, désir de mettre nos forces au service de cet ordre, de collaborer avec la vie.

Ce que sera la société, ce que seront les classes sociales dans vingt ou cinquante ans, nous ne pouvons pas davantage le savoir que Marx ne pouvait connaître ce qui se produirait après sa mort; qu'un homme mort en 1900 ne pouvait deviner la guerre mondiale, les événements qui se sont produits depuis, et les immenses transformations matérielles et morales qui les ont accompagnés.

Ne désirons ni la suppression des classes, ni leur maintien; désirons seulement *ce qui sera le mieux* pour assurer la vie et la force de la nation sans sacrifier les progrès de la culture; pour permettre aux citoyens d'accomplir leur tâche dans l'ordre et la paix, avec le maximum de moralité, de santé et de bonheur.

Paris, le 27 février 1934.

BIBLIOGRAPHIE MÉTHODIQUE

Toutes les cotes données sans autre indication sont celles de la *Bibliothèque Nationale*.

Quand il y a un nom précédant la cote, il s'agit d'une bibliothèque autre que la *Nationale* (*Musée Social, Sainte-Genève*).

I. — GÉNÉRALITÉS

1. — PRINCIPALES SOURCES BIBLIOGRAPHIQUES.

1 Bibliographie de la France.

[Source non utilisée par nous. A voir pour un travail à base de documents littéraires].

2 à 4 B. I. T. [Catalogue]. Etudes et documents et études spéciales parus depuis 1929-1930.

[Les études et documents sont groupés en série, selon les rubriques suivantes :]

Série. A — Vie sociale.

Série B. — Conditions économiques.

Série C. — Chômage.

Série D. — Salaires et durée du travail.

Série E. — Indemnisation et rééducation des mutilés de la guerre.

Série F. — Hygiène industrielle.

Série F bis. — Sécurité industrielle.

Série G. — Logement et bien-être.

Série H. — Coopération.

Série I. — Travail des femmes et des enfants.

Série J. — Enseignement.

Série K. — Agriculture.

Série L. — Travailleurs intellectuels.

Série M. — Assurances sociales.

Série N. — Statistique.

Série O. — Migrations. — Série P. Marins.

5 B. I. T. *Revue internationale du travail*. [Sommaires des] articles parus du 1^{er} janvier 1921 au 31 décembre 1927. — Genève, 1928.

6 BOUGLÉ (C.) et DÉAT (M.). Le guide de l'étudiant en sociologie. *Publications du Centre de documentation sociale*. — Paris (Garnier), 1921.

7 Catalogue des thèses et écrits académiques. (*Ministère de l'Instruction publique*). — Paris, Hachette, 1892 et années suivantes). (*Usuels : Casier J 633 à 643*).

[La plupart des ouvrages utiles mentionnés à ce catalogue existent à la *Bibliothèque Nationale* et sont donc également au *Catalogue par mots typiques* auquel on se référera de préférence.]

8 GAVET (G.). Sources de l'histoire des institutions et du droit français. *Manuel de bibliographie historique*. — Paris (Larose), 1899. (*Usuels : Casier F 17*).

9 LANSON (Gustave). Manuel bibliographique de la littérature française moderne (XVI^e, XVII^e, XVIII^e et XIX^e siècles). 2 vol. — Paris (Hachette), 1925.

(Nouv. édit. rev. et corrigée).

(*Mémoire* ; à voir pour une étude portant sur les documents littéraires).

10 LORENZ. Catalogue général de la librairie française. Continuation de l'ouvrage de Otto Lorenz. T. XXIV (années 1910 à 1912) et T. suivants. — Paris (Jordell).

11 Pour l'histoire de France contemporaine, la composition de la société française, voir la bibliographie dans : MARTIN-SAINT-LÉON. Les sociétés de la Nation.

2. — DICTIONNAIRES ET ENCYCLOPÉDIES

- 12 **BLOCK** (Maurice). Dictionnaire général de la politique. 2 vol. — Paris (Perrin), 1884 (2^e édit.).
- 13 **Encyclopédie** ou dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers, par une *Société de gens de lettres*. 17 vol., 11 vol. de planches et 4 de supplément. — Paris, 1751 à 1872.
(Salle de travail : Casier W, 23 à 54).
- 14 **Grande (La) encyclopédie**. Inventaire raisonné des sciences, des lettres et des arts, par une société de savants et de gens de lettres. 31 vol. — Paris (Lamirault).
(Salle de travail : Casier B N, 1 à 31).
- 15 **LAROUSSE** (Pierre). Grand dictionnaire universel du XIX^e siècle. 17 vol. — Paris (Larousse), 1867 à 1890.
(Salle de travail : Casier B P).
- 16 **Larousse du XX^e siècle** en six volumes, publié sous la direction de Claude Augé. — Paris (Larousse), [1928 à 1933].
(Salle de travail : Casier B O, 25 1 à 6).
- 17 **Nouveau Larousse illustré**. Dictionnaire universel encyclopédique publié sous la direction de Claude Augé. 3 vol. — Paris (Larousse), [1897 à 1908].
(Salle de travail : Casier B P).

3. — PÉRIODIQUES.

On trouvera des indications bibliographiques sur les périodiques utiles à consulter dans les ouvrages suivants cités d'autre part :

BAYET (A.). Le suicide et la morale.

BOUGLÉ et **DÉAT**. Le guide de l'étudiant en sociologie.

MARTIN-SAINT-LÉON. Les sociétés de la Nation.

SIMIAND. Le salaire.

Ceux qui ont été utilisés par nous sont classés aux différentes rubriques.

On trouvera ici seulement quelques-uns des plus généraux.

- 18 **Année (L') sociologique**.
- 19 **Bulletin de la statistique générale de la France**. — Paris (Alcan).
- 20 **Bulletin de l'Institut international de statistique**.
- 21 **Bulletin de l'Institut international des classes moyennes**.
- 22 **Bulletin de statistique et de législation du Ministère des finances**.
- 23 **Bulletin du Comité des travaux historiques et scientifiques**. Section des sciences économiques et sociales.
- 24 **Bulletin du Ministère du travail**. [Autrefois : **Bulletin de l'Office du travail**]. — Paris (Berger-Levrault).
- 25 **Congrès international des classes moyennes urbaines et rurales**.
(*Musée social* : 14.539 (vol. 8°).
[Les comptes rendus des différentes sessions sont catalogués sous la même cote].
- 26 **Journal de la Société de statistique de Paris**.
(*Table*. J 112).
- 27 **Musée (Le) social**. *Revue mensuelle*. — Paris (Musée social, 5, rue Las-Cases).
- 28 **Réforme sociale**.

[Voir la table analytique. Dans presque tous les tomes, il y a des articles sur la désertion des campagnes, l'assistance, la question des salaires, la protection des

femmes et des enfants, le socialisme, etc.]. Voir notamment, en plus des articles cités d'autre part :

1904. 5^e série. VII (T. XLVII de la collection). Plan d'étude monographique d'une commune rurale, p. 492. Les monographies de communes rurales de la Société des agriculteurs de France, p. 777. La dépopulation des campagnes, pp. 789 et sq.

1911. 7^e série. I. et II (LXI et LXII). Monographies. Région parisienne, Bretagne, I., pp. 275 et sq., 500 et sq., Egoïsme et individualisme dans toutes les classes II., p. 333.

1913. V et VI (LXV et LXVI). Famille. V., pp. 618 et sq. Lorraine. V., pp. 728 et sq.

1914. VII et VIII (LXVII et LXVIII). Désertion des campagnes. VII., pp. 458 et sq. Bureau. Loyer d'une famille bourgeoise. VIII., pp. 437-455.

1915. IX et X (LXIX et LXX). Tâche des maires de village pendant la guerre. IX., pp. 317 et sq. Monographie d'une commune de l'Ouest pendant la guerre. X., pp. 473 et sq.

1918. V et VI (LXXV et LXXVI). Vitry-le-François pendant l'occupation allemande. V., p. 48. Logis (bourgeoisie et petite aristocratie). V., pp. 19 et sq.

1919. VII et VIII (LXXVII et LXXVIII). Draperie de l'Hérault. VIII., pp. 226 et sq.

1920. IX et X (LXXIX et LXXX). Dépense de l'ouvrier agricole dans la région de Paris. IX., p. 49. Retour à la campagne. IX., pp. 170 et sq. Illusions dans la question sociale. IX., pp. 82 et sq. Sursalaire familial. IX., pp. 378 et sq. Vie chère, X., pp. 4 et sq.

1922. 9^e série. T. II (LXXXII de la collection). Budget de famille bourgeoise (1880 et 1922). II., pp. 36 et 55. Classes moyennes. II., p. 417. Habitations ouvrières. II., p. 282. Religion et classe ouvrière. II., pp. 635 et sq.

1923. 9^e série. T. III (LXXXIII). Cité-jardin de Pierrepont. III., pp. 767 et sq. Œuvre sociale de Roubaix-Tourcoing. III., pp. 127 et sq. Détresse du prêtre de campagne. III., pp. 43 et sq.

1924. 9^e série. T. IV (LXXXIV). Antagonisme entre ouvriers d'usine et paysans. IV., pp. 296 et sq. Industries rurales féminines. IV., pp. 207 et 218. Industries rurales. IV., pp. 201 et sq. [articles sur plusieurs œuvres sociales].

1927. VII (LXXXVII). Bûcherons et forestiers nivernais, p. 357. Colonisation bretonne en Dordogne, p. 521. Budgets familiaux, pp. 121 et 145. Situation des étudiants, p. 399. Industrie familiale rurale en Haute-Savoie, p. 358. Mère et nourrisson dans famille ouvrière, p. 97.

1928. VIII (LXXXVIII). Famille ouvrière de Lorraine (monographie), pp. 276 à 289. Allocation familiales, p. 274. Main-d'œuvre agricole, p. 276.

29 **Revue de l'Institut de sociologie de Bruxelles.**

30 **Revue internationale de sociologie.** — Paris (16, rue Soufflot).

31 **Revue mensuelle des questions sociales, ouvrières et fiscales.**

32 **Séances et travaux de l'Académie des sciences morales et politiques.** — Paris (82, rue Bonaparte).

33 **Semaines sociales de France.**

4. — PUBLICATIONS DU BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL.

34 **Société des nations. B. I. T.** Conférence économique internationale. Genève, le 4 mai 1927. Documentation. Rapport sur les niveaux de vie des ouvriers dans différents pays. — Genève, 1926.

35 **B. I. T.** Emigration et immigration. Législation et traités. — Genève, 1922.

36 **B. I. T. Etudes et documents. Série C (Chômage).** N° 13. Le problème du chômage. Quelques aspects internationaux (1920-1928). *Rapport présenté à la*

douzième session de la conférence internationale du Travail (mai-juin 1929). — Genève, 1929.

- 37 **B. I. T. Etudes et documents. Série C (Chômage).** N° 14. Bibliographie du chômage. *Mise à jour pour la période 1920-1929.* — Genève, 1930 (2^e édit.).
- 38 **B. I. T. Etudes et documents. Série D (Salaires et durée du travail).** N° 6. La durée du travail dans l'industrie. France. — Genève, octobre 1922.
- 39 **B. I. T. Etudes et documents. Série D (Salaires et durée du travail).** N° 16. Les fluctuations des salaires dans différents pays de 1914 à 1925. — Genève, 1926.
- 40 **B. I. T. Etudes et documents. Série D (Salaires et durée du travail).** N° 17. Les méthodes de fixation des salaires minima. Etude internationale. — Genève, 1927.
- 41 **B. I. T. Etudes et documents. Série K (Agriculture).** N° 8. Représentation et organisation des travailleurs agricoles. — Genève, 1928.
- 42 **B. I. T. Etudes et documents. Série L (Travailleurs intellectuels).** N° 1. Les conditions de vie des ingénieurs et des chimistes. — Genève, 1924.
- 43 **B. I. T. Etudes et documents. Série L (Travailleurs intellectuels).** N° 2. Les conditions de travail et de vie des journalistes. — Genève, 1928.
- 44 **B. I. T. Etudes et documents. Série N (Statistique).** N° 1. Les méthodes de classification des industries et professions. — Genève, 1923.
- 45 **B. I. T. Etudes et documents. Série N (Statistique).** N° 2. Les méthodes de la statistique des salaires et de la durée du travail. *Rapport soumis à la Conférence internationale des statisticiens du Travail (29 octobre-2 novembre 1923).* — Genève, 1923.
- 46 **B. I. T. Etudes et documents. Série N (Statistique).** N° 6. Méthodes d'établissement des nombres-indices du coût de la vie. *Rapport préparé pour la deuxième Conférence internationale des Statisticiens du Travail (avril 1925).* — Genève, 1925.
- 47 **B. I. T. Etudes et documents. Série N (Statistique).** N° 9. Les méthodes d'enquête sur les budgets familiaux. — Genève, 1926.
- 48 **B. I. T. Etudes et documents. Série N (Statistique).** N° 13. Les méthodes de la statistique de l'habitation. — Genève, 1928.
- 49 **B. I. T. L'inspection du travail. Le développement et le régime actuel de l'organisation dans différents pays.** — Genève, 1923.

5. — PUBLICATIONS FRANÇAISES OFFICIELLES. (Statistiques. Enquêtes).

- 50 **Annuaire statistique de la France.** (Un seul vol. pour 1914 et 1915; 1916 à 1918; 1919 et 1920).
(LC²⁰ 276 (gr. in-8°).
- 51 **Annuaire statistique de la Ville de Paris.** (Un seul vol. de 1915 à 1918; 1921 et 1922; 1923 et 1924; 1925 et 1926).
(LC³¹ 444 (36) (gr. in-8°).
- 52 **Ministère des finances.** La France financière et économique. 1919.
8° R. 28971. (*Mémoire*).
- 53 **Ministère des finances.** [Publie un certain nombre de documents à consulter éventuellement pour une étude *économique* des classes; relativement aux contributions directes et indirectes; concessions de débits de tabacs, etc.].
- 54 **Ministère du travail. Statistique générale de la France.** Nomenclature des industries et professions, suivie du dictionnaire alphabétique des industries et professions. — Paris (Imprimerie Nationale), 1933.

- 55 Répertoire technologique des noms d'industries et professions. — Paris (Berger-Levrault), 1909.
- 56 Ministère du travail. Statistique. Rapport relatif aux échelles des traitements... des fonctionnaires, agents,... ouvriers de l'Etat (1871-1911. — 1911-1921). — Paris (Imprimerie des journaux officiels).
(B. 4°. 24.373. *Mémoire*).
- 57 Ministère du travail. Statistique générale de la France. Historique et travaux de la fin du XVIII^e siècle au début du XX^e, avec 103 tableaux graphiques relatifs aux travaux les plus récents. (Exposition universelle et internationale de Gand en 1913). — Paris (Imprimerie Nationale), 1913.
- 58 Ministère du travail et de la prévoyance sociale. Statistique générale de la France. Résultats statistiques des recensements généraux. — Paris (Imprimerie Nationale). (1911-1921-1926).
(*Musée social* : 10.535).
Voir aussi aux différentes sections des classes vivantes; notamment : Peuple; Agriculture.

II. — MÉTHODOLOGIE

1. — DOCTRINES SOCIOLOGIQUES. GENERALITES.

- 59 BOUGLÉ (C.). Qu'est-ce que la sociologie ? — Paris (Alcan), 1907.
- 60 BOUSQUET (G.-H.). Précis de sociologie d'après Vilfredo Pareto. — Paris (Payot), 1925.
(8° R. 34.722).
- 61 CHOISNARD (Paul). Entretiens sur la sociologie. — Paris (Leroux), 1926.
(8° R. 34.142).
- 62 DRAGHICESCO (D.). La réalité de l'esprit. Essais de sociologie subjective. — Paris (Alcan), 1928.
(8° R. 35.949).
- 63 LASBAX (Emile). La cité humaine. Esquisse d'une sociologie dialectique. *Cahiers de synthèse dialectique*. — Paris (Vrin), 1927.
(8° R. 33.991 (II)).
- 64 MAUSS (Marcel). Divisions et proportions des divisions de la sociologie. *L'année sociologique. Nouvelle série*. T. II., fasc. I (1924-1925). — Paris (Alcan), 1927.
(8° R. 15.162 (2)).
- 65 TARDE (G.). Les lois sociales : Esquisse d'une sociologie. — Paris (Alcan), 1898.
- 66 ULLRICH (Dr Dzeněk). La doctrine et l'enseignement sociologique hors de France. (Extrait de la *Revue internationale de sociologie*. N° I-II; janvier-février 1930). — Paris (Giard), 1930.
(4° R. Pièce 2453).

2. — MÉTHODE SOCIOLOGIQUE.

a) Généralités

- 67 BAYET (Albert). La science des faits moraux. — Paris (Alcan), 1925.
(*Sainte-Geneviève* : R. 8° sup. 8548).
- 68 BAYET (Albert). Le suicide et la morale. *Bibliothèque de philosophie contemporaine*. — Paris (Alcan), 1922.
(*Sainte-Geneviève* : R. 8° sup. 8028).
- 69 BUREAU (Paul). La science des mœurs. Introduction à la méthode sociologique. — Paris (Bloud et Gay), 1923.
- 70 DURKHEIM (Emile). Les règles de la méthode sociologique. — Paris (Alcan), 1895.
(8° R. 12.506).

- 71 **VALDOUR** (Jacques). La méthode concrète en science sociale. (La vie ouvrière. Observations vécues). — Lille (Giard) et Paris (Rousseau), 1914.
(8° R. 27161).
- 72 **Chicago**. An experiment in social science research. T. V. Chicago (The Chicago university of Chicago Press).
- 73 **COLLE** (R. P.). Les Baluba (Congo belge). Sociologie descriptive. (*Collection de monographies ethnographique publiée par Cyr. Van Overbergh*, XI). Bruxelles (Dewit et Institut international de bibliographie), 1913.

b) Les méthodes monographiques.

- 74 **LE PLAY** (F.). Instruction sur la méthode d'observation dite des monographies de familles propre à l'ouvrage intitulé *Les ouvriers européens*. — Paris (Sté d'économie sociale), 1862.
- 75 **LE PLAY** (F.). Instruction sur l'observation des faits sociaux selon la méthode des monographies de familles propre à l'ouvrage intitulé *Les ouvriers européens*. Nlle édit. revue et développ. par Ad. Focillon. — Paris (Sté d'économie sociale), 1887.
[Publié avec le T. I. des *Ouvriers des deux mondes*.].
- 76 **LE PLAY** (F.). Les ouvriers européens (2^e édit.). T. I. La méthode d'observation appliquée, de 1829 à 1879, à l'étude des familles ouvrières... ou précis sommaire touchant les origines, la description et l'histoire de la méthode. — Tours (Mame), 1879.
- 77 **LYND** (Robert et Helen). Middletown. Ethnographie de l'Américain moyen. Trad. de l'Américain par F. Alter. *Puissances*. 3. — Paris (Editions du carrefour), 1931.
- 78 **University of Buffalo studies**. Vol. IV. N° 1. Monographs in sociology. 1925.
(8° Z. 23.135).
- 79 **VAN OVERBERGH** (Cyr.). Sociologie descriptive. *Collection de monographies ethnographiques*. Bruxelles.

Voir : I. — 4. — **PUBLICATIONS DU B. I. T.**

Voir aussi les monographies signalées à la section : **PEUPLE**.

c) La méthode statistique.

- 80 XII^e session de l'Institut international de statistique : 4-10 juillet 1909. (in : *Journal de la Société de statistique de Paris*, 50^e année). — Paris et Nancy (Berger-Levrault), 1909.
- 81 **HALBWACHS** (Maurice). Les causes du suicide. *Travaux de l'année sociologique, publiés sous la direction de M. Marcel Mauss*. — Paris (Alcan), 1930.
(8° R. 37526).
- 82 **MARCH** (Lucien). Les principes de la méthode statistique avec quelques applications aux sciences naturelles et à la science des affaires. — Paris (Alcan), 1930.
- 83 **NICEFORO** (Alfredo). Les indices numériques de la civilisation et du progrès. — Paris (Flammarion), 1921.
- 84 **NICEFORO** (Alfredo). La méthode statistique et ses applications aux sciences naturelles, aux sciences sociales et à l'art. Trad. R. Jacquemin. *Bibliothèque internationale d'économie politique*. — Paris (Giard), 1925.

d) Anthroposociologie (et critique de cette méthode).

- 85 **AMMON** (O.). L'ordre social et ses bases naturelles. Esquisse d'une anthroposociologie. Trad. sur la seconde édit. allemande par H. Muffang. — Paris (Fon-temoing), 1900.
- 86 **BOUGLÉ** (C.). La démocratie devant la science. Etudes critiques sur l'hérédité, la concurrence et la différenciation. — Paris (Alcan), 1904.

- 87 **BOUGLÉ** (C.). Les idées égalitaires, étude sociologique. — Paris, 1899. (*Sainte-Geneviève* : D 8° 6985).
- 88 **GOBINEAU** (A. de). Essai sur l'inégalité des races humaines. 4 vol. — Paris (Didot), 1853.
- 89 **GRANT** (Madison). Le déclin de la grande race. Traduct. de E. Assire. Préface de G. Vacher de Lapouge. — Paris (Payot), 1926.
- 90 Hérité et races. *Groupe lyonnais d'études médicales, philosophiques et biologiques*. — Juvisy (Edit. du Cerf), [1931].
- 91 **HOUZÉ** (Dr Emile). L'Aryen et l'anthroposociologie. *Etude critique. Institut Solvay. Travaux de l'Institut de sociologie. Fascicule 5 des Notes et Mémoires*. — Paris (Giard et Brière), 1906.
- 92 **LETOURNEAU** (Dr Charles). La sociologie d'après l'ethnographie. *Bibliothèque des sciences contemporaines*. — Paris (Reinwald), 1892 (3^e édit.). (*Musée social* : 9333 (vol. 12°).
- 93 **MONTANDON** (Dr George). L'Ologénèse humaine (Ologénisme). — Paris (Alcan), 1928.
[Intéressantes indications concernant les observations anthropométriques. Importante bibliographie].
- 94 **STODDARD** (Lothrop). The revolt against civilization. The menace of the underman. — London (Chapman et Hall), 1912
(8° R. 35497).
- 95 **VACHER DE LAPOUGE** (G.). L'Aryen, son rôle social, cours libre de science politique professé à l'Université de Montpellier (1889-1890). — Paris (Fontemoing), 1899.
(8° G. 7810).
- 96 **VACHER DE LAPOUGE** (G.). Les sélections sociales. Cours libre de science politique professé à l'Université de Montpellier (1888-1889). — Paris (Fontemoing), 1896.
(*Musée social* : 5946 (vol. 8°).
- 97 **VACHER DE LAPOUGE** (G.). Systèmes et faits sociaux. Race et milieu social. Essais d'anthroposociologie. — Paris (Rivière), 1909.

3. — LE CONCEPT DE CLASSE.

- 98 **BAUER** (Arthur). Les classes sociales. Analyse de la vie sociale. *Bibliothèque sociologique internationale*. XXV. — Paris (Giard et Brière), 1902.
(*Musée social* : 12.107 (vol. 8°).
- 99 **BOUGLÉ** (C.). Essai sur le régime des castes. — Paris (Alcan), 1908.
- 100 **COLSON** (C.). Cours d'économie politique professé à l'Ecole nationale des Ponts et Chaussées. *Encyclopédie des travaux publics*. T. II. — Paris (Gauthier-Villars et Guillaumin), 1903.
(8° V. 6.993).
- 101 **GIDE** (Ch.). Cours d'économie politique. — Paris (Larose et Tenin), 1913 (3^e éd.).
- 102 **GOBLOT** (Ed.). Les classes de la société. (In : *Revue d'économie politique*, 1899). — Paris (Larose), 1899.
- 103 **GONNARD** (René). Quelques considérations sur les classes. (In : *Revue économique internationale*, 10 avril 1925, pp. 65 à 92).
- 104 **HUARD** (G.). Les classes sociales. (Extrait de la *Revue internationale de sociologie*). — Paris (Giard), 1921.
(*Musée social* : 24.181 (vol. 8°).
- 105 **LOYSEAU** (Charles). Traité des ordres et simples dignités. — Paris (L'Angelier), 1613.
(4° Lf³ 10 (3).

- 106 **MALATO** (Charles). Les classes sociales au point de vue de l'évolution zoologique. — Paris (Giard et Brière), 1907 (1^{re} éd. de 1906).
- 107 **MILLER** (Herbert Adolphus). Races, nations and classes. The psychology of domination and freedom. — Philadelphia (Lippincott), [1924].
- 108 **OPPENHEIMER** (Franz). L'Etat, ses origines, son évolution et son avenir. Trad. de l'allemand par M. W. Horn. *Bibliothèque internationale de droit public*. Paris (Giard et Brière), 1913.
(*Sainte-Genève* : R. 8° sup. 6.868).
- 109 **SCHMOLLER** (Gustav). La division du travail étudiée au point de vue historique. (In : *Revue d'économie politique*, 1889, pp. 567 et sq. ; et 1890, pp. 127 et sq.).
- 110 **SCHMOLLER** (Gustav). Lutttes de classes et domination de classes. (Extrait de la *Revue internationale de sociologie*). — Paris (Giard et Brière), 1905. Trad. de l'allemand par F. Weil.
(4° R. 1.961).
- 111 **SCHMOLLER** (Gustav). Principes d'économie politique. 5 vol. — Paris (Giard et Brière), 1905 à 1908.
(*Mémoire*).
- 112 **SIMIAND** (François). Cours d'économie politique professé en 1928-1929, 2^e année. — Paris (Edit. Domat-Montchrestien), s. d. [Cf. aussi la 3^e année du cours].
(R. 8° sup. 10.061).
- 113 **STODDARD** (Lothrop). Social classes in post-war Europe. — London (Scribner's sons), 1925.
(*Musée social* : 26.440 (Vol. 8°)).
- 114 **VAN OVERBERGH** (Cyr.). La classe sociale. (Extrait des *Annales de la Société belge de sociologie*, 2^e série). — Bruxelles (Schepens), 1905.
(4° R. 2.038).

4. — LES METHODES DANS L'ETUDE DES CLASSES

- 115 **NICEFORO** (Alfredo). Les classes pauvres. Recherches anthropologiques et sociales. *Bibliothèque sociologique internationale*. XXXI. — Paris (Giard et Brière), 1905.
- 116 **ODIN** (A.). Genèse des grands hommes. Gens de lettres français modernes. 2 vol. — Paris (Welter), 1895.
- 117 **SLOSSE** (A.) et **WAXWEILER** (E.). Recherches sur le travail humain dans l'industrie. I. Enquête sur l'alimentation de 1.065 ouvriers belges. *Fascicule 9 des notes et mémoires*. [Institut Solvay. Travaux de l'Institut de sociologie]. — Bruxelles et Leipzig (Misch et Thron) et Paris (Rivière), 1910.
(4° R. 2.073).
- 118 **SOMBART** (Werner). Le bourgeois. Contribution à l'histoire morale et intellectuelle de l'homme économique moderne. Traduit de l'allemand par le Dr S. Jan-kélévitch. — Paris (Payot), 1926.
(*Musée social* : 25.764 (Vol. 8°)).
- 119 **TAUSSIG** (F.-W.) et **JOSLYN** (C.-S.). American business leaders. A study in social origins and social stratification. — New-York (Macmillan), 1932.

III. — DROIT

1. — OUVRAGES GENERAUX.

- 120 **BERTIN** (M.). Chambre du Conseil. 2 vol. — Paris (Pedone-Lauriel), 1894 (3^e éd. refondue par A. Bloch et G. Breuillat).
- 121 **BRUNET** (René). Le principe d'égalité en droit français. Thèse. — Paris (Alcan), 1910.

- 122 **DALLOZ**. Dictionnaire pratique de droit, publié sous la direction de MM. Gaston Griolet, Charles Vergé, Köeller [et plusieurs collaborateurs]. 2 vol. — Paris (Daloz), 1905.
- 123 **DALLOZ**. Jurisprudence générale. Les codes annotés. Nouveau code civil annoté et expliqué... publié sous la direction de MM. Gaston Griolet et Charles Vergé. 4 vol. — Paris (au bureau de la Jurisprudence générale), 1900 à 1905.
(Salle de travail : *Casier D*, 198 à 201).
- 124 **DALLOZ**. Additions au nouveau code civil. Edition 1921.
(Salle de travail : *Casier D*, 202¹).
— Supplément aux additions... 1926.
(Salle de travail : *Casier D*, 202²).
- 125 **DALLOZ** (D.), aîné. Jurisprudence générale. Répertoire méthodique et alphabétique de législation, de doctrine et de jurisprudence. 47 vol. — Paris (au bureau de la Jurisprudence générale), 1846 et 1870.
(Salle de travail : *Casier D*, 133 à 179).
- 126 **DALLOZ**. Répertoire pratique de législation, de doctrine et de jurisprudence, publié sous la direction de MM. Gaston Griolet et Charles Vergé. 12 vol. — Paris (Daloz), 1910 à 1926.
(Salle de travail : *Casier D*, 202 bis¹ à 202 bis¹²).
- 127 **DALLOZ**. Supplément au répertoire pratique... 3 vol. — Paris (Daloz), 1927 à 1931.
(Salle de travail : *Casier D*, 202 bis¹³ à 202 bis¹⁵).
- 128 **PLANIOL** (Marcel). Traité élémentaire de droit civil. 3 vol. — Paris (Pichon), 1925 à 1927.
(Sainte-Geneviève : *F. 8° sup.* 5.327).
- 129 **RIVIÈRE** (H.-F.), **HÉLIE** (Faustin) et **PONT** (Paul). Codes français et lois usuelles... 2 vol. — Paris (Pichon et Durand-Auzias), 1910 (38^e édit.).

2. — LEGISLATION DU TRAVAIL.

- 130 **CAPITANT** (Henri) et **CUCHE** (Paul). Législation industrielle. — Paris (Daloz), 1927.
(Musée social : 27.320 (Vol. 12°).
- 131 **DALLOZ**. Code du travail. — Paris (Daloz), 1918 (2^e édit.) ou 1927 (3^e édit.).
(Musée social : 21.757 (Vol. 8°).
- 132 **MASSÉ** (Daniel) et **BOVIER-LAPIERRE**. Législation du travail et prévoyance sociale. Paris (Ecole spéciale des Travaux publics), 1919.
- 133 **MOSSÉ** (R.). L'assurance obligatoire contre le chômage au point de vue social. — Paris (Daloz), 1929.
- 134 **PIC** (Paul). Traité élémentaire de législation industrielle. Les lois ouvrières. — Paris (Rousseau), 1912.
(Sainte-Geneviève : *F. 8° sup.* 4.362).
— Supplément.
(Sainte-Geneviève : *F. 8° sup.* 5.787).
- 135 **PICARD** (Roger). Les assurances sociales. Commentaire de la loi du 5 avril 1928. — Paris (*Librairie des Juris-Classeurs*), 1930. (Nouv. édit.).
(8° *F.* 33.105).
- 136 **SCELLE** (G.). Le droit ouvrier. *Collection Armand Colin*. — Paris (A. Colin), 1929.
(8° *V.* 47607 (2ⁿ).
- 137 **SCELLE** (G.). Précis élémentaire de législation industrielle... — Paris (Tenin), 1927.
(8° *F.* 31.278).

Pour les applications, voir aussi : VI. **CLASSES VIVANTES**. 5. Peuple. a. Généralités.

3. — LOIS DIVERSES se rattachant à l'étude des classes.

- 138 **BESSON** (Emmanuel). Traité pratique des impôts cédulaires et de l'impôt général sur le revenu. *Bibliothèque fiscale Dalloz*. — Paris (Dalloz), 1927 (4^e édit.). (4^o F. 2.035. [Voir les suppléments].
- 139 **BOULANGER** (Maurice). De la diffamation et de l'injure envers les particuliers. Thèse de droit de Rennes. — Rennes (Oberthur), 1882.
- 140 **CONTI** et **PLÉOT**. Guide du percepteur, 1928. (4^o F. 2.166). (*Mémoire*).
- 141 **MOLIN** (Léon). Les tentatives de retour à l'impôt sur les signes extérieurs de la richesse depuis 1914. Faculté de droit de l'Université de Paris. Thèse de doctorat. — [Chambéry (Imprimeries réunies, s. d.)]. (8^o F. 30.052).
- 142 **WATRIN** (H.). et **BOUVIER** (E.). Code rural (texte et commentaire) et droit usuel. — Paris (Larose), 1910. (*Musée social* : 21.591 (Vol. 8^o)).

IV. — HISTOIRE

1. — HISTOIRE DE FRANCE. — OUVRAGES GENERAUX.

- 143 **ASSANIS** (Georges). La société française à travers les siècles. Ses transformations politiques et sociales, ses mœurs et ses coutumes. Préface par M. J. Paul-Boncour. — Paris (Roustan), 1913. (8^o Li 69).
- 144 **BAINVILLE** (Jacques). Histoire de France. 2 vol. — Paris (Tallandier), 1930. (4^o L³⁵ 384 D.).
- 145 **DU BLED** (Victor). La société française du XVI^e au XX^e siècle. IX^e série. XVIII^e et XIX^e siècles. Le premier salon de France : l'Académie française. L'argot. — Paris (Perrin), 1913. (8^o Li² 142).
- 146 **FUSTEL DE COULANGES**. Histoire des institutions politiques de l'ancienne France. 3 vol. — Paris (Hachette), 1907-1911 (3^e édit.). (8^o Le⁴ 111 D.).
- 147 **LAVISSE**. Histoire de France depuis la Révolution jusqu'à la paix de 1919. 10 vol.
- 148 **MICHELET**. Origines du XIX^e siècle. [In : Œuvres complètes]. (8^o Z. 13.785).
- 149 **RENARD** (Georges). Les étapes de la société française au XIX^e siècle (1812-1837-1862-1887). — Paris (Rivière), 1913. (*Musée social* : 23.309 (Vol. 16^o)).
- 150 **TAINE** (H.). Les origines de la France contemporaine. L'ancien régime. — Paris (Hachette), 1891 (16^e édit.).
- 151 **TAINE** (H.). Les origines de la France contemporaine. La Révolution. T. II. La conquête jacobine. — Paris (Hachette), 1881.
- 152 **TAINE** (H.). Les origines de la France contemporaine. La Révolution. T. III. Le gouvernement révolutionnaire. — Paris (Hachette), 1892 (13^e édit.).

2. — HISTOIRE GÉNÉRALE DES CLASSES ET HISTOIRE ECONOMIQUE.

- 153 **AVENEL** (G. d'). Le mécanisme de la vie moderne. 5 vol. (8^o V. 26.367).
- 154 **AVENEL** (G. d'). Le nivellement des jouissances. *Bibliothèque de philosophie scientifique*. — Paris (Flammarion), 1913. (*Musée social* : 21.768 (Vol. 16^o)).

- 155 **AVENEL** (G. d'). Les revenus d'un intellectuel de 1200 à 1913 (Artistes, médecins, avocats, gens de lettres, magistrats et militaires). *Les riches depuis sept cent ans.* — Paris (Flammarion), [1922].
- 156 **AVENEL** (G. d'). Revenus et bénéfices. (8° *Lt*⁴ 56). (*Mémoire*).
- 157 **AVENEL** (G. d'). Les riches depuis 700 ans. Revenus d'un intellectuel. (8° *R.* 31.114). (*Mémoire*).
- 158 **AYNARD** (Joseph). La bourgeoisie française. Essai de psychologie. *Bibliothèque du Musée social.* — Paris (Perrin), 1934.
- 159 **BARDOUX** (A.). La bourgeoisie française (1789-1848). — Paris (Calmann-Lévy), 1898. (*Musée social* : 23.877 (Vol. 16°).
- 160 **DODY** (D.). De l'influence de la variation des prix sur la consommation. Université de Dijon. Faculté de droit. Thèse de doctorat. — Langres (Imprimerie moderne), 1928.
- 161 **GROETHUYSEN** (B.). Origines de l'esprit bourgeois en France. I. L'église et la bourgeoisie. *Bibliothèque des idées.* — Paris (Gallimard), 1927. (8° *Z.* 24.139 (1).
- 162 **LEVASSEUR** (E.). Histoire des classes ouvrières et de l'industrie avant 1789. 2 vol. — Paris (Rousseau), 1900 (2° édit.). (*Mémoire*). (*Sainte-Genève* : *L.* 8° *sup.* 2.373).
- 163 **LEVASSEUR** (E.). Histoire des classes ouvrières en France depuis 1789 jusqu'à nos jours. 2 vol. — Paris (Hachette), 1867. (*Mémoire*). (*Sainte-Genève* : *L.* 8° *sup.* 2.548).
- 164 **LEVASSEUR** (E.). Histoire des classes ouvrières et de l'industrie en France de 1789 à 1870. 2 vol. — Paris (Rousseau), 1904 (2° édit.). (*Mémoire*). (*Sainte-Genève* : *R.* 8° *sup.* 4.314).
- 165 **LOUIS** (Paul). Histoire de la classe ouvrière en France de la Révolution à nos jours. — Paris (Rivière), 1927. (*Musée social* : 27.234 (Vol. 8°).
- 166 **PINARD** (A.). La consommation, le bien-être et le luxe. *Encyclopédie scientifique. Bibliothèque d'économie politique.* — Paris (Doin), 1918.
- 167 **Réforme (La) sociale.** Bulletin de la Société d'économie sociale. 8° série. T. X. (T. LXXX de la collection). 40^e année. — Paris (Société d'économie sociale), 1920. [Compte-rendu de la réunion annuelle ayant pour objet la *Vie chère*].
- 168 **SIMIAND** (François). Le salaire, l'évolution sociale et la monnaie. Essai de théorie expérimentale du salaire. Introduction et étude globale. 3 vol. — Paris (Alcan), 1932.
- 169 **THIERRY** (Augustin). Essai sur l'histoire de la formation et des progrès du Tiers-Etat. 2 vol. — Paris (Furne), 1856. (*Sainte-Genève* : Δ 58.435).

3. — TROISIEME REPUBLIQUE

a. — Généralités. Tableau de la France contemporaine.

- 170 **BARRETT-WENDELL**. La France d'aujourd'hui. Trad. par Georges Grappe. — Paris (Floury), 1910.
(8° Li² 187).
- 171 **BELLESSERT** (André). Les intellectuels et l'avènement de la Troisième République (1871-1875). *Les leçons du passé*, coll. publ. sous la direction de Marcel Boulenger et P. Bessand-Massenet. — Paris (Grasset), [1931].
- 172 **BERNANOS** (Georges). La grande peur des bien-pensants. Edouard Drumont. — Paris (Grasset), 1931.
- 173 **CORCOS** (Fernand). Catéchisme des parties politiques. — Paris (Béchet), 1931. (*Sainte-Geneviève* : R. 8° sup. 10.323).
- 174 **CURTIUS** (E.-Robert). Essai sur la France. (Coll. *Pour mon plaisir*. VI). — Paris (Grasset), [1932].
- 175 **DELZONS** (Louis). La famille française. — Paris (Colin), 1913. (*Mémoire. Etat actuel de la France*).
- 176 **GOBINEAU** (A. de). La Troisième République française et ce qu'elle vaut. (Œuvre posthume). — Paris (Plon) et Strasbourg, 1907.
- 177 **HALÉVY** (Daniel). La fin des notables. — Paris (Grasset), [1930].
- 178 **MARTIN-SAINT-LÉON** (Et.). Les sociétés de la Nation. Etude sur les éléments constitutifs de la Nation française. — Paris (Spes), 1930.
- 179 **PLANTAGENET** (Edouard E.). La Franc-Maçonnerie française. Son esprit. Son activité. Ses tendances. Ligue internat. de FF. MM. — Paris (Revue *La Paix*), 1928.
(*Musée social* : 28.159 (Vol. 12°)).
- 180 **PRESSAC** (Pierre de) [Trygée]. Les forces historiques de la France. La tradition dans l'orientation politique des provinces. Préface de M. Jean Brunhes. — Paris (Hachette), 1928.
(8° L³⁴ 218).
- 181 **RECLUS** (Maurice). L'avènement de la Troisième République (1871-1875). *L'ancienne France*. — Paris (Hachette), 1930.
- 182 **RECOULY** (Raymond). La Troisième République. *L'histoire de France racontée à tous, publiée sous la direction de Fr. Funck-Brentano*. — Paris (Hachette), [1927].
- 183 **SAGERET** (Jules). La vague mystique. — Paris (Flammarion), [1920].
(8° R. 29.433).
- 184 **SIMART** (Maurice). Interprétation du monde moderne. *Bibliothèque de philosophie scientifique*. — Paris (Flammarion), [1930].
- 185 **STROWSKI** (Fortunat). L'homme moderne. — Paris (Grasset), [1931].

b. — Biographies, monographies, mémoires et souvenirs.

- 186 **BOULENGER** (Marcel). Quand j'avais une épée. — Paris (Edition des Portiques), [1930].
- 187 *** Ceux qui nous mènent [Hommes politiques, principales vedettes]. — Paris (Plon), [1922].
- 188 Collection : *Les caractères de ce temps*. Paris (Hachette). A consulter notamment, en dehors des ouvrages de la même collection cités d'autre part :
- BORDEAUX** (Henry). Le paysan.
- BOUCHARDON** (Pierre). Le magistrat.
- CAMBON** (Jules). Le diplomate.
- PIÉTRI** (François). Le financier.

- RICHET** (Charles). Le savant.
THOMAS (Albert). L'ouvrier.
 (8° R. 32.580 ; cote générale de la collection).
- 189 **FRANCE** (Jean). Trente ans à la rue des Saussaies. Ligues et complots. *Sous la Troisième...* — Paris (Gallimard), 1931.
- 190 **GRAMONT** (E. de). Mémoires. Clair de lune et taxi-autos. (*Mémoire*).
 [Impressions du temps de guerre. D'autres ouvrages du même auteur concernent la période immédiatement antérieure].
- 191 **GYP**. La joyeuse enfance de la Troisième République. — Paris (Calmann-Lévy), 1931.
- 192 **LEBLOND** (Marius-Ary). Littérature sociale. La société française sous la Troisième République d'après les romanciers contemporains. (L'enfant. — Les officiers. — Les financiers. — La noblesse. — Les anarchistes et les socialistes). — Paris (Alcan), 1905.
 (8° Li^a 160).
- 193 **MAUROIS** (André). Lyautey. — Paris (Plon), 1931.
- 194 **MAURRAS** (Charles). Au signe de flore. La fondation de l'Action française (1898-1900). *Collection « Hier »*. — Paris (Les œuvres représentatives), 1931.
- 195 **MORAND** (Paul). 1900. (*Collection « Marianne »*, sous la direction de Henri Béraud). — Paris (Les éditions de France), 1931.
- 196 **POTTECHER** (Maurice). Jules Ferry. *Sous la troisième. Collection publiée sous la direction d'Emile Buré*. — Paris (Gallimard), 1930.
- 197 **PRIVAT** (Maurice). Oustric et Cie. — Paris-Neuilly (Les documents secrets), [1931].
- 198 **RECOULY** (Raymond). Joffre. — Paris (Editions des portiques), 1931.
- 199 **TARDIEU** (André). L'épreuve du pouvoir. [Recueil de discours]. — Paris (Flammarion), [1931].

Voir également aux différentes classes (**Classes vivantes**).

c) Monographies locales.

- 200 **MICHEL** (Edmond). Monographie d'un canton-type. *Etudes statistiques, économiques, sociales, financières et agricoles*. Préface de Lucien March. — Paris et Nancy (Berger-Levrault), 1911.
 (*Musée social* : 19813 (Vol. 8°).
- 201 **SAINT-MAUR** (François). *Chez nous* (monographie d'une commune de l'Ouest pendant la guerre). (in : *Réforme sociale*. T. X. 1915).
- 202 **SAINT-MAUR** (François). Les maires de village [Région Ouest], (in : *Réforme sociale*. T. IX. 1915).

V. — LES CLASSES IDEOLOGIQUES

1. — GÉNÉRALITÉS.

- 203 **BOURGIN** (G. et H.). Le socialisme français de 1789 à 1848. — Paris (Hachette).
- 204 **BOURGUIN** (Maurice). Les systèmes socialistes et l'évolution économique. — Paris (Colin), 1904.
- 205 **DENIS** (Hector). Histoire des systèmes économiques et socialistes. 2 vol. — Paris (Giard et Brière), 1904.
- 206 **GIDE** (Charles) et **RIST** (Charles). Histoire des doctrines économiques depuis les physiocrates jusqu'à nos jours. — Paris (Tenin), 1920.

- 207 **VALDOUR** (Jacques). Libéraux, socialistes, catholiques sociaux. *Etude historique et critique sur les principales méthodes de la science sociale au XIX^e siècle.* — Paris (Rousseau), 1929.
(8° R. 36894).

2. — MARXISME ET AUTRES DOCTRINES SOCIALISTES.

- 208 **AFTALION** (Albert). Les fondements du socialisme. — Paris (Rivière), 1923.
- 209 (1 et 2) **ALTER** (Victor). Comment réaliser le socialisme ? *Bibliothèque économique universelle*. XI. — Paris (Librairie Valois), 1932.
(Mémoire). Tendance néo-socialiste. Dans la même collection, voir aussi :
BERACHA (Sammy). Rationalisation et révolution.
DÉAT (Marcel). Perspectives socialistes.
LABRIOLA (Arturo). Au-delà du socialisme et du capitalisme.
VALOIS (Georges). Economique.
- 210 **BERTH** (Edouard). Guerre des Etats ou guerre des classes. *Etudes sur le devenir social*. XVII. — Paris (Rivière), 1924.
(8° R. 22.352 (18)).
- 211 **BOUGLÉ** (C.). Chez les prophètes socialistes. — Paris (Alcan), 1918.
- 212 **BOUGLÉ** (C.). Socialismes français. Du « Socialisme utopique » à la « Démocratie industrielle ». *Collection Armand Colin*. N° 149. — Paris (A. Colin), 1933 (2^e édit.).
- 213 **BOUGLÉ** (C.). La sociologie de Proudhon. — Paris (Colin), 1911.
- 214 **BRODA** (R.) et **DEUTSCH** (Jules). Le prolétariat international. *Etude de psychologie sociale. Bibliothèque des « documents du progrès »*. I. — Paris (Giard et Brière), 1912.
(8° R. 25.456).
- 215 **DELEVSKY** (J.). Antagonismes sociaux et antagonismes prolétariens. *Etudes économiques et sociales publiées avec le concours du Collège libre des Sciences sociales*. XXIII. — Paris (Giard), 1924.
(8° R. 20.611 (27)).
- 216 **DEVILLE** (Henri). La révolution de demain. Principes d'une société rationnelle. — Arles-sur-Rhône (librairie des sciences sociales), 1917.
(8° R. 28.669).
- 217 **ENGELS** (F.). Philosophie. Economie politique. Socialisme. Trad. Laskine. — Paris (Brière).
- 218 **ENGELS** (F.). Religion. Philosophie. Socialisme.
- 219 **GOULLÉ** (Albert). La grande guerre. Cessons la lutte de classe. — Paris (Flou-ry), 1915.
(8° Lb ^{nr} 15.462).
- 220 **LABRIOLA** (Antonio). Essais sur la conception matérialiste de l'histoire. — Paris (Giard et Brière), 1902.
- 221 **LOUIS** (Paul). La crise du socialisme mondial.
(8° R. 30.737).
(Mémoire).
- 222 **LOUIS** (Paul). Le déclin de la société bourgeoise. — Paris (Editions du Monde nouveau), 1923.
- 223 **LOUIS** (Paul). Les idées essentielles du socialisme.
(8° R. 38.054).
(Mémoire).
- 224 **MAN** (Henri de). Au-delà du marxisme. — Paris (Alcan), 1929.
(Sainte-Geneviève : R. 8° sup. 9610).
- 225 **MAN** (Henri de). Le socialisme constructif. — Paris (Alcan), 1933.
(Sainte-Geneviève : R. 8° sup. 10.923).

- 226 **MARX** (Karl). Le capital. Traduct. J. Molitor. 4 vol. — Paris (Costes), 1924.
- 227 **MARX** (Karl). Le 18 brumaire.
- 228 [**MARX**]. Manifeste (Le) communiste de K. Marx et F. Engels. Introduction historique et commentaire. — Paris (Rieder), s. d.
- 229 **MASSA** (E.-M.). La décadence socialiste. Discussion des méthodes économiques et sociologiques actuelles. — Paris (Jouve), 1926.
(8° R. 36.670).
- 230 **MÉRAC** (Paul). Du peuple (étude sociale). — Paris (Plon), 1910.
(8° R. 23.809).
- 231 **MOELLER VAN DEN BRUCK**. Le troisième Reich. Traduit de l'allemand par Jean-Louis Lénault. — Paris (Redier), 1933.
- 232 **MULLER** (Jean). L'idée de lutte de classes et son évolution depuis le Manifeste communiste. Faculté de droit de l'Université de Paris. Thèse pour le doctorat. — Paris (Jouve), 1911.
(8° F. 22.659).
- 233 **PROUDHON** (P.-J.). De la capacité politique des classes ouvrières. — Paris (Dentu), 1865 (2^e édit.).
- 234 **PROUDHON** (P.-J.). Contradictions économiques.
- 235 **SOREL** (G.). Matériaux d'une théorie du prolétariat. *Etude sur le devenir social*. XV. — Paris (Rivière), 1921.
(8° R. 29.938).
- 236 **VALOIS** (Georges). Guerre ou Révolution. — Paris (Valois), 1931.
[Suivi de : Réflexions sur le Panthéon : images du Panthéon, symbole de l'ancienne culture].
- 237 **VALOIS** (Georges). Œuvre économique. III. L'Etat syndical et la représentation corporative. — Paris (Valois), [1927].
(Les semaines économiques et la campagne pour les Etats généraux (1920-1924). Edition définitive avec une introduction générale : Notre République).

3. — SYNDICALISME.

- 238 **BOUGLÉ** (C.). Syndicalisme et démocratie. — Paris (Cornély), 1908.
(*Sainte-Geneviève* : R. 8° sup. 5480).
- 239 **CAZALIS** (Emile). Syndicalisme ouvrier et évolution sociale. *Bibliothèque des sciences économiques et sociales*. — Paris (Rivière), 1925.
(8° R. 33.716).
- 240 **JOUHAUX** (Léon). Le syndicalisme et la C. G. T. — Paris (La Sirène), 1920.
Voir aussi :

VI. CLASSES VIVANTES.

5. PEUPLE.

a. GÉNÉRALITÉS.

4. — ACTION SOCIALE CATHOLIQUE.

- 241 **Actes sociaux**. Publication documentaire périodique de l'*Action populaire*. — Paris (Lecoffre).
- 242 **BAYART** (Pierre). Pour l'union des classes. Le régime économique moderne. — Paris (Sirey), 1928.
(*Musée social* : 28.016 (vol. 8°).
- 243 **BAZIN** (R.). L'amour du peuple. (in : *Etudes*. 1928).
- 244 **BRUN** (Henri). Politique et sociologie. Catéchisme du citoyen d'après les enseignements pontificaux. Préface de M. l'abbé Bergey. — Avignon (Aubanel), 1929
(2^e édit.).
(8° R. 37.169).

- 245 **CHÉNON** (Emile). Le rôle social de l'église. — Paris (Bloud et Gay), 1921. (8° H. 8065).
- 246 Contact (Le) avec les masses ouvrières. *L'apostolat populaire*. N° 17. — Paris (Spes), 1926. (Brochure).
- 247 **L'école de la paix sociale**. Sa raison d'être, son programme, Ses moyens d'action. — Paris (Secrétariat de la Sté d'Economie sociale), 1925. (Brochure).
- 248 **Equipes** (Les) **sociales**. Esprit des équipes. — Paris (Les équipes sociales), [1929].
- 249 **GEORGES** (R. P. Em.). La question ouvrière d'après les principes catholiques. — Québec (Action sociale catholique), 1922. (8° R. 30579).
- 250 **LA ROCHE-AYMON** (Cte Georges de). Education de la société. — Paris (Librairie de Saint-Paul), [1919]. (8° R. 29.127).
- 251 **LEGRAND** (Georges). Les grands courants de la sociologie catholique à l'heure présente. — Paris (Spes), 1927. (8° R. 35.831).
- 252 **LÉON XIII**. Encyclique sur la *Démocratie Chrétienne*. (*Graves et communi...*).
- 253 **LÉON XIII**. Encyclique *Rerum novarum...* Sur la condition des ouvriers. *Actes sociaux. Publication documentaire périodique*. — Paris (Lecoffre), 1907. [Texte latin].
- 254 Encyclique (L') *Rerum novarum...* « sur la condition des ouvriers ». Nlle édit. avec divisions, notes marginales et commentaires par l'abbé P. Tiberghien. — Paris (Spes), 1920.
- 255 **MUN** (Cte A. de). Ma vocation sociale. Souvenirs de la fondation de l'œuvre des cercles catholiques d'ouvriers (1871-1875). — Paris (Lethielleux) [1911]. (8° Lb et 14.701).
- 256 **[PIE XI]**. L'encyclique sur la restauration de l'ordre social « *Quadragesimo anno* » (15 mai 1931). Traduction française avec table analytique et commentaires. *Action populaire*. — Paris (Spes), [1932].
- 257 **SCHWALM** (R. P.). Leçons de philosophie sociale. 2 vol. — Paris (Bloud), 1910. (8° R. 25.642).
- 258 **Semaine sociale de France**. III^e session. Dijon 1906 (Cours de doctrine et de pratique sociale. La science pour l'action. — Lyon (« Chronique du Sud-Est »), [1906].
- 259 **Semaines sociales de France**. XX^e session. 1928. La loi de charité principe de vie sociale. — Paris (Gabalda et Vitte) et Lyon, [1928].

5. — PHILOSOPHIE DU TRAVAIL.

- 260 **ANDLER** (Charles). L'humanisme travailliste. Essais de pédagogie sociale. — Paris (« Civilisation française »), 1927. (8° R. 35.565).
- 261 **DUBREUIL** (H.). Standards. — Paris (Grasset), 1929.
- 262 **DUBREUIL** (H.). Nouveaux standards. Les sources de la productivité et de la joie. *Les « Ecrits », sous la direction de Jean Guéhenno*. — Paris (Grasset), 1931.
- 263 **HAMP** (Pierre). La France pays ouvrier. — Paris (Nlle revue française), 1916. (8° Lb et 253).
- 264 **MAN** (Henri de). La joie au travail. Enquête basée sur des témoignages d'ouvriers et d'employés. — Paris (Alcan), 1930.
[Voir les autres ouvrages de cet auteur ci dessus : *doctrines socialistes*].

6. — POSITIVISME.

- 265 **COMTE** (Auguste). Système de politique positive. 2 vol. — Paris (Société positiviste internationale).
- 266 **DEHERME** (Georges). Les directions positives. — Paris (Grasset), 1919. (8° R. 28.956).
- 267 **DUBUISSON** (Dr Paul). Le positivisme et la question sociale. — Paris (Société positiviste), 1899. (8° R. *Pièce* 8093).
- 268 **Revue occidentale**. [Publiée par la Société positiviste internationale]. Paris.
- 269 **Revue positiviste internationale**. [Publiée par la Société positiviste internationale]. Paris.

7. — MONARCHISME.

- 270 **GALÉOT** (A.-L.). Les systèmes sociaux et l'organisation des nations modernes. Les systèmes organiques faux. L'organisation rationnelle expérimentale de la vie nationale. — Paris (Nlle librairie nationale), 1920. (8° R. 29.596).
- 271 **MALYNSKI** (Emmanuel). Le peuple-roi. — Paris (Librairie Cervantès), [1923]. (8° R. 32.529).
- 272 **VALOIS** (Georges). La monarchie et la classe ouvrière. I. La révolution sociale ou le roi. II. Les résultats d'une enquête. — Paris (Nlle librairie nationale), 1914 (Nlle édit., la première est de 1909). (8° *Lb*^{er} 14.574. A).

VI. — LES CLASSES SOCIALES

DANS LA FRANCE CONTEMPORAINE (Classes vivantes)

A. — Sources générales

1. — DOCUMENTS STATISTIQUES.

- 273 **GEMÄHLING** (Paul). Statistiques choisies et annotées. — Paris (Sirey), 1926. Supplément. 1928.
- 274 **HEYRAUD** (Charles). De tout un peu. Statistiques, économie politique et divers. — [Marseille, imprimerie Ferran], 1910.

Voir ci-dessus :

I. GÉNÉRALITÉS :

4. PUBLICATIONS DU B. I. T.

5. PUBLICATIONS FRANÇAISES OFFICIELLES.

(Et ci-dessous aux différentes classes).

2. — DROIT.

Voir ci-dessus : *Section III*, et aux différentes classes (ouvrages spéciaux concernant chaque classe).

3. — LINGUISTIQUE.

(Ouvrages à consulter pour une étude des classes en fonction du langage).

- 275 **VENDRYES** (J.). Le langage. Introduction linguistique à l'histoire. *L'évolution de l'humanité. Synthèse collective dirigée par Henri Berr*. — Paris (Renaissance du livre), 1921.
- 276 **BAUCHE** (Henri). Le langage populaire. Grammaire, syntaxe et dictionnaire du Français tel qu'on le parle. — Paris (Payot), 1920. (*Sainte Geneviève* : X. 8° *sup.* 2240).
- 277 **BOER** (C. de). Essai sur la syntaxe moderne de la préposition en français et en italien. — Paris (Champion), 1926.

- 278 **BRUNOT** (Ferdinand). Histoire de la langue française des origines à 1900. — Paris (Colin), 1924.
(*Sainte Geneviève* : *Us.* 4 (137.886)).
- 279 **BRUNOT** (Ferdinand). La pensée et la langue. — Paris (Masson), 1922.
(*Sainte Geneviève* : *X.* 4° *sup.* 202).
- 280 **CHARLES** (Ernest). L'argot syndicaliste. (*Liberté* du 14 octobre 1910).
- 281 **DAUZAT** (A.). Les argots. — Paris (Delagrave).
8° *X.* 12.348 (I et II).
- 282 **DAUZAT** (A.). L'argot de la guerre.
- 283 **DAUZAT** (A.). Histoire de la langue française. — Paris (Payot), 1930.
(8° *X.* 18.623).
[Voir dans cet ouvrage l'importante bibliographie relative à l'étude du langage].
- 284 **DAUZAT** (A.). Les patois.
(8° *X.* 12348 (I et II)).
- 285 **DAUZAT** (A.). La vie du langage. — Paris (A. Colin), 1910.
- 286 **FOULET** (L.). Comment ont évolué les formes de l'interrogation. (in : *Romania*, 1921, pp. 243 à 348).
- 287 **FOULET** (L.). Difficulté du relatif en français moderne. (in : *Revue de philologie française*, 1928, pp. 100 sqq. et 161 sqq.).
- 288 **FOULET** (L.) et **BOER** (C. de). L'ordre des mots et l'analyse de la phrase. (in : *Romania*, 1923, 118 sqq; *Romania*, 1926, 307 à 327).
- 289 **GOUGENHEIM** (G.). La langue populaire dans le premier quart du XIX^e siècle. — Paris (Belles-lettres), 1929.
- 290 **LACASSAGNE** (Dr J.). L'argot du milieu. — Paris (A. Michel), 1929.
- 291 **LA LANDELLE** (G. de). Le langage des marins. recherches historiques et critiques... — Paris (Dentu), 1859.
(*X.* 27.031).
- 292 **MEILLET** (A.). Comment les mots changent de sens. *Année sociologique*, publiée sous la direction de Emile Durkheim. 9^e année (1904-1905). — Paris (Alcan), 1906.
- 293 **NISARD** (Charles). Etude sur le langage populaire ou patois de Paris et de sa banlieue. — Paris (Franck).
(*Sainte-Geneviève* : 8° *X.* *sup.* 318).
- 294 **NYROP** (Kristofer). Etudes de grammaire française.
(8° *X.* 18.249).
- 295 **NYROP** (Kristofer). Grammaire historique de la langue française. 6 vol. — Paris (Picard).
(*Sainte-Geneviève* : *X.* 8° *sup.* 2840).
- 296 **SAINÉAN** (L.). Le langage parisien au XIX^e siècle. — Paris (de Boccard), 1920.
- 297 **SANDFELD**. Syntaxe du français moderne, les pronoms. — Paris (Champion), 1928.

4. — SAVOIR-VIVRE.

- 298 **BERNAGE** (Berthe). Le savoir-vivre et les usages du monde. — Paris (Gautier-Languereau), [1928].
(8° *R.* 36.039).
- 299 **CHAMBON** (M.). Dictionnaire du savoir-vivre. 1907.
(8° *R.* 21.661).
- 300 **CLERMONT** (Louise). Le savoir-vivre. — Mame, 1931.
(8° *V.* 49.578).
- 301 **LAUDET** (Fernand). Pour la jeunesse. Politesse et savoir-vivre. 1931.
(8° *R.* 37.986).

- 302 **MORET** (P.), instituteur. Pour être bien élevé. 1926.
(8° R. pièce 16.678).
- 303 **REBOUX** (Paul). Pour balayer les vieux usages... 1930.
(8° R. 37.764).
- 304 **SAINT-GENÈS** (Marguerite de). Traité de savoir-vivre ou usages et coutumes. 1915.
(8° R. 19.987 (1)).
- Cf. le catalogue par mots typiques de la *Bibliothèque nationale*. Il y a beaucoup plus d'ouvrages cités entre 1920 et 1930 que pendant la période précédente, 1910-1920; trait intéressant à noter.

5. — ENSEIGNEMENT.

- 305 **BERESOVSKI-CHESTOV** (Tatiana). Statistique intellectuelle de la France. Année 1923-24. — Paris (P. U. F.), 1926.
(Tableaux relatifs à l'enseignement public, aux bibliothèques, aux spectacles, aux publications, préparés sous les auspices de l'Institut International de coopération intellectuelle et de l'Institut de Statistique de l'Université de Paris).
- 306 **LAPIE** (Paul). L'école et la société. (in : *Année psychologique*, 17^e année, pp. 80 à 96). — Paris (Masson), 1911.
- Voir aussi : **Documents statistique; classes vivantes : intellectuels, inter-classes des instituteurs.**

B. — Les Classes

1. — FONCTION SACERDOTALE.

- 307 **BORDEAUX** (Henry). La glorieuse misère des prêtres. — Paris (Bloud et Gay), 1929.
(8° *Ld* 10.241).
- 308 **DASSONVILLE** (R. P.). L'état actuel du recrutement sacerdotal en France. Rapport présenté au premier congrès national de recrutement sacerdotal (Paris, 1925). — Bloud et Gay, s. d.
(D. 92.279 (1)).
- 309 **DONCOEUR** (R. P.), S. J. La crise du sacerdoce. *Bibliothèque d'études catholiques et sociales*. — [Paris] (Flammarion), [1932].
- 310 **GONTIER** (P.), ancien supérieur du séminaire de philosophie de Sommerdieu. Règlement de vie sacerdotale. Petit directoire du jeune prêtre au sortir du séminaire. — Arras (Brunet), [1926] (4^e éd.).
(D. 74.969).
- 311 **GRANGER** (Abbé). Aux prêtres-soldats. Le prêtre surnaturel. Memento de vie sacerdotale d'après la Sainte-écriture et le Droit canon. — Caen (Domin), 1919.
(D. 90.754).
- 312 **JULIEN** (Mgr E.-L.). Le prêtre. *Les caractères de ce temps*. — Paris (Hachette), [1925].
(*Musée social* : 27.066 (vol. 12°)).
- 313 **LAHITTON** (Joseph), chanoine honoraire. Deux conceptions divergentes de la vocation sacerdotale. — Paris (Lethielleux), [1910].
(D. 86.580).
- 314 **LE FLOCH** (Henri), S. Sp. supérieur du séminaire français de Rome. Les élites sociales et le sacerdoce. — Paris (Téqui), 1916 (4^e tirage).
(8° R. 28.170).
- 315 **MÉRA** (Abbé G.). Vers le sacerdoce. Les premiers pas. Lettres d'un curé de campagne à un séminariste. — Avignon [Aubanel], [1925].
(D. 92.218).

- 316 **PETIT DE JULLEVILLE** (Chanoine). L'idée que les jeunes gens doivent se faire du sacerdoce. Rapport présenté au 1^{er} congrès de Recrutement sacerdotal (Paris, 1925). — Paris (Bloud et Gay), s. d.
(D. 92.279 (3)).
- 317 Pourquoi les associations sacerdotales ? L'union sacerdotale de Saint François de Sales. — Paris et Lille (Desclée, de Brouwer), s. d.
(D. 86.620).
[Doivent faciliter aux prêtres la vie spirituelle dans l'accomplissement de leur devoir sacerdotal].

2. — NOBLESSE.

a. — Ouvrages généraux. Droit.

- 318 [**BEAUNE** (Henri)]. Des distinctions honorifiques et de la particule dite nobiliaire. (Extrait de la *Gazette des tribunaux*. 27 et 31 octobre 1861). — Paris (Guyot et Scribe), 1861.
(8° *Ll* ² 74).
- 319 **BONNEFON** (Jean de). La ménagerie du vatican ou le livre de la noblesse pontificale, avec la liste des laïcs, clercs, moines nés français et pourvus de titres, prélatures, camériérats et autres fonctions près de sa sainteté. — Paris (Sté d'édit. des paroles françaises et romaines), s. d.
(Réserve 4° *Lm* ¹ 198).
- 320 **BONNEFON** (Jean de). La noblesse de France et les anoblis de la République. Liste complète des familles pourvues de noble parure par le Conseil d'Etat de 1870 à 1906. — Paris (Louis-Michaud), s. d.
(8° *Lm* ¹ 185).
- 321 **COUSIN** (Henri). Des noms de noblesse et des titres nobiliaires spécialement depuis la Révolution. — Dijon (Imprimerie Barbier-Marilier), 1905.
(8° *Lm* ¹ 175).
- 322 **LALLIER** (J. A.). De la propriété des noms et des titres. — Paris (Giard), 1890.
(8° *F.* 6481).
- 323 **LE HARDY** (G.). Du principe aristocratique. De la noblesse et des noms patronymiques. — Caen (Jouan), 1912 (Nlle édit.).
(8° *F.* 23.443).
(*Mémoire*).
- 324 **LEVESQUE** (Alfred). Du droit nobiliaire français au dix-neuvième siècle. — Paris (Plon), 1866.
(*F.* 38802 (8°)).
- 325 **MONTESQUIOU** (Léon de). La noblesse. Suivi d'extraits de Blanc de Saint-Bonnet sur le même sujet. — Paris (Action française), 1919. (Broch.).
(8° *Ll* ² 121).
- 326 **NAUROIS** (Edouard de). Les classes dirigeantes (noblesse, aristocratie, élite). — Paris (Jouve), 1910.
- 327 **NOGUES** (R. P. Albert). Essai sur la noblesse française. — Paris (Beauchesne), 1911.
(*Musée social* : 20.294 (br. 8°)).
- 328 **PIERSON** (Edmond). Etude de la noblesse d'Empire créée par Napoléon 1^{er}. Thèse de droit (sciences juridiques). Faculté de Paris. — [Paris], 1910.
(8° *F.* 21619).
- 329 **PUYSÉGUR** (Cte Armand de). De l'épée au tango. — Paris (Figuière), 1914.
(8° *Ll* ² 119).
- 330 **SORBIERS DE LA TOURRASSE** (Joseph de). Projet d'une reconstitution de la noblesse. (Extrait de la revue « *Heraldica* », 3^e année, N° 2). — Bureaux du collège héraldique de France, 1914.
(8° *Lb* ⁷ 15409).

b. — **Annuaire, Armoriaux, Héraldisme.**

- 331 **Annuaire de la noblesse de France**, fondé en 1842 par M. Borel d'Hauterive et continué sous la direction du Vte Albert Révérend. — Paris (Champion), 1916 (66^e vol., 68^e année) et années suivantes.
(8° Lc ³⁵ 10).
- 332 **QUIGARD** (Joannis). Bibliothèque héraldique de la France. — Paris (Dent), 1861.
(Usuels. Casier 0 ⁴⁵¹).
[Recueil bibliographique. Principales divisions : Science du blason. Ordres de Chevalerie. Histoire de la noblesse et de la féodalité. Histoire héraldique armoriale et généalogique. Histoire nobiliaire et ordres de chevalerie des pays étrangers.]
- 333 **LA CHENAYE-DESBOIS** et **BADIER**. Dictionnaire de la noblesse contenant les généalogies, l'histoire et la chronologie des familles nobles de France... 19 vol. — Paris (Schlesinger), 1869 à 1876.
(Usuels. 0 ¹⁵³ à ¹⁷⁸).
- 334 **MORANT** (Cte Georges de). La noblesse française au Champ d'honneur 1814-1915-1916). — Paris (« Le nobiliaire »), 1916.
(4° Lm ¹ 188).
- 335 **RENESE** (Comte Théodore de). Dictionnaire des figures héraldiques 7 vol. Bruxelles (Société belge de librairie), 1894 à 1903.
(Usuels. 0 ⁴⁷³ à ⁴⁷⁹).
[Cherche à résoudre ce problème : Etant donné une armoirie, trouver la famille à laquelle elle appartient. International].
- 336 **RÉVÉREND** (Vicomte A.). Armorial du Premier Empire. Titres, majorats et armoiries concédés par Napoléon I^{er}. 4 vol. — Paris (Annuaire de la noblesse), 1894 à 1897.
(Usuels. 0 ¹⁷⁸ à ¹⁸¹).
- 337 **RÉVÉREND** (Vicomte A.). Titres, anoblissements et pairies de la Restauration (1814-1830). 6 vol. — Paris (Champion), 1901 à 1906.
(Usuels. 0 ¹⁸² à ¹⁸⁷).
- 338 **RÉVÉREND** (Vicomte A.). Titres et confirmations de titres (1830-1908)... (Les familles titrées et anoblies au XIX^e siècle). — Paris (Champion), 1909.
(Usuels. 0 187²).
- 339 **Rex**, Annuaire généalogique de la noblesse française. — Paris (Borel d'Hauterive feuille).
(Mémoire).
- 340 **WOELMONT DE BRUMAGNE** (Baron de). La noblesse française existante. 1928.
(Fol. Lm ¹ 202).

c. — **Monographies.**

- 341 **BOURDETTE** (Jean). Notice des vicomtes de Labéda. (La noblesse des Hautes Vallées. Première notice nobiliaire). — Toulouse (chez l'auteur), 1900.
(8° Lm ² 411).
- 342 **DU ROURE** (Baron). Histoire véridique de la noblesse de Provence. — Brignoles (Castanet), 1912.
(8° Lm ² 448).
- 343 **FROTIER DE LA MESSELIÈRE** (Vicomte H.). Filiation bretonne (1850-1912). 2 vol. — 1912 et 1913.
(4° Lm ² 445).
(Mémoire).

Voir aussi le Catalogue par mots typiques de la *Bibliothèque Nationale*. Nombreuses études locales de familles nobles. Quelques-unes seulement ont été relevées à titre d'exemple.

3. — BOURGEOISIE.

a. — Généralités.

- 344 **BERL** (Emmanuel). Mort de la morale bourgeoise. — Paris (Nouvelle Revue française). [1929].
(8° R. 37.558).
- 345 **BERL** (Emmanuel). Mort de la pensée bourgeoise. Premier pamphlet. La littérature. « *Les Ecrits* », sous la direction de Jean Guéhenno. — Paris (Grasset), 1929.
(8° Z. 24.055 (II, 1)).
- 346 **Bibliothèque du Musée social**. La vie chère et les classes moyennes. Trois conférences. — Agen (Imprimerie moderne), 1921.
La bourgeoisie française et la vie chère, par Et. **Martin-Saint-Léon**.
La crise de la domesticité, par André **Lichtenberger**.
Les classes moyennes et le logement, par Georges **Risler**.
(*Musée social* : 24.186 (Vol. 8°)).
- 347 **CHILLY** (Lucien de). La classe moyenne en France après la guerre : 1918-1924. Sa crise : causes, conséquences et remèdes. *Thèse de doctorat en Sciences politiques et économiques*. — [Bourges, imprimerie Tardy, 1924].
(8° F. 29.767).
- 348 **COUDERT** (P.). La bourgeoisie et la question sociale. Essai pour la formation d'une conscience de classe. — Paris (Giard et Brière), 1914.
(*Musée social* : 22.018 (Vol. 8°)).
- 349 **DEHERME** (G.). Les classes moyennes, étude sur le parasitisme social. — Paris (Perrin), 1912.
- 350 **GOBLOT** (Edmond). La barrière et le niveau. Etude sociologique sur la bourgeoisie française moderne. — Paris (Alcan), 1925.
- 351 **HERMANT** (Abel). Le bourgeois. *Les caractères de ce temps*. — Paris (Hachette), 1924.
(*Musée social* : 26.022 (Vol. 12°)).
- 352 **HEYRAUD** (Charles). La grande faute. Le problème des élites. — Paris (Perrin), 1929.
(8° R. 36.544).
- 353 **JOHANNET** (René). Eloge du bourgeois français. — Paris (Grasset), 1924.
(*Musée social* : 26.442 (Vol. 12°)).
- 354 **NOYER** (Emile). Les sacrifiés. Essai d'étude sociale sur la situation de la classe moyenne en France au commencement du XX^e siècle. — Imprimerie de Lagny (brochure), 1909.
(*Musée social* : 17.192 (Br. 12°)).

b. — Intellectuels.

- 355 **CARTAUT** (A.). L'intellectuel. Etude psychologique et morale. 1914.
(8° R. 27.081).
(*Mémoire*).
- 356 **CHENU** (Mme). Rapport in-extenso... sur « le travail intellectuel féminin ». Union internationale des ligues catholiques féminines. — [Autun (Imprimerie Notre-Dame des Anges), 1925].
- 357 **GERMAIN** (José). La C. T. I. Son histoire. Ses principes. Ses règlements. — Paris (Renaissance du livre), [1920].
- 358 **HALECKI**. S. des N. Enquête sur la situation du travail intellectuel. 1923.
(8° R. 32.309 (I-3 bis)).
[Voir à la collection complète des publications de la S. des N. ; plusieurs ouvrages sur la même question].

- 359 **LOTE** (René). Les intellectuels dans la société française. De l'ancien régime à la démocratie. — Paris (Alcan), 1918.
(8° Z. 20.451).
- 360 **LUCHAIRE** (Julien). Enquête sur les conditions du travail intellectuel. 1^{re} série. Questions générales. Observations sur quelques problèmes de l'organisation intellectuelle internationale. — *Société des Nations. Commission de coopération intellectuelle*. C. I. C. I. 1923. 13.
- 361 **PÉGUY** (Ch.). De la situation faite au parti intellectuel dans le monde moderne. 1908 et 1906 (*Cahiers de la Quinzaine*).
(8° Z. 15.709).
(*Mémoire*).
- 362 Prolétaires (Les) intellectuels en France [par divers auteurs]. — Paris (Edit. de la *Revue*), s. d. [Articles parus dans la *Revue des Revues*].
(8° Lf⁴ 50).
Voir : I.-4. — **Publications du B. I. T.**

c. — **Armée.**

- 363 **ARBEUX** (Capitaine d'). Les études contemporaines. L'officier contemporain. La démocratisation de l'armée (1899-1910). — Paris (Grasset), 1911.
(8° Z. 17.892 (*)).
- 364 **ARÈS** (Claude). La décadence intellectuelle de l'armée. — Paris (Jouve), 1912.
(8° Lf¹⁹⁵ 1.376)
- 365 **BONNEFOY** (Ant.) et **CHAULET** (E.). Comment faire sa carrière dans l'armée et par l'armée. — Paris (Fournier), 1912.
(8° Lf¹⁹⁹ 1.379).
- 366 **CABANIS** (Raoul). L'armée et les droits politiques. Thèse pour le doctorat. Université de Montpellier. Faculté de Droit. — Montpellier (Imprimerie Montane), 1912.
(8° F. 23.605).
- 367 **FABRE** (Capitaine Ch.), du 126^e régiment à Brive, licencié en droit. Le capitaine dans l'armée nationale moderne. — Angoulême (Coquemard), 1910.
(8° Lf¹⁹⁵ 1.358).
- 368 **PÉDOYA** (Général). L'armée évolue. 3 vol. — Paris (Chapelot), 1908.
(8° Lf¹⁹⁵ 1.253).
- 369 **TANANT** (Général). L'officier de France. — Paris (Renaissance du livre), [1927].
- 370 **THOREL** (René). Admission des officiers de réserve dans l'armée active. (Historique de la titularisation). Préface par M. le général de Lacroix. — Paris (Fournier), 1914.
(8° Lf¹⁹⁵ 1.410).

d. — **Magistature. Avocats.**

- 371 **HENRI-ROBERT**. L'avocat. *Les caractères de ce temps*. — Paris (Hachette), [1923].
- 372 **MONZIE** (A. de). Grandeur et servitude judiciaires. [*Collection Grandeur et Servitude*]. — Paris (Kra), [1931].
- 373 **SAINT-AUBAN** (Emile de). La justice sous la III^e. *Sous la Troisième...* — Paris (Gallimard), [1931].

e. — **Petite bourgeoisie.**

- 374 **DESCAMPS** (Paul). La Flandre française. Les patrons de l'industrie textile. (*La Science sociale*, 25^e année, 66^e fascicule). — Paris (La Science sociale), 1910.
- 375 **LAIR** (Maurice). Le péril des classes moyennes en France. (In : *Revue économique internationale*. Vol. II, 1923, 15^e année). — Bruxelles et Paris (Alcan), 1923.

- 376 **MARTIN-SAINT-LÉON** (Et.). Le problème des classes moyennes en France. (In : *Congrès international des classes moyennes urbaines et rurales*. Liège, 16-18 août 1905. Partie générale. Mémoire français).
(*Musée social* : 13.814 (Br. 8°).
Voir : *Congrès des classes moyennes*. I. **GÉNÉRALITÉS**. 3. Périodiques.

4. — INTER-CLASSES.

a. — Inter-classes des instituteurs.

- 377 **ADHÉMAR** (Vicomtesse d'). Nouvelle éducation de la femme dans les classes cultivées. — Paris (Perrin), 1899 (4^e édit.).
(8° R. 22.864).
378 **BODIN** (Marguerite). L'institutrice. *Bibliothèque sociale des métiers*. — Paris (Doin), 1922.
379 **GLAY** (Emile) et **CHAMPEAU** (Henry). L'instituteur. *Bibliothèque sociale des métiers*. — Paris (Doin), 1928.
(8° R. 36.176).
380 **PÉROCHON** (Ernest). L'instituteur. *Les caractères de ce temps*. — Paris (Hachette), 1927.
(8° R. 32.580).

b. — Inter-classes des employés.

- 381 **DURAND** (Paul). Employé aux chemins de fer français à Bois-Colombes (Seine). *Les ouvriers des deux mondes. Troisième série, 27^e fascicule*. — Paris (Société d'économie sociale), 1930.
382 **LAURENT** (B.). Poste et postiers. *Bibliothèque sociale des métiers*. — Paris (Doin), 1922.

Des renseignements sur l'*inter-classes* des employés se trouvent dans les ouvrages concernant le *Peuple*. Cf. La collection de la *Réforme sociale*.

5. — PEUPLE.

a. — Généralités. Faits économiques. Œuvres. Service social.

- 383 **Association pour la protection légale des travailleurs**. Le congrès international de politique sociale. Rapport de M. A. Boissard. N° 27. — Paris (Alcan et Rivière), 1925.
(*Musée social* : 12.758 (Br. 16°).
384 **Association nationale française pour la protection légale des travailleurs**. L'organisation internationale du travail. — Paris (Alcan), 1921.
(*Musée social* : 12.758 (Vol. 8°).
385 **BACH** (Jean-Louis). Le pourboire-salaire. Etude d'un mode spécial de rémunération du travail. — Paris (Larose), 1910.
386 **BENOIST** (Charles). La crise de l'Etat moderne. L'organisation du travail. 2 vol. — Paris (Plon), 1905 et 1914.
(8° R. 20.303) et : (*Musée social* : 19.813 (Vol.)
[T. I. Le travail, le nombre et l'Etat. — T. II. L'ouvrier, la classe ouvrière. Hiérarchie des professions].
387 **BONNAFOUS** (L.). Les œuvres d'amélioration sociale réalisées par les syndicats ouvriers en France. — Paris (Edit. Rhéa), 1924.
(*Mémoire*).

- 388 **BRODEL**. La collaboration des groupements ouvriers organisés à l'Inspection du Travail en France.
(8° F. 22.327).
(Mémoire).
- 389 **BUREAU** (P.). Le contrat de travail. Le rôle des syndicats professionnels. — Paris (Alcan), 1902.
- 390 **Conditions de la vie ouvrière ou rurale en France en 1913-1914**. — Paris (Statistique générale de la France), 1919.
(Mémoire).
- 391 **COURCY**. Le travail de nuit des hommes adultes. 1912.
(8° F. 23.692).
(Mémoire).
- 392 **DASSONVILLE** (Joseph). Une réalisation. La « Famille ouvrière » du Val-des-Bois. *Action populaire. Série sociale*. N° 305. — Paris (Lecoffre), [1914].
(8° Z. 16.257).
- 393 **Département de l'Oise** Enquête sur les conditions de la vie ouvrière et de la vie rurale. Procès-verbaux des séances et rapports des sous-comités. — Beauvais (Imprimerie centrale administrative), 1915.
(8° Lk 4 2.960).
- 394 **DUGÉ DE BERNONVILLE** (L.). Enquête sur les conditions de la vie ouvrière et rurale en France en 1913-1914. 1^{re} partie. Revenus.
(In : *Bulletin de la statistique générale de la France et au Service de l'observation des prix*. T. VI. Fasc. I. oct. 1916, pp. 85 à 108).
(4° Lc 17 17).
- 395 **GIDE** (Ch.). Les institutions de progrès social. — Paris (Tenin), 1921.
(Mémoire).
- 396 **HALBWACHS** (Maurice). Budgets de familles ouvrières et paysannes en France, en 1907.
(In : *Bulletin de la Statistique générale de la France*. T. IV. 1914).
(4° Lc 17 17).
- 397 **HALBWACHS** (Maurice). La classe ouvrière et les niveaux de vie. Recherche sur la hiérarchie des besoins dans les sociétés industrielles contemporaines. *Travaux de l'Année sociologique*. — Paris (Alcan), 1914.
- 398 **HALBWACHS** (Maurice). L'évolution des besoins dans les classes ouvrières. *Nouvelle bibliothèque économique dirigée* par François Simiand. — Paris (Alcan), 1933.
- 399 **HAZEMANN** (Dr R.-H.). Le service social municipal et ses relations avec les œuvres privées. — Paris (Editions du mouvement sanitaire), s. d.
- 400 **HERSCH** (L.). Pauvreté et mortalité selon les principales causes de décès d'après les statistiques de la Ville de Paris. *Comitato italiano per lo studio dei problemi della popolazione (Congrès international pour les études sur la population)*. — Roma (Istituto poligrafico dello stato), 1932 (anno X).
- 401 **HERSCH** (L.). Situation sociale et natalité d'après les statistiques de la Ville de Paris. *Comitato italiano per lo studio dei problemi della popolazione (Congrès international pour les études sur la population)*. — Roma (Istituto poligrafico dello stato), 1932.
- 402 **IMBERT** (Dr A.). Rôle de la physiologie dans les conflits entre le capital et le travail. Ministère de l'Instruction publique. Extrait du *Bulletin des sciences économiques et sociales du Comité des travaux historiques et scientifiques*, année 1907. — Paris (Imprimerie nationale), 1909.
(8° R. Pièce 11.959).
- 403 **LAPORTE** (André). Mouvements des salaires depuis 1914. — Paris (Sirey), 1926.
- 404 **LEMIRE** (Abbé). Le travail de nuit des enfants dans les usines à feu continu, 1911.
(8° R. 18.595).
(Mémoire).

- 405 **LEROY** (Maxime). La coutume ouvrière. Syndicats, Bourses du travail, Fédérations professionnelles, Coopératives. — Paris (Giard et Brière), 1913.
- 406 **MAC SAY** (Stephen). Les étages de l'émancipation du travail. De Fourier à Godin. Le familistère de Guise. — Gourdez-Luisant (Editions de la « Sauvagette »), 1928. (8° R. 35.822).
- 407 **Ministère de l'intérieur**. Assistance aux familles nombreuses. (8° F. pièce 4871). (Mémoire).
- 408 **Ministère de l'intérieur**. Assistance aux vieillards, infirmes, incurables. 1910. (8° F. 21.229). (Mémoire).
- 409 **Ministère du travail et de la prévoyance sociale**. Conseil supérieur du travail. Session de 1911. Le travail de nuit dans la boulangerie. Rapport de M. Cleuet. Rapport de M. L. Soulé. Procès-verbaux et documents. — Paris (Imprimerie nationale), 1911.
- 410 **Ministère du travail**. Le placement des employés, ouvriers et domestiques en France, avec un appendice relatif au placement dans les pays étrangers. — Paris, 1923. (Mémoire).
- 411 **Ministère du travail**. Rapports sur l'application de la loi sur les retraites ouvrières (1911-1912). (8° Lf²⁶² 328).
— (1915-1916). (8° F. 26.827). (Mémoire).
- 412 **MONNIER** (Pierre). Le rôle social et économique de l'inspection du travail.. (Côtes-du-Nord, Ile-et-Vilaine). 1900 à 1911. — Rennes (Caillot), s. d.
- 413 **PEYRONNET** (Albert). Le ministère du travail (1906-1923). — Paris (Berger-Levrault), 1924.
- 414 **PORTE** (Marcel). Budgets de familles et consommations privées. — Grenoble (Allier), 1913. (Musée social : 21.460 (vol. 8°).
- 415 **RISLER** (Georges). La vie du travailleur manuel français. (in : *Travaux préparatoires du congrès général du génie civil*. Session nationale, Mars 1918. Section IX. Hygiène et prévoyance sociale. Rapports). — Paris (Sté des ingénieurs civils), 1918. (Musée social : 22.853 (br. 8°).
- 416 **THÉOLIER** (P. Louis), S. J. L'homme noir chez les hommes noirs. Le P. Félix Volpette, fondateur des « Jardins ouvriers » (1856-1922). Préface du P. Lhande. — Paris (Spes, Action populaire), 1930. (8° Ln²⁷ 63.647).
- 417 **TROMBERT** (Albert). La participation aux bénéfices. Etude d'ensemble d'après l'état actuel des applications de ce mode de rémunération du travail. — Paris (Chaix), 1921.

Voir : I. — 4. — **PUBLICATIONS DU B. I. T.**

Voir aussi : IV. Histoire. — 2. Histoire générale des classes et histoire économique.

b. — Question du logement.

- 418 **DESVEAUX** (G.). L'habitation ouvrière. 1914. (4° R. Pièce 1840).
- 419 **Habitation (L') ouvrière**. Enquête sommaire. Quelques aspects de la question. — Paris (Bureau d'informations religieuses et sociales), [1913 ?].
- 420 **LE BARON**. Le problème du logement ouvrier. (4° F. 1624). (Mémoire).

- 421 **RÉFORME SOCIALE**. 7^e série. T. VIII. (T. LXVIII de la collection. 34^e année. Juillet-décembre 1914). — Paris (Sté d'économie sociale), 1914.
(La crise du logement à la ville et à la campagne. Réunion annuelle XXXIII^e session. 6-12 juin 1914).
- 422 **RISLER** (Georges). La crise du logement. *Bibliothèque du Musée social*. — Paris (Plon), [1922].
(*Musée social* : 24.385. V. 16°).
Dans les ouvrages ci-dessus, on trouvera des indications non seulement concernant le logement populaire mais aussi celui de la bourgeoisie.

c. — **Petit commerce, petite industrie, artisanat.**

- 423 Les classes moyennes dans le commerce et l'industrie. XXIX^e congrès de la *Société internationale d'économie sociale* et des *Unions de la paix sociale* fondé par Le Play. (Extrait de la *Réforme sociale*). — Paris (Sté d'économie sociale), 1910.
- 424 **MARTIN-SAINT-LÉON** (Et.). Le petit commerce français. Sa lutte pour la vie. *Economie sociale*. — Paris (Gabalda), 1911.
(*Musée social* : 19.122 (vol. 12°).
- 425 **Ministère du commerce**. Le crédit au petit et moyen commerce et à la petite et moyenne industrie. 1918.
(8° V. 39.403).
(*Mémoire*).

Voir : **Congrès des classes moyennes**. — 1. **GÉNÉRALITÉS**. — 3. **Périodiques**.

d. — **Les ouvriers.**

- 426 **BAILHACHE** (Dr J.). Un type d'ouvrier anarchiste. Monographie d'une famille d'ouvriers parisiens. *Monographies de familles et de régions. I. Bibliothèque de la science sociale*, publiée sous la direction de M. Edmond Demolins.
- 427 **BÉROT-BERGER** et **LEBRUN** (Mmes). Tisseur d'usine de Saint-Quentin (Aisne. — France). *Les ouvriers des deux mondes. Troisième série. 18^e fascicule*. — Paris (Sté d'économie sociale), 1910.
(*Musée social* : 10.601 (br. 8°).
- 428 **Bibliothèque sociale des métiers**, publiée sous la direction de Georges Renard. Paris (Doin).
[Un certain nombre de monographies professionnelles ont été publiées dans cette collection ou sont en cours de publication].
- 429 **BLANC** (Edouard). La ceinture rouge. Enquête sur la situation politique, morale et sociale de la banlieue de Paris. — Paris (Spes), 1927.
(*Musée social* : 27.463 (vol. 12°).
- 430 **BONNEFF** (Léon et Maurice). La classe ouvrière. (Les boulangers, les employés de magasin, les terrassiers, les travailleurs du restaurant, les cheminots, pêcheurs bretons, les postiers, les compagnons du bâtiments, les blessés). — Paris (Publications de la « Guerre sociale »).
(8° *Lt* 244 bis).
- 431 **BORIE** (Fernand). L'ouvrier maçon. *Bibliothèque sociale des métiers*. — Paris (Doin), 1924.
- 432 **CASTILLON** (R. de). Clichy-la-Rouge. (in : *Etudes*. Octobre-décembre 1929).
- 433 **CHAVERONDIER** (Paul). L'industrie de la coutellerie à Thiers. (*Réforme sociale*. 7^e série. T. VIII).
- 434 **COURGEY** (S.). Milieux de misère. Notes médico-sociales. — Paris (Maloine), 1922.
(8° *Tc* 12 239).
- 435 **DU PASSAGE** (H.).
La psychologie des masses ouvrières. (in : *Etudes*. juillet-septembre 1929).
- 436 **DURIEU** (Joseph). Les Parisiens d'aujourd'hui. * Les types sociaux de simple récolte et d'extraction. — Paris (Giard et Brière), 1910.
(*Musée social* : 18.424 (vol. 12°).

437 **GARRIC** (Robert). Belleville. — Paris (Grasset), 1928.

438 **HAMP** (Pierre). La peine des hommes.

[Collection complète.]

I. Le rail.

II. Marée fraîche.

III. L'enquête.

IV. Le travail invincible.

V. Les chercheurs d'or.

VI. Le cantique des cantiques.

VII. Le lin.

VIII. Les métiers blessés.

IX. La victoire mécanicienne.

X. Un nouvel honneur

XI. Une nouvelle fortune.

XII. Mes métiers.

XIII. Mektoub.

XIV. La laine.

XV. Dieu est le plus grand.

439 **IMBERT** (Dr A.). Observations économiques de vies ouvrières. Travaux et mémoires de Montpellier. Série scientifique. IX. — Montpellier (Coulet), 1911. (*Musée social* : 21.349 (vol. 8°).

440 **LAMIRAND** (Georges). Heures d'usine. (in : *La nouvelle revue des jeunes*. 4^e année. N° 3. 15 mars 1932). — Paris (30, r. Vaneau).

441 **LEBRUN** (Mme P.). Corsetière du Raincy, banlieue de Paris. *Les ouvriers des deux-mondes. Troisième série. 15^e fascicule*. — Paris (Sté d'économie sociale), 1907.

442 **LEYRET** (Henry). En plein faubourg (mœurs ouvrières). — Paris (Fasquelle), 1895. (*Musée social* : 20.489 (vol. 12°).

443 **LHANGE** (Pierre). Banlieue parisienne. Le « Dieu qui bouge ». (in : *Etudes*. 1929).

444 **LHANGE** (Pierre). Le Christ dans la banlieue. Enquête sur la vie religieuse dans les milieux ouvriers de la banlieue de Paris. 3 vol. — Paris (Plon), [1927]. (8° Ld 4 10.278).

445 **MAILLARD** (M. L. de). Teinturier de ganterie et gantiers de Saint-Junien (Haute-Vienne. — France). — *Les ouvriers des deux mondes. Troisième série 13^e fascicule*. — Paris (Sté d'économie sociale), 1906.

446 **MILHAUD** (Caroline). L'ouvrière en France. — Paris (Alcan), 1907. (*Mémoire*).

447 **Ministère du travail**. Enquête sur le travail à domicile dans l'industrie de la chaussure. (8° Lf 262³³¹). — Enquête sur le travail à domicile dans l'industrie de la fleur artificielle. (8° Lf 262³²⁴).

448 **MONESTIER** (M. R.). Aveugle brossier de Bué (Cher. — France). *Les ouvriers des deux mondes. Troisième série. 19^e fascicule*. — Paris (Sté d'économie sociale), 1911.

449 **Office du travail**. Enquête sur le travail à domicile dans l'industrie de la lingerie. 5. vol. — 1907-1909. (*Mémoire*).

450 **POMPON** (André). Les ouvriers porcelainiers de Limoges. Etude d'économie sociale. — Paris (Sirey), 1910. (8° R. 24.182).

451 **RÉAL** (Claude) et **RULLIÈRE** (H.). Le tabac et les allumettes. *Bibliothèque sociale des métiers*. — Paris (Doin), 1925.

452 **RENARD** (G.). Les travailleurs du livre et du journal. *Bibliothèque sociale des métiers*. 2 vol. — Paris (Doin), 1925.

453 **ROUSSEL** (Louis). Ajusteur au chemin de fer des usines de Wendel à Moyeuvre-Grande (Moselle). *Les ouvriers des deux mondes. Troisième série. 21^e fascicule*. — Paris (Sté d'économie sociale), 1928.

454 **SAVOIE** (A.). Meunerie, boulangerie, pâtisserie. *Bibliothèque sociale des métiers*. — Paris (Doin), 1922.

- 455 **SIMON** (Mlle). La vie de l'ouvrière. — Paris (Bloud), 1911.
(*Mémoire*).
- 456 **VALDOUR** (Jacques). Ateliers et taudis.
(8° *Ll* 7 266).
- 457 **VALDOUR** (Jacques). De la Popinqu' à Ménilmuch'.
(8° *R.* 33339).
- 458 **VALDOUR** (Jacques). La menace rouge. Ouvriers d'après-guerre en Touraine. — 1926.
(8° *Ll* 7 273).
- 459 **VALDOUR** (Jacques). L'ouvrier français. *Les cahiers de la corporation*. 1^{re} série. N° 2. — Paris (Union des corporations françaises), [1927].
(8° *R.* 35.481 (2)).
- 460 **VALDOUR** (Jacques). La vie ouvrière. Deux chauffeurs-conducteurs. Observations vécues. — Paris (Rousseau) et Lille (Giard), 1919.
(8° *R.* 29.210).
- 461 **VALDOUR** (Jacques). La vie ouvrière. « Le faubourg ». Observations vécues. — Paris (Spes), 1925.
(8° *R.* 33.739).
- 462 **VALDOUR** (Jacques). La vie ouvrière. Les mineurs. Observations vécues. — Paris (Rousseau) et Lille (Giard), 1919.
(8° *R.* 29.246).
- 463 **VALDOUR** (Jacques). La vie ouvrière. Ouvriers catholiques et royalistes. Romans-sur-Isère et Decazeville. Observations vécues. — Paris (Flammarion), [1928].
(8° *Ll* 7 278).
- 464 **VALDOUR** (Jacques). La vie ouvrière. Ouvriers parisiens d'après-guerre. Observations vécues. — Paris (Rousseau) et Lille (Giard), 1921.
(8° *Ll* 7 265).
- 465 **VALDOUR** (Jacques). La vie ouvrière. Sous la griffe de Moscou. Ouvriers de Paris (La Chapelle), de Billancourt et d'Issy. Observations vécues. — Paris (Flammarion), [1929].
(8° *Ll* 7 280).
- 466 **VANUXEM** (Paul). Questions du jour. Ouvriers et patrons tullistes de Calais. A propos d'un conflit récent. (*La Science sociale*, 25^e année, 65^e fascicule). — Paris (La Science sociale), 1910.
(8° *R.* 8.061 (65)).
- 467 **VINCENNES** (Jean de). Le bon Dieu dans le bled (en Seine-et-Oise). Préface de Pierre Lhande. — Paris (Beauchesne), 1928.
Voir aussi : I. — **GENERALITES**. — 4. — **Publications du B. I. T.**

e. — Pêcheurs et marinières.

- 468 **BOURGAIN** (Jean). Essai sur les conditions du travail dans la pêche maritime et la situation économique et sociale du marin pêcheur boulonnais. — Paris (Giard et Brière), 1908.
(8° *R.* 22.150).
- 469 **ENCONTRE** (J.). Les travailleurs de la mer. Essai sur les conditions du travail et de la prévoyance sociale dans l'industrie des transports maritimes. [Thèse de droit]. — Montpellier (Montane), 1912.
[Législation, œuvres, peu de détails sur le mode de vie].
(8° *F.* 23.610).
- 470 **LHANDE** (P.). N.-D. des bûteliers. (In : *Etudes*. 1929).
- 471 **VALDOUR** (Jacques). La vie ouvrière. Les marinières. Observations vécues. — Paris (Rousseau), 1914.
(8° *V.* 37.681).

f. — Les paysans.

- 472 **ADELPHÉ** (Louis). La vie rurale dans le pays de Haie . « *Science sociale* ». (8° R. 8.061).
(*Mémoire*).
- 473 **AUGÉ-LARIBÉ** (Michel). Le paysan français après la guerre. — Paris (Garnier), 1923.
(*Musée social* : 24.920 (Vol. 12°).
- 474 **[BEAUJOT]** (Emile). La vie rurale dans la région de Saint-Pol. — S. l. n. d. (Broch.).
(8° S. 16.916).
- 475 **BOURRILLY** (J.). La vie populaire dans les Bouches-du-Rhône. — Marseille (Barlatier), 1921.
[Extrait du T. XIII des *Bouches-du-Rhône*, Encyclopédie départementale].
(4° Li²⁰ 73).
- 476 **BRUN** (Henri). Le domaine rural. Ce qu'il était autrefois. Ce qu'il est aujourd'hui. Ce qu'il devrait être. — Paris (Spes), 1925.
(*Musée social* : 25.526 (Vol. 8°).
(*Mémoire*).
- 477 **CHAUVEAU** (Dr C.). La France agricole et la guerre. — Paris (Baillière). [1917].
(8° S. 15.460¹).
(T. III, 1919. — T. IV, 1921).
- 478 **Congrès de la dépopulation rurale en Côte-d'Or**. — Dijon, 1911.
Musée social : 19.262 (Vol. 8°).
- 472 **Congrès de l'agriculture française** (le premier en 1919). Comptes-rendus.
(*Musée social* : 23.446).
(*Mémoire*).
- 480 **Congrès international des associations agricoles et de démographie rurale**. — Bruxelles, 1910.
(*Musée social* : 19.158 (Vol. 8°).
(*Mémoire*).
- 481 **DELMAS**. Le paysan français.
(8° Li⁶ 208).
(*Mémoire*).
- 482 **XXIX^e Congrès de la Société internationale d'économie sociale et des unions de la paix sociale**, fondées par Le Play. La désertion des campagnes. T. II. Mémoires et rapports monographiques d'enquête. — Paris (Société d'économie sociale), 1910.
- 483 **FONTGALLAND** (Pierre de). Salaires ruraux. *Musée social*. Mémoires, mars 1912.
(*Mémoire*).
- 484 **GANAY** (M. de). Pour la formation d'une élite rurale. — Paris (Spes), [1924].
(8° R. 33.338¹).
- 485 **GUEIT** (Etienne). Exode rural et main-d'œuvre saisonnière. Rapport présenté au nom de la commission de la main-d'œuvre agricole [au] Comité du retour à la terre et Office agricole du Var. — Draguignan (Imprimerie Ollivier-Joulian), 1924.
(8° S. 17.186).
- 486 **HALÉVY** (Daniel). Visites aux paysans du Centre. *Les Cahiers verts*, 4. — Paris (Grasset), 1921.
[Visites de 1910 et de 1920. Etude de l'évolution dans la mentalité paysanne. Conversations avec les représentants d'une élite campagnarde].
- 487 **LABAT**. L'âme paysanne.
(8° Li⁶ 209).
(*Mémoire*).

- 488 **Ministère de l'Agriculture.** Enquête sur les salaires agricoles. — Paris (Imprimerie Nationale), 1912.
(*Musée social* : 20.453 (Vol. 8°).
- 489 **Ministère de l'Agriculture. Direction de l'Agriculture.** Compte-rendu des travaux effectués par les offices agricoles régionaux et départementaux de 1919 à 1921 et application de la loi du 6 janvier 1919. — Persan (Marchandon), 1922.
- 490 **Ministère de l'Agriculture. Direction de l'Agriculture.** Compte-rendu des travaux effectués par les offices agricoles régionaux et départementaux en 1921 en application de la loi du 6 janvier 1919. — Paris (Librairie agricole de la « Maison rustique »), [1923].
- 491 **Ministère de l'Agriculture. Direction de l'Agriculture.** Office de renseignements agricoles. La petite propriété rurale en France. Enquête monographique (1908-1909). — Paris (Imprimerie Nationale), 1909.
- 492 **Ministère de l'Agriculture.** Service du crédit, de la coopération et de la mutualité agricoles. Le crédit agricole. Encouragement à la petite propriété rurale. Le crédit individuel à long terme... Le bien de famille insaisissable. — Paris (Imprimerie Nationale), 1912.
(8° S. 14.520). — Edit. de 1914 (8° S. 15.010).
- 493 **La crise de la main-d'œuvre agricole** (séance du 9 février 1914). (*Réforme sociale.* 7^e série. T. VII). (T. LXVII, janvier-juin 1914). — Paris (Société d'économie sociale), 1914.
- 494 **Recueil officiel des usages locaux du département du Gard.** — Nîmes (La Laborieuse), 1913.
(8° F. 24.794).
- 495 **Réforme sociale.** 7^e série. T. X. 1915. Réunion annuelle (10 juin 1915). Le retour à la terre.
- 496 **RÉGNIER (P.).** L'ouvrier agricole. — Paris (Doin), 1924.
(*Mémoire*).
- 497 **RISLER (Georges).** Le travailleur agricole français. — Paris (Payot), 1923.
(*Musée social* : 24.907 (Vol.).
- 498 **Salaires (Les) dans l'agriculture en 1916, 1920, 1921.** (In : *Bulletin du Ministère du Travail*, 1922).
(*Mémoire*).
- 499 **SION (Jules).** Les paysans de la Normandie orientale. 1909.
(*Musée social* : 17.017 (Vol. 8°).
(*Mémoire*).
- 500 **SOUCHON.** La crise de la main-d'œuvre agricole en France. 1914.
(*Mémoire*).
- 501 **VALDOUR (Jacques).** La vie ouvrière. L'ouvrier agricole. Observations vécues. — Paris (Rousseau), 1919.
(8° S. 15.806).
- 502 **ZEYS (Louise).** Les industries rurales en France. (*Réforme sociale.* 7^e série. T. VII. 1914).
- g. — Domestiques.**
- 503 **CUSENIER (Marcel).** Les domestiques en France. Thèse pour le doctorat. Université de Paris. Faculté de droit. — Paris (Rousseau), 1912.
(8° F. 23.528).
- 504 **EDOUARD (R. P.).** Le foyer domestique. Maîtres et domestiques. Maris et épouses. Parents et enfants. — Paris (Lethielleux), [1909].
- 505 **HAAS (L.) et PENANCIER (E.).** Maîtres et gens de service. 1925.
(*Législation. Mémoire*).
(*Musée social* : 26.530 (Vol. 12°).

- 506 **JOLY** (Henri). La crise de la domesticité. *Publications de la Société bibliographique*. — Paris (de Gigord), 1913.
(*Musée social* : 26.300 (Br. 16°).
- 507 **LARGEAUD** (M.) et **MARTIN** (M.). Code-manuel des maîtres et domestiques. — Angers et Niort, 1911.
[Contient les usages locaux du département des Deux-Sèvres. Barèmes pour salaires et louages de service].
(8° F. 21.471).
- 508 **MOLL-WEISS** (Mme Augusta). Les gens de maison. *Bibliothèque sociale des métiers*. — Paris (Doin), 1927.
(8° R. 35.108).

h. — Utilisation des loisirs.

- 509 **BEAUDEMOULIN** (Jean). Enquête sur les loisirs de l'ouvrier français. Etendue, répartition, utilisation sous le régime de la loi du 23 avril 1919. Thèse pour le doctorat (sciences politiques et économiques). Faculté de Droit de l'Université de Paris. — Paris (Jouve), 1924.
(8° F. 29.817).
- 510 **BONNET** (Raoul). Les vacances ouvrières. Thèse de droit. Université de Montpellier. — Montpellier (Imprimerie Causse), 1927.
(8° F. 31.332).
- 511 **GIBON** (Fénelon). Le dimanche de l'ouvrier. — Paris (chez l'auteur), [1909].
(D. 86.453).

i. — Immigration.

- 512 **LUGAND**. L'immigration des ouvriers étrangers en France.
(8° F. 27.018).
(*Mémoire*).
- 513 **PAIRAULT** (A.). L'immigration organisée et l'emploi de la main-d'œuvre étrangère en France. — Paris (Presses universitaires de France), 1926.
(*Mémoire*).
Voir : I. — 4. — **Publications du B. I. T.**

6. — HORS-CLASSES.

- 514 **CYRIL-BERGER** [Victor **Cyril** et Dr L. **Berger**]. Les têtes baissées. — Paris (Ollendorff), [1913].
(*Musée social* : 21. 767 (Vol. 16°).
- 515 **DUBIEF** (F.). La question du vagabondage. — Paris (Fasquelle), 1911.
(8° R. 24.960).
- 516 **MALATO** (Charles). Les forains. *Bibliothèque sociale des métiers*. — Paris (Doin), 1925.
- 517 **MARIE** (Dr) et **MEUNIER** (Raymond). Les vagabonds. *Encyclopédie internationale d'assistance, de prévoyance et d'hygiène sociale*. Directeur : Dr Marie. *Assistance* (1^{re} série). I. — Paris (Giard et Brière), 1908.
(*Musée social* : 16.447 (Vol. 12°).
- 518 **Ministère de l'Intérieur**. Professions ambulantes et circulation des nomades. 1914.
(8° F. 24.915).
(*Mémoire*).

Rapport entre les classes et les minorités raciales. Voir d'autre part : *Méthodologie, Anthroposociologie, Immigration*.

Comme base d'une étude sur l'aspect colonial du problème racial des classes, prendre le Catalogue méthodique du Musée social, sections : *Colonisation*, et *Esclavage*.

ERRATA

Malgré les soins apportés à la correction des épreuves, des fautes typographiques encore trop nombreuses ont subsisté dans le tirage définitif de notre thèse.

La plupart de ces fautes ne sont pas graves ; quelques-unes altèrent l'orthographe des mots, mais seront aisément corrigées par le lecteur.

Nous nous bornons à signaler ci-dessous les erreurs les plus importantes, celles qui sont de nature à altérer le sens du texte.

Page 33, ligne 6, lire : **acception**, au lieu de : *acceptation*.

Page 35, ligne 21, lire : **du moins**, au lieu de : *du mois*.

Page 42, ligne 28, lire : **varient**, au lieu de : *variant*.

Page 60, ligne 7, lire : **il n'y a**, au lieu de : *il y a*.

Page 98, ligne 25, lire : **avec**, au lieu de : *avoir*.

Page 102, ligne 7, lire : **et**, au lieu de : *ou*.

Page 110, ligne 2, lire : **les**, au lieu de : *des*.

Page 129, ligne 37, lire : **dite**, au lieu de : *dire*.

Page 161, ligne 21, lire **voiture qui ne sert**, au lieu de : *voiture qui sert*.

Page 170, ligne 2 des notes, lire : **un avocat**, au lieu de : *une avocat*.

Page 195, ligne 8, lire : **classe paysanne**, au lieu de : *classe moyenne*.

Page 222, ligne 10, lire : **la loi elle-même**, au lieu de : *la loi est elle-même*.

Page 242, ligne 11, lire : **partis politiques**, au lieu de : *parties politiques*.

Page 246, ligne 18, lire : **graves de communi...**, au lieu de : *graves et communi...*

Vu le 19 Mai 1934.

*Le Doyen de la Faculté
des Lettres de l'Université de Paris ,*

H. DELACROIX.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

S. CHARLETY.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1
PREMIERE PARTIE. — METHODE ET IDEOLOGIE.	
CHAPITRE PREMIER. — La méthode sociologique. La méthode dans l'étude des classes	7
Le problème méthodologique. 7. — Elaboration d'une méthode convenant à l'étude des classes. 11. — Principales sources. 12. — Sources écrites. 13. — Sources directes. 16. — Enquêtes américaines. 18.	
CHAPITRE II. — Morphologie sociale. Les groupes fondamentaux	22
Définitions. 22. — La cellule sociale. 23. — Les groupes primaires. La famille. 24. — Les groupes secondaires. 28.	
CHAPITRE III. — La classe sociale	30
Définitions de la <i>classe</i> d'après les dictionnaires et encyclopédies. 30. — Définitions des sociologues et économistes. 35. — Débats de la <i>Société de Sociologie</i> en 1903. 38. — Définition de Cyr Van Overbergh. 40. — La classe d'après Fr. Simiand. 42. — Autres définitions. 44. — Définition proposée par nous. 48.	
CHAPITRE IV. — Les classes idéologiques.	
I. — Conceptions socialistes. — II. — Syndicalisme	52
Classes vivantes et classes idéologiques. 52. — I. — Conceptions socialistes. 55. — II. — Syndicalisme. 63.	
CHAPITRE V. — Les classes idéologiques (suite).	
III. — La doctrine catholique	65
Origine du catholicisme social (A. de Mun). 66. — L'Encyclique <i>Rerum novarum</i> . 67. — L'Encyclique <i>Quadragesimo anno</i> . 71. — La doctrine catholique d'après le P. Schwalm. 75.	
CHAPITRE VI. — Les classes idéologiques (suite).	
Autres doctrines	79
IV. — Philosophie du travail. 79. — V. — Positivisme. 85. — VI. — Monarchisme. 85. — Conclusion. 87.	

LES CLASSES SOCIALES DANS LA FRANCE CONTEMPORAINE.

CHAPITRE VII. — Réalité des classes dans la société étudiée	91
I. — Leur existence. 91. — II. — Énumération et description sommaire. — Hypothèse fondamentale. 93. — Forme définitive du tableau hypothétique. 102. — Description sommaire des classes. 1. Fonction sacerdotale. 103. — 2. Classe noble. 104. — 3. Classe bourgeoise. 104. — 4 et 4 bis. Les deux inter-classes. 104. — 5. Classe populaire. 106. — 6. Hors-classes. 107.	
CHAPITRE VIII. — Principe des classes. Concept du mode de vie	108
Caractères de la bourgeoisie, d'après M. Goblot. 108. — Fortune. 110. — Instruction et éducation. 110. — Préentions esthétiques et intellectuelles. 113. — Dimorphisme sexuel. 114. — Concept du <i>mode de vie</i>. En quoi il diffère du <i>niveau de vie</i>. 116. — Plan des monographies de Le Play. 118. — Autres travaux s'appuyant en partie sur le mode de vie. 119. — Etude des caractères anthropologiques. 122.	
CHAPITRE IX. — Tableau des classes dans la France contemporaine. — Généralités. — Fonction sacerdotale	124
Généralités. 124. — Classes, alliances, relations. 125. — Recherches dans les archives de l'Etat-civil. 126. — Documents statistiques. 129. — Les classes et le droit. 131. — Tableau des classes. Fonction sacerdotale. 1. Sa place dans la société. 134. — 2. Réalité juridique. 136. — 3. Mode de vie. 138. — 4. Conclusion. 140.	
CHAPITRE X. — La noblesse	142
1. Généralités. 142. — 2. Historique. 143. — 3. Survivance de la noblesse. 144. — 4. La noblesse et le droit. 145. La noblesse actuelle. 149. — 5. Mode de vie. 150. — 6. Conclusion. 156.	
CHAPITRE XI. — La bourgeoisie. — Généralités. — Haute bourgeoisie. — Moyenne bourgeoisie	157
1. Généralités. 157. — 2. La bourgeoisie et le droit. 159. — 3. Histo- rique. 162. — Anthropologie de la classe bourgeoise. 162. — 5. Subdivisions. 165. — 6. Les professions bourgeoises. 166. — a) Le pouvoir exécutif et législatif. 167. — b) L'armée. 167. — c) La magistrature. 169. — d) L'avo- cat. 169. — e) L'enseignement. 170. — f) Autres professions. 171. — 7. Le mode de vie. 172. — 8. Difficultés économiques de la bourgeoisie contem- poraine. 178.	
CHAPITRE XII. — La bourgeoisie (suite). — Les inter-classes	181
9. La petite bourgeoisie. a) Généralités. 181. — b) Mode de vie. 182. — 10. La bourgeoisie. Conclusion générale. 184. — Les inter-classes. 185. — 1. Instituteurs. 185. — 2. Employés. 190.	

CHAPITRE XIII. — **Le peuple** 195

1. Généralités. 195. — 2. Le peuple et le droit. 196. — 3. Origines. Caractères biologiques. Natalité. Mortalité. Morbidité. 200. — 4. Petit commerce, petite industrie, artisans aisés, artistes. 202. — 5. Ouvriers de l'industrie. 203. — Morale. 204. — Condition de la femme. 205. — Vie matérielle. 206. — Vie intellectuelle. Religion. Vie sociale. 209. — Le communisme. 210. — Les œuvres. 212. — Les lectures. 213.

CHAPITRE XIV. — **Le peuple (suite). — Les hors-classes. — Classes et races** 215

Le peuple. 6. Les paysans. 215. — Mode de vie. 215. — 7. Les domestiques. 220. — 8. Conclusion. 222. — Les hors-classes. 223. — Classes et races. 224. — L'immigration. 225.

CONCLUSION. — **Aspect dynamique du problème des classes. — Prévisions pour l'avenir** 228

BIBLIOGRAPHIE METHODIQUE

I. — **Généralités** 231

1. Principales sources bibliographiques. 231. — 2. Dictionnaires et encyclopédies. 232. — 3. Périodiques. 232. — 4. Publication du Bureau international du Travail. 233. — 5. Publications françaises officielles. 234.

II. — **Méthodologie** 235

1. Doctrines sociologiques. Généralités. 235. — 2. Méthode sociologique. a) Généralités. 235. — b) Les méthodes monographiques. 236. — c) La méthode statistique. 236. — d) Anthropolociologie. 236. — 3. Le concept de classe. 237. — 4. Les méthodes dans l'étude des classes. 238.

III. — **Droit**..... 238

1. Ouvrages généraux. 238. — 2. Législation du travail. 239. — Lois diverses se rattachant à l'étude des classes. 240.

IV. — **Histoire**..... 240

1. Histoire de France. Ouvrages généraux. 240. — 2. Histoire générale des classes et histoire économique. 240. — 3. Troisième république. 242.

V. — **Les classes idéologiques** 243

1. Généralités. 243. — 2. Marxisme et autres doctrines socialistes. 244. — 3. Syndicalisme. 245. — Action sociale catholique. 245. — 5. Philosophie du travail. 246. — 6. Positivisme. 247. — 7. Monarchisme. 247.

VI. — **Classes vivantes. — A. Sources générales** 247B. **Les classes** 249

1. Fonction sacerdotale. 249. — 2. Noblesse. 250. — 3. Bourgeoisie. 252. — 4. Inter-classes. 254. — 5. Peuple. 254. — 6. Hors-classes. 262.

ACHEVÉ D'IMPRIMER EN NOVEMBRE 1934
PAR LES PRESSES MODERNES
96, GALERIE BEAUJOLAIS - PALAIS-ROYAL
PARIS (1^{er})

